ANNALES PARLEMENTAIRES
DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1923-1924

SENAT

SÉANCES DU 13 NOVEMBRE 1923 AU 31 JUILLET 1924.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre de la Chambre » ou « Documents parlementaires ».
ABRÉVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Abonnements au téléphone.

Modification du régime. — V. Interpellations, au nom de M. le marquis Impériali.

Absence. — V. Code civil

Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique; académie royale flamande; académie royale de langue et de littérature française; académie royale de médecine (personnification civile accordée à ces institutions). — V. Droits civils : Personnification civile.

Accidents provoqués par les matières explosibles qui gisent dans la région du front. — V. Interpellations, au nom de M. Allewaert.

Acquisition de petites propriétés rurales. — V. Finances : Impôts. Droits d'enregistrement et de succession.

Actes de l'état civil. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Actes et arrêtés (insertion d'). — V. « Moniteur belge ».

Actes d'huissier (secret des significations). — V. Code de procédure civile : Exploits d'huissier.

Actes judiciaires et extra-judiciaires et établissement des preuves. — V. Procédure civile : Convention anglo-belge.

Actions privilégiées du Katanga (garantie du gouvernement). — V. Congo : Finances. Emission d'actions.

Adjoints des commissaires de police (traitement des). — V. Communes : Personnel.

Admission des enfants au travail maritime. — V. Affaires étrangères : Marine.

Aérodromes. — V. Aéronautique.

Aéronautique.

POLICE DES AÉRODROMES.

Projet de loi octroyant à certains membres du personnel de l'administration de l'aéronautique les pouvoirs d'officier de police judiciaire.

Doc. — Rapport fait par M. Gillain, n° 233.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1162 (9 juillet 1924). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1213, 1214. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 1214 (16 juillet 1924). Le projet est soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères.

ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA-JUDICIAIRES ET ÉTABLISSEMENT DES PREUVES. — *Convention anglo-belge.* — V. Procédure civile.

AMÉRIQUE. — *Décès de M. Wilson, ancien président des Etats-Unis.*

Ann. — Motion d'ordre de M. Renard, qui propose, d'accord avec MM. Magnette et Rutten, un ordre du jour dans le but d'exprimer à la nation américaine et à Mme Wilson les condoléances du Sénat de Belgique à l'occasion du décès de M. Wilson, p. 463. — M. le président déclare que le Sénat sera unanime pour adopter la motion qui vient d'être faite et annonce que deux télégrammes seront adressés, l'un au président des Etats-Unis d'Amérique, l'autre à Mme Wilson, p. 463. — Assentiment du Sénat.
M. le président annonce au Sénat qu'il a reçu de M. Fletcher, ambassadeur des Etats-Unis en Belgique, une lettre lui exprimant les remerciements de M. le président des Etats-Unis ainsi que de Mme Wilson pour les condoléances que le Sénat de Belgique leur a adressées, p. 555.

AUTRICHE. — *Traité de commerce entre l'union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche.* — V. la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail.

BULGARIE. — *Projet de loi portant approbation de l'accord intervenu le 14 avril 1923 entre la Belgique et la France, d'une part, la Bulgarie d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du traité de paix de Neuilly-sur-Seine.*

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Impériali, n° 171.

Affaires étrangères : BULGARIE. *Accord entre la Belgique, la France et la Bulgarie (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Impériali, p. 877 (3 juin 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1012.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 91 membres présents, p. 1025 (18 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la conférence internationale du travail, à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922). — V. Industrie, commerce et travail : Bureau international du travail.

CANADA. — *Traité entre l'union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada.* — V. la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. — V. sous la même rubrique générale les pays ou objets auxquels ces conventions se rapportent.

CORPS DIPLOMATIQUES. — *Droits de chancellerie.*

Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921. (Dispositions disjointes du budget des voies et moyens).

Doc. — Projet de loi, n° 116.
Rapport fait par M. Huisman-Vanden Nest, n° 121.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest, p. 703 (8 avril 1924).
Discussion générale. Sont entendus : MM. le marquis Impériali et Theunis, p. 719.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 719.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 720 (9 avril 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

DOUANES. — *Simplification des formalités.*

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Doc. — Rapport fait par M. Le Jeune, n° 270.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Le Jeune, qui demande l'urgence pour ce projet de loi, p. 1387. — L'urgence est déclarée et M. Le Jeune donne lecture de son rapport. p. 1387 (31 juillet 1924).
Discussion générale. Est entendu : M. Le Jeune, rap., p. 1387.
L'article unique est adopté sans observations, p. 1387.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 101 membres présents, p. 1416 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. — *Arbitrage.*

Projet de loi approuvant le protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé.

Doc. — Rapport fait par M. Poelaert, n° 225.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Poelaert, p. 1121 (3 juillet 1924).
L'article unique est adopté sans observation, p. 1283.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents, p. 1289 (24 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

FRANCE. — *Marine.*

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gênes, par la Conférence internationale du travail et signées à Paris, le 1er juin 1921, par la Belgique et la France.

V. plus loin la sous-rubrique : Marine.

GRANDE-BRETAGNE.

Projet de loi approuvant la convention anglo-belge sur la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves. — V. Procédure civile : Convention anglo-belge.

Affaires étrangères (*suite*)

INDUSTRIE, COMMERCE ET TRAVAIL. — *Traité de commerce entre l'Union belgo-luxembourgeoise et l'Autriche.*

Projet de loi approuvant le traité de commerce conclu le 14 décembre 1923 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche.

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Impériali, n° 208.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Impériali, p. 1051 (25 juin 1924).
Motion d'ordre de M. le marquis Impériali, rapporteur, qui demande, au nom de la commission des affaires étrangères, que ce projet soit voté au cours de la session, p. 1410. — M. le président propose d'en aborder immédiatement la discussion, p. 1410. — Assentiment du Sénat.
Discussion générale. Est entendu : M. le marquis Impériali, rap., p. 1410.
L'article unique est adopté sans observations, p. 1410.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 120 membres présents, p. 1417 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada.

Projet de loi approuvant le traité de commerce conclu, le 3 juillet 1924, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada.

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Impériali, n° 271.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Impériali, p. 1315 (30 juillet 1924).
L'article unique est adopté sans observations, p. 1410.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 1416 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Travail des femmes et des enfants. Conventions élaborées à Washington et signées à Paris.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes élaborées à Washington par la Conférence internationale du travail et signées à Paris le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France.

Doc. — Rapport fait par M. Féron, n° 84.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Féron, p. 438 (7 février 1924).
L'article unique est adopté sans observations, p. 597.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 97 membres présents, p. 598 (20 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Travail maritime.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gênes par la Conférence internationale du travail et signée à Paris, le 1er juin 1921, par la Belgique et la France. — V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique : Marine.

ITALIE.

Ann. — Disparition du député Matteotti. — Motion d'ordre de M. Lafontaine, qui propose de prier le bureau d'adresser à la Chambre italienne l'expression de la sympathie du Sénat, p. 1025. — Observations diverses de MM. Liebaert (qui combat la proposition), Van Roosbroeck, Volckaert, Lekeu, Wittemans, Seeliger, Van Fleteren, Van Overbergh, Vinck, Speyer, Rutten, p. 1025, 1026. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche sur la proposition de M. Lafontaine, M. le baron de Moffart demande la parole alors que le vote est commencé, p. 1026. — La motion de M. Lafontaine est adopté par 73 voix contre une (M. Liebaert), et 19 abstentions, p. 1027. — Se sont abstenus : MM. Dejace, le baron de Moffart de Pierpont-Surmont de Volsberghe, le chevalier de Vrière, Du Bost, Du Four, Dupret, le baron Gillès de Pélichy, Hubert, Lefébvre, Liesens, Nerincx, le baron Ruzette, m. a., t. p.; Ryckmans, Simonis, Srtuye, Van den Bussche, Vercruysse, le vicomte Vilain XIIII, p. 1027.

JAPON :

Tremblement de terre au Japon.

Ann. — M. le président comte t'Kint de Roodenbeke prononce un discours à cette occasion et annonce qu'il adressera les condoléances du Sénat au gouvernement impérial japonais, p. 3.

Affaires étrangères (*suite*)

MARINE :

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, et le placement des marins, élaborées à Gênes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris, le 1er juin 1921, par la Belgique et la France.

Doc. — Rapport fait par M. Le Jeune, n° 272.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Le Jeune qui fait remarquer l'urgence de ce projet et en demande la discussion immédiate, p. 1410 (31 juillet 1924). — L'urgence étant déclarée, M. Le Jeune, donne lecture de son rapport, p. 1410. L'article unique est adopté sans observations, p. 1411. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 103 membres présents, p. 1417 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

RUANDA URUNDI :

Projet de loi portant approbation du traité conclu avec les Etats-Unis-d'Amérique, concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. — V. Congo : Ruanda-Urundi.

Projet de loi approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. — V. Congo : Ruanda-Urundi.

SOLDATS FRANÇAIS. — *Exhumation et transfert des restes des soldats français tombés au champ d'honneur, en août 1914, pour la défense de la ville de Tournai.* — V. Guerre : Combattants.

TRAITÉ DE VERSAILLES.

Art. 393 : Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la conférence internationale du travail, à sa quatrième session (18 octobre-5 novembre 1922). — V. Industrie, commerce et travail : Bureau international du travail.

Age minimum d'admission des enfants au travail maritime. — V. Affaires étrangères : Marine.

Agents diplomatiques (perception des droits de chancellerie par les). V. Affaires étrangères : Corps diplomatique.

Agents de l'Etat. — V. Emplois publics.

Agriculture.

BÉNÉFICES DES CULTIVATEURS POUR L'ANNÉE 1922.

Fixation des bases de calcul de ces bénéfices. — V. la rubrique. Interpellations au nom de MM. Braffort et le baron de Moffarts.

EXPLOITATIONS RESSORTISSANT AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Autonomie.* — V. Finances; Budgets : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1924.

PRIMES ACCORDÉES DU CHEF DE TERRAINS CULTIVÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LEUR REMISE EN ÉTAT PAR LE SERVICE DU NIVELLEMENT ET DE LA MOTOCULTURE. — V. Finances : Cour des comptes. Dissentiment entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture et des travaux publics.

Ajournement du Sénat. — Voyez : Chambres législatives. Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

Alcool. — V. 1° Finances : a) Alcool; b) Impôts. — 2° Hygiène et santé.

Aliénation des biens appartenant à des incapables. — V. Code civil : Biens des mineurs et des incapables.

Allewaert, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, n° 65.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Demande qu'il reste une trace des retenues opérées sur les salaires des ouvriers, p. 125

Allewaert (*suite*)

Interpellation de M. Asou, au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides, p. 264, 265, 267, 271.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention sur la situation de certains ouvriers et employés du département de la justice et demande l'amnistie pour les flamands encore en prison pour délit politique, p. 476, 477. — Discussion des articles. Art. 11. S'abstient au vote sur un amendement de M. Deswarte, p. 510.
Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Discours, p. 600.
Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Traite certaines questions d'impôts, notamment en ce qui concerne les ouvriers, p. 750.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Parle de certaines améliorations en faveur de la Flandre occidentale, puis parle de la péréquation des traitements et des mesures à prendre en faveur des familles nombreuses, p. 846, 847.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parle notamment des pensions de vieillesse et des mutualités, p. 913, 914.
Interpelle M. le ministre de la défense nationale et M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet des nombreux accidents provoqués par les matières explosives qui gisent dans la région du front. Développe son interpellation au cours de la discussion générale du budget de la défense nationale, p. 1106 à 1108.
Budget de la défense nationale pour 1924. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1160.

Allocation supplémentaire aux ouvriers mineurs pensionnés. — V. Assurances sociales : Ouvriers mineurs.

Amendement à l'article 393 du traité de Versailles. — V. Industrie, commerce et travail : Bureau international du travail.

Annexion de territoires. — V. Communes.

Anvers (position fortifiée d') déclassement de certains ouvrages de défense. — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Arbitrage. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Ardoisiers. — V. Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré.

Armée.

AVANCEMENT ET POSITION DES OFFICIERS.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. — Projet de loi, n° 259.
Rapport fait par M. le baron d'Huart, n° 260.
Amendement proposé à l'article 7, par MM. Calonne et Damas, n° 262.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron d'Huart, p. 1305.
Discussion générale. Sont entendus : MM. Calonne et Forthomme, m. d. n., p. 1382, 1383.
Discussion des articles.
Art. 1 à 6. Adoptés sans observations, p. 1383, 1384.
Art. 7. M. le président rappelle un amendement de M. Calonne, p. 1384. — M. Calonne déclare que cet amendement est retiré, et l'article 7 est adopté, p. 1384.
Articles 8 à 10. Adoptés sans observations, p. 1384.
Article 11. Observations de MM. le vicomte Vilain XIIII et Forthomme, m. d. n., p. 1384, 1385. — L'article 11 est adopté, p. 1185.
Articles 12 à 22. Adoptés sans observations, p. 1385, 1386.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix et 37 abstentions, p. 1414 (31 juillet 1924). — Se sont abstenus : MM. Fraiture, François, Genard, Guyaux, Lekeu, Libioulle, Lion, Martens, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Ronvaux, Seeliegr, Solau, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Vande Moortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Volckaert, Wittemans, Baeck, Beosier, Calonne, Daems, Damas, Danhier, De Meulemeester, Demoulin, De Nauw, Disière, Dufrane et Dumont, p. 1414. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Armée (*suite*)

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE. — *Tribunaux militaires. Compétence. — Infractions de droit commun.*

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire (due à l'initiative de M. Carnoy et signée par MM. Carnoy, Meyers, Nerincx, Speyer, Vauthier et Dejace).

Doc. — Développements n° 41. — Annexe : Proposition de loi, n° 41.

Ann. — Dépôt, par M. Carnoy, de cette proposition de loi, p. 124. (18 décembre 1923). — M. le président déclare que la prise en considération aura lieu à la rentrée, p. 124. — Adhésion du Sénat.

Discussion sur la prise en considération. Sont entendus : MM. Pastur (qui demande que cette proposition soit renvoyée à une commission extra-parlementaire, instituée en janvier, et qui a pour but d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire), Féron, (qui combat la proposition de M. Pastur), le marquis Impériali (qui pose l'objection réglementaire), Speyer, (qui convie le Sénat à rester maître de la proposition de M. Carnoy et de lui faire suivre la filière ordinaire), p. 247. — M. le président déclare qu'il serait contraire aux usages de renvoyer une proposition de loi à une commission extra parlementaire, le règlement exigeant que cette proposition soit renvoyée aux commissions réunies de la justice et de la défense nationale, p. 247. — Sont encore entendus : MM. Pastur, (qui insiste sur sa proposition), Féron (qui appuie la manière de voir de M. le président), p. 247, 248. — Observation de M. Van Fleteren, p. 247. — La proposition de loi est prise en considération et est renvoyée aux commissions de la justice et de la défense nationale réunies, p. 247.

Nombre des conseils de guerre permanents. Abolition de la division des auditoriats en classes et emploi des langues :

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.

Doc. — Exposé des motifs, n° 177. — Projet de loi : Annexe au n° 177.

Rapport fait par M. Du Bost, n° 226.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 945, (10 juin 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. Du Bost, p. 1126 (3 juillet 1924).

Motion d'ordre de M. Calonne qui demande que l'examen de ce projet de loi soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner, p. 1240. — Observations diverses de MM Speyer, Calonne, Du Bost, Lekeu, Masson, m. j., p. 1240, 1241. — La demande de M. Calonne est admise, p. 1241.

COMBATTANTS. — *Témoignage de reconnaissance aux militaires de 1914-1918.* — V. Guerre.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1924.

Doc. — Rapport fait par M. le baron d'Huart, n° 42.

Ann. — M. le président annonce que la Chambre vient de transmettre ce projet de loi et propose d'en aborder l'examen d'urgence, p. 173. — Adhésion du Sénat.

M. le baron d'Huart donne lecture du rapport de la commission, p. 173.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 173.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre 34, p. 173 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

FRAIS D'INTERNEMENT DES SOLDATS BELGES EN HOLLANDE. — V. Finances.

MILICE ET RECRUTEMENT.

Plan indiquant la distribution des garnisons par rapport aux groupements de recrutement institué en vertu de l'article 6 de la loi du 15 août 1923 sur la milice, le recrutement et les obligations de service et tableau donnant, par district de gendarmerie, le nombre de miliciens désignés : pour le service, pour l'armée d'occupation, pour les troupes d'armée et pour les garnisons situées au chef-lieu, à moins ou à plus de 50 kilomètres de leur résidence.

Transmis par M. le ministre de la défense nationale en exécution de ladite loi, p. 83.

Armée (*suite*)

OFFICIERS. — V. plus haut, sous la même rubrique générale : Avancement et position des officiers.

OFFICIERS-INGÉNIEURS DES FABRICATIONS MILITAIRES.

Projet de loi relatif à la création d'un corps d'officiers, ingénieurs des fabrications militaires.

Doc. — Projet de loi, n° 134.

Rapport fait par M. Gillain, n° 141.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 766 (30 avril 1924).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 786.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 99 voix contre 7, p. 801 (6 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

POSITIONS FORTIFIÉES D'ANVERS, DE LIÉGE ET DE NAMUR.

Projet de loi concernant le déclassement de certains ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur et la suppression des servitudes militaires dont étaient frappées les propriétés voisines de ces ouvrages.

Doc. — Projet de loi, n° 150.

Rapport fait par M. Gillain, n° 169.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 873 (28 mai 1924).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1162.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 1162 (9 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Arrêtés (Insertion d'). — V. « Moniteur belge ».

Arts. — V. Sciences, arts et lettres.

Asou, sén. prov. du Hainaut.

Doc. — Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur. Rapport, n° 180.

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai. Développements et proposition de loi, n° 210 et annexe.

Ann. — Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une remarque de M. Speyer au sujet de la situation des travaux du Sénat, p. 95.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Observation au sujet de la suite de cette discussion, p. 94. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail sur le sort peu équitable fait à la ville de Tournai dans la question des habitations à bon marché et sur le contrôle à exercer dans la distribution des subsides par la Société nationale des habitations à bon marché, en vue d'une plus juste répartition. Développe son interpellation, p. 263, 264. — Observations, p. 272.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Appuie les considérations émises au sujet de la magistrature et signale la situation des notaires, avoués et huissiers, puis parle de la question de la légitimation des enfants naturels, ainsi que du jugement des coupables par la Cour de Leipzig, p. 381, 383. — Observations, p. 464.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Discours, p. 512, 513. — Observations, p. 516.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle notamment du rétablissement des ponts détruits par les Allemands et de la réfection des routes dans le Tournaisis, p. 661, 662. — Observations, p. 663.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. Discussion générale. Discours, p. 806, 807. — Observations, p. 808.

Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit discuté le plus tôt possible, p. 962. — Discussion générale, p. 1015, 1016.

Asou (*suite*)

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert, sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai. Dépose cette proposition de loi, p. 1056. — Par motion d'ordre, demande l'urgence pour cette proposition, afin qu'elle soit votée avant les vacances, p. 1086.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention du Sénat sur la situation malheureuse que le coût de la vie fait aux pensionnées de la guerre, p. 1059, 1060.

Assistance. — V. Assurances sociales.

Assistance publique.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de : « Caisse publique de prêts ».

V. pour le dépôt du projet, la session de 1921-1922 et pour le rapport, les amendements, la discussion et l'adoption. *Doc.* et *Ann.*, les tables de la Chambre, session 1922-1923.

V. pour le projet de loi transmis par la Chambre et le rapport de M. Magnette, ainsi que pour l'ajournement de la discussion de ce projet au Sénat les tables du Sénat : Session 1922-1923.

Doc. — **Amendements présentés par M. Liebaert aux articles 3 et 4, n° 9.**

Ann. — **Discussion générale. Discours de MM. Liebaert, Digneffe, Seeliger, Masson, m. j., p. 24 à 29. — Interruptions de MM. Masson, m. j., Demoulin, Volckaert, Ligy, Digneffe, Seeliger, Delannoy, p. 26 à 29.**

Discussion des articles.

Art. 1er et 2. Adoptés sans observations, p. 29, 30.

Article 3. M. le président indique un amendement de M. Liebaert et l'appel nominal est demandé par l'extrême gauche, sur cet amendement, p. 30. — Certains membres, craignant que le Sénat ne soit plus en nombre, la discussion sur cet amendement est remise à une prochaine séance, p. 30.

M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement de M. Liebaert et cet amendement est rejeté par 59 voix contre 47, p. 38. — L'article 3 est adopté, par assis et levé, tel qu'il est libellé au projet, p. 38. — Motion d'ordre de M. De Cloedt, qui déclare que s'est par erreur qu'il a émis un vote affirmatif, son intention ayant été de répondre « non », p. 38.

Article 4. M. le président indique un amendement de M. Liebaert et M. Liebaert déclare maintenir cet amendement, p. 38. — Discussion : MM. Seeliger, Liebaert, Volckaert, Masson, m. j., Wittemans, p. 39, 40. — L'amendement de M. Liebaert est rejeté par assis et levé et l'article 4 est adopté, tel qu'il figure au projet, p. 40.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 34, p. 40 (4décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ORGANISATION.

Projet de loi organique de l'assistance publique.

V. pour les *Doc.* et *Ann.*, les sessions de 1920-1921, 1921-1922, 1922-1923, 1923-1924 de la Chambre des représentants, ainsi que les sessions 1920-1921, 1921-1922 et la session 1922-1923 du Sénat.

Doc. — **Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 256.**

Association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre. — V. Guerre : Dommages de guerre.

Assurance maternelle. — V. Assurances sociales.

Assurances sociales.

ASSURANCE MATERNELLE.

Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle **(due à l'initiative de Mme Spaak et signée par Mme Spaak, MM. Demoulin, Mousty, Verbrugge et Van Vlaenderen).**

Doc. — **Développements, n° 178. — Annexe A : Législation étrangères concernant la protection de la femme enceinte, n° 178. — Annexe B : Interventions des provinces en cas d'accouchement, n° 178. — Proposition de loi : Annexe au n° 178.**

Assurances sociales : ASSURANCE MATERNELLE (*suite*)

Ann. — **Dépôt de cette proposition de loi par Mme Spaak, p. 945 (10 juin 1924). — M. le président déclare que la discussion sur la prise en considération sera portée à l'ordre du jour d'une séance ultérieure, p. 946.**

Discussion sur la prise en considération. Observations de M. Van Overbergh, qui déclare ne pas s'opposer à la prise en considération, mais fait remarquer que la Chambre a commencé l'examen d'un projet similaire, dû à l'initiative de M. Debruyne, et prie le bureau du Sénat de s'entendre avec le bureau de la Chambre, afin d'éviter qu'il y ait double emploi, p. 1032.

La proposition de loi est prise en considération et est renvoyée aux commissions réunies de l'intérieur et de l'hygiène et de l'industrie et du travail, p. 1032.

OUVRIERS MINEURS. — *Allocation supplémentaire.*

Projet de loi prorogeant l'article 15 des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions en faveur des ouvriers mineurs et accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus.

Doc. — **Projet de loi, n° 28.**

Rapport fait par M. Liessens, n° 36.

Ann. — **Dépôt du rapport par M. Liesens, qui fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, qui doit être voté avant le 31 décembre, p. 113. — M. le président déclare que ce projet sera inscrit à l'ordre du jour immédiatement après les projets principaux qui y figurent, p. 113.**

Discussion générale. Sont entendus : MM. Damas, Lombard, Moyersoen, p. 169.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 169, 170.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents, p. 172 (20 décembre 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Damas, qui proteste contre le retard apporté dans l'application de cette loi, p. 439. — M. Moyersoen, m. i. t., déclare que les mesures d'application de la loi en question ont été arrêtées en une séance tenue le 8 janvier 1924, par le conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et que les instructions nécessaires ont été envoyées le lendemain, 9 janvier, aux différentes caisses de prévoyance; que ces instructions ont été rappelées aux dites caisses, à la suite de réclamations reçues, et estime que l'exécution de la loi sera assurée sans délai, p. 439, 440.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ.

Projet général :

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Doc. — **Projet de loi, n° 257. — Annexes : Tableaux relatifs à ce projet de loi, n° 287.**

Ouvriers mineurs :

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

Doc. — **Projet de loi, n° 258. — Tableau des majorations de rente (art. 33 de la loi), n° 258. — Tableau des compléments de pension à charge du Fonds commun (art. 35 de la loi), n° 258.**

Projet général et projet spécial relatif aux ouvriers mineurs.

Ann. — **A l'occasion d'observations au sujet de la fixation de l'ordre du jour, M. Lekeu demande que ces projets de loi obtiennent un privilège de priorité à la rentrée de novembre et demande que le projet de loi spécial aux ouvriers mineurs ait la priorité sur le projet général, p. 1225. — Observations de MM. le marquis Impériali, Lekeu, Lombard, Moyersoen (qui estime que, au point de vue de la procédure, on devrait suivre la même procédure que celle de la Chambre : Discussion générale d'ensemble sur les deux projets, puis les articles du projet général et terminer par les articles du projet relatif aux ouvriers mineurs), p. 1225. — M. Lekeu propose de renvoyer la question à l'examen de la commission du travail parlementaire et cette proposition est admise, p. 1225.**

Assurance sur la vie.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie.

V. session 1921-1922 et 1922-1923 : Rapport fait par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendement de la commission n° 137 de cette dernière session).

Amendement présenté à l'article 35 par MM. Magnette, Delannoy, Remouchamps, Seeliger, Renard et Pirard, n° 7.

Amendements présentés par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux aux articles 2, 4, 6, 16, 17, 21, 22, 25, 30 et 40, n° 7.

Amendements présentés par le gouvernement aux articles 8 et 23, n° 7.

Amendements présentés par M. Digneffe aux art. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 14, 17, 19, 21, 22, 27, 34 et 42, n° 11.

Rapport complémentaire fait par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, n° 12.

Amendements présentés par le gouvernement à l'article 2 et article 13*bis* nouveau, n° 15.

Amendement présenté à l'article 35 par MM. Van Roosbroeck, Ronvaux et Deswarte, n° 18.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 25.

Amendements présentés par le gouvernement au texte adopté au premier vote, n° 53.

Ann. — V. pour l'ajournement de cette discussion la page 1305 de la session 1922-1923.

M. le président propose d'aborder l'examen de ce projet dès le début de la session, p. 6. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem propose de mettre cet objet à l'ordre du jour du mardi 20 novembre, et cette proposition est admise, p. 6.

Discussion générale. — Discours de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap. (qui rappelle que ce projet avait été primitivement déposé par M. Wauters, le 30 juillet 1920, qu'il a déposé son premier rapport sur ce projet le 27 juillet 1921 et que le projet en discussion a été déposé de nouveau en mai 1922 par M. Moyersoen, m. i. t., projet sur lequel il a fait un nouveau rapport en mai 1923; met ensuite en lumière les divers aspects que présente le projet de loi), Digneffe (qui fait l'exposé du système qu'il voudrait voir substituer à celui du gouvernement), Magnette (qui dépose, comme suite aux observations qui viennent d'être présentées par M. Digneffe, un amendement à l'article 35, amendement qui est contresigné par MM. Seeliger, Renard, Pirard, Delannoy et Remouchamps, et qui demande, vu l'importance de la question, que cet amendement soit renvoyé à la commission qui a été chargée de l'examen de ce projet de loi), p. 9 à 16. — Interruptions de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Volckaert et Moyersoen, m. i. t., p. 15.

M. Van Roosbroeck, ayant déposé des amendements avec M. Ronvaux, demande s'il entre dans les intentions de M. Magnette de proposer le renvoi à la commission de tous les amendements présentés, p. 16. — Observations de MM. Magnette (qui ne s'oppose pas au renvoi de tous les amendements), Moyersoen, m. i. t. (qui admet le renvoi des amendements, sous réserve que cela ne retarde pas le vote du projet), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap. (qui admet le renvoi des amendements, mais proteste contre leur dépôt tardif), Digneffe (qui annonce le dépôt d'amendements), p. 16, 17. — M. Magnette insiste sur le renvoi de son amendement à la commission, p. 17. — Observations de M. le président comte t'Kint de Roodenbeke et le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., au sujet du moment où la commission pourra se réunir, p. 17. — La proposition de M. le président, tendant à ce que la commission se réunisse le lendemain à 1 heure et demie et que la séance ne commence qu'à 2 heures et demie, est admise, p. 17.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Ronvaux (qui termine son discours en annonçant le dépôt d'amendements tendant à préciser ou à compléter le projet et qui fait remarquer la portée sociale du projet de loi), Le Jeune (qui termine son discours en formant le vœu que ce projet soit promptement voté), p. 17 à 21. — Interruptions de MM. Moyersoen, m. i. t., Van Roosbroeck, p. 18 à 21.

M. Van Roosbroeck propose, au nom de MM. Magnette, Remouchamps, Digneffe et d'autres collègues de la commission, la remise de la discussion, afin de donner à la commission le temps d'examiner sérieusement les nouveaux amendements présentés, p. 24. — Observations de MM. Le Jeune (qui exprime à nouveau son désir de voir aboutir le projet de loi), Moyersoen, m. i. t. (qui admet la remise tout en la regrettant et qui demande que l'on aboutisse le plus tôt possible), Deswarte, p. 24. — La reprise de la discussion est fixée au mardi 4 décembre, et M. le président déclare qu'il doit être entendu que les membres qui auraient encore des amendements à présenter les déposeront pendant la semaine en cours, p. 24.

Assurance sur la vie (*suite*)

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Delannoy (qui déclare qu'il votera contre le projet soumis aux délibérations du Sénat), Moyersoen, m. i. t., p. 31 à 35. — Interruptions de MM. Deswarte, Digneffe, Delannoy, Seeliger, Guyaux, p. 32 à 34.

Discussion des articles.

Chapitre Ier. — De l'autorisation.

Art. 1er. Adopté sans observation, p. 35.

Art. 2. M. le président donne lecture d'amendements présentés : 1° par M. Digneffe; 2° par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 35. — M. Moyersoen, m. i. t., fait observer que, dans le texte du projet, le futur est, à plusieurs reprises, employé au lieu du présent, et prie le bureau de faire introduire cette modification de forme partout où elle serait nécessaire, p. 35. — Discussion : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Deswarte, Moyersoen, m. i. t., p. 35 à 38. — Digneffe, Deswarte, Seeliger, Van Roosbroeck, Moyersoen, m. i. t., Ronvaux, Van Overbergh, Volckaert, p. 40 à 44.

M. le président donne lecture d'amendements qui viennent d'être présentés : 1° par M. Moyersoen, m. i. t.; 2° par M. François, p. 44, 45.

Reprise de l'examen de l'article 2. MM. Deswarte et Liebaert demandent, au début de la séance, que l'on retarde le vote sur cet article, p. 47. — M. Moyersoen, m. i. t., motive l'amendement qu'il a proposé la veille, insiste pour que M. Van Roosbroeck s'y rallie et prie, en tous cas, le Sénat d'écarter pour l'avenir les coopératives qui voudraient faire le commerce d'assurances, p. 47. — M. le président met aux voix l'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, et cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 49. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement du gouvernement, et cet amendement est adopté, p. 49, 50. — L'amendement de M. Digneffe, dont M. le président donne une nouvelle lecture, est rejeté par assis et levé, p. 50. — L'article 2 est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 50.

Art. 3. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement proposé par M. Digneffe, p. 47, 48. — Discussion : MM. Digneffe, Moyersoen, m. i. t., le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., p. 48, 49. — L'amendement de M. Digneffe est rejeté, et l'article 3 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 50.

Art. 4. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements présentés : 1° par M. Digneffe; 2° par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 49. — Discussion : MM. Van Roosbroeck, Moyersoen, m. i. t., Digneffe, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., p. 49. — M. Van Roosbroeck déclare que l'amendement qu'il avait présenté avec M. Ronvaux est retiré, p. 49, 50. — L'amendement de M. Digneffe est rejeté par assis et levé, p. 50. — L'article 4 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 50.

Art. 5. M. Digneffe déclare retirer un amendement qu'il avait présenté, p. 50. — Sont entendus : MM. Moyersoen, m. i. t., Seeliger (qui proposent un amendement), p. 50. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., et M. Moyersoen, m. i. t., font remarquer que cet amendement devrait être rattaché à l'article 14, p. 50. — M. Seeliger déclare qu'il représentera son amendement à l'article 14, et l'article 5 est adopté avec l'amendement de M. Moyersoen, m. i. t., p. 50.

Chapitre II. — De la constitution des entreprises.

Art. 6. M. le président indique un amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 51. — M. Deswarte pose à M. Moyersoen, m. i. t., une question au sujet de l'interprétation, afin de permettre le retrait de l'amendement, p. 51. — M. Moyersoen, m. i. t., déclare être d'accord avec M. Deswarte, et M. Deswarte déclare, en conséquence, que l'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux vient à disparaître, p. 51. — M. le président donne lecture d'un amendement de M. Digneffe, et M. Digneffe déclare que cet amendement est retiré, p. 51. — Un second amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, dont M. le président donne lecture, est également retiré, et l'article est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 51.

Art. 7. M. le président rappelle que M. Digneffe propose de supprimer l'alinéa 2, p. 51. — M. Digneffe rappelle que sa proposition de suppression du deuxième alinéa des articles 7 et 8 était l'application du système qu'il avait opposé à celui du gouvernement et que, ce système n'ayant pas été admis par le Sénat, ses amendements n'ont plus de raison d'être, p. 51. — Sont encore entendus : MM. Seeliger (qui annonce un amendement), Moyersoen, m. i. t. (qui déclare qu'il examinera un amendement de M. Seeliger avant la seconde lecture), p. 52. — M. Deswarte propose de réserver

Assurance sur la vie (*suite*)

l'article 7, p. 52. — A la proposition de M. le président, l'article 7 est adopté, sous réserve de modification en seconde lecture, p. 52.

Art. 8. M. le président rappelle un amendement proposé par le gouvernement : alinéa additionnel, p. 52. — Observations de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., qui remercie le gouvernement d'avoir proposé un amendement à la suggestion de la commission, p. 52. — Le premier alinéa de l'article 8 est adopté, ainsi que le deuxième alinéa proposé par le gouvernement, p. 52. — M. Digneffe déclare à nouveau retirer l'amendement qu'il avait présenté, et le dernier alinéa de l'article 8 est adopté ainsi que l'ensemble de l'article, p. 53.

Art. 9 à 12. Adoptés sans observation, p. 53.

Art. 13*bis* (nouveau) proposé par amendement par le gouvernement. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 53. — Observations de MM. Deswarte (au sujet de l'interprétation), Moyersoen, m. i. t. (qui propose une modification au premier alinéa), p. 53. — L'article 13*bis* est adopté tel qu'il vient d'être modifié par M. Moyersoen, m. i. t., p. 53, 54.

Art. 14. M. le président donne lecture d'amendements présentés : 1° par M. Moyersoen, m. i. t.; 2° par M. Deswarte; 3° par M. Digneffe, p. 54. — Sont entendus : MM. Deswarte, Moyersoen, m. i. t. (qui accepte l'amendement de M. Deswarte, sous réserve d'examen avant le second vote), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Digneffe, Van Overbergh, Vauthier, De Bast, Delannoy, p. 54 à 57. — M. le président déclare que l'on votera par alinéa, p. 57. — Le premier alinéa est adopté tel qu'il est amendé par M. Moyersoen, m. i. t., et sous-amendé par M. Deswarte, p. 57. — M. le président déclare que l'adoption de cet alinéa entraîne la disparition des cinq premiers alinéas de l'amendement de M. Digneffe, p. 57. — Les alinéas 2, 3, 4 et 5 sont adoptés tels qu'ils sont libellés au projet, p. 57. — M. le président donne lecture d'une disposition additionnelle proposée par M. Seeliger, et cette disposition est adoptée, p. 57. — Alinéa 6. Un amendement de M. Digneffe est rejeté, et le texte du gouvernement est adopté, p. 57. — Les deux derniers alinéas de l'article 14 sont adoptés, p. 57. — L'ensemble de l'article 14 est adopté tel qu'il vient d'être amendé, p. 57.

Art. 15. Adopté sans observation, p. 57.

Chapitre III. — Des garanties.

Art. 16. M. le président donne lecture d'un amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 57. — Sont entendus : MM. Van Roosbroeck, Moyersoen, m. i. t. (qui combat l'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux), p. 57, 58. — L'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux est rejeté, et l'article 16 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 58.

Art. 17. M. le président donne lecture d'amendements présentés: 1° par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux; 2° par M. Digneffe, p. 58. — Discussion : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Digneffe, Moyersoen, m. i. t., p. 58 à 60. — M. Digneffe précise la portée de l'amendement qu'il a présenté, et M. Moyersoen déclare, dans ces conditions, l'accepter, p. 60. — Observations de M. Seeliger au sujet de l'amendement présenté par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux relativement au placement des réserves mathématiques, p. 60. — M. le président déclare que l'on va voter par alinéa. M. Digneffe rappelle qu'il retire le premier alinéa de son amendement, et le premier alinéa de l'article 17 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 60. — M. Van Roosbroeck déclare que l'amendement qu'il avait présenté avec M. Ronvaux est retiré, et le deuxième alinéa est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 60. — M. Moyersoen rappelle que le gouvernement se rallie à un amendement de M. Digneffe qui devient le troisième alinéa de l'article, et cet amendement est adopté, p. 60. — M. le président donne lecture du texte de l'article 17 tel qu'il vient d'être modifié, et l'ensemble de cet article est ainsi adopté, p. 60.

Art. 18. Est entendu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., p. 60. — L'article est adopté, p. 60.

Art. 19. M. Digneffe déclare que la modification qu'il avait proposée n'a plus de raison d'être, le Sénat ayant admis l'autorité de la commission, p. 61. — M. le président déclare, en conséquence, que l'amendement de M. Digneffe est devenu sans objet. L'article 19 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 61.

Art. 20. Adopté sans observation, p. 61.

Chapitre IV. — Du contrôle

Art. 21. M. le président donne lecture d'amendements présentés : 1° par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux; 2° par M. Digneffe, p. 61. — Discussion : MM. Digneffe, Van Roosbroeck, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Moyersoen, m. i. t., Van Fleteren, Seeliger, Volckaert, p. 62, 63. — M. Digneffe déclare

Assurance sur la vie (*suite*)

retirer la partie de son amendement qui est relative à la composition de la commission, mais maintenir le second alinéa, p. 63. — M. Moyersoen déclare être d'accord avec M. Digneffe, p. 63. — M. Deswarte propose de remettre au lendemain le vote par appel nominal sur l'amendement de M. Van Roosbroeck, et cette proposition est admise, p. 63. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est mis aux voix et est rejeté par 50 voix contre 41 et 1 abstention, p. 73. — S'est abstenu : M. Vauthier, p. 73. — L'article 21 est adopté avec la partie de l'amendement de M. Digneffe à laquelle le gouvernement s'est rallié, p. 74.

Art. 22. M. le président donne lecture d'amendements présentés : 1° par M. Digneffe; 2° par M. Van Roosbroeck, p. 63. — M. Digneffe déclare que son amendement vient à disparaître, p. 63. — Observations de M. Moyersoen, m. i. t. (qui combat l'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux), Ronvaux, p. 63. — L'amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux est rejeté, et l'article 22 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 63.

Art. 23. M. le président donne lecture d'un amendement du gouvernement, p. 63, 64. — Sont entendus : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui fait des déclarations relatives à l'application de la loi), Digneffe, Moyersoen, m. i. t. (qui déclare être d'accord avec M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem), p. 64. — L'article 23 est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 64.

Art. 24. Adopté sans observation, p. 64, 65.

Art. 25. M. Ronvaux déclare qu'un amendement qu'il a proposé avec M. Van Roosbroeck devient sans objet par suite des déclarations faites à la commission par M. Moyersoen, m. i. t., p. 65. — L'article 25 est adopté, p. 65.

Chapitre V. — Du retrait de l'autorisation.

Art. 26 et 27. Adoptés sans observation, p. 65.

Art. 28. M. le président donne lecture d'amendements présentés: 1° par M. Digneffe; 2° par M. Moyersoen, m. i. t., p. 65. — Observations de MM. Digneffe et Moyersoen, m. i. t., p. 65. — M. Digneffe retire son amendement par suite des explications de M. Moyersoen, m. i. t., et l'article 28 est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 65, 66.

Art. 29. Adopté sans observation, p. 66.

M. le président donne lecture d'amendements qui viennent d'être déposés par le gouvernement aux articles 38 et 41, p. 66.

Art. 30. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 67, 68. — Discussion : MM. Van Roosbroeck (qui défend son amendement tendant à l'institution d'une commission d'appel), Digneffe, Delannoy, Moyersoen, m. i. t., le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., p. 68, 69. — Le vote sur l'article 30 est remis à 3 heures, le Sénat devant se prononcer sur l'article 21 réservé avant de voter sur l'article 30, p. 69.

Chapitre VI. — Disposition pénales.

Art. 31 à 34. Adoptés sans observation, p. 69.

Art. 35. M. le président donne lecture du texte du projet de loi, rappelle que M. Digneffe propose la suppression de l'article et donne lecture d'amendements présentés : 1° par MM. Magnette et consorts; 2° par MM. Van Roosbroeck et consorts, p. 69, 70. — Discussion : MM. Digneffe, Magnette, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., p. 70 à 72. — Seeliger, p. 74. — M. le président donne lecture d'un amendement qui vient d'être présenté par MM. Van Roosbroeck, Deswarte et Ronvaux : alinéa additionnel, p. 74. — Reprise de la discussion : MM. Van Roosbroeck, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Magnette, Moyersoen, m. i. t., Remouchamps, Deswarte, Digneffe, p. 74 à 78. — M. Magnette demande à ne pas répondre le jour même aux discours qui ont été prononcés, p. 79. — M. le président propose de remettre à la semaine suivante la suite de la discussion sur cet article, et cette proposition est admise, p. 79. — M. Deswarte demande à M. Magnette d'indiquer l'économie de l'amendement qu'il a présenté, et M. Magnette répond à cette question, p. 79. — Reprise de la discussion : MM. Deswarte, Digneffe, Delannoy, Seeliger, Magnette, Moyersoen, m. i. t., p. 83 à 85. — M. Deswarte propose un amendement dont il donne lecture, p. 85. — Observations de M. Remouchamps, p. 85. — Reprise de la discussion : MM. Digneffe, Magnette, Moyersoen, m. i. t., Lekeu, Van Roosbroeck, Van Fleteren, Lebon, Deswarte, Seeliger, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le comte de Broqueville, Volckaert, Delannoy, le vicomte Berryer, m. i. h., Feron, p. 85 à 94.

M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., demande au Sénat quelles sont ses intentions au sujet de la suite de la discussion, p. 94. — Observations de MM. Moyersoen, m. i. t., Speyer

Assurance sur la vie (*suite*)

(qui, en qualité de membre de la commission du travail parlementaire, attire l'attention du Sénat sur la situation de ses travaux), le président comte t'Kint de Roodenbeke, le vicomte Berryer, m. i. h., Deswarte, p. 94, 95.

Reprise de la discussion de l'article 35. MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Digneffe, Magnette, Fraiture, Deswarte, Moyersoen, m. i. t., Lebon, Van Fleteren, p. 95 à 98. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Digneffe, Moyersoen, m. i. t., Van Overbergh, Remouchamps, Magnette, Seeliger, p. 103 à 108. — M. Magnette déclare se rallier à un amendement de M. Deswarte, p. 108. — L'amendement de M. Deswarte tendant à supprimer les mots : « d'épargne, de capitalisation » est rejeté par 79 voix contre 24, p. 108. — L'article 35 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 108.

Art. 36. Adopté sans observation, p. 79.

Chapitre VII. — Dispositions d'exécution et dispositions transitoires.

Art. 38 et 39. Adoptés sans observation avec un amendement du gouvernement à l'article 38, p. 79, 80.

Art. 40. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 80. — Sont entendus : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., Moyersoen, m. i. t., p. 80, 81. — En présence des déclarations de M. Moyersoen, m. i. t., d'accord avec M. Ronvaux, M. Van Roosbroeck retire l'amendement qu'ils avaient présenté, p. 81. — L'article 40 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 81.

Art. 41 et 42. Adoptés sans observation avec un amendement du gouvernement à l'article 41, p. 81.

Art. 43. M. le président donne lecture d'un amendement de M. Digneffe, p. 81. — M. Digneffe défend son amendement, et M. Moyersoen, m. i. t., déclare s'y rallier, p. 81. — L'amendement de M. Digneffe est adopté, p. 81.

M. Moyersoen, m. i. t., prie le Sénat d'ajourner le second vote, p. 109. — D'après la proposition de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., le second vote est fixé au jeudi 20 décembre, p. 109.

Au moment de la clôture de la discussion, M. Digneffe annonce qu'il s'abstiendra au vote sur l'ensemble du projet et motive son abstention, p. 109.

Ajournement du vote en seconde lecture. M. Moyersoen, m. i. t., déclare que les amendements qui viennent d'être déposés par le gouvernement sont de pure forme, p. 176. — Observations diverses au sujet du dépôt tardif de ces amendements ainsi que de leur importance éventuelle : MM. Volckaert, Moyersoen, m. i. t., Van Fleteren, Van Roosbroeck, le baron Descamps, p. 176, 177. — M. Moyersoen, m. i. t., propose, à la suite des déclarations de M. le baron Descamps, au sujet du dépôt tardif des amendements, le renvoi en commission, p. 177. — M. le président estime inutile de prolonger la discussion et propose de remettre le vote en seconde lecture au lendemain, sans renvoi en commission, p. 177. — Cette proposition est admise, p. 177.

Vote en seconde lecture.

Art. 1er à 4. N'ont pas été amendés.

Art. 5. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Moyersoen, m. i. t., p. 193. — M. Moyersoen, m. i. t., propose un amendement additionnel qu'il déclare de voir s'imposer, et l'article 5, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 193.

Art. 7 (qui a été réservé). M. Moyersoen, m. i. t., fait diverses observations et propose un amendement, p. 193, 194. — Observations de M. Rongy, p. 194. — L'article 7 est définitivement adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 194.

Art. 8. Observations de MM. Van Roosbroeck, Moyersoen, m. i. t., p. 194. — L'article 8 est définitivement adopté, p. 194.

Art. 13*bis*. Définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture, p. 194, 195.

Art. 14. M. le président donne lecture d'amendements présentés par le gouvernement, p. 195. — Discussion : MM. Moyersoen, m. i. t., Van Roosbroeck, p. 195. — Le premier alinéa est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 196. — Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas n'ont pas été amendés. La disposition proposée par le gouvernement en remplacement de la finale de l'article est adoptée, p. 196. — Observations de M. Moyersoen, m. i. t., p. 196. — M. le président donne une nouvelle lecture du nouveau libellé de l'article 14, et l'ensemble de l'article 14, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 196.

Article 17. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Moyersoen, m. i. t., et l'article 17, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 196.

Assurance sur la vie (*suite*)

Article 21. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Moyersoen, m. i. t., p. 197. — Discussion : MM. Van Roosbroeck (qui présente à nouveau un amendement qu'il avait présenté en première lecture, avec M. Ronvaux, et qui avait été rejeté), Moyersoen, m. i. t. (qui combat l'amendement de M. Van Roosbroeck), Le Jeune, p. 197, 198. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté, p. 198. — La proposition de M. Moyersoen, m. i. t., tendant à supprimer le 2e alinéa et à le remplacer par une disposition qui place sous le n° 24*bis*, est adopté; le 3e alinéa, qui devient l'alinéa 2 est adopté, p. 198. — L'ensemble de l'article 21 est définitivement adopté, p. 198.

Article 23. Définitivement adopté, tel qu'il a été admis en première lecture, p. 198.

Article 24*bis* formé, d'après la proposition de M. Moyersoen, m. i. t., de la disposition qui remplace le 2e alinéa de l'article 21. Cette disposition est adoptée, p. 198.

Article 27. M. Seeliger estime que cet article doit être modifié et M. le président déclare que cette disposition ne doit pas être soumise au second vote, n'ayant pas été amendée en première lecture, p. 198. — M. Seeliger fait remarquer que la modification du 6e alinéa de l'article 14 entraîne la modification de l'article 27 et indique le texte qu'il estime devoir être admis; M. Moyersoen, m. i. t., combat cette proposition et M. Seeliger déclare ne pas insister, p. 198.

Article 28. Définitivement adopté, tel qu'il a été admis en première lecture, p. 198.

Article 31. M. le président rappelle que cet article n'a pas été amendé au premier vote et demande si l'assemblée est unanime pour rouvrir à nouveau la discussion sur cet article, M. Moyersoen, m. i. t., ayant présenté un amendement, p. 199. — Observations de M. Moyersoen, m. i. t., p. 199. — L'amendement de M. Moyersoen est adopté et l'ensemble de l'article 31, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 199.

Article 38. M. le président rappelle un amendement du gouvernement; cet amendement est adopté et l'ensemble de l'article 38, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 199.

Article 39. M. le président fait remarquer que cet article n'a pas été amendé au premier vote et demande si l'assemblée est unanime à rouvrir la discussion, M. Moyersoen, m. i. t., ayant déposé un amendement, p. 199. — Le Sénat étant unanime, M. le président rappelle le texte de l'amendement du gouvernement, p. 199, 200. — Est entendu M. Moyersoen, m. i. t., p. 200. — L'amendement du gouvernement est adopté et l'article 39, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 200.

Articles 41 et 43. Définitivement adoptés, tels qu'ils ont été admis en première lecture, p. 200.

M. le vicomte Vilain XIIII motive son vote, p. 200.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et 16 abstentions, p. 200 (9 janvier 1924). — Se sont abstenus : MM. Digneffe, le comte Goblet d'Alviella, Hicguet, Magnette, Mousty, Poelaert, Remouchamps, Thiébaut, le vicomte Vilain XIIII, Volckaert, Asou, Braffort, Croquet, De Bast, Delannoy et Demoulin, p. 200. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Automobiles (Transports sur route par). — V. 1° Chemins de fer vicinaux. — 2° Voies et communications.

Autonomie d'exploitations ressortissant au ministère de l'agriculture et des travaux publics. — V. Finances : Budgets : Budget des voies et moyens pour 1924.

Autonomie financière au chemins de fer de l'Etat. — V. Chemins de fer.

Autriche (Traité de commerce entre l'Union belgo-luxembourgeoise et l'). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Avancement des officiers. — V. Armée.

Aviation. — V. Aéronautique.

B

Baeck, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 12. Observations, p. 143.

Baeck (*suite*)

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 222, 228, 273.
Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 241.
Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 268.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 323.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 397, 398, 401, 404, 410, 412, 413, 447, 449, 450.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 632, 639. — Discussion des articles. Art. 13, p. 654.
Question des sucres. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin qui répond aux attaques dirigées contre lui par M. Mousty, à ce sujet, p. 722.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pendant l'année 1922. Discussion générale, p. 952.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er. Amendement de la commission, augmentation de 150 p. c. au lieu de 100 p. c. Discussion, p. 1334. — Observations au moment des discours prononcés par des sénateurs en motivant leur vote, p. 1423. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Bail. — V. Code civil.

Baudrux, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 666.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Observations, p. 686.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphoine. Discussion générale. Défend les intérêts du Luxembourg en matière de chemins de fer, p. 833.

Beauduin, sénateur de Louvain.

Doc. — Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix pour l'exercice 1924. — Rapport, n° 182.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 121.
Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale. Proteste contre l'époque à laquelle ce budget est discuté, ce qui empêche tout examen approfondi, p. 154, 155.
Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale. Déclare qu'il émettra un vote négatif sur ce projet de loi, p. 167. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 182. — Discussion des articles. Art. II : art. 58, p. 188.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Motive son vote et celui d'un certain nombre de ses amis, p. 361.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 410, 414.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. (Tableau A : Services de l'agriculture). Discussion générale. Traite notamment la question de la production plus intense de l'agriculture, p. 571 à 573.
Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Fait personnel au sujet de l'incident qui s'est produit la veille à la Chambre au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin qui a comparé les fabricants de sucre à une bande de voleurs, p. 600. — Déclare que M. le président de la Chambre a fait retirer le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, mais fait pourtant diverses observations, quant à cette imputation, p. 600 à 602.
Par motion d'ordre déclare que, au lieu de prendre la parole pour un fait personnel, ainsi qu'il en avait l'intention, afin de répondre à M. Mousty, il dépose une demande d'interpellation relative à la question des sucres, notamment sur le point de savoir quelles sont les intentions du gouvernement au sujet du régime qu'il compte appliquer aux sucres pour la prochaine campagne, p. 703. — Demande à développer son interpellation le surlendemain jeudi, ayant hâte de répondre à M. Mousty, p. 703, 704. — M. Tschoffen, m. i. t., ayant proposé d'ajourné quelque peu l'interpellation, les fonctionnaires des trois départements intéressés devant se réunir à la fin de la semaine, fait remarquer, appuyé par M. Pastur, que, ayant été absent lors du discours de M. Mousty, cela retarde fort longtemps la réponse qu'il désire adresser à ce dernier, p. 704. — Par une nouvelle motion d'ordre, répond aux accusations qui ont été portées contre lui et contre les raffineurs de sucre, par M. Mousty, p. 720 à 722. — Observations, p. 723, 724. — Annonce du retrait de son interpellation p. 742.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 662.
Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Prie le ministre de mettre d'anciens arrêtés royaux concernant la vente du chocolat en concordance avec les conditions actuelles de fabrication, p. 778.
Budget des dépenses recouvrables pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1018. — Discussion générale de ce budget et du budget des affaires économiques pour 1924. Observations, p. 1055. — Commente son rapport, p. 1055-1056. — Observations, p. 1060. — Répond au discours de M. François, p. 1062.
Budget extraordinaires pour 1924. Discussion des articles. Art. 123. Observations, p. 1206.
Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1237.

Behaghel de Bueren (chevalier), sénateur d'Audenarde et Alost.

Ann. — Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Demande que certaines mesures soient prises afin de faciliter les choses aux contribuables, p. 747. — Observations, p. 756.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Bénéfices de guerre (Taxe sur les). — V. Finances : Impôts.

Bénéfice des cultivateurs. (Bases de calcul de ces bénéfices). — Voyez la rubrique interpellations : au nom de MM. Braffort et le baron de Moffarts.

Béosier, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropiation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Berger, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage de biens appartenant à des incapables. Amendement aux articles 1er, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 19 et 20, n° 13.
Projet de loi abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge.* Rapport, n° 159.

Berger (*suite*)

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 5, p. 136.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur la situation de certains employés des greffes des tribunaux de première instance, p. 480, 481.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 517. — Discours, p. 529, 530. — Discussion des articles. Art. 5. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 550, 551. — Déclare se rallier au texte de la commission et retirer son amendement, p. 551.
Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge*. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 832. — Discussion générale. Attire l'attention du Sénat sur l'utilité qu'il y aurait à agir prudemment pour le vote de ce projet de loi qui touche à des dispositions légales, jugées utiles lorsqu'elles furent discutées et établies, p. 1044. — Discussion des articles. Art. 6. Admet l'amendement du gouvernement et propose également un amendement, p. 1045. — Art. 12. dont la commission propose la suppression. Fait remarquer que cet article touche à la loi sur les sociétés, qui sont régies par une loi organique très importante et qu'il serait préférable que la disposition formant l'article 12 fasse l'objet d'une modification à la loi sur les sociétés, p. 1046, 1047. — Art. 12*bis* proposé par amendement par M. Liebaert. Appuie cet amendement, p. 1048. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Défend un amendement qu'il avait présenté, p. 1127, 1128. — Art. 12*bis*. Observations, p. 1128.
Annonce de son décès, p. 1155.

Berryer (vicomte), sénateur de Liége, ministre de l'intérieur et de l'hygiène.

Ann. — Annonce du décès de MM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenbergh et Moyart. Prononce un discours à cette occasion, p. 4.
Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Dépose ce projet de loi, p. 8. — Insiste pour que l'on aborde immédiatement la discussion de ce projet, p. 161, 162. — Discussion générale, p. 162, 164 à 166. — A l'occasion de la discussion de l'article unique, fait des observations au sujet d'un amendement présenté par M. le marquis Impériali, p. 169. — Annonce qu'il demandera l'appel nominal sur cet amendement, auquel il s'oppose, p. 169.
Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 35, p. 92. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 95.
Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une remarque de M. Speyer au sujet de la situation des travaux du Sénat, p. 95.
Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale, p. 154.
Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 181, 186-187.
Décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres. Prononce un discours à cette occasion, p. 315.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 316, 317.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 389. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 494.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 403.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale, p. 520.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1320.

Bienfaisance. — V. Assistance publique.

Biens des mineurs et des incapables. — V. Code civil.

Bois et forêts. — V. Eaux et forêts.

Boissons fermentées (Débits de). — V. Hygiène et santé : Alcool.

Boitshoucke. — V. Communes : Annexion de territoires. Nieuport.

Bons du trésor (Echange ou remboursement des). — V. Finances : Impôts : Emprunts émis à l'étranger : Exemption d'impôt.

Braffort, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 184, 185.
Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Présente quelques considérations générales se rapportant à d'autres budgets et demande des explications en ce qui concerne la convention économique belgo-luxembourgeoise, p. 218-219.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale. Préconise notamment la compression des dépenses puis parle de l'amélioration de l'espèce bovine et de questions horticoles, p. 578 à 581. — Observations, p. 583. — Tableau B. (Service des travaux publics). Discussion générale. Parle notamment de la question des alignements, p. 681-682.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924, et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Insiste pour la construction de la ligne de Signeulx-Halanzy-Morhet, p. 828-829.
Interpelle M. le ministre des finances, avec M. le baron de Moffarts, au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour l'année 1922. Développe son interpellation au cours de la discussion du budget de la dette publique, p. 967 à 969. — Fait encore des observations, p. 969.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle du pont de Chiny, p. 1192, 1193.
Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1380, 1381.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Braun, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 4, n° 122.
Projet de loi portant revision du titre IV du livre 1er du Code civil. Amendements et développements à ces amendements, n° 123.
Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 3 et 43 (co-sign.), n° 129.
Projet de loi relatif à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce. — Rapport, n° 147.
Projet de loi portant création du « Registre du commerce ». Rapport, n° 148.

Ann. — Annonce du décès de MM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenberghe et Moyart. Prononce un discours à cette occasion, p. 4.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 309, 311. — Discours. Répond aux attaques dirigées contre l'enseignement libre, p. 324 à 326. — Observations, p. 329. — Appuie, en qualité de président de la C. de S. des M. R. du Cinquantenaire, les observations de M. le marquis Impériali à ce sujet, p. 330. — Observations, p. 357, 358, 360.
Décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres. Prononce un discours à cette occasion, p. 315.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 410, 413.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 425, 433, 434, 464, 465. — Discussion des articles. Art. 1er. Prononce un discours au sujet du projet de réforme judiciaire, émanant du conseil de législation, p. 487, 492. — Observations, p. 493.
Interpellation de M. Van Fleteren au sujet de la situation des magistrats. Propose une modification à un ordre du jour présenté par M. Van Fleteren comme conclusion à cette interpellation, p. 501.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (services des travaux publics). Discussion générale. Déclare, M. Lafontaine étant absent, remettre la réponse qu'il comptait lui adresser, au moment de la discussion du budget des sciences et des arts, p. 690.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 519.

Braun (*suite*)

— Observations au sujet d'une proposition d'ajournement et de la procédure à suivre, p. 521. — Fait encore diverses observations au sujet de la proposition d'ajournement, p. 522. — Déclare que la proposition d'ajournement est maintenue, p. 523. — Reprise de l'ensemble de la discussion du projet de loi. Observations, p. 523, 525 à 527, 529. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Vauthier auquel il aurait reproché de s'être placé sur le terrain politique, p. 529. — M. Speyer ayant demandé, par motion d'ordre, que la proposition de loi de M. Deswarte relative au secret des significations par acte d'huissier soit jointe au projet en discussion, propose, à la suite des observations de M. Masson, m. j., de disjoindre l'article 252, p. 537. — Reprise de la discussion générale. Discours, p. 537 à 539. — Observations, p. 540 à 543. — Discussion des articles. Art. 2, § 3. Rappelle l'amendement qu'il a présenté avec MM. Ligy, Carton et Du Bost, p. 547. — Observations, p. 548. — Art. 5. Défend le texte de la commission, p. 551.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. M. Speyer ayant demandé, au nom de M. Magnette rapporteur, que cette proposition de loi soit jointe à l'article 1er du projet de loi sur la procédure en divorce, estime avec M. Masson, m. j., qu'il serait préférable de disjoindre du projet de loi sur le divorce la disposition relative au secret des significations par acte d'huissier (art. 252), p. 537.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Discours, p. 600.

Projet de loi portant revision du Titre IV du Livre Ier du Code civil relatif à l'absence. Discussion générale. M. Vauthier ayant proposé le renvoi à la commission, fait diverses observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté, p. 726.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 743.

Annonce du décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost. Prononce un discours à cette occasion, p. 804, 805.

Budgets du Congo. Discussion générale des questions intéressant le Congo. — Observations, p. 1253, 1254.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, 1*bis* et 1*ter*, proposés par le gouvernement. Discussion, p. 1311.

Brigadiers-champêtres. — V. Code rural.

Broekx, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. — Amendement à l'article 125, n° 129.

Ann. — Fait rapport sur la vérification complémentaire des pouvoirs de M. Genard, appelé à faire partie du Sénat comme Sénateur effectif de l'arrondissement de Nivelles, en remplacement de M. Delor, démissionnaire, p. 2.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. — Demande si les cantonniers bénéficieront de la péréquation des traitements, p. 692.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. — Discours, p. 705, 706. — Observations, p. 709.

Budgets. — V. 1° Finances. — 2° Congo : Finances.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives-Sénat.

Bureau international du travail. — V. Industrie, commerce et travail.

C

Caisse de chômage. (Fonctionnement de ces caisses). — V. Interpellations, au nom de M. Hongy.

Caisse des dépôts et consignations. — V. Finances.

Caisse publique de prêts. — V. Assistance publique : Monts de piété.

Caisses de prévoyance. — V. Assurances sociales.

Calonne, sénateur de Tournai-Ath.

Doc. — Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai (co-sign.). Annexe au n° 210.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. Amendement à l'article 7, n° 262.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 180, 181, 185, 186.

Interpellation de M. Asou, au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne la ville de Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Discussion, p. 266, 267, 272.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 301, 356.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1086, 1099, 1113. — Etablit, au point de vue socialiste, qu'il est possible, sans nuire à la défense nationale, d'introduire des réformes qui feraient réaliser d'importantes économies, p. 1121 à 1126. — Continue son discours, p. 1128, 1129. — Observations, p. 1147, 1148.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899, comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Par motion d'ordre, demande que la discussion de ce projet soit ajourné et qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner, p. 1240. — Observations, p. 1241.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. Discussion générale, p. 1382, 1383. — Discussion des articles. Art. 7. Déclare retirer un amendement qu'il avait présenté, p. 1384. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Canada (Traité entre l'union économique belgo-luxembourgeoise et Canada). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Carnoy, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Rapport, n° 21.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendement à l'article 10 (co-sign.), n° 30.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. Développements et proposition de loi, n° 41 et annexe.

Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, n° 65.

Projet de loi fixant : a) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; b) les dates des vacances. — Amendement à l'article unique (co-sign.), n° 209.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 94. — Discussion générale. Commente son rapport, p. 317, 319.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. Dépose cette proposition de loi, p. 124.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1316. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1422.

Carpentier, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour 1924. Rapport n° 87.

Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1924. Rapport, n° 144.

Ann. — Fait rapport sur l'élection de M. Hulin, élu par le conseil provincial du Hainaut, en remplacement de M. Moyart, décédé, p. 1.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Depontieu, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de

Carpentier (*suite*)

Courtrai et Ypres, en remplacement de M. Vande Voorde, décédé. Fait rapport sur cette vérification complémentaire de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 332.
Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 453.
Fait rapport sur la vérification des pouvoirs de M. Vermeylen, réélu sénateur coopté, M. Vermeylen ayant donné sa démission par suite de sa nomination au poste de professeur à l'université de Gand, p. 608.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion des articles. Art. 13, p. 654. — S'abstient au vote sur le texte proposé par le gouvernement pour cet article, p. 654. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 656.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1469.

Cartes de légitimation pour familles nombreuses. — V. Chemins de fer.

Carton, sénateur de Tournai-Ath, nommé ministre des colonies, le 14 mars 1924.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 17bis proposé par amendement par M. François, p. 146. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 203.
Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne la ville de Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Discussion, p. 267 à 269, 272.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381, 389 à 391. — Parle de la réduction des frais d'entretien des enfants placés dans les institutions, p. 427 à 430. — Observations, p. 437, 470.
Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fourniture à l'ennemi. Observations, p. 386.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 417.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 508.
Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Discussion générale. Déclare, sous certaines réserves qu'il expose, que le gouvernement renonce aux amendements qu'il avait présentés (afin d'éviter le renvoi du projet à la Chambre des représentants), p. 595. — Répond à M. Speyer, p. 596.
Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie des chemins de fer du Katanga. Demande l'urgence pour ce projet qui a été voté à l'unanimité par la Chambre des représentants, p. 635.
Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1221, 1222, 1224, 1227, 1229 à 1231, 1233, 1237, 1238, 1240, 1243 à 1247, 1249, 1250. — Discours, p. 1251 à 1261.
Catastrophe maritime qui s'est produite au large d'Ostende, le 18 juillet. Prononce un discours à cette occasion, p. 1236.
Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain. Répond à l'interpellation, au nom de M. Tschoffen, m. i. h., p. 1378-1379. — Discussion de l'interpellation, p. 1380 à 1382.
Projet de loi domaniale. Discussion générale, p. 1389.
Projet de loi ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1923. Discussion générale. Répond à M. Volckaert qui lui pose une question relativement au relèvement des traitements du petit personnel de la colonie, p. 1408.

Cassation. — V. Code de procédure civile.

Casterman, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 4 (co-sign.), n° 129.

Ann. — Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 270.

Casterman (*suite*)

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 400, 403, 405, 418.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 626, 627, 630, 632, 633, 638, 645. — Discussion des articles. Art. 13, p. 654.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours, p. 705. — Observations, p. 709, 710, 711, 713, 714.

Catastrophe maritime d'Ostende. — V. Marine : Motion d'ordre de M. Rutten.

Catastrophes. — V. Affaires étrangères : Japon.

Cautionnement des receveurs communaux. — V. Communes.

Certificats d'études (Exemption du droit de timbre à l'égard des). — V. Finances : Impôts : Droit de timbre.

Chambres législatives-Sénat.

BUREAU DÉFINITIF.

Ann. — M. le comte t'Kint de Roodenbeke est élu président, p. 2.
M. le comte de Broqueville estime que, l'assemblée étant d'accord pour réélire les vice-présidents dans l'ordre où ils ont été élus pendant la dernière session, il y aurait lieu de procéder à un vote unique pour ces trois nominations, p. 2. — M. Vinck pose une question à M. le président au sujet de la procédure à suivre pour ce vote et M. le président déclare qu'il faut déposer les trois bulletins, p. 2.
Le Sénat admet unanimement la proposition de M. le comte de Broqueville. M. Lafontaine est nommé premier vice-président; M. Magnette est nommé deuxième vice-président, et M. le baron Descamps est nommé troisième vice-président, p. 2.
MM. Delannoy, Du Bost, Ryckmans, Libiouille, Van Roosbroeck et Ligy sont élus secrétaires, p. 2.

COMMISSION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE.

Ann. — M. le président fait remarquer que plusieurs membres ont exprimé le désir de voir se constituer au Sénat, comme à la Chambre, une commission du travail parlementaire, p. 6. — M. le président annonce que le bureau propose de composer cette commission des membres du bureau auxquels se joindraient deux membres de chaque groupe et, le Sénat étant unanime, prie les groupes de se réunir le plus tôt possible pour désigner les membres qui feront partie de cette commission, p. 23.
Composition de cette commission, p. 47.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Doc. — Liste des commissions permanentes, n° 4.

Ann. — A la proposition de M. le président, le Sénat décide, pour éviter les lenteurs d'un scrutin, de charger selon l'usage le bureau de revoir la liste des commissions permanentes de l'année précédente et de la modifier s'il y a lieu, p. 6.
A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, à la fin de la première séance de la session, M. le président propose que les commissions permanentes se réunissent pour constituer leurs bureaux le surlendemain, jeudi, p. 6. — Observations de MM. Wittemans, Volckaert, le président comte t'Kint de Roodenbeke, Rongy, Leken, le baron de Moffarts, au sujet de la date de cette réunion ainsi qu'au sujet de la constitution des commissions, p. 6. — M. le président annonce qu'il va mettre aux voix la proposition de M. le baron de Moffarts tendant à ce que les commissions se réunissent le jour même, p. 6. — M. Moyersoen, m. i. t., propose de réunir les commissions le mardi suivant, avant l'ouverture de la séance publique, et cette proposition est admise, p. 6.
Composition des commissions de la justice, de l'intérieur, des sciences et des arts, des finances, de l'agriculture, de la défense nationale, des affaires étrangères, des chemins de fer, de l'industrie et du travail, des colonies, des affaires économiques, des travaux publics, p. 21, 22.

Augmentation du nombre des membres des commissions permanentes.

V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique : Règlement du Sénat : Modification.

Chambres législatives-Sénat (*suite*).

COMPTE RENDU ANALYTIQUE.

Ann. — Communication de M. le président au sujet de paroles prononcées le mardi précédent, au cours de la discussion de l'interpellation de MM. Fraiture et consorts, concernant le désarroi des chemins de fer, paroles prononcées après la suspension de séance et qui ont été maintenues au *Compte rendu analytique*, alors qu'elles avaient été supprimées à la sténographie; déclare que cette communication servira de rectification, p. 483.

DÉCÈS.

Ann. — Décès de Mgr. Keesen, sénateur provincial du Limbourg, doyen d'âge du Sénat, de M. Van Cauwenbergh, élu par le Sénat, et de M. Moyart, sénateur provincial du Hainaut. Discours prononcés à cette occasion par M. le président comte t'Kint de Roodenbeke, le vicomte Berryer, m. i. h., Braun, Portmans, le comte Goblet d'Alviella et Volckaert, p. 3 à 6.

M. le président annonce au Sénat le décès de M. le baron Ancion, ancien sénateur de Huy-Waremme, et propose à l'assemblée de charger le bureau d'exprimer les condoléances du Sénat à la famille du défunt, p. 8. — Assentiment du Sénat, p. 8.

Annonce du décès de M. Beeckmans, sénateur suppléant de l'arrondissement de Bruxelles, p. 283.

M. le président annonce au Sénat le décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres, p. 315. — Discours de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Braun, le vicomte Berryer, m. i. h., le comte Goblet d'Alviella et Lekeu, p. 315.

Annonce du décès de M. Edmond Picard, ancien sénateur. M. le président propose à l'assemblée d'adresser les condoléances du Sénat à la famille du défunt, p. 503. — Assentiment du Sénat. Discours de M. Masson, m. j., p. 503.

Annonce du décès de M. le baron van Zuylen, ancien sénateur de l'arrondissement de Liége. M. le président propose de charger le bureau d'adresser à la famille du défunt les condoléances de l'assemblée, p. 657. — Adhésion du Sénat.

M. le président annonce au Sénat le décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost, et prononce un discours à cette occasion, p. 804. — Discours de MM. Masson, m. j., Braun, le comte Goblet d'Alviella, Lekeu, Moyersoen, p. 804, 805.

Annonce du décès de M. Berger, sénateur provincial du Brabant. Discours de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Masson, m. j., Lekeu, le comte Goblet d'Alviella et le comte de Broqueville, p. 1155, 1156.

Annonce du décès de M. le baron de Pitteurs-Hiégaerts, ancien sénateur provincial du Luxembourg. M. le président propose d'adresser des condoléances à la famille du défunt, p. 1219. — Adhésion du Sénat, p. 1219.

DÉMISSIONS.

Ann. — M. le président annonce au Sénat la démission de M. Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles, p. 1.

M. le président annonce que M. Vermeylen informe le Sénat qu'un arrêté royal, en date du 29 février, lui ayant attribué une fonction salariée à l'Université de Gand, il dépose son mandat de sénateur, conformément à l'article 36 de la Constitution, p. 555.

DOTATION SÉNATORIALE.

Rapport de la questure, au nom du bureau, sur la dotation sénatoriale pour l'exercice 1924.

Doc. — Rapport fait, au nom du bureau, par MM. De Blieck, le baron de Becker Remy, Vinck et le baron d'Huart, n° 219. — Tableau n° 219.

Ann. — Dépôt de ce rapport par M. De Blieck, p. 1086 (1er juillet 1924).

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR.

Ann. — Fixation de l'ordre du jour des premières séances de la session. M. le président rappelle les projets de loi dont la discussion a été ajournée au cours de la dernière session : 1° contrats des entreprises d'assurance sur la vie; 2° réorganisation des monts-de-piété; 3° fixation d[illegible]res de cours dans les écoles primaires; 4° octroi d'une [illegible]mnité aux victimes de la détention préventive. M. le président consulte ensuite le Sénat sur la date de la prochaine réunion, p. 6. — M. le président propose de commencer par l'examen du projet de loi relatif aux entreprises d'assurance sur la vie, p. 6. — V. ce projet de loi à la rubrique : Assurances sur la vie. V. aussi sous la même rubrique générale : Chambres législatives Sénat, la sous-rubrique : Commissions permanentes.

Chambres législatives-Sénat : FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR (*suite*).

Au cours de la discussion du projet de loi relatif au contrôle des assurances sur la vie, M. Speyer, en qualité de membre de la commission du travail parlementaire, attire l'attention du Sénat sur la situation de ses travaux, p. 94, 95. — MM. Moyersoen, m. i. t., le président comte t'Kint de Roodenbeke, le vicomte Berryer, m. h., Deswarte et Asou font diverses observations, p. 94, 95.

M. le président indique les projets de loi qui seront mis à l'ordre du jour à la rentrée de janvier, et prie, à cette occasion, les commissions chargée d'examiner les budgets de l'intérieur, de l'hygiène, des finances, de l'agriculture, des travaux publics, de l'industrie et du travail, du ravitaillement d'activer leurs travaux afin que les rapports puissent être distribués dans le courant de janvier, p. 174.

Fixation de l'ordre du jour après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Remise des projets qui doivent être défendus par M. Tschoffen, nouveau ministre de l'industrie et du travail : Revision de la loi sur les prud'hommes, budget du ravitaillement, délégués ouvriers à l'inspection des mines; fixation d'une interpellation de M. Rongy, et du projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation. Observations de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Rongy et Speyer, p. 558. — Le Sénat décide d'aborder immédiatement le budget de l'agriculture et des travaux publics : Services de l'agriculture, p. 558.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances de Pâques. Observations de M. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Vauthier, Deswarte (au sujet de projet de loi relatif à l'absence), p. 712. — De M. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Tschoffen, m. i. t., au sujet du projet de loi relatif aux dentelles ainsi qu'au sujet de différents petits projets de loi concernant les impôts (Code du timbre), p. 716.

Motion d'ordre de M. Lekeu, au sujet de l'interversion de l'ordre fixé pour l'examen des budgets par suite du prochain départ de M. Theunis, p. m., m. f., pour Londres, afin d'y assister à la Conférence interalliée, p. 742. — Voyez la rubrique Finances : Budgets : Budget des finances pour 1924.

M. le président, le 6 mai 1924, propose au Sénat de s'ajourner jusqu'à convocation ultérieure, les commissions n'ayant pas encore envoyé leurs rapports, p. 802. — Observations diverses de MM. Speyer, le baron Descamps, Volckaert, Dejace, le marquis Imperiali (notamment au sujet de la réunion des commissions ainsi qu'au sujet de la durée éventuelle de la session), p. 802.

Semaine du 17-19 juin 1924. M. le président donne lecture au Sénat de l'ordre du jour réglé par la commission du travail parlementaire, p. 986.

M. le président informe le Sénat qu'il ne semble pas possible de terminer avant les vacances d'été la loi sur les prud'hommes et il est fait diverses observations à ce sujet, ainsi qu'au sujet du projet de loi sur les assurances sociales : Projet général et projet relatif aux pension des ouvriers mineurs, p. 1225.

FLAMAND. — V. sous la même rubrique « Chambres législatives-Sénat », la sous-rubrique : Règlement du Sénat : a) La proposition de MM. Nolf, Lebon et consorts (doc. n° 65); b) la motion d'ordre de M. Nolf, concernant cette question, p. 1017.

INCIDENTS.

Ann. — Budgets des affaires étrangères : Fait personnel de M. Lekeu, qui donne lecture au Sénat d'une partie du compte rendu sténographique, afin d'éviter une équivoque qui pourrait surgir, au sujet d'interruptions qu'il a faites au discours de M. Jaspar, m. a. ét., p. 260, 261. — V. la discussion générale de ce budget.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer. Au cours de la discussion, M. Fraiture ayant accusé M. Neujean, m. c. f. m. p. t., d'avoir dit une chose fausse, M. le président le prie de retirer les expressions dont il s'est servi, puis, M. Fraiture maintenant ce qu'il a affirmé, le rappelle à l'ordre, p. 462. — V. la rubrique Interpellations : au nom de MM. Fraiture, Renier et Guyaux. — Communication de M. le président au sujet de paroles qui ont été prononcées le mardi précédent au moment de la levée de la séance et qui ont été maintenues au compte rendu analytique, alors qu'elles avaient été supprimées à la sténographie, p. 483.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Fait personnel de M. Vauthier au sujet des paroles prononcées par M. Braun, qui lui a reproché de s'être placé sur le terrain politique, p. 529. — Fait personnel de M. le comte Goblet d'Alviella, qui a été l'objet de certaines accusations, p. 554.

Chambres législatives-Sénat : INCIDENTS *(suite)*

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, Fait personnel de M. Beauduin au sujet de l'incident qui s'est produit la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de la déclaration gouvernementale, incident soulevé par M. Hubin qui a comparé les fabricants de sucre à une bande de voleurs, p. 600. — M. Beauduin déclare que M. le président a fait retirer le mot « voleurs », visant un membre de la Haute Assemblée, mais fait pourtant diverses observations quant à cette imputation, p. 600 à 602. — Fait personnel de M. Mousty qui produit devant le Sénat la justification des coopératives socialistes, p. 664 à 669. — Motion d'ordre de M. Beauduin, qui répond à M. Mousty, p. 720 à 724. — Voyez pour le surplus les rubriques : 1° Politique du gouvernement : Discussion de la déclaration du gouvernement après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. — 2° La rubrique : Interpellation au nom de M. Beauduin.

Budget de la défense nationale pour 1924. — Incident au sujet des nombreuses interruptions, p. 1116. — Incident entre MM. Lekeu et Féron. M. le président déclare que, si le calme n'est pas rétabli, il se verra obligé de suspendre la séance, p. 1138.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Fait personnel de M. Dupret au sujet d'une interruption faite, la veille, par M. Volckaert, p. 1320, 1321. — Est entendu : M. Volckaert, p. 1321. — Rappel à l'ordre infligé par M. le président à M. Van Fleteren, celui-ci ayant qualifié les sénateurs qui votent la loi, de voleurs, p. 1423. — Observations diverses au sujet de cet incident, p. 1424. — Voyez pour le surplus : Code civil ; Bail.

LISTES.

Doc. — Liste alphabétique des membres du Sénat, n° 1.

Doc. — Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants (sortant en 1925). N° 2.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI.

Tableau des projets et des propositions de loi dont le Sénat est saisi.

Doc. — I. Projets et propositions dont les rapports sont faits. N° 3. — II. Projets et propositions de loi en commission. N° 3.

QUESTEURS.

Ann. — MM. De Blieck, Vinck, le baron De Becker-Remy, le baron d'Huart sont élus questeurs du Sénat, p. 2.

RAPPELS AU RÈGLEMENT.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Rappel au règlement de M. le baron de Moffarts : fait remarquer qu'il a demandé la parole avant le vote sur le texte de la Chambre, désirant faire observer que son amendement aurait dû avoir la priorité sur ce texte, p. 188. — Observations de M. le président, p. 188. — M. le baron de Moffarts déclare ne pas insister, p. 188.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — *Articles* 40, 42 *et* 56. *Publication des documents en français et en flamand.*

Proposition de modification des articles 40, 42 *et* 56 *du règlement du Sénat* (signée par MM. Nolf, Lebon, Allewaert, Carnoy, De Blieck et Deswarte). N° 65.

Doc. — Rapport fait par M. Ryckmans, n° 86. — Textes proposés par la commission. N° 86.

Ann. — Dépôt par M. J. Nolf de cette proposition, p. 261 (16 janvier 1924). — M. le président donne lecture de cette proposition et annonce qu'elle sera renvoyée à l'examen d'une commission de sept membres adjoints au bureau et nommés par lui, conformément à l'article 97 du règlement du Sénat, p. 261. — M. le président fait connaître le nom des membres qui ont été adjoints au bureau, p. 377.

Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 453 (13 février 1924).

Proposition de revision de divers articles du règlement (due à l'initiative de MM. le marquis Imperiali et Speyer.)

Doc. — Rapport fait par M. Ligy, n° 161. — Texte actuel du réglement. Propositions de la commission et notes explicatives, n° 161.

Chambres législatives-Sénat : RÈGLEMENT DU SÉNAT *(suite)*

Ann. — Motion d'ordre de M. Speyer qui dépose, en son nom comme au nom de MM. le marquis Imperiali et Volckaert, la motion suivante : « Le Sénat, considérant qu'il y a lieu de soumettre son réglement à un examen général en vue d'apporter éventuellement des modifications à certaines de ses dispositions ; charge de ce travail préliminaire une commission spéciale qui sera composée de : 1° le président du Sénat ; 2° les membres du bureau et de la questure ; 3° sept membres désignés par le Sénat », p. 383. — M. Speyer prie le Sénat de prendre cette proposition en considération, p. 383. — MM. Lekeu (au nom du gruope socialiste) et le marquis Imperiali (au nom de la droite), marquent leur accord sur cette proposition, p. 383. — M. le président propose de renvoyer la proposition de M. Speyer à la commission qui vient d'être constituée pour examiner la proposition présentée par M. J. Nolf et consorts, p. 383. — Adhésion du Sénat.

M. Ligy propose d'ajourner cette discussion jusqu'au jour où le Sénat sera saisi de l'ensemble des propositions de la commission spéciale instituée pour examiner cette question, p. 606. — Observations de M. Volckaert (qui se rallie à la proposition de M. Ligy), M. J. Nolf (qui demande que l'ajournement de sa proposition ne soit pas indéfini), p. 606. — Le Sénat admet la proposition d'ajournement et M. le président déclare, en conséquence, que l'examen de la proposition de M. J. Nolf et consorts sera jointe à celle des propositions de revision de la commission du règlement, p. 606.

Propositions de modification au règlement du Sénat.

Ann. — Dépôt, par M. Ligy, du rapport de la commission spéciale, p. 839 (27 mai 1924).

Discussion générale : Discours de MM. Lekeu, Ligy, rap., p. 1000 à 1003.

Discussion des articles. Art. 2. Adopté sans observation, p. 1003.

Art. 4. Discussion : MM. Van Fleteren, Ligy, p. 1003, 1004. — L'article 4 est adopté, p. 1004.

Art. 5, 6, 13, 14, 15 (anciens 15 à 19); 23 (anciens 23 à 26) et 24. Adoptés sans observations, p. 1004.

L'article 26 (repris à l'article 23 nouveau) est supprimé, p. 1004.

Art. 28. Adopté sans observations, p. 1004.

Art. 29. Supprimé d'après la proposition de la commission, p. 1004.

Art. 31. M. Lekeu déclare, au nom du groupe socialiste, que ce groupe s'abstient sur cet article, p. 1004. — L'article 31 est adopté, p. 1004.

Art. 32. 33, 33*bis* proposé par la commission, 35 et 36. Adoptés sans observations, p. 1004, 1005.

Art. 37 à 37*oct.* M. Lekeu déclare que le groupe socialiste s'abstient sur ces huit articles et rappelle qu'il a indiqué les motifs de cette abstention dans la discussion générale, p. 1005.

Art. 40. Adopté sans observations, p. 1005.

Art. 41. Observations de MM. Feron, le marquis Imperiali et Speyer, p. 1005. — L'article 41 est adopté, p. 1005.

Art. 42. Adopté sans observations, p. 1006.

Art. 46. Supprimé d'après la proposition de la commission, p. 1006.

Art. 47. M. Speyer motive les modifications proposées à cet article, p. 1006. — L'article 47 est adopté, p. 1006.

Art. 49. Adopté sans observations, p. 1007.

Art. 51. Adopté sans observations, p. 1008.

Art. 52 et 53. Supprimés d'après la proposition de la commission, p. 1008.

Art. 55, 56 et 57. Adoptés sans observations, p. 1008, 1009.

Art. 58. Supprimé d'après la proposition de la commission, p. 1009.

Art. 59. Discussion : MM. Volckaert, Ligy, Speyer, Seeliger, le duc d'Ursel, le marquis Imperiali, Ryckmans, Longville, p. 1009, 1010. — L'article 59 est adopté, p. 1010.

Art. 60, 61 et 68. Adoptés sans observations, p. 1010.

Art. 69. Supprimé d'après la proposition de la commission, p. 1010.

Art. 76, 84, 84*bis*, 84*ter* et 85. Adoptés sans observation, p. 1010.

Chapitre XV*bis* nouveau. Art. 96^{1}, 96^{2} et 96^{3}.

M. le président donne lecture d'un chapitre XV*bis* nouveau relatifs à l'élection des sénateurs cooptés et comportant les articles 96^{1}, 96^{2} et 96^{3}, p. 1010. — Ces articles sont successivement adoptés, 1010.

M. Speyer estime qu'il faudra procéder à une nouvelle numérotation des articles et à la réimpression du règlement, et M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke, déclare qu'il en sera ainsi, p. 1011.

Chambres législatives-Sénat : RÈGLEMENT DU SÉNAT *(suite)*

M. le marquis Imperiali demande quand le nouveau règlement sera mis en vigueur, p. 1011. — Observations de M. Volckaert, p. 1011. — Le Sénat décide, unanimement, que le nouveau règlement sera mis en vigueur au début de la session suivante : 1924-1925.

Motion d'ordre de M. J. Nolf, qui était, avec quelques-uns de ses amis flamands, l'auteur d'une proposition de modification de l'ancien article 56 (proposition qui avait été jointe à l'ensemble des propositions de modification du règlement) et qui, ayant été retenu au sein d'une commission pendant la discussion du règlement, demande que l'article 56 soit remis en discussion, p. 1017. — M. le président déclare, en réponse à M. J. Nolf, que le vote est acquis, p. 1017. — Observations de MM. Speyer, Volckaert et Van Fleteren, p. 1017. — M. le président répète que le vote étant acquis le Sénat ne peut revenir sur cette question, p. 1017. — M. J. Nolf, demande, dans ces conditions, que le bureau fasse tout ce qui lui sera possible pour faire paraître les rapports flamands en même temps que les rapports français et M. le président déclare que le greffe s'efforce toujours qu'il en soit ainsi, p. 1017.

SECRÉTAIRES DU SÉNAT. — V. plus haut : Bureau définitif.

SÉNATEURS PROVINCIAUX (ÉLECTION DES). — V. Lois électorales.

SÉNATEURS ÉLUS PAR COOPTATION. — V. 1° Lois électorales. — 2° Plus haut la sous-rubrique : Règlement : Chapitre XV*bis* nouveau.

SUSPENSIONS DE SÉANCE.

Ann. — Au cours de la discussion d'une interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux, sur la désorganisation générale des chemins de fer, M. le président suspend la séance, le tumulte étant à son comble, p. 462.

VACANCES DU SÉNAT.

Ann. — M. le président annonce que la commission du travail parlementaire propose à l'assemblée de terminer ses travaux le jeudi 20 décembre et de les reprendre le mardi, 9 janvier. L'assemblée tiendrait une séance du matin le jeudi, p. 112. — Cette proposition est unanimement admise. — D'après la proposition de M. le président, le Sénat prend des vacances du 20 décembre au 8 janvier, p. 174.

M. le président, annonce que la commission du travail parlementaire propose que, à l'occasion des fêtes de Pâques, le Sénat interrompe ses travaux à partir du jeudi, 10 avril, jusqu'au 29 avril, p. 695. — Cette proposition est admise.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS. — V. Lois électorales.

Chemins de fer.

AUTONOMIE FINANCIÈRE.

Projet de loi relatif à l'instauration de l'autonomie financière aux chemins de fer de l'Etat.

Doc. — Projet de loi, n° 247.

CHEMINS DE FER DU KATANGA. *Emission d'action.* — Congo : Finances.

DÉSORGANISATION DES CHEMINS DE FER. — V. la rubrique : Interpellations, au nom de MM. Fraiture, Renier et Guyaux.

FAMILLES NOMBREUSES. — *Cartes de légitimation.*

Ann. — Motion d'ordre de M. le marquis Impériali qui demande s'il ne serait pas possible de simplifier les formalités à remplir par les intéressés, p. 99. — Est entendu M. Neujean, m. c. f., m., p. t., p. 99.

Motion d'ordre de M. Fraiture au sujet de l'obtention de la carte de légitimation par le personnel de l'administration de la marine, à Flessingues; M. Fraiture, prie le ministre des chemins de fer, de prendre les mesures nécessaires pour que l'on puisse se passer du certificat refusé par le bourgmestre hollandais, p. 103. — M. Neujean, m. c. f., m., p. t., déclare qu'il va s'informer de l'exactitude de la situation signalée par M. Fraiture, afin de donner satisfaction à sa demande, p. 103.

GARE ET PASSAGE A NIVEAU DE GEMBLOUX. — V. Interpellations au nom de M. le baron de Mévius.

Chemins de fer *(suite)*

JONCTION NORD-MIDI.

Projet d'abandon de cette jonction.

Ann. — Voyez une motion d'ordre de M. Deswarte à ce sujet, notamment en ce qui concerne le manque de documentation, p. 844. — Rubriques : *a*) Motions d'ordre; *b*) Finances : Budget des chemins de fer, postes et télégraphes pour 1924, Discussion générale.

CHEMINS DE FER VICINAUX.

Transports automobiles sur routes.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes.

Doc. — Exposé des motifs, n° 93. — Projet de loi : Annexe au n° 93.

Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 127. — Amendements présentés par les commissions réunies, n° 127.

Amendements proposés à l'article 1er par MM. Fraiture, Lafontaine et Volckaert, n° 136.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Neujean, m. c. f. m. p. t., p. 510 (20 février 1924).

Dépôt du rapport par M. le baron de Moffarts, p. 731 (10 avril 1924). — M. le baron de Moffarts fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et demande qu'il soit porté à l'ordre du jour après les vacances de Pâques, p. 731. — Le Sénat étant unanime, M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 731. Motion d'ordre de M. de Kerchove d'Ousselghem qui prie le Sénat d'ajourner l'examen de ce projet de loi, p. 778.

Motion d'ordre de M. Fraiture qui demande que ce projet de loi soit discuté avant le projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus, p. 1017. — M. Neujean estime qu'il n'est pas logique d'admettre la demande de M. Fraiture, le principe étant inscrit dans le projet de loi que M. Fraiture voudrait voir discuter en second lieu, p. 1018. — Observations de M. Fraiture, p. 1018. — M. Speyer propose de ne faire qu'une seule discussion générale sur les deux projets, p. 1018. — M. Neujean, m. c. f. m. p. t., s'oppose à cette demande dans l'intérêt de la clarté de la discussion, p. 1018. — M. Neujean fait du reste remarquer que le projet sur les services publics d'autobus regarde le département des travaux publics, p. 1018. — M. Fraiture déclare ne pas insister, p. 1018.

Discussion générale. Discours de M. Fraiture, qui propose, avec MM. Lafontaine et Volckaert, un amendement dont il donne lecture, p. 1022 à 1024. — Interruptions de MM. Speyer, Van Fleteren et Neujean, p. 1022, 1023. — Discours de MM. le baron de Moffarts, rap., Fraiture, Volckaert, Neujean, m. c. f. m. p. t., Feron, Liebaert, p. 1027 à 1029. — Interruptions de MM. Neujean, m. c. f. m. p. t., le baron Ruzette, m. a. t. p., Fraiture, le baron de Moffarts, Volckaert, p. 1027 à 1029.

Discussion des articles : Art. 1er. M. le président donne lecture : 1° du texte du projet; 2° d'amendements présentés : 1° par les commissions réunies; 2° par M. Fraiture, p. 1032. — Discussion. MM. Fraiture, Neujean, m. c. f. m. p. t., le baron de Moffarts, Speyer, p. 1032 à 1034. — A la proposition de M. le président le vote est réservé, p. 1034.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte de projet et d'un amendement des commissions réunies, p. 1034. — M. le baron de Moffarts demande que le vote sur cet article soit également réservé, p. 1034. — M. Fraiture appuie cette proposition, p. 1034. — Le vote est réservé, p. 1034.

Art. 3 (art. additionnel n° 38). M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement des commissions réunies, p. 1034, 1035. — MM. le baron de Moffarts et Fraiture demandent également la remise du vote, p. 1035.

Reprise du vote sur l'article 1er. M. Fraiture défend encore son amendement par quelques mots, p. 1040. — Observation de M. Neujean, m. c. f. m. p. t., p. 1040. — L'amendement de MM. Fraiture et consorts est rejeté par assis et levé, p. 1041. — L'article 1er est adopté tel qu'il est proposé par les commissions réunies, p. 1041.

Reprise du vote sur l'article 2. Cet article est adopté avec l'amendement proposé par les commissions réunies, p. 1041.

Art. 3. Le vote est repris sur l'article 3 (article additionnel n° 38). M. le président déclare que l'amendement présenté

Chemins de fer : CHEMINS DE FER VICINAUX (*suite*)

par M. Fraiture vient à disparaître par suite du rejet de son amendement à l'article 1er, p. 1041. — L'article 3 est adopté tel qu'il est amendé par les commissions réunies, p. 1041.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1041.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 1041 (24 juin 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Chemins de fer du Katanga (Emission d'actions du). — V. Congo : Finances : Emission d'actions.

Chômage.

CONVENTION CONCERNANT L'INDEMNITÉ DE CHOMAGE EN CAS DE PERTE PAR NAUFRAGE ET LE PLACEMENT DES MARINS. — V. Affaires étrangères : Marine.

FONCTIONNEMENT DES CAISSES DE CHÔMAGE. — V. Interpellations au nom de M. Rongy.

Clauses d'arbitrage dans les contrats de droit international privé. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Code civil.

ABSENCE.

Projet de loi portant revision du Titre IV du Livre 1er du Code civil relatif à l'absence.

V. le n° 250 session 1922-1923.

Doc. — Rapport fait par M. Vauthier, n° 106. — Amendements présentés par la commission de la justice, n° 106. — Annexe. Dispositions transitoires, n° 106.

Amendements proposés par MM. Braun, Du Bost et Meyers. Développements, texte des amendements et texte en vigueur, n° 123.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 608 (25 mars 1924).

Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi. MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Vauthier, rap., Deswarte, p. 712.

Discussion générale. M. Vauthier, rap., expose au Sénat les raisons qui militent en faveur du renvoi de ce projet de loi à la commission de la justice, aux fins d'examiner les amendements qui ont été présentés, p. 724 à 726. — M. Braun fait diverses observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté, p. 726. — Le Sénat décide de renvoyer les amendements à la commission qui sera chargée de faire un rapport complémentaire sur ces amendements, p. 726.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Projet de loi modifiant les articles 12 et 16 de la loi du 28 juillet 1921 sur la validité des actes de l'état civil et rectification des actes de décès dressés pendant la guerre et la déclaration judiciaire du décès.

V. plus haut la sous-rubrique : Absence : Amendements présentés par MM. Braun, Du Bost et Meyers, n° 123.

Doc. — Exposé des motifs, n° 255. — Projet de loi : Annexe au n° 255.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 1296 (24 juillet 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice, p. 1296.

BAIL.

Projet de loi prorogeant et modifiant la loi sur les loyers du 20 février 1923.

Doc. — Projet de loi, n° 241.

Rapport fait par M. Vauthier, n° 246. — Amendements proposés par la commission de la justice, n° 246.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier (24 juillet 1924). M. le président annonce que la Chambre des représentants transmet ce projet au Sénat, p. 1278. — A la demande de M. le président, M. Lekeu déclare que la commission chargée de l'examen de ce projet se réunira le lendemain, p. 1278 (23 juillet 1924).

Code civil : BAIL. (*suite*)

M. le président, avant d'ouvrir la discussion, informe l'assemblée que des membres appartenant à différents partis lui ont exprimé le désir de voir terminer la discussion du projet sur les loyers au cours de cette séance, p. 1298.

M. Deswarte propose, par motion d'ordre, de supprimer la discussion générale, p. 1298. — Observations de MM. Lekeu (qui s'oppose à la suppression de la discussion générale, suppression qu'il estime devoir beaucoup prolonger la discussion des articles), le baron Descamps (qui estime que les membres inscrits dans la discussion générale tiendront compte du désir du Sénat d'aboutir le plus promptement possible), p. 1298, 1299. — Observations de MM. Lekeu et Volckaert, p. 1299.

Discussion générale. MM. Vauthier (qui déclare renoncer, en présence du désir exprimé par M. Deswarte, à développer les idées exprimées dans le rapport), Du Bois (qui propose un amendement à l'article 4), Deswarte, Van Fleteren, Lekeu, Guyaux, Digneffe, Mousty, Dupret, Volckaert, Poelaert, Van Belle, Wittemans, p. 1299 à 1308. — M. Vauthier, rap. (qui estime de son devoir, en présence des nombreux amendements dont il estime que le Sénat va être saisi, de mettre l'assemblée en présence de ce qu'il qualifie « les réalités parlementaires », estimant qu'il sera impossible de faire admettre les amendements d'initiative parlementaire sénatoriale par la Chambre des représentants, p. 1308, 1309. — Observations de MM. Van Fleteren, Deswarte, Lekeu, Vinck, p. 1308, 1309.

Discussion des articles.

M. le président propose de procéder au vote par alinéa, et cette proposition est admise, p. 1309.

Art. 1er :

Le principe de la prorogation est adopté, p. 1309.

§ 1er. Chiffre « 1925 » remplacé par le chiffre « 1926 ». Adopté sans observation, p. 1309.

§ 2. Chiffre « 1926 » remplacé par le chiffre « 1927 ». Adopté sans observation, p. 1309.

M. le président donne lecture de deux amendements présentés par le gouvernement :

§§ 1*bis* et 1*ter*, p. 1309. — Discussion : MM. Vauthier, rap. (qui se rallie aux amendements proposés par le gouvernement et motive son adhésion, puis fait diverses observations), Vinck (qui commence par protester, au nom de son groupe, contre le dépôt, par le gouvernement, d'amendements qui n'ont pas été soumis à la commission, puis fait diverses observations), Lekeu, Masson, m. j., Deswarte (qui propose un amendement dans le même sens que le § 1*bis* proposé par le gouvernement), Volckaert, Braun, Van Fleteren, Fraiture, Guyaux, p. 1309 à 1313. — Le § 1*bis* proposé par le gouvernement est adopté, p. 1313. — M. Deswarte propose un amendement au § 1*ter*, et M. Masson, m. j., déclare se rallier à cet amendement, p. 1313. — Le § 1*ter* proposé par le gouvernement est adopté tel qu'il est amendé par M. Deswarte, p. 1313.

II*bis* proposé par la commission (communes auxquelles la loi ne s'applique pas). M. le président donne lecture de cette disposition et d'un amendement similaire proposé par M. Poelaert, p. 1313. — Discussion : MM. Du Four, Deswarte, Masson, m. j., p. 1313, 1314.

La suite de la discussion est remise au lendemain, p. 1314.

En ouvrant la séance le lendemain, M. le président propose au Sénat de prolonger éventuellement la séance, afin de terminer ce jour-là la discussion des articles, p. 1315.

Reprise de l'examen de l'article 1er :

§ II*bis*. Sont entendus : MM. Carnoy, Lekeu, Masson, m. j., Van Fleteren, Volckaert, Guyaux, Dupret, Van Overbergh, Mousty, du Four, Van Belle, Fraiture, Vinck, Deswarte, le vicomte Berryer, Hicguet, p. 1315 à 1320. — Fait personnel de M. Dupret au sujet d'une interruption faite la veille par M. Volckaert, p. 1320, 1321. — Est entendu : M. Volckaert, p. 1321. — Observations de MM. Lekeu, Mousty, Van Fleteren, p. 1321. — Reprise de l'examen du § II*bis*. Sont encore entendus : MM. du Four, Masson, m. j., Moyersoen (qui propose, avec M. Lebon, un amendement dont il donne lecture), Mousty, Guyaux, Seeliger, Van Fleteren, Vauthier, rap. (qui appuie, en son nom personnel, l'amendement de M. Moyersoen), p. 1321, 1322. — M. Masson, m. j., déclare se rallier à l'amendement de M. Moyersoen, p. 1322. — M. le président indique la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — Observations au sujet de cette procédure. MM. Moyersoen, Lekeu, Van Fleteren, Liebaert, Seeliger, Van Overbergh, p. 1322. — M. le président indique à nouveau la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1323. — L'appel nominal est demandé sur

Code civil : Bail (*suite*)

l'amendement de la commission, et cet amendement est adopté par 75 voix contre 51 et 2 abstentions, p. 1323. — Se sont abstenus : MM. du Four et Eylenbosch, p. 1323. — Le sous-amendement de M. Moyersoen est adopté par assis et levé, p. 1323. — M. Poelaert déclare, par suite de l'adoption de l'amendement de M. Moyersoen, retirer son amendement, p. 1323. — § 2*bis* proposé par amendement par M. Deswarte. M. le président donne lecture de cette disposition; M. Vauthier, rap., admet cet amendement, et l'amendement est adopté par assis et levé, p. 1323. — Amendement présenté par M. Lekeu au § 3 de l'article 3 et tendant à ajouter la commune de Koekelberg à l'agglomération bruxelloise. Sont entendus : MM. Lekeu et Vauthier, rap., p. 1323, 1324. — L'amendement de M. Lekeu est adopté par assis et levé, p. 1324. — Amendement présenté par MM. Poelaert et Delannoy au n° I*ter* des amendements de la commission et amendement présenté par M. Huisman-Van den Nest au § 1er. M. le président donne lecture de ces dispositions, p. 1324. — Sont entendus : MM. Poelaert (qui déclare se rallier à l'amendement de M. Huisman-Van den Nest et retirer celui qu'il avait présenté avec M. Delannoy, puis fait diverses observations), Vauthier, rap. (qui combat l'amendement de M. Huisman-Van den Nest), Huisman-Van den Nest, Deswarte, Vinck, Poelaert, p. 1324, 1325. — L'amendement de M. Huisman-Van den Nest est rejeté, p. 1325. — Amendement de M. Du Bois relatif aux débits de boissons : M. le président donne lecture de cette disposition, p. 1325. — Observations de MM. Van Fleteren, Volckaert, Du Bois, Lekeu, Vauthier, rap. (qui combat l'amendement), p. 1325. — L'amendement de M. Du Bois est rejeté par assis et levé, p. 1325. — I*ter* proposé par la commission. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 1325. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Deswarte, Mousty, Masson, m. j., Van Fleteren, p. 1325, 1326. — L'amendement est adopté, p. 1326. — Amendement présenté par M. Liebaert au § I*ter* proposé par la commission. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 1327. — Sont entendus : MM. Liebaert, Lekeu, Vauthier, Vinck, Lebon, Deswarte, Masson, m. j., p. 1327 à 1329. — M. Liebaert déclare, en présence de l'opposition de MM. Masson, m. j., et Vauthier, rap., retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 1329. — MM. Masson, m. j., Lebon, Moyersoen, Lekeu, Vauthier, rap., font encore diverses observations, p. 1329. — Le n° III de l'article 1er est adopté. — N° IV. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Poelaert et Delannoy, p. 1329. — Sont entendus : MM. Poelaert, Fraiture, Vinck, Lekeu, Vauthier, rap., Deswarte (qui propose de remettre la suite de la discussion au lendemain), p. 1329, 1330. — Observations de MM. Ryckmans, Deswarte, le baron d'Huart, Volckaert, Lekeu, au sujet de la suite de la discussion, p. 1330. — Reprise de l'examen du n° IV. Sont encore entendus : MM. Deswarte, Masson, m. j., p. 1330, 1331. — L'amendement de M. Poelaert est rejeté par assis et levé, p. 1331. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche, sur la disposition IV, relative à l'article 4, § 5, de la loi de 1923, et cette disposition est adoptée par 66 voix contre 44, p. 1331. — M. le président donne lecture d'un amendement proposé par M. Deswarte pour le cas où le § 4 de l'article 1er serait maintenu, p. 1331. — M. Deswarte déclare, en présence du texte de l'article 1*ter* adopté sur la proposition du gouvernement, retirer deux des amendements qu'il a présentés et qui figurent aux numéros *sub* n° 11 et *sub* n° 12 du tableau qui a été distribué aux sénateurs, p. 1331, 1332. — M. le président donne lecture du § IV*bis* proposé par M. Deswarte. M. Vauthier, rap., estime que le Sénat peut se rallier à cet amendement, et l'amendement de M. Deswarte (IV*bis*) est adopté, p. 1332. — Amendement proposé par la commission: IV*bis*. M. le président donne lecture de cette disposition (augmentation de 150 p.c. au lieu de 100 p.c.), p. 1302. — Discussion : MM. Deswarte, Martens, Van Fleteren, Vauthier, rap., Masson, m. j., Lekeu, Guyaux, Seeliger, Moyersoen, Volckaert, Baeck, p. 1332 à 1334. — Au moment de mettre l'amendement aux voix, le tumulte étant très violent à l'extrême gauche, M. le président déclare que, si le calme n'est pas rétabli, il se verra obligé de lever la séance, p. 1334. — L'amendement de la commission (augmentation de 150 p. c.) est adopté par 59 voix contre 38 et 2 abstentions, p. 1335. — Se sont abstenus : MM. Dupret et Eylenbosch, p. 1335. — M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Lebon pour le cas où la majoration de 150 p. c. serait adoptée, p. 1335. — Discussion : MM. Lebon (qui développe son amendement), Huisman-Van den Nest, Vauthier, Masson, m. j., Moyersoen, p. 1335, 1336. — L'amendement de M. Lebon est rejeté par assis et levé, p. 1336. — MM. Volckaert et Lekeu estiment que l'épreuve est douteuse, p. 1336. — M. le président comte t'Kint de Roodenbeke déclare que MM. les secrétaires ont fait exactement le recensement des votes et que celui-ci reste acquis, p. 1336. — § V. Adopté sans observation, p. 1336. — § VI. M. le président donne lecture du texte adopté par la Chambre des représentants et d'amendements présentés : 1° par M. Deswarte; 2° par M. Lebon, p. 1336. — Discussion: MM. Vauthier, rap., Lebon, Liebaert, Deswarte, Vinck, p. 1336, 1337. — M. Lebon déclare se rallier à l'amendement de M. Deswarte, p. 1337. — Est entendu : M. Du Bost (qui propose un amendement au texte de M. Deswarte, p. 1337. — Observations de MM. Deswarte et Vauthier, rap., qui déclare accepter l'amendement de M. Du Bost, p. 1337. — L'amendement de M. Deswarte, ainsi complété, est adopté, p. 1337. — M. le président déclare, d'accord avec M. Lebon, que l'amendement présenté par M Lebon vient à disparaître, p. 1337. — § VII. M. le président en donne lecture, et ce paragraphe est adopté sans observation, p. 1337.

Art. 2. Adopté sans observation, p. 1337.

Vote en seconde lecture.

M. Huisman-Van den Nest attire à ce moment l'attention du Sénat sur le texte voté en première lecture sous le n° III de l'article 1er : Disposition déterminant le point de départ de la majoration de 100 p. c. ou de 150 p. c., p. 1411, 1412. — Discussion : MM. Vauthier, rap., Deswarte, Masson, m. j., Huisman-Van den Nest, Vinck, Van Fleteren, Feron, p. 1412, 1413. — M. Vinck demande, par motion d'ordre, que l'on suspende l'examen de ce projet, afin de permettre à quelques membres du Sénat de se réunir pour examiner la lettre et l'esprit de l'importante question sur laquelle M. Huisman-Van den Nest a attiré l'attention du Sénat, p. 1413. — M. Moyersoen appuie cette demande et M. Deswarte s'y rallie, à condition que l'examen de la loi soit suspendu pendant cette réunion, p. 1413. — La proposition de M. Vinck est admise, p. 1413.

Reprise de l'examen de la disposition mise en question par M. Huisman-Van den Nest : M. Huisman-Van den Nest donne lecture d'un texte nouveau sur lequel on a obtenu l'accord de M. Masson, m. j., p. 1420. — M. Vauthier, rap., se rallie à ce texte, qu'il estime avoir exactement la même portée que celui adopté en première lecture, p. 1420. — Observations de M. Deswarte, p. 1420. — M. le président rappelle les termes de l'amendement qui vient d'être présenté par M. Huisman-Van den Nest, et ce texte est adopté par assis et levé, p. 1420. — M. le président déclare, en conséquence de ce vote, que l'article II (nouveau), § 1er, est modifié d'après l'amendement qui vient d'être adopté, mais que le deuxième alinéa concernant le préavis doit être maintenu, p. 1420. — Adhésion unanime du Sénat, p. 1420.

M. Mousty déclare à ce moment renoncer à la parole, à condition que les autres orateurs inscrits en fassent autant, p. 1420. — Les membres inscrits se rallient à la proposition de M. Mousty, p. 1420.

Les dispositions adoptées en première lecture sont remises aux voix et sont adoptées sans observation, p. 1420, 1421.

M .Masson fait à ce moment une observation, le texte inséré aux §§ 3 et 4 de l'article 1er devant être porté tel quel devant l'article 2, et l'article 2 devenant, en conséquence, l'article 4, p. 1421. — Adhésion du Sénat, p. 1421.

MM. Digneffe, le marquis Impériali, Deswarte, Dupret, Carnoy, Mousty, motivent leur vote, p. 1421 à 1423. — Observations de MM. Guyaux, Volckaert, Lekeu, Deswarte, Du Four, Berryer, Fraiture, Demoulin, Baeck, Masson, m. j., Van Overbergh, d'Huart (baron) et Van Fleteren pendant les discours prononcés par les sénateurs pour motiver leur vote, p. 1421 à 1423.

M. le marquis Impériali fait remarquer à M. le président que M. Van Fleteren vient de qualifier de voleurs les sénateurs qui votent la loi, et M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke inflige un rappel à l'ordre à M. Van Fleteren, p. 1423.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 2 et 40 abstentions, p. 1423 (31 juillet 1924). — Se sont abstenus : MM. Fraiture, François, Genard, Guyaux, Lafontaine, Lekeu, Libioulle, Lion, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Ronvaux, Seeliger, Solau, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Van de Moortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vinck, Volckaert, Wittemans, Baeck, Beosier, Calonne, Daems, Damas, Danhier, De Meulemeester, Demoulin, De Nauw, Deswarte, Disière, Ducastel et Dumont, p. 1423. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Code civil : BAIL (*suite*)

M. le président prie M. Van Fleteren de retirer les paroles dont il s'est servi et à l'occasion desquelles il lui a infligé un rappel à l'ordre, p. 1424. — Observations diverses de MM. Van Fleteren (qui commence par maintenir les paroles qu'il a prononcées), Lekeu, Moyersoen, Liebaert, Volckaert, le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 1424. — M. Van Fleteren finit par retirer purement et simplement ses paroles, p. 1424. — M. le président déclare, en conséquence, que le rappel à l'ordre qu'il avait infligé à M. Van Fleteren est retiré, p. 1424.

BIENS DES MINEURS ET BIENS DES INCAPABLES.

Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage de biens appartenant à des incapables. — V. le document n° 147, session 1922-1923.

Doc. — Amendements présentés par M. Berger, au chapitre Ier : art. 1er, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 19 et 20, n° 13.

CONTRAT.

Résiliation et revision de contrats conclus avant ou pendant la guerre. — V. Industrie, commerce et travail.

COPROPRIÉTÉ.

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété.

Doc. — Projet de loi. N° 160.
Rapport fait par M. Vauthier. N° 188.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 1017 (18 juin 1924).
Discussion générale. Sont entendus : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Vauthier, rap.; Masson, m. j., p. 1041 à 1043.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1043, 1044.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre une et une abstention, p. 1082 (26 juin 1924). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1082. — Le projet est soumis à la sanction royale.

DIVORCE.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps (Titre IV du Livre Ier du Code civil).

(V. les nos 51, 86 et 100, session 1922-1923.)

Doc. — Rapport fait par M. le comte Goblet d'Alviella, n° 16. — Amendement à l'article 234 du Code civil : Réfutation de la note de M. le ministre par l'auteur de l'amendement, n° 16. — Annexe : I. Amendements présentés par la commission de la justice aux articles 5, 6 et art. 6bis nouveau. — II. Texte nouveau de l'amendement présenté par M. Deswarte. — III. Amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella (art. 3bis nouveau), n° 16.
Texte remplaçant celui des amendements présentés aux articles 264 et 266 par le rapporteur comte Goblet d'Alviella, n° 83.
Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 98.
Amendements présentés par le gouvernement à l'article 5 du texte adopté par le Sénat au premier vote et art. 6bis nouveau, n° 99.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 63 (5 décembre 1923).
Discussion générale. Discours de M. le comte Goblet d'Alviella, rap., Deploige, p. 503 à 508. — Interr. de MM. Volckaert, Van Overbergh, Deswarte, Speyer, Van Fleteren, Carton, p. 507, 508. — Discours de MM. Asou, Ryckmans, p. 512 à 516. — Interr. de MM. le comte Goblet d'Alviella, rap., Deswarte, Volckaert, Van Overbergh, Masson, m. j., Van Fleteren, Guyaux, Mousty, Deploige, Speyer, Asou, p. 512 à 516. — Suite du discours de M. Ryckmans (qui termine son discours en introduisant une proposition d'ajournement), et discours de M. Masson, m. j., p. 517 à 520. — Interr. de MM. Van Fleteren, Berger, Van Overbergh, Féron, Speyer, le comte de Broqueville, Masson, m. j., le comte Goblet d'Alviella, Deswarte, Braun, Guyaux, le vicomte Berryer, m. i. h., p. 517 à 520.
M. Speyer demande par motion d'ordre si l'assemblée est véritablement saisie d'une proposition d'ajournement, et, dans le cas où cette proposition d'ajournement existerait, sur le point de savoir si cette proposition doit avoir la priorité sur la suite de la discussion du fond du projet, p. 520. — M. Ryckmans déclare qu'aucune proposition formelle n'a encore été introduite, mais propose l'ajournement et prie M. Deploige et ses amis de l'appuyer, p. 521. — Observations de MM. Vauthier, Masson, m. j., le baron Descamps, Braun, le comte de Broqueville, Volckaert, Deswarte, au sujet de la

Code civil : DIVORCE (*suite*)

procédure à suivre, p. 521. — Sont entendus sur la proposition d'ajournement : MM. Vauthier, Braun, Deswarte, p. 521, 522. — Observations de M. le comte de Broqueville, de M. le président comte t'Kint de Roodenbeke, et de M. Van Roosbroeck (qui demande que l'on vote immédiatement sur la proposition d'ajournement), Braun, p. 522. — M. Masson, m. j., est encore entendu sur la proposition d'ajournement et demande que la discussion soit continuée sur le fond comme sur l'ajournement, le vote de l'ajournement comportant, en fait, le rejet du projet, p. 522, 523. — M. Braun déclare que la proposition d'ajournement est maintenue; à la demande de M. Van Fleteren, il est procédé au vote sur la motion d'ajournement pur et simple et l'ajournement est rejeté par 56 voix contre 53, p. 523.
Reprise de la discussion de l'ensemble du projet. Discours de MM. Deswarte, Ryckmans, Masson, m. j., p. 523 à 529. — Interr. de MM. Liebaert, Leyniers, le baron d'Huart, Braun, le comte de Broqueville, Van Fleteren, Speyer, Masson, m. j., Ryckmans, Magnette, Van Overbergh, p. 523 à 529. — Observations de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., au sujet des paroles qui viennent d'être prononcées par M. Deswarte, p. 529. — Fait personnel de M. Vauthier, au sujet de paroles prononcées par M. Braun, qui lui a reproché de s'être placé sur le terrain politique, p. 529. — Est entendu : M. Ryckmans, au sujet de ce fait personnel, p. 529. — Observations de MM. Braun, Deswarte, Van Fleteren, Masson, m. j., Volckaert, p. 529.
Reprise de la discussion générale. Discours de M. Berger, p. 529, 530.
Motion d'ordre de M. Deswarte au sujet de l'incident soulevé par M. le baron Ruzette, m. a. t. p., au sujet de l'interprétation qu'il avait donnée à l'absence des sénateurs, ministres catholiques, au moment du vote sur la proposition d'ajournement, p. 532. — Sont encore entendus : M. le baron Ruzette, m. a. t. p., (qui maintient ses observations), Van Fleteren, Speyer, p. 532, 533.
Motion d'ordre de M. Speyer, qui attire l'attention du Sénat sur le vœu émis dans son rapport par M. Magnette, tendant à voir joindre la proposition de loi présentée par M. Deswarte sur le secret des significations par acte d'huissier, au projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, p. 537. — M. Masson, m. j., combat la demande de M. Speyer, et estime qu'il serait préférable de disjoindre du projet en discussion les dispositions relatives au secret des significations, p. 537. — M. Braun propose, à la suite des observations de M. Masson, m. j., de disjoindre l'article 252, p. 537. — Observations de MM. Deswarte et Masson, m. j., p. 537. — M. Speyer déclare se rallier à la proposition de M. Braun et le Sénat décide de disjoindre l'article 252 du projet en discussion, p. 527.
Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Braun, Masson, m. j., Ryckmans, p. 537 à 545. — Interr. de MM. Volckaert, Van Fleteren, Van Overbergh, Deswarte, Braun, Wittemans, Pirard, Ryckmans, Van Roosbroeck, Speyer, le comte Goblet d'Alviella, Masson, m. j., p. 537 à 545.

Discussion des articles.

Art. 1er. Adopté sans observations, p. 547.
Art. 1bis proposé par M. Deswarte. M. Deswarte déclare que l'amendement qu'il avait présenté sous forme d'article 1bis n'ayant qu'une portée temporaire et ne pouvant, en conséquence, être incorporé dans le Code civil, il se propose de faire de cet amendement un article final et de le présenter après que l'examen des autres dispositions du projet auront été examinées, p. 547. — Cette proposition est admise, p. 547.
Art. 2. Dispositions remplaçant les articles 240 à 253 : Art. 240. Les deux premiers paragraphes sont adoptés sans observations, p. 547. — § 3. M. Braun rappelle l'amendement qu'il a présenté avec MM. Ligy, Carton et Du Bost, amendement qui a été développé au cours de la discussion générale, p. 547. — M. Vauthier déclare en son nom personnel se rallier à l'amendement de MM. Braun et consorts, p. 548. — Observations de M. Braun, p. 548. — L'amendement est adopté, p. 548. — Les articles 241 à 251 sont successivement adoptés, p. 548. — Art. 252. M. le président rappelle la proposition de disjonction, p. 548, 549. — Observations de M. Deswarte, p. 549. — M. Masson, m. j., déclare être d'accord sur la disjonction qui est adoptée, p. 549. — Art. 253. — Adopté sans observations, p. 549.
Art. 3. Adopté sans observations, p. 549.
Art. 3*bis* proposé par M. le comte Goblet d'Alviella, rap. — Discussion. MM. Vauthier (qui combat l'amendement), le comte Goblet d'Alviella, rap. (qui défend son amendement), Masson, m. j., p. 549, 550. — L'amendement de M. le comte Goblet d'Alviella est rejeté par assis et levé, p. 550.

Code civil : DIVORCE (*suite*)

Art. 4. Dispositions remplaçant les articles 262 et 263 du Code civil. Adoptées sans observations, 550.

Art. 5. Dispositions à ajouter à l'article 264 du Code civil. M. le président donne lecture du texte du projet, du texte proposé par amendement par la commission, d'un amendement de M. Berger et d'un amendement proposé par M. le comte Goblet d'Alviella, rap., p. 550. — Discussion. MM. Berger (qui défend son amendement), Pirard, Vauthier, Braun (qui défend le texte de la commission), p. 550, 551. — M. Vauthier déclare accepter le texte de la commission et y propose une modification de forme, p. 551. — M. Berger s'y rallie également et retire l'amendement qu'il avait présenté, p. 551. — Est encore entendu : M. le comte Goblet d'Alviella (qui défend son amendement), p. 551. — L'amendement de M. le comte Goblet d'Alviella est rejeté, p. 551. — Le texte proposé par la commission est adopté avec la modification de forme proposée par M. Vauthier, p. 551. — L'article 5, ainsi amendé, est adopté, p 551.

Art. 6. Disposition remplaçant l'article 265 du Code civil. M. le président donne lecture du texte du projet, de la proposition de la commission qui implique le maintien de l'article 265 en vigueur et d'un amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella, rap., p. 551. — L'amendement de la commission est adopté, p. 551. — M. le comte Goblet d'Alviella défend son amendement et cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 552. — L'article 6 est adopté tel qu'il est amendé par la commission, p. 552.

Art. 6*bis* nouveau proposé par la commission. M. le président en donne lecture et cette disposition est adoptée, p. 552.

Art. 7 formant une disposition additionnelle à l'article 879 du Code de procédure civile. Adopté sans observations, p. 552.

Disposition transitoire (relative aux instances en cours). Adopté sans observations, p. 552.

Art. 1er*bis* qui a été proposé par M. Deswarte et que son auteur a transformé en article final. M. Deswarte défend sa proposition, p. 552 à 554. — M. Masson, m. j., fait remarquer que M. Deswarte veut, par une loi exceptionnelle, résoudre un principe général touchant à l'indigénat, p. 553. — M. Vauthier combat la disposition proposée par M. Deswarte, p. 554. — L'article proposé par M. Deswarte est rejeté, p. 554.

M. le comte Goblet d'Alviella prend la parole pour un fait personnel ayant été l'objet de certaines accusations, son discours est interrompu par l'entrée de M. Theunis, p. m., m. f., et de M. Jaspar, m. a. ét., qui viennent annoncer que le gouvernement se retire pour présenter sa démission au Roi, la question de confiance posée par le gouvernement au sujet de la convention franco-belge ayant abouti au rejet du projet de loi, p. 554.

Vote en seconde lecture.

Art. 1er. N'a pas été amendé.

Art. 2. Adopté sans observations tel qu'il a été admis en première lecture, p. 558, 559.

Art. 3 et 4 n'ont pas été amendés.

Art. 5. M. le président donne lecture d'un amendement proposé par le gouvernement et l'article 5, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 559.

Art. 6. Définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture avec quelques corrections grammaticales que M. le président indique, p. 559.

Art. 6*bis* (nouveau). M. le président indique un amendement proposé par le gouvernement, p. 559, 560. — M. le comte Goblet d'Alviella déclare se rallier à cet amendement, p. 559. — L'amendement est adopté, p. 559. — L'article 6*bis*, ainsi amendé est définitivement adopté, p. 559.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 24 et 4 abstentions, p. 560 (18 mars 1924). — Se sont abstenus : MM. le comte Cornet d'Elzius de Peissant, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Meyers et Nerincx, p. 560. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

ENFANTS NATURELS.

Projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels.

Doc. — Exposé des motifs, n° 207. — Annexe : Rapport de la commission de revision du Code civil. Projet de loi : Annexe au n° 207.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 1040 (24 juin 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Code civil (*suite*)

EXPROPRIATION.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Doc. — Exposé des motifs, n° 104. — Projet de loi : Annexe au n° 104.

Rapport fait par M. Vauthier, n° 158. — Amendements présentés par la commission de la justice, n° 158.

Amendements proposés par M. Libioulle aux articles 2, 4, 5, 8 et 9, n° 195.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 608 (25 mars 1924). — M. Masson fait remarquer l'urgence du projet et demande qu'il soit examiné sans retard par la commission de la justice, p. 608. — M. le président déclare qu'il en sera ainsi.

Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 832 (22 mai 1924).

Discussion générale. Sont entendus : MM. Libioulle, Vauthier rap., et Lekeu, p. 1035.

Discussion des articles. Art. 1er. Adopté sans observations, p. 1035, 1036.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement présenté par M. Libioulle, p. 1036. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Masson, m. j., Deswarte, Feron, Lekeu, p. 1036. — L'amendement de M. Libioulle est rejeté et l'article 2 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 1036.

Art. 3. Adopté sans observations, p. 1036.

Art. 4. Les trois premiers alinéas sont adoptés sans observations, p. 1056. — M. le président donne lecture d'un amendement proposé par M. Libioulle, à l'alinéa 4, ainsi que d'une disposition additionnelle formant un alinéa 5 proposé également par M. Libioulle, p. 1036. 1037. — Observations de MM. Vauthier, Masson, m. j., Feron, p. 1037. — Les amendements de M. Libioulle sont rejetés, p. 1037. — L'ensemble de l'article 4 est adopté, p. 1037.

Art. 5. M. le président donne lecture du texte du projet, d'un premier amendement de M. Libioulle et déclare, d'accord avec M. Masson, m. j., que cet amendement vient à disparaître par suite d'un vote précédent, p. 1037. — M. le président donne ensuite lecture : 1° d'un second amendement présenté par M. Libioulle; 2° d'un amendement proposé par la commission, p. 1037. — M. Masson, m. j., déclare se rallier à l'amendement de la commission, p. 1037. — L'amendement de M. Libioulle est rejeté, p. 1037. — L'amendement de la commission est adopté, p. 1037.

Art. 6 et 7. Adoptés sans observations, p. 1037.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement de M. Libioulle, p. 1036. — M. Vauthier, rap., rappelle que la commission propose la suppression de cet article et M. Masson, m. j., déclare se rallier à cette proposition, p. 1038. — La proposition de la commission est adoptée, l'article 8 est supprimé, p. 1038.

Art. 9. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement présenté par M. Libioulle, p. 1038. — M. Ligy propose un amendement, p. 1038. — M. Vauthier, rap., et Masson font diverses observations et déclarent accepter l'amendement de M. Ligy, p. 1038.

L'amendement de M. Libioulle est rejeté, p. 1038. — L'amendement de M. Ligy est adopté, p. 1038. — L'article 9, ainsi amendé, est adopté, p. 1038.

Articles 10, 11 et 12. Adoptés sans observations, p. 1038, 1039.

Les articles 5, 8 et 9 sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1039.

M. Lekeu motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1039.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix et 29 abstentions, p. 1040 (24 juin 1924). — Se sont abstenus : MM. Lekeu, Libioulle. Lombard, Longville, Martens, Rongy, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Vande Moortele, Vanderick, Van Roosbroeck, Verbrugghe, Vermeylen, Volckaert, Wittemans, Baeck, Beosier, Calonne, Damas, Demeulemeester, Demoulin, De Nauw, De Visch, François, Conard, Guyaux, Hannick, p. 1040. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants, p. 1040.

LOYERS. — V. plus haut la sous-rubrique : Bail.

PERSONNIFICATION CIVILE. — V. Droits civils.

PROPRIÉTÉ. — V. plus haut : Co-propriété.

Code civil (*suite*)

RECONNAISSANCE LÉGALE. — V. Droits civils.

SÉPARATION DE CORPS. — V. plus haut la sous-rubrique : Divorce.

SUCCESSION. — *Petits héritages.*

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 24 octobre 1919 relatif à la réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales et la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. — V. Finances : Impôts. Droits d'enregistrement et droits de sucession.

Code de procédure civile.

COMPÉTENCE.

Proposition de loi élevant le taux de la compétence et du ressort des juridictions (due à l'initiative de M. Deswarte).

Doc. — Développements, n° 212. — Proposition de loi : annexe au n° 212.
Rapport fait par M. Magnette, p. 237.
V. aussi : Organisation judiciaire : Ressort des juridictions.

Ann. — Dépôt de la proposition de loi par M. Deswarte, p. 1079.
Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 1085, 1086 (1er juillet 1924).
Dépôt du rapport par M. Magnette, p. 1217. — M. Magnette demande, au nom de la commission de la justice, un tour de faveur pour cette proposition de loi, qui permettrait de désencombrer les rôles des tribunaux, p. 1217. — M. Deswarte demande que cette discussion soit portée en tête de l'ordre du jour du lendemain, p. 1217. — Observations de M. Speyer, p. 1217. — M. Deswarte déclare être d'accord avec M. Masson, m. j., qui insiste lui-même sur l'urgence, p. 1217. — M. Speyer déclare, dans ces conditions ne pas insister sur son opposition et la proposition de loi est inscrite en tête de l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 1217.
M. le président annonce que M. le ministre de la justice est d'accord avec l'auteur de la proposition de loi, p. 1283.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1283.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 2, p. 1289 (24 juillet 1924). Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Compétence en matière civile et commerciale.

Projet de loi relatif à la compétence en matière civile et commerciale (formé par les amendements présentés par le gouvernement (n° 37 des documents de la Chambre), au projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure),

Doc. — Projet de loi, n° 243.

EXPLOITS D'HUISSIER. — *Secret des significations.*

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier (due à l'initiative de M. Deswarte).

Doc. — Développements, n° 91. — Texte de l'alinéa 2 de l'article 68 du Code de procédure civile, n° 91. — Proposition de loi. Annexe au n° 91.
Rapport fait par M. Magnette, n° 95.
Amendements présentés par le gouvernement aux articles 1er, 2, 3 et 4 et note explicative, n° 138.
Amendements proposés par M. Deswarte : 1° au texte de la proposition de loi; 2° au texte proposé par le gouvernement, n° 143.
Sous-amendement du gouvernement à l'amendement proposé par M. Deswarte, n° 152.

Ann. — M. Deswarte dépose cette proposition de loi et prie le Sénat de convoquer immédiatement la commission de la justice afin que la proposition de loi qu'il vient de déposer puisse être examinée en même temps que le projet de loi gouvernemental tendant à simplifier la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, dont l'examen va être entamé le lendemain, le projet gouvernemental prévoyant également certaines mesures garantissant le secret des significations par huissier. M. Deswarte rappelle qu'on a procédé en France par deux étapes distinctes et estime que la Belgique pourrait profiter de cette expérience et voter d'emblée une réforme complète, p. 500. — Observations de M. le baron Descamps, au sujet de l'urgence ainsi qu'au sujet du dépôt tardif de la proposition de M. Deswarte, p. 500. — M. le président fait remarquer que cette discussion est inutile, la proposition de loi n'étant pas encore prise en considération et le règlement étant formel à cet égard, p. 500. — Le vote sur la prise en considération est fixé à la séance du lendemain, p. 500.
Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 503 (20 février 1924).
Dépôt du rapport par M. Magnette (20 février 1924).
Motion d'ordre de M. Speyer qui demande, au nom de M. Magnette, rapporteur, absent, et d'accord avec la commission de la justice, que la proposition de loi de M. Deswarte soit jointe à l'article 1er du projet de loi sur la procédure en divorce, p. 537. — Observations diverses de MM. Masson, m. j. (qui déclare ne pas s'opposer, en principe, à la proposition de M. Deswarte, mais estime qu'il serait préférable, pour diverses raisons, de disjoindre du projet de loi sur le divorce la disposition relative au secret des significations par acte d'huissier : art. 252, Braun (qui estime également que l'article 252 doit être disjoint), Deswarte (qui maintient sa demande), Speyer (qui déclare se rallier à la proposition de M. Braun), p. 537. — M. le président estime que l'on pourrait, comme le propose M. Masson, m. j., disjoindre l'article 252 du projet de loi sur le divorce et voter une disposition générale, p. 537. — Assentiment du Sénat, p. 537.
Discussion générale. Discours de MM. Asou, Deswarte, Masson, m. j., p. 806 à 809. — Observations de MM. Asou et Liebaert, p. 808, 809.
Discussion des articles. Art. 1er (art. 68 du Code de procédure civile), M. le président donne lecture du texte de la proposition de M. Deswarte, d'un amendement présenté par M. Deswarte à son texte primitif, d'amendements du gouvernements tendant à remplacer l'article 1er de la proposition de loi par trois articles distincts, d'un autre amendement présenté par le gouvernement : disposition additionnelle à l'article 68*bis* qu'il propose) et enfin d'un sous-amendement proposé par M. Deswarte aux amendements du gouvernement, p. 809. — Sont entendus : MM. Deswarte (qui donne lecture d'une disposition qu'il propose et qui combine les deux textes différents), Masson, m. j. (qui déclare accepter le nouveau texte proposé par M. Deswarte), p. 809, 810. — L'article 1er ainsi amendé est adopté, p. 810.
M. le président estime, à la suite des observations qui viennent d'être faites par M. Deswarte que l'on devrait prendre les textes proposés par le gouvernement comme base de la discussion, et cette proposition est admise, p. 810.
Art. 2. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'une modification à ce texte sur laquelle le gouvernement et M. Deswarte sont d'accord, p. 810. — Adhésion de M. Masson, m. j., p. 810. — M. le président indique encore un amendement du gouvernement sous-amendé par M. Deswarte, p. 810. — Est entendu : M. Deswarte, au sujet de la juxtaposition des deux textes, p. 810. — L'article 2, ainsi amendé, est adopté, p. 810.
Art. 3. Adopté sans observations, p. 810.
Art. 4. M. Deswarte propose un amendement au texte du gouvernement, M. Masson, m. j., accepte cette modification, et l'article 4, ainsi amendé, est adopté, p. 810.
Le Sénat décide unanimement de procéder au cours de la même séance au second vote de cette proposition de loi, p. 814.
Vote en seconde lecture.
Les articles amendés sont remis aux voix et sont successivement adoptés, p. 814, 815.
L'ensemble de la proposition de loi est adoptée à l'unanimité des 112 membres présents, p. 815 (21 mai 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PROCÉDURE EN CASSATION.

Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile.

Doc. — Projet de loi, n° 194

Code pénal.

COMMERCE USURAIRE. — V. Industrie, commerce et travail.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Proposition de loi accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive (due à l'initiative de M. Deswarte).

V. le n° 197, session 1921-1922 et le n° 133, session 1922-1923).

Doc. — Amendements présentés par le gouvernement, n° 19.

Code pénal : DÉTENTION PRÉVENTIVE (*suite*)

Ann. — Motion d'ordre de M. Deswarte qui rappelle sa proposition de loi, qui fait remarquer que le comité permanent de législation a été saisi de cette question et qui prie le bureau de prendre les mesures nécessaires pour que cet objet figure à nouveau à l'ordre du jour, dans le plus bref délai possible, p. 23. — M. Masson, m. j., déclare qu'il n'a pas encore reçu communication du rapport du comité permanent de législation mais qu'il fera part de son avis au Sénat dès que ce rapport lui sera parvenu, p. 23. — M. le président déclare qu'il sera tenu compte des observations de M. Deswarte, p. 23.

M. le président annonce que le gouvernement a transmis au Sénat le texte des amendements qu'il présente à la proposition de loi de M. Deswarte, p. 83. — M. le président rappelle que M. Magnette a déjà déposé son rapport sur la proposition de M. Deswarte; M. le président estime que les amendements du gouvernement constituent un nouveau projet et propose de les renvoyer à la commission de la justice qui ferait un nouveau rapport, avant l'ouverture des délibérations, p. 83. — Adhésion du Sénat.

Motion d'ordre de M. Deswarte qui, à la suite du dépôt de ce contre-projet, demande : 1° le renvoi à la commission de la justice; 2° que le gouvernement ne se contente pas de la courte note explicative qui précède son contre-projet, mais donne à ces amendements des développements plus amples, p. 94. — M. le président déclare que le renvoi à la commission de la justice a été ordonné, p. 94.

EXPLOITS D'HUISSIERS. SECRET DES SIGNIFICATIONS.

Projet de loi sur le secret des significations par actes d'huissier. — V. Code de procédure civile : Exploits d'huissiers.

MONNAIES. — ***Trafic et refonte.***

Projet de loi relatif au trafic et à la refonte des monnaies métalliques. — V. Finances. Monnaies.

PROTECTION DES ANIMAUX. — *Article* 561, 6°

Projet de loi modifiant l'article 561, 6° du Code pénal.

Doc. — Exposé des motifs, n° 211. — Note-annexe, n° 211. — Projet de loi. Annexe au n° 211.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 1074 (25 juin 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice, p. 1074.

Code de procédure pénale militaire.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. — V. Armée.

Code de commerce.

ASSURANCES SUR LA VIE. — V. la rubrique spéciale.

COMPÉTENCE.

Projet de loi relatif à la compétence en matière civile et commerciale. — V. Code de procédure civile : Compétence en matière civile et commerciale.

REGISTRE DU COMMERCE.

Projet de loi portant création du « Registre du commerce. »

Doc. — Projet de loi, n° 130.
Rapport fait par M. Braun, n° 149.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Braun, le 15 mai 1924.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 801 à 812.

L'ensemble au projet de loi adopté à l'unanimité des 107 membres présents, p. 815 (21 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — V. la rubrique *Moniteur belge* : Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêté et d'actes au *Moniteur belge*.

Code électoral. — V. Lois électorales.

Code forestier. — V. Code rural.

Code rural.

POLICE RURALE.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale (*Texte amendé par la Chambre des représentants*).

V. pour les documents antérieurs les sessions 1919-1920; 1920-1921; 1921-1922 et 1922-1923.

Doc. — Rapport fait par M. Lekeu, n° 20.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Lekeu, p. 88 (12 décembre 1923). M. Lekeu fait remarquer l'urgence de ce projet, qui a été ajourné à plusieurs reprises et demande que l'examen en soit abordé avant les vacances du nouvel an, p. 88. — M. le président fait remarquer que, si des budgets sont rapportés, ceux-ci devront avoir la priorité, p. 88. — M. Lekeu déclare que l'examen du projet ne prendra guère plus d'une heure et insiste encore pour qu'il soit voté d'urgence, et M. le président déclare que cet objet sera mis à l'ordre du jour, p. 88.

Discussion générale.

Discours de MM. du Bois (qui fait remarquer que ce projet devrait plutôt porter comme titre « Revision du barème des traitements des gardes champêtres »), Rutten, le marquis Impériali, Calonne, le baron de Moffarts, Beauduin, Lekeu, Braffort, le baron Ruzette, m. a., t. p., le vicomte Berryer, m. i. h., p. 177 à 187. — Interruptions de MM. de Lausnay, Volckaert, Van Overbergh, Rutten, Lekeu, le baron Ruzette, m. a., t. p., Fraiture, Lebon, le marquis Imperiali, Deswarte, Van Fleteren, Calonne, Du Bois, Sceliger, p. 179 à 186.

Discussion des articles.

Article Ier (Dispositions ajoutées à l'article 133 de la loi provinciale). Adopté sans observations, p. 187.

Article II (modifiant certains articles du Code rural), M. le président propose de voter successivement sur les différentes dispositions modifiées et cette proposition est admise, p. 187. — Art. 51, 55 et 57. Adoptés sans observations, p. 187. — Art. 58. La première partie de cet article est adoptée sans observations, p. 187. — M. le président met en discussion la seconde partie concernant l'augmentation biennale des traitements des gardes-champêtres, et rappelle que la commission propose la suppression de ces deux alinéas, p. 187, 188. — Discussion : MM. Volckaert, Lekeu, du Four, Beauduin,, p. 188. M. le président met aux voix les deux alinéas, tels qu'ils figurent au projet de la Chambre, et ces deux alinéas sont adoptés par assis et levé, p. 188. — M. le président rappelle un amendement présenté par M. le baron de Moffarts, mais fait remarquer que le Sénat ayant adopté le texte de la Chambre, cet amendement vient à disparaître, p. 188. — M. le baron de Moffarts fait un rappel au règlement : fait remarquer qu'il a demandé la parole avant le vote sur le texte de la Chambre, désirant faire observer que son amendement aurait dû avoir la priorité sur ce texte, p. 188. — Observations de M. le président, p. 188. — M. le baron de Moffarts déclare ne pas insister, p. 188. — Les autres alinéas de l'article 58 sont adoptés sans observations, ainsi que l'ensemble de cet article, p. 188, 189. — Art. 59. Adopté sans observations, p. 189. — Art. 60. Un amendement présenté par MM. le baron de Moffarts et le marquis Impériali est rejeté et l'article 60 est adopté, p. 189. — Art. 61, 63, 64, 81 et 82 sont adoptés sans observations, p. 189. — L'ensemble de l'article II est adopté, p. 189.

Article III. (Disposition formant l'article 127*bis* de la loi communale). Adopté sans observations, p. 189, 190.

Article IV. (Formant les articles 55*bis* et 59*bis* du Code rural.) Adopté sans observations, p. 190.

Article V. (Portant abrogation de l'article 54 du Code rural et de l'article 25 de la loi du 28 février 1882-4 avril 1900, comprenant une disposition qui modifie l'article 72 du même Code, une modification à l'article 24 de la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, une disposition remplaçant l'article 127 de la loi du 29 décembre 1854 contenant le Code forestier et portant abrogation de l'article 128 de la même loi.) Adopté sans observations, p. 190.

Article VI. (Disposition remplaçant les articles 123, 124, 125, 125*bis* et 129 de la loi communale.) Adopté sans observations, p. 190, 191.

Article VII. (Disposition formant l'article 129*bis* de la loi communale en remplacement de l'article 54 du Code rural.) Adopté sans observations, p. 191, 192.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 101 voix contre 8 et 3 abstentions, p. 192 (8 janvier 1924). — Se sont abstenus : MM. Leyniers, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et le comte de Limburg Stirum, p. 192. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Code du timbre. — V. Finances : Impôts.

Cognelée. — V. Communes : Erection.

Combattants (admission aux fonctions et emplois publics). — V. Emplois publics.

Commerçants (Association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre). — V. Guerre: Dommages de guerre.

Commerce. — V. 1° Industrie, commerce et travail. — 2° Affaires étrangères. — 3° Organisation judiciaire : Tribunaux de commerce. — 4° Code de commerce.

Commerce usuraire. — V. Industrie, commerce et travail.

Commissaires de police. — V. 1° Communes : Personnel; 2° Code rural.

Commission du ducroire. — V. Industrie, commerce et travail : Bonne fin de vente des marchandises belges à l'étranger.

Commission du travail parlementaire. — V. Chambres législatives-Sénat.

Commissions permanentes (Augmentation du nombre des membres de ces commissions). — V. la rubrique : Chambres législatives. — Sénat : Règlement du Sénat.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Communes.

ANNEXION DE TERRITOIRES. — *Nieuport.*

Proposition de loi incorporant à la commune de Nieuport les territoires des communes de Oost-Duinkerke, Wulpen, Boitshoucke, Ramscappelle, Saint-Georges, Mannekensvere, Lombartzijde et la commune de Westende, hormis l'agglomérè de Westende-Bains (due à l'initiative de M. Deswarte).

Doc. — Développement, n° 184. — Proposition de loi : Annexe au n° 184.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Deswarte, p. 1008 (17 juin 1924). — La proposition de loi étant régulièrement appuyée, M. le président déclare que la discussion sur la prise en considération aura lieu dans une prochaine séance, p. 1008.

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 1032 (24 juin 1924).

CAUTIONNEMENT DES RECEVEURS COMMUNAUX.

Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel de receveur.

Doc. — Exposé des motifs, n° 173. — Projet de loi. Annexe au n° 173.

Rapport fait par M. Asou, n° 180.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Poullet, m. i. t., p. 888 (3 juin 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur.

Dépôt du rapport par M. Asou, p. 962 (11 juin 1924). — M. Asou demande que ce projet soit discuté le plus tôt possible, p. 962. — D'après la proposition de M. le président, la discussion est portée à l'ordre du jour de la séance du mercredi suivant, p. 962.

Discussion générale. Sont entendus : MM. Asou, rap.; Poullet, m. i. h., Liebaert, p. 1015, 1016.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1016, 1017.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 96 membres présents, p. 1039 (24 juin 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

COMMISSAIRES DE POLICE. — V. 1° Code rural. — 2° la sous-rubrique : Personnel.

Communes (*suite*)

DIXMUDE.

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Dixmude et de la commune d'Eessen. — V. la sous-rubrique : Limites séparatives.

ERECTION. — *Cognelée.*

Projet de loi rétablissant la commune de Cognelée (province de Namur).

Doc. — Rapport fait par M. Nerincx, n° 179.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Nerincx, p. 962 (11 juin 1924). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1000.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents, p. 1008 (17 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE. — V. Finances : Finances provinciale et communale.

GARDES CHAMPÊTRES. — V. Code rural : Police rurale.

LIMITES SÉPARATIVES. — *Dixmude-Eessen.*

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Dixmude et de la commune d'Eessen.

Doc. — Rapport fait par M. Ligy, n° 223.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 1092 (1er juillet 1924). L'article unique est adopté sans observations, p. 1212.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents, p. 1212 (16 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Jette et Ganshoren.

Projet de loi portant modification des limites séparatives de la commune de Jette et de la commune de Ganshoren (province de Brabant).

Doc. — Rapport fait par M. Ligy, n° 166.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 868 (28 mai 1924). L'article unique est adopté sans observations, p. 1000.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 1007 (17 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

LOI COMMUNALE. — V. Code rural.

PERSONNEL. — *Commissaires de police.*

Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1921 relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints.

Doc. — Projet de loi, n° 218.

RECEVEURS COMMUNAUX (CAUTIONNEMENT DES). — V. sous la même rubrique : Cautionnements des receveurs communaux.

RÉTABLISSEMENT. — V. la sous-rubrique : Erection.

Compétence. — V. Code de procédure civile.

Comptabilité des dépenses engagées. — V. Finances : Dépenses engagées.

Compte rendu analytique. — V. Chambres législatives-Sénat.

Conférence internationale du travail. — V. Industrie, commerce et travail : Bureau international du travail.

Congo.

CHEMINS DE FER. — V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique Finances : Emission d'actions.

COMITÉ SPÉCIAL DU KATANGA. — *Activité de ce comité.*

Ann. — Exposé de l'activité du Comité spécial du Katanga, pendant l'année 1922. Transmis par M. le ministre des colonies, comme annexe au rapport général sur l'administration de la colonie en 1922, p. 176 (8 janvier 1923).

Congo (*suite*)

CONSEIL COLONIAL. — *Renouvellement de mandat.*

Ann. — M. le président annonce l'expiration du mandat confié par le Sénat à M. Ch. De Lannoy et propose de fixer l'élection au jeudi suivant, 6 décembre, p. 38. — Cette proposition est admise.

M. Volckaert demande, au nom du groupe socialiste, qu'à l'avenir l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner si le délégué du Sénat rempli convenablement sa mission, p. 72. — M. le président déclare qu'il transmettra le vœu de M. Volckaert à M. le ministre des colonies, p. 72. — Sont entendus : MM. Digneffe (qui propose l'ajournement du vote), Lekeu, Deswarte, le baron Descamps, Speyer, Franck, m. c., Dejace, Fraiture, p. 72, 73. — Au cours de cette discussion il reste entendu que la personnalité de M. De Lannoy n'est nullement en cause.

La proposition de renvoi à la commission des colonies est écartée, l'élection est remise à huitaine et M. le président comte t'Kint de Roodenbeke reconnait qu'il serait utile que le Sénat fut averti plus tôt et prie le ministre des colonies de prévenir, à l'avenir, le Sénat, huit jours d'avance, p. 73.

Le mandat de M. De Lannoy est renouvelé par 121 suffrages, p. 88.

DÉCRETS (PROJETS DE).

Projet de décret déposés sur le bureau du Sénat pendant trente jours desession, conformément à l'article 15 de la loi sur le gouvernement du Congo belge.

Ann. — Projet de décret approuvant certaines concessions et cessions de terres consenties par les autorités locales de la colonie. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 8 (20 novembre 1923).

Projet de décret approuvant la convention conclue le 25 août 1923 avec la Compagnie du Kasaï. Cette convention modifie les régions dans lesquelles la dite compagnie peut choisir les terres que lui concède la convention du 15 septembre 1922, approuvée par décret du 12 janvier 1923. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 31 (4 décembre 1923).

Projet de décret approuvant la délivrance d'un certain nombre de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité spécial du Katanga. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 111 (18 décembre 1923).

Projet de décret approuvant la convention conclue entre la colonie du Congo belge et les promoteurs de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo. Transmis par M. le ministre des colonies le 20 décembre 1923, p. 166.

Projet de décert approuvant l'octroi d'une concession de mines à MM. J.-M. Delleur et consorts. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 247 (14 janvier 1924).

Projet de decret approuvant certaines concessions et cessions de terres consenties par les autorités locales. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 742 (29 avril 1924).

Projet de décret approuvant le renouvellement de permis spéciaux de recherches minières par le comité spécial du Katanga. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 913 (5 juin 1924).

Projet de décret approuvant l'octroi de permis spéciaux de recherches minières par le comité spécial du Katanga. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 913 (5 juin 1924).

Projet de décret autorisant la cession d'une concession de mines accordée à M. Whiteley et la modification du statut juridique de celle-ci. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1135 (8 juillet 1924).

Projet de décret prorogeant diverses concessions de mines accordées à la Société minière de Luebo, à la Société minière du Kasai, au docteur Carré, etc. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1135 (8 juillet 1924).

Projet de décret autorisant le comité spécial du Katanga à proroger une concession de mines accordée à un groupe représenté par la Société générale de Belgique. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1135 (8 juillet 1924).

FINANCES.

Budgets et crédits supplémentaires.

Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 181. — Tableau I : Budget des voies et moyens, n° 181. — Tableau II : Budget des voies et moyens : Recettes extraordinaires, n° 181. — Tableau III : Budget des dépenses ordinaires, n° 181. — Tableau IV : Budget des dépenses extraordinaires, n° 181. — Tableau V : Budget des recettes et des dépenses pour ordre, n° 181.

Rapport fait par Leyniers, n° 236.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1180 (10 juillet 1924).

Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924. — Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1924 (Dépenses métropolitaines). — Projets de loi: A. Approuvant une ordonnance de crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922. — B. Ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1923. — C) Approuvant une ordonnance de crédit supplémentaire au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922.

Ann. — M. le président informe le Sénat que la commission des travaux parlementaires propose de réunir tous les projets en une seule discussion générale, et cette proposition est admise, p. 1215. — M. Volckaert estime qu'il devrait être entendu que cette procédure sera suivie à titre exceptionnel, les budgets étant à l'avenir discutés séparément, et seuls les crédits supplémentaires étant éventuellement réunis, p. 1215. — M. le président donne acte à M. Volckaert de ses observations mais lui fait remarquer que le Sénat sera toujours maître de régler son ordre du jour, p. 1215.

Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo :

Discours de MM. Gilain, de Meester, p. 1215 à 1218. — Interruptions de MM. Speyer, Von Overbergh, p. 1216 à 1218. — Discours de M. Leyniers, rap., p. 1219 à 1225. — Interruptions de MM. Volckaert, Speyer, Fraiture, J. Nolf, Ryckmans, Carton, Lekeu, le baron Ruzette, m. a. t. p., Lebon, Gillain, Seeliger, Weyler, p. 1219 à 1225. — Discours de MM. Speyer, Lafontaine, Dupret, Vinck, Lebon, p. 1226 à 1234. — Interruptions de MM. Leyniers, Lebon, Lekeu, Carton, m. c., Fraiture, J. Nolf, Seeliger, Volckaert, p. 1226 à 1233. — — Discours de M. Volckaert, p. 1236 à 1240. — Interruptions de MM. le baron Descamps, Van Fleteren, Beauduin, Carton, m. c., Delannoy, Speyer, p. 1236 à 1240. — Discours de MM. Vermeylen, Wittemans, Fraiture, le marquis Impériali, Ryckmans, Magnette (qui déclare, pour des questions d'opportunité, remettre à une date ultérieure les considérations qu'il comptait présenter), Weyler, p. 1242 à 1250. — Interruptions de MM. Speyer, Carton, m. c., Leyniers, rap., p. 1242 à 1250. — Discours de M. Carton, m. c., p. 1251 à 1261. — Interruptions de MM. Delannoy, Speyer, Braun, Seeliger, Lebon, Wittemans, François, p. 1252 à 1259.

Discussion des articles du projet de loi contenant le budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924.

Ces articles sont adoptés sans observation, p. 1261 à 1275.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 75 voix contre 34, p. 1278 (23 juillet 1924). Le projet est soumis à la sanction royale.

Voyez plus loin, pour le vote sur les projets de loi dont la discussion générale a été jointe au budget général du Congo, les sous-rubriques : Budget métropolitain du Congo et crédits supplémentaires.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1924 (Dépenses métropolitaines).

Doc. — Projet de loi, n° 5-X. — Tableau, n° 5-X.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 228. — Questions posées par la commission et réponses du gouvernement, n° 228.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1160 (9 juillet 1924).

Pour la discussion générale de ce budget, voyez plus haut la sous-rubrique : Budgets général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1279 à 1281.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 32, p. 1288 (24 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi approuvant une ordonnance en date du 9 mai 1923, inscrivant un crédit supplémentaire au budget du Congo belge pour l'exercice 1922.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 229.

Congo : Finances. *Budgets et crédits supplémentaires (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1160 (9 juillet 1924).
Pour la discussion générale, voyez plus haut la sous-rubrique : Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 1281.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre 29, p. 1289 (24 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi, n° 182. — Tableaux A et B de répartition des crédits supplémentaires, n° 182.
Rapport fait par M. Leyniers, n° 230.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1161 (9 juillet 1924).
Pour la discussion générale, voyez plus haut la sous-rubrique : Budgets : Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1924.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 1281, 1282.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 68 voix contre 28, p. 289 (24 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi approuvant une ordonnance du gouverneur général en date du 12 mai 1923 ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 231.

Ann. Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1161 (9 juillet 1924).
Pour la discussion générale, voyez plus haut la sous-rubrique : Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1924.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1282, 1283.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 30, p. 1289 (24 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi approuvant une ordonnance du gouverneur général en date du 16 novembre 1923, ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1923.

Doc. — Rapport fait par M. Eylenbosch, n° 261.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Eylenbosch, p. 1305 (29 juillet 1924).
Discussion générale. Sont entendus : MM. Volckaert (qui pose une question au ministre relativement au prélèvement des traitements du petit personnel de la colonie), Carton, m. c., (qui répond à M. Volckaert), p. 1408.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1408.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 38, p. 1415 (31 juillet 1924).
Le projet est soumis à la sanction royale.

Emission d'actions.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 102.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 606 (20 mars 1924).
M. Carton, m. c., demande l'urgence, pour ce projet, qui a été voté à l'unanimité par la Chambre des représentants, p. 635. — Observations de MM. Volckaert et le marquis Imperiali, p. 635. — L'urgence est déclarée, p. 635.
L'article unique est adopté sans observations, p. 635.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 635 (26 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Exportation de coupons. — *Interdiction.*

Arrêté royal du 28 décembre 1923 (*Moniteur* du 9 janvier 1924), portant interdiction d'exporter les coupons d'intérêt, échus ou non, détachés des actions de la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands lacs africains. Transmis par M. le ministre des finances, en exécution de l'article 2 de la loi du 25 janvier 1923, p. 283 (22 janvier 1924).

Congo (*suite*)

Organisation judiciaire. — *Cour de cassation et gouvernement du Congo.*

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo belge.

(V. le n° 231. Doc. Sén., session 1922-1923.

Doc. — Rapport fait par M. Pirard, n° 61.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Pirard, 9 janvier 1924.
A l'occasion d'une fixation de l'ordre du jour, M. Speyer rappelle ce projet de loi et demande qu'il soit discuté à une prochaine séance, p. 558.
Discussion générale.
M. le président donne lecture d'amendements proposés par le gouvernement, p. 595. — Sont entendus : MM. Carton, m. c., (qui déclare, sous certaines réserves qu'il expose, que le gouvernement renonce aux amendements qu'il avait présentés, afin d'éviter le renvoi du projet à la Chambre des représentants), Speyer (qui commence par féliciter le nouveau ministre des colonies et par constater que la loi en discussion est le couronnement de l'œuvre d'unification législative, entreprise par le parlement, entre la colonie et la métropole, puis pose deux questions au ministre : 1° au sujet du renvoi éventuel des causes venues devant la Cour de cassation à un tribunal métropolitain; 2° sur le point de savoir quelles seront, dans l'avenir, les juridictions compétentes, en ce qui concerne l'ancienne compétence spéciale du conseil supérieur : jugement de magistrats), p. 595, 596. — M. Carton, m. c., répond à M. Speyer, p. 596.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 596, 597.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 91 membres présents, p. 598 (20 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Ruanda-Urundi. — *Approbation du mandat conféré à la Belgique. Projet de loi approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi.*

Doc. — Rapport fait par M. Speyer, n° 273.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Speyer, qui fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, p. 1386 (31 juillet 1924). — L'urgence est déclarée et M. Speyer donne lecture de son rapport, p. 1386.
L'article unique est adopté sans observations, p. 1387.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents, p. 1417 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Traité avec les Etats-Unis.

Projet de loi approuvant le traité conclu avec les Etats-Unis d'Amérique concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi.

Doc. — Rapport fait par M. Speyer, n° 268.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Speyer, qui fait remarquer l'urgence du projet de loi, p. 1386. — L'urgence est déclarée et M. Speyer donne lecture de son rapport, p. 1386 (31 juillet 1924).
L'article unique est adopté sans observations, p. 1386.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 119 membres présents, p. 1417 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Conseils de prud'hommes. — V. Industrie, commerce et travail : Prud'hommes.

Consignations (Caisse des dépôts et). — V. Finances : Caisse des dépôts et consignations.

Contingent. — V. Armée.

Contrats (Revision et résiliation de). — V. Industrie, commerce et travail.

Contrats de droit privé. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. — V. Assurances sur la vie.

Contrôle des subsides accordés pour la construction d'habitations à bon marché. — V. Interpellations, au nom de M. Asou.

Convention anglo-belge (Transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et établissement des preuves). — V. Procédure civile.

Conventions internationales. — V. Affaires étrangères.

Coopératives. — Voyez la rubrique : Politique du gouvernement et les rubriques : a) Interpellations; b) Motions d'ordre, au nom de M. Beauduin (incident au sujet de la question des sucres).

Co-propriété. — V. Code civil.

Cornet d'Elzius de Peissant (comte), sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Appuie les amendements en faveur des familles nombreuses, p. 125.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 560.
Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les eaux de vie indigènes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 603.

Corps diplomatique. — V. Affaires étrangères.

Corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires. — V. Armée : Officiers ingénieurs des fabrications militaires.

Cour.

NOUVEL AN.

Ann. — M. le président annonce qu'il va être procédé au tirage au sort pour la désignation de la députation chargée de porter à S. M. le Roi les vœux du Sénat, à l'occasion du nouvel an, p. 127. — Composition de cette députation, p. 127.

Cour de cassation. — V. Organisation judiciaire.

Crédits provisoires. — V. Finances : Budgets.

Crédits supplémentaires. — V. 1° Finances : Budgets : Crédits supplémentaires. — 2° Congo : Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale du musée professionnel de l'Etat, à Morlanwelz. — Rapport, n° 224.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Combat les discours qui ont été prononcés critiquant l'attitude de la France, p. 261, 262.
Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de marchandises, de denrées, papiers et effets publics. Discussion générale, p. 1075 à 1077. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1083.
Projet de loi relatif à la reconnaissance légale du Musée professionnel de l'Etat, à Morlanwelz. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1105.

Cultivateurs (Bénéfices des). — V. la rubrique : Interpellations : au nom de M. Braffort et du baron de Moffarts.

D

Daems, sén. de Malines et Turnhout.

Ann. — Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Damas, sén. de Liége.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101 (co-sign.), n° 75.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. Amendement à l'article 7 (co-sign.), n° 262.

Ann. — Projet de loi tendant à reviser la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Par motion d'ordre, rappelle au Sénat ce projet de loi qui a été transmis par la Chambre au mois de mars, en fait remarquer l'extrême urgence et prie l'Assemblée de prendre les mesures nécessaires pour qu'il puisse être voté sans retard, p. 8. — Discussion générale. Discours, p. 613 à 617. — Observations, p. 621, 622, 626, 629, 630, 643, 645. — Discours, p. 646, 647.
Projet de loi accordant une allocation supplémentaire de 30 fr. aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus. Discussion générale, p. 169. — Par motion d'ordre, proteste contre le retard apporté dans l'application de cette loi et demande à M. Moyersoen, m. i. t., si les formalités permettant aux caisses de prévoyance de s'acquitter envers les intéressés, seront bientôt remplies, p. 439.
Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail sur les dégâts causés aux biens, ainsi qu'aux personnes par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, société appartenant à la Vieille-Montagne, à Hollogne-aux-Pierres. Développe son interpellation, p. 877 à 880. — Observations, p. 881.
Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Demande la levée des servitudes militaires autour de Liége et des modifications aux obligations militaires, p. 1142, 1143.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Danhier, sén. prov. du Hainaut.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101 (co-sign.), n° 75.

Ann. — Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

De Bast, sén. de Gand-Eecloo.

Doc. — Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 39.
Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du trésor 5 p. c. de la restauration monétaire et sur l'emprunt. Rapport, n° 119.
Projet de loi modifiant le n° 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre) et l'article 17 de la loi du 10 août 1923 sur les droits de timbre. Rapport, n° 120.
Budget des dotations pour 1924. Rapport, n° 187.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 14. Observations, p. 55. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Projet de loi sur les tarifs des douanes. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 122.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Prie le ministre de hâter le dépôt du projet de loi relatif au nouveau régime des aliénés, p. 388. — Observations, p. 430.
Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de langue et de littérature française et à l'Académie royale de médecine. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 599.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur un amendement du gouvernement, p. 649. — Art. 13. S'abstient au vote sur le texte proposé par le gouvernement, p. 654. —

De Bast (*suite*)

S'abstient au vote sur le texte proposé par le gouvernement, p. 654. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 656.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (Services des travaux publics. Discussion générale. Observations, p. 663, 664.

Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 p. c. de la restauration monétaire et sur l'emprunt. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 703.

Projet de loi modifiant le n° 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre) et de l'article 17 de la loi du 10 août 1923 sur les droits de timbre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 703.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle du programme des examens d'infirmière, p. 773-774. — Observations, p. 775, 776.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Demande que des mesures soient prises pour mettre fin à la crise des transports, p. 833. — Appuie les observations de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck en ce qui concerne les communicaions entre Gand et Anvers, p. 837. — Observations, p. 843.

Budget des dotations pour 1924. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 1017.

Débat financier. — V. Finances : Budgets : Budget de la dette publique pour l'exercice 1924.

de Becker Remy (baron), sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

Doc. — Rapport de la questure, au nom du bureau, sur la dotation sénatoriale pour 1924, n° 219.

Ann. — Elu questeur du Sénat, p. 2.

Débits de boissons fermentées. — V. Hygiène et santé.

De Blieck, sénateur d'Audenarde et Alost, questeur su Sénat.

Doc. — Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, n° 65.

Rapport de la questure, au nom du bureau, sur la dotation sénatoriale pour l'exercice 1924, n° 219.

Ann. — Elu questeur du Sénat, p. 2.

Rapport de la questure, au nom du bureau, sur la dotation sénatoriale pour l'exercice 1924. Dépose ce rapport, p. 1086.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Declare, au nom d'un grand nombre de ses amis de la gauche libérale, qu'ils émettront un vote affirmatif sur ce budget, en témoignage de confiance à M. Forthomme, m. d. n., p. 1129.

de Broqueville (comte), sénateur provincial de Namur.

Ann. — Formation du bureau définitif. Estime, le Sénat étant d'accord pour réélire les vice-présidents dans l'ordre où ils ont été élus au cours de la session précédente, qu'il y aurait lieu de procéder à un vote unique pour ces trois nominations, p. 2.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Ar.. 35, p. 89.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 217.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 518. — Observations au sujet d'une proposition d'ajournement et de la procédure à suivre, p. 521. — Fait encore diverses observations, p. 522. — Reprise de l'ensemble de la discussion du projet de loi. Observations, p. 523.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 629, 632, 633.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 960, 961.

Annonce du décès de M. le sénateur Berger. Prononce un discours à cette occasion, p. 1156.

de Brouchoven de Bergeyck (comte), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux articles 2, 7, 10 et 12. (co-sign.), n° 22.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Défend l'amendement qu'il a proposé, tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 12, p. 122. — Discussion des articles. Art. 11, paragraphe 3, proposé par amendement par le gouvernement, p. 142. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Discussion, p. 208. — Motive son vote négatif, p. 209.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Proteste contre les dernières nominations faites à l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers, p. 315, 316.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 560.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Observations, p. 834. — Discussion générale. Demande des améliorations au régime existant pour les familles nombreuses et attire l'attention sur l'état fâcheux des communications entre Anvers et Gand, p. 835.

Décès. — V. Chambres législatives-Sénat.

Décès du président Wilson. — V. Affaires étrangères : Amérique.

Décès prématuré (assurance en vue du). — V. Assurances sociales :

Décès (Rectification des actes de). — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Déclaration du gouvernement. — V. Politique du gouvernement.

Déclaration judiciaire du décès. — V. Code civil : Actes de l'état-civil.

Déclassement. — V. Armée : Positions fortifiées

De Clercq, sénateur suppléant d'Audenarde-Alost, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif, le 21 mai 1924, en remplacement de M. le baron de Sadeleer, décédé.

Doc. — Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et antérieurs. Rapport, n° 263.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 806. — Prête serment, p. 806.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et antérieurs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1314.

De Cloedt, sénateur de Bruges.

Ann. — Projet de loi réorganisant les Monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Discussion des articles. Par motion d'ordre, déclare que c'est par erreur qu'il a émis un vote affirmatif sur l'amendement de M. Liebaert à l'article 3, son intention ayant été de répondre « non », p. 38.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Traite notamment la question de l'Escaut, puis parle de l'arrêt de certains travaux, p. 1163-1164. — Parle à nouveau, en réponse au baron Ruzette, m. a. t. p., des questions qu'il avait traitées dans son premier discours, p. 1192. Observations, p. 1192.

Défense nationale. — V. 1° Armée. — 2° Guerre.

de Ghellinck d'Elseghem (chevalier), sén. prov. de la Flandre orientale.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Rapport complémentaire, n° 12.

Ann. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Propose de mettre ce projet à l'ordre du jour de

de Cheilinck d'Elseghem (chevalier) (*suite*)

la séance du mardi 20 novembre, p. 6. — Discussion générale. Rappelle que ce projet avait été primitivement déposé par M. Wauters, le 30 juillet 1920, qu'il a déposé son premier rapport sur ce projet le 27 juillet 1921 et que le projet en discussion a été déposé de nouveau en mai 1922, par M. Moyersoen, m. i. t., projet sur lequel il a fait un nouveau rapport en mai 1923; met ensuite en lumière les divers aspects que présente le projet de loi, p. 9 à 13. — Observations, p. 15. — Admet une proposition de renvoi des amendements présentés à la commission, mais proteste contre leur dépôt tardif, p. 16. — Observations au sujet du moment où la commission pourra se réunir, p. 17. — Discussion des articles. Chapitre 1er : Art. 2, p. 35, 37. — Art. 3, p. 48. — Art. 4. Discussion, p. 49. — Art. 5. Fait remarquer qu'un amendement présenté par M. Seeliger devrait se rattacher à l'art. 14, p. 50. — Article 8. Remercie le gouvernement d'avoir proposé un amendement à la suggestion de la commission, p. 52. — Art. 14. Observations, p. 54 à 56. — Art. 17, p. 58, 59. — Art. 18. Observations, p. 60. — Art. 21. Discussion, p. 62. — Art. 23. Fait des déclarations relatives à l'application de la loi, p. 64. — Art. 30. Discussion, p. 69. — Art. 35. Discussion, p. 70, 74 à 76, 89, 90, 93. — Demande au Sénat quelles sont ses intentions au sujet de la suite de la discussion, p. 94. — Reprise de la discussion de l'article 35, p. 95, 103 à 105. — Art. 40. Observations, p. 80. — Propose de fixer le second vote au jeudi 20 décembre, p. 109.

Motion d'ordre de M. Digneffe au sujet de la nouvelle annoncée par certains journaux et suivant laquelle la franchise postale serait supprimée pour certaines personnes. Observations, p. 67.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 192.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Parle du traité de travail franco-belge, p. 217, 218.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Traite la question de la situation de la magistrature, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues de la droite, parle ensuite de la situation des notaires ruraux et du contrôle des films cinématographiques, p. 386 à 388.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale. Discours. Parle de la question des licences agricoles, p. 567. — Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Discours. Rappelle des questions qu'il a posées au sujet d'une indemnité compensatoire à accorder à certains entrepreneurs, par suite de l'augmentation des tarifs des chemins de fer, p. 673.

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 604-605.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Attire l'attention sur la situation des caisses de prévoyance et de pension des divers départements ainsi que sur la situation des communes, p. 771, 772.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parles des pensions de vieillesse, p. 892-893. — Observations, p. 926, 927. — Par motion d'ordre, demande, dans le cas où il existerait véritablement un reliquat de 1 million 700,000 francs au budget de 1922 en faveur des services médico-pharmaceutiques des mutualités, que l'on fasse profiter les mutualités primaires de ce reliquat, p. 940.

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété. Discussion générale, p. 1041 à 1043. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1082.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices de 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et antérieurs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi et proteste contre l'envoi de projets de loi importants, au Sénat, au moment où l'assemblée va se séparer, p. 1415.

Dejace, élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale militaire (co-sign.). Annexe au n° 41.

Ann. — Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert, au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 73.

Dejace (*suite*)

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Parle de la création du diplôme d'ingénieur civil à l'université de Liége ainsi que de la réforme de l'enseignement supérieur, p. 327-328.

Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à l'ajournement du Sénat jusqu'à convocation ultérieure, p. 802.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

de Kerchove d'Ousselghem, sénateur de Gand-Eecloo.

Doc. — Projet de loi prorogeant les lois antérieure autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Rapport, n 46.

Ann. Projet de loi prorogeant les lois antérieure autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 166.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau *A*. (Service de l'agriculture.) Discussion générale. Attire l'attention du Sénat et du ministre sur la question de la sélection des semences, p. 560.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relatives aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'ajourner l'examen de ce projet de loi et demande, la commission de l'agriculture ayant reçu des renseignements qui sont de nature à modifier les conclusions du rapport, que ce projet soit renvoyé à la commission qui ferait rapport complémeuntaire, p. 778.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux, la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'ajourner l'examen de ce projet de loi, p. 778.

Délais d'imposition. — V. Finances : Impôts.

Delannoy, sénateur provincial du Brabant, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 7.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1924. — Rapport, n° 33.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1924. — Rapport, n° 108.

Projet de loi accordant des indemnités de vie chère aux titulaires de pension. — Rapport, n° 139.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1924. Rapport, n° 153.

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai (co-sign.). Annexe au n° 210.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1924. — Rapport, n° 214.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 216.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1924. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 11. — Discussion générale. Forme le vœu que l'on songe aux pensionnés de l'Etat, p. 151-152.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêt. Discussion générale, p. 29.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale. Discours. Déclare qu'il votera contre le projet soumis aux délibérations du Sénat, p. 31, 33. — Discussion des articles. Art. 14. Observations, p. 57. — Art. 30. Discussion, p. 68. — Art. 35. Discussion, p. 84, 90. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 113, 116, 128.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 161.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 293.

Interpellation de MM. Fraiture et consorts sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 447.

Delannoy (*suite*)

Projet de loi accordant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1924. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 633.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale, p. 697.
Projet de loi accordant une indemnité de vie chère aux titulaires de pension. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 747.
Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 815.
Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1063.
Projet de loi relatif au tarif des douanes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, et donne lecture de ce rapport, p. 1079, 1080.
Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1924. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1079. — Donne lecture de son rapport, p. 1080.
Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1133, 1134.
Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1240, 1252.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. Discussion générale. Discours : termine en déposant, avec M. le baron de Mévius, un amendement à l'article 5, amendement dont il donne lecture, p. 1285 à 1288. — Observations, p. 1291, 1292. — Discussion des articles. Art. 5. Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il a présenté, p. 1295.

de Lausnay, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 179.
Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Parle en faveur des déportés, p. 1053-1054.

Délégués ouvriers à l'inspection des mines. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Délibérations du conseil des ministres par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées. — Finances : Dépenses engagées.

de Limburg-Stirum (comte), sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 192.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 410.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur la situation des employés techniques de ce département, p. 561.
Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un incident entre M. le baron de Moffarts et M. Lekeu, p. 670.
Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Marque son approbation en ce qui concerne les suggestions faites par M. Van Overbergh, rap., mais fait certaines réserves en ce qui concerne celle relative à l'obligation du carnet de chèques postaux, et termine en disant au premier ministre que toute la droite du Sénat se groupe, au moment de son départ pour la conférence de Londres, autour du premier ministre afin de le soutenir dans l'œuvre difficile qu'il va entreprendre, p. 750.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 942. — Discours. Etudie rapidement les faits qui résument les conséquences économiques de la guerre : hausse des prix et dette publique, p. 945-946 et 947 à 949.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1193.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Delor, sénateur de Nivelles.

Ann. — Annonce de sa démission, p. 1.

de Meester, sénateur d'Anvers.

Doc — Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; *b*) les dates des vacances. — Amendement à l'article unique (co-sign.), n° 209.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 12. Propose un sous-amendement à l'amendement de M. le baron de Moffarts, p. 144.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Traite notamment la question des habitations à bon marché, p. 873-874. — Observations, p. 890.
Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1217, 1218.
Projet de loi portant prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1416.

Demerbe, sénateur de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Rapport, n° 27.
Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 4 (co-sign.), n° 110.

Ann. — Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 405.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau *B* (service des travaux publics). Discussion générale. Discours. Parle notamment de l'état des routes de grande communication, p. 659, 660.
Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 669.

De Meulemeester, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget de la justice pour 1924. Observations à l'occasion d'une motion de M. Seeliger au sujet de la procédure à suivre pour le procès contre le baron Coppée et la réponse faite par M. Masson, m. j., à cette motion, p. 535.
Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1414.
Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1378, 1381, 1382.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

de Mévius (baron), sénateur de Namur et Dinant Philippeville.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Rapport, n° 17. — Amendement à l'article 10 (co-sign.), n° 30. — Amendements à l'article 20, n° 32.
Projet de loi modifiant la loi du 29 août 1919, concernant les débits de boissons fermentées. Rapport, n° 34.
Budget des voies et moyens pour 1924 et dispositions relatives à l'autonomie de diverses exploitations ressortissant au ministre de l'agriculture et des travaux publics et à la prime supplémentaire à allouer aux acquéreurs d'habitations à bon marché. Rapport, n° 37.
Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les eaux-de-vie indigènes. — Rapport, n° 90.
Budget de la dette publique pour 1924. — Rapport, n° 146.
Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1924. — Rapport, n° 213.
Projet de loi domaniale. — Rapport, n° 264.
Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. Rapport, n° 265.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Dépose le rapport sur ce projet de loi,

de Mévius (baron) (*suite*)

p. 78. — M. le président ayant proposé d'aborder la discussion la semaine suivante, demande que cette discussion ne soit pas entamée dès le mardi, M. François, auteur de plusieurs amendements à ce projet, étant empêché d'assister à la séance de ce jour-là, p. 79. — Observations au sujet de la fixation de cette discussion, p. 109. — Discussion générale. Rappelle que ce projet est déjà ancien, ayant été déposé en février 1922; déclare avoir essayé d'exposer, aussi clairement que possible, dans son rapport, l'économie du projet; fait diverses autres observations et défend les amendements proposés par la commission, p. 112, 113. — Observations, p. 128. — Déclare, à la demande de M .le président, qu'il présentera ses observations à l'occasion de chaque amendement, p. 130. — Discussion des articles. Art. 2, p. 131, 132. — Art. 5. Discussion, p. 136. — Art. 7. Observations, p. 137. — Défend l'amendement de la commission, p. 137, 138. — Art. 10. Déclare que la commission renonce à son amendement et se rallie à celui du gouvernement, p. 139. — Art. 11. Observations, p. 141. — § 3 nouveau, proposé par amendement par le gouvernement. Se rallie, au nom de la commission, à cet amendement, p. 142. — Art. 12, § 2. Se rallie à l'amendement proposé par M. Theunis, p. m., m. f., trouvant la suppression proposée par M. le baron de Moffart et consorts un peu excessive, p. 144. — Art. 17. Défend la proposition de la commission tendant à la suppression de cet article, p. 145. Art. 17bis proposé par amendement par M. François. Combat cet amendement, p. 146. — Art. 20. Observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté avec M. Du Bost, p. 148. — Art. 21. Combat un amendement du gouvernement, p. 149. — Déclare que l'adoption de l'amendement de la commission entraîne la disparition du deuxième alinéa, p. 149. — Ajournement du second vote : Déclare être personnellement partisan d'amendements qui viennent d'être déposés par M. Theunis, p. m., m. f., mais propose, vu le dépôt tardif de ces amendements, leur renvoi à l'examen de la commission des finances, p. 177. — Vote, en seconde lecture. Art. 2. Rappelle que le renvoi à la commission n'impliquait nullement une critique des nouveaux amendements présentés; fait diverses observations au sujet de ces textes nouveaux et déclare, au nom de la commission des finances, que ces textes rencontrent son approbation unanime, p. 202, 203. — Art. 12. Discussion, p. 205, 206.

Budget des voies et moyens pour 1924. M. le président ayant déclaré qu'il serait désirable que la commission des finances s'occupât, à bref délai de ce budget, annonce que la réunion de la commission est fixée au mardi suivant, p. 99. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 111. — Discussion générale. Déclare ne pas avoir grand' chose à ajouter à son rapport, mais insiste sur le point qu'il n'est aucunement dans la pensée de la commission des finances de remettre à l'Allemagne, la dette qu'elle a contractée à l'égard de la Belgique, p. 153. — Observations, p. 154. — Répond à une déclaration qui vient d'être faite par M. François, p. 154. — Observations, p. 155.

Interpelle M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, relativement à la gare et au passage à niveau de Gembloux. Développe son interpellation, p. 99 à 103. — Par motion d'ordre, fait une rectification aux *Annales parlementaires*, une coquille typographique ayant altéré le sens de son discours qui paraissait erronémennt être adressé à M. Hicguet, p. 112.

Projet de loi modifiant la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 111.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 410.

Démission du cabinet Theunis. Observation au moment de l'entrée des ministres dans la salle du Sénat, p. 554.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau *B*. (service des travaux publics). Discussion générale. Discours. Attire l'attention du ministre sur le danger qu'offrent les vieux arbres, le long de certaines routes, p. 681.

Premier mai : M. Van Fleteren, ayant proposé de siéger le vendredi, 2 mai, à la suite d'une proposition de M. Lekeu, tendant à ne pas siéger le premier mai, fait des observations, lors de la reprise du vote sur cette motion, p. 769.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts, au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 909, 946. — Discours, p. 970 à 972.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale, p. 1093.

de Mévius (baron) (*suite*)

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Exprime, en sa qualité de rapporteur du budget, la satisfaction de la commission de constater la diminution de ce budget, ainsi que son regret d'y voir tant de dépenses somptuaires pour certaines écoles; marque aussi son étonnement de l'emprunt de 50 millions pour rembourser la Banque nationale, p. 1163.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Discours, p. 1284. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1314. — Discussion générale. Proteste contre l'habitude de faire parvenir au Sénat des projets de loi d'une extrême importance, pendant les derniers jours de la session, p. 1391.

Interpellation de MM. Gyaux et Van Roosbroeck au sujet de hausse du prix du pain, p. 1379, 1382.

Projet de loi domaniale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1314. — Discussion générale, p. 1389.

de Moffarts (Baron), sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux articles 2, 7, 10 et 12, n° 22.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893, relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Rapport, n° 126. — Rapport complémentaire, n° 157.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Rapport, n° 127.

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péages majorés. Rapport, n° 217.

Ann. — Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion, en vue de la constitution de leurs bureaux. Propose de réunir les commissions le jour même, à la fin de la séance, p. 6.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Défend les amendements qu'il a présentés avec M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, et consorts, p. 122 à 124. — Observations, p. 130. — Discussion des articles. Art. 2, p. 132. — Art. 7. Défend la proposition qu'il a présentée, tendant à la suppression de l'article 7, p. 137. — Déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté avec M. le comte de Brouchoven de Bergeyck et consorts, p. 138. — Art. 10. Déclare, en présence de ce qui a été déjà accordé aux familles nombreuses, retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 140. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 203, 204. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 210.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 161, 162. — Discussion générale, p. 162 à 165.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale. Déclare qu'il émettra un vote négatif sur ce projet de loi, p. 167. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 181, 182. — Propose un amendement, p. 182. — Discussion des articles. Art. II : art. 58. Fait un rappel au règlement : Fait remarquer qu'il a demandé la parole avant le vote sur le texte de la Chambre, désirant faire observer qu'un amendement qu'il avait présenté aurait dû avoir la priorité sur ce texte, p. 188. — Déclare ne pas insister, p. 188.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale. Demande que des mesures soient prises en faveur de l'agriculture et des travailleurs agricoles, p. 561 à 564.

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 604.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 669. — Fait personnel : proteste contre les paroles qui lui ont été adressées par M. Lekeu, au cours d'une interruption, p. 669. — Observations, p. 670.

de Moffarts (baron) (*suite*)

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893, relative aux services publics et réguliers de transports en commun, par terre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit discuté après les vacances de Pâques, p. 731. — Dépose le rapport complémentaire sur ce projet de loi et demande qu'il soit examiné le plus tôt possible, p. 828. — Discussion des articles. Art. 3, p. 1019.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit discuté après les vacances de Pâques, p. 731. — Discussion générale. Discours, p. 1027, 1028. — Observations, p. 1029. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1033, 1034. — Art. 2. Demande que le vote sur cet article soit réservé, p. 1034. — Art. 3 (article additionnel n° 38). Demande également la remise du vote, p. 1035.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Parle du nouveau tarif des téléphones et de la question de Bertrix-Muno, p. 855, 856.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parle notamment des habitations à bon marché, p. 876.

Interpelle avec M. Braffort M. le ministre des finances au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour l'année 1922. Développe son interpellation au cours de la discussion du budget de la dette publique, p. 962 à 965.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Demande la parole, alors que le vote sur la motion est commencé, p. 1026. — S'abstient au vote sur la motion de M. Lafontaine, p. 1027.

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés. L'urgence ayant été déclarée pour ce projet de loi qui proroge le délai accordé jusqu'au 30 juin courant, prie le Sénat de l'autoriser à faire un rapport verbal, puis fait ce rapport, p. 1079.

Projet de loi domaniale. Discussion générale, p. 1388.

Demoulin, sén. de Charleroi et Thuin.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'article 78 du tableau (co-sign.), n° 175.

Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle (co-sign.). Annexe au n° 178.

Ann. — Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêt. Discussion générale, p. 26.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 308, 337, 338, 360.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 402, 406, 459.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 918, 919, 921. — Discours. Parle des mutualités primaires, p. 922 à 927. — Discussion des articles. Art. 78, p. 934.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1177, 1185, 1186, 1188, 1189.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Observations au moment où les sénateurs motivent leur vote, p. 1422. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

De Nauw, sénateur d'Audenarde et Alost.

Ann. — Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Denrées alimentaires. — V. 1° Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire. — 2° Finances : Douanes : Tarif des douanes. — 3° Interpellations : au nom de MM. Guyaux et Van Roosbroeck, au sujet de la hausse du prix du pain.

Denrées (spéculation sur les marchandises et). — V. Industrie commerce et travail : Commerce usuraire.

Dentelles. — V. Industrie, commerce et travail.

Dépenses engagées (comptabilité des). — V. Finances.

De Page, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Donne quelques développements à la note qu'il a annexée au rapport de M. Ryckmans, en ce qui concerne la lutte anti-cancéreuse, p. 772, 773.

de Pierpont Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur.

Doc. — Demandes de grande naturalisation. — Rapports, n° 250. Demandes de naturalisation ordinaire. — Rapports, n° 253.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 287. — Proteste contre les discours prononcés et affirme que tous les catholiques veulent la paix scolaire. p. 350, 351.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Discours. Appuie le discours de M. Van Fleteren, relatif aux traitements des magistrats et à la réorganisation du travail judiciaire, puis parle de la situation du clergé, p. 379 à 381. — Observations, p. 424, 425.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, institutant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 633.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Deploige, sénateur élu par le conseil provincial du Hainaut, en remplacement de M. Keesen, décédé.

Doc. — Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de langue et de littérature française et à l'Académie royale de médecine. Rapport, n° 96.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 125 (co-sign.), n° 129.

Projet de loi modifiant le dernier alinéa de l'article 34 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Rapport, n° 238.

Ann. — Rapport sur son élection, p. 1. — Prête serment, p. 2.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Discours, p. 505 à 508. — Observations, p. 516.

Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de langue et de littérature française et à l'Académie royale de médecine. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 533.

Projet de loi portant modification de l'article 34 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1217.

Depontieu, appelé à faire partie du Sénat, comme sénateur effectif de Courtrai et Ypres, le 29 janvier 1924, en remplacement de M. Vande Voorde, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 332. — Prête serment, p. 349.

Budget de la justice pour 1924. Discussion des articles. Art. 11. S'abstient au vote sur un amendement de M. Deswarte, p. 510.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Demande notamment que l'on aménage la gare de Menin, p. 836.

Depontieu (*suite*)

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parle du conflit entre les mutualités et le corps médical, p. 928.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Déclare, étant démocrate-chrétien, ne pouvoir voter le budget de la défense nationale et indique les motifs de son vote négatif, p. 1119.

Dépôts et consignations (Caisse des). — V. Finances : Caisse des dépôts et consignations.

Derbaix, sénateur provincial du Hainaut.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Discours. Attire notamment l'attention du ministre au point de vue des dommages de guerre sur certaines catégories d'étrangers en Belgique et de Belges en France, p. 1055.

de Sadeleer (baron), sénateur d'Audenarde-Alost.

Ann. — Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel pour fourniture à l'ennemi. Observations, p. 385.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 465.

Annonce de son décès, p. 804.

Descamps (baron), sénateur de Louvain, 3e vice-président du Sénat.

Ann. — Nommé troisième vice-président du Sénat, p. 2.

Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert, au nom du groupe socialiste, et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 72, 73.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet pourra être discuté, p. 162. — Discussion générale p. 165.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Observations au sujet du dépôt tardif d'amendements qui viennent d'être déposés par le gouvernement, ainsi qu'au sujet de leur importance éventuelle, p. 177.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. Fait diverses observations au sujet de l'urgence de cette proposition de loi ainsi qu'en ce qui concerne son dépôt tardif par M. Deswarte, p. 500.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une proposition d'ajournement et au sujet de la procédure à suivre, p. 521.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet du renvoi de ce projet de loi, p. 532.

Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à l'ajournement du Sénat jusqu'à convocation ultérieure, p. 802.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1236.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Observations à l'occasion d'une proposition, faite par motion d'ordre par M. Deswarte, tendant à supprimer la discussion générale. Estime que les membres inscrits dans la discussion générale tiendront compte du désir du Sénat d'aboutir le plus promptement possible, p. 1298.

Désorganisation des chemins de fer. — V. la rubrique : Interpellations au nom de MM. Fraiture, Renier et Guyaux.

de Steenhault de Waerbeek (baron), sénateur de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Discussion générale. Observations, p. 729.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1382.

Deswarte, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. (Titre IV du livre 1er du Code civil). Amendement à l'article 234 du Code civil : Réfutation de la note de M. le ministre, n° 16. Amendement (texte nouveau). Annexe au n° 16.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 18.

Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, n° 65.

Budget de la justice pour 1924. Amendements aux articles 11 et 12, n° 78.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. — Développements et propositions de loi, n° 91 et annexe. Amendements à l'article 68, n° 143.

Proposition de loi incorporant à la commune de Nieuport, les territoires des communes de Oost-Duinkerke, Wulpen, Boitshoucke, Ramscapelle, Saint-Georges, Mannekensvere, Lombartijde et la commune de Westende, hormis l'aggloméré de Westende-Bains. — Développements et proposition de loi, n° 184 et annexe.

Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics. Rapport n° 203.

Proposition de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions. Développements et proposition de li, n° 212 et annexe.

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français tombés au champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai. Rapport, n° 234.

Demandes de naturalisation ordinaire. Rapports, n° 253.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — Rapport, n° 266.

Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts et la loi postale du 30 mai 1879. — Rapport, n° 267.

Ann. — Proposition de loi, qu'il a présentée, tendant à accorder une indemnité aux victimes de la détention préventive. Par motion d'ordre rappelle sa proposition de loi, fait remarquer qu'elle a été transmise au comité permanent de législation et prie le bureau de prendre les mesures nécessaires pour que cet objet figure à nouveau, à bref délai, à l'ordre du jour, p. 23. — Le gouvernement ayant déposé à sa proposition de loi des amendements qui constituent un nouveau projet, demande, par motion d'ordre : 1° le renvoi de ce contre-projet à la commission de la justice; 2° que le gouvernement ne se contente pas de la courte note explicative qui précède ces amendements, mais donne à ce contre-projet des développements plus amples, p. 94.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Observations à l'occasion d'une proposition de remise de la suite de la discussion générale, p. 24. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 32, 34. — Discussion des articles. Art. 2, p. 35 à 38, 41. — Demande, au début de la séance, au moment de la reprise de l'examen de cet article que le vote soit retardé, p. 47. — Art. 6. Pose une question à M. Moyersoen, m. i. t., au sujet de l'interprétation, afin de permettre le retrait d'un amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 51. - Déclare, à la suite de l'accord marqué par M. Moyersoen, que cet amendement vient à disparaître, p. 51. — Art. 7. Propose de réserver cet article, p. 52. — Art. 13*bis* nouveau proposé par amendement par le gouvernement. Observations au sujet de l'interprétation, p. 53. — Art. 14. Observations, p. 54, 55, 57. — Art. 21. Propose de remettre au lendemain le vote par appel nominal sur l'amendement de M. Van Roosbroeck, p. 63. — Art. 35. Discussion, p. 78. — Prie M. Magnette d'indiquer l'économie de l'amendement qu'il a présenté, p. 79. Observations, p. 79. — Reprise de la discussion, p. 83 à 85. — Propose un amendement dont il donne lecture, p. 85. — Observations, p. 85, 86, 87, 91 à 94. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 95. — Reprise de la discussion de l'article 36, p. 96, 107.

Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 72, 73.

Interpellation de M. le baron de Mévius relativement à la gare et au passage à niveau de Gembloux. Propose de fixer cette interpellation au mardi suivant, p. 95.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Observations au sujet de la fixation de la discussion de ce projet, p. 109.

Deswarte (*suite*)

Travail parlementaire. Observations au sujet de la procédure suivie pour ce travail, p. 109.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 185.

Interpelle M. le premier ministre, ministre des finances, au sujet de l'application du code pénal en ce qui concerne la spéculation frauduleuse sur le change. Par motion d'ordre, proteste contre le retard apporté par M. le premier ministre, ministre des finances, à répondre à une question qu'il lui avait adressée à ce sujet, donne lecture du libellé de sa question et de la réponse qui y a été donnée, déclare que cette réponse ne peut donner satisfaction à l'opinion publique, annonce une interpellation sur cet objet et demande qu'elle soit discutée d'urgence, p. 201. — Développe son interpellation, p. 231 à 237. — Discussion, p. 238, 243.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 217, 219 à 223.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 286, 324. — Discussion des articles. Art. 62. Observations, p. 366. — Art. 122. Observations, p. 372.

Budget de la justice. Discussion générale. Observations, p. 380 à 382, 388. — Discours. Appelle, à nouveau, l'attention du ministre sur la nécessité de modifier la loi du 18 juin 1869, modifiée par les lois de 1895 et de 1906, sur l'organisation judiciaire et insiste sur la nécessité d'augmenter les traitements de la magistrature ainsi que des collaborateurs de la justice, p. 388 à 392. — Termine ses observations en ce qui concerne les collaborateurs de la justice, et parle également de la situation du clergé et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, p. 421 à 425. — Observations, p. 429, 431 à 437, 463 à 469, 471, 472, 478. — Discussion des articles. — Art. 1er, p. 491 à 494. — Art. 11. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 508, 509. — Déclare maintenir son amendement, p. 510.

Motion d'ordre de M. Volckaert, au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fournitures à l'ennemi. Observations, p. 385, 386.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 459, 460.

Proposition de loi, qu'il a présentée, sur le secret des significations par acte d'huissier. Dépose cette proposition de loi, prie le Sénat de convoquer immédiatement la commission de la justice afin que cette proposition puisse être examinée en même temps que le projet de loi gouvernemental tendant à simplifier la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, dont l'examen va être entamé le lendemain, le projet gouvernemental prévoyant également certaines mesures garantissant le secret des significations par huissier; rappelle qu'on a procédé en France par deux étapes successives et estime que la Belgique pourrait profiter de cette expérience et voter d'emblée une réforme complète, p. 500. — Maintient la demande qu'il a faite tendant à ce que sa proposition de loi soit jointe à l'article 1er du projet de loi sur la procédure en divorce, p. 537. — Discussion générale. Discours, p. 807 à 809. — Discussion des articles. Art. 1er. Donne lecture d'une disposition qu'il propose et qui combine les deux textes en présence, p. 809, 810. — Art. 2. Observations au sujet de la juxtaposition des deux textes, p. 810. — Art. 4. Propose un amendement au texte du gouvernement, p. 810.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 507, 512, 514, 516, 519, 520. — Observations au sujet d'une proposition d'ajournement et de procédure à suivre, p. 521, 522. — Reprise de la discussion générale. Discours, p. 523 à 529. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Vauthier, p. 529. — Par motion d'ordre, fait des observations au sujet d'un incident soulevé par M. le baron Ruzette, m. a., t. p. relativement à l'interprétation qu'il avait donnée à l'absence des sénateurs et ministres catholiques au moment du vote sur la proposition d'ajournement, p. 532, 533. — Observations au sujet d'une proposition de disjonction de l'article 252, p. 537. — Reprise de l'ensemble de la discussion générale, p. 539, 541 à 545. — Discussion des articles. Art. 1er*bis* qu'il a proposé. Déclare que l'amendement qu'il avait présenté sous forme d'article 1er*bis* n'ayant qu'une portée temporaire et ne pouvant, en conséquence, être incorporé dans le Code civil, il se propose de faire de cet amendement un article final et de le présenter après que l'examen des autres dispositions du projet auront été examinées, p. 547. — Art. 2 : art. 252. — Observations au sujet de la disjonction, p. 549. — Art. 1er*bis*, qu'il a transformé en article final. Défend sa proposition, p. 552 à 554.

Deswarte (*suite*)

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet du renvoi de ce projet de loi, p. 532.

Démission du cabinet Theunis. Observations au moment de l'entrée des ministre dans la salle du Sénat, p. 554.

Change. A la suite d'observations faites par M. Lekeu, au cours de la discussion de la déclaration ministérielle, après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, attire, par motion d'ordre, l'attention du Sénat sur l'opportunité de la publication du rapport de la commission des changes, p. 641.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (service des travaux publics). Discussion générale. Discours. Traite la question du port de Nieuport, p. 682 à 685. — Observations, p. 685, 687. — Proteste contre les paroles qui viennent d'être prononctes par M. le baron Ruzette, m. a. t. p., qui a fait remarquer que les plaintes émises par M. Martens l'étaient sans doute dans un but d'électoralisme et fait diverses observations, p. 691, 692.

Projet de loi portant révision du Titre IV du Livre 1er du Code civil relatif à l'absence. Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, p. 712.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Développe ses amendements, p. 716. — Discussion des articles. Art. 2, p. 737.

Budgets des chemins de fer, postes et télégraphes pour 1924. Par motion d'ordre demande si les parlementaires ne pourraient pas être documentés sur la question de l'abandon de la jonction Nord-Midi, vu l'impossibilité d'étudier cette question sans documentation, p. 844.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 888. — Discussion des articles. Art. 100 et 101. Observations, p. 937. — Fait des observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les amendements présentés, p. 938, 939.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de ce calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 949, 952 à 954.

Proposition de loi incorporant à la commune de Nieuport, les territoires des communes de : Oostduinkerke, Wulpen, Boitshoucke, Ramscapelle, Saint-Georges, Mannekensverre, Lombartzijde et la commune de Westende, hormis l'agglomération de Westende-Bains. Dépose cette proposition de loi, p. 1008.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1036.

Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1040. — Discussion générale, p. 1077,1078. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1083, 1084.

Proposition de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions. Dépose cette proposition de loi, p. 1079. — Demande que la discussion de cette proposition de loi soit portée en tête de l'ordre du jour du lendemain, p. 1217. — Déclare être d'accord avec M. Masson, m. j., qui insiste lui-même pour l'urgence, p. 1217.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs, dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1086.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion des articles. Art. 79. Discours, p. 1202-1203.

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre. Discussion générale, p. 1210.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Par motion d'ordre, propose de supprimer la discussion générale, p. 1298. — Discussion générale. Observations, p. 1299, 1305 à 1309. — Discussion des articles. Art. 1er : I*bis* et I*ter*, proposé par amendement par le gouvernement. Propose un amendement dans le même sens que le I*bis* proposé par amendement par le gouvernement et fait diverses observations, p. 1310 à 1312. — Propose un amendement au I*ter*, p. 1313. — II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1313, 1314, 1319, 1320. — n° II*ter* des amendements de la commission. Observations au sujet d'un amendement de M. Huisman-Van den Nest, p. 1324. — II*ter* proposé par la commission. Discussion, p. 1325, 1326. — Amendement de M. Liebaert au II*ter* de la commission. Observations, p. 1328, 1329. — Propose de remettre au lendemain la suite de la discussion, p. 1330. — Observations au sujet de la suite de la discussion,

Deswarte (*suite*)

p. 1330. — n° IV. Discussion, p. 1330, 1331. — Déclare, en présence du texte de l'article I*er*, adopté sur la proposition du gouvernement, retirer deux des amendements qu'il avait présentés et qui figurent au numéros : *sub* n° 11 et *sub* n° 12 du tableau qui a été distribué aux énateurs, n. 1331, 1332. — Amendement proposé par la commission : n° IV*bis*. Discussion, p. 1332-1333. — n° VI. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 1336, 1337. — Observations au sujet d'un amendement proposé par M. Du Bost à l'amendement qu'il présente, p. 1337. — Vote en seconde lecture. Art. 1er, N° III. Discussion, p. 1412, 1413. — Se rallie à une proposition faite par motion d'ordre par M. Vinck et tendant à ce que l'examen du projet soit suspendu, afin de permettre à quelques membres du Sénat de se réunir pour examiner la question en litige, p. 1413. — Reprise de l'examen de cette disposition : Observations au sujet du nouveau texte qui a été présenté, p. 1420. — Motive son vote sur l'enseible du projet de loi, p. 1421. — Fait encore des observations, p. 1422. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts et de la loi postale du 30 mai 1879. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1315. — Discussion générale, p. 1409.

Projet de loi portant prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1315. — Au nom de la commission de la justice, et d'accord avec le ministre, fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et demande qu'il soit inscrit à l'ordre du jour du lendemain matin, p. 1337. — Discussion générale, p. 1409. — Appelle l'attention du Sénat sur les réserves faites par la commission, quant à l'article 2, qui a été ajouté par la commission spéciale de la Chambre à l'article unique que comportait le projet du gouvernement, p. 1409.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1379, 1381.

Projet de loi domaniale. Discussion générale, p. 1389.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. Discussion générale. Observations, p. 1391.

Détention préventive (Indemnité aux victimes de la). — V. Code pénal : Détention préventive.

De Visch, sénateur de Gand-Eecloo.

Ann. — Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché ainsi qu'au sujet de la répartition de ces subsides. Observations, p. 268,270.

Budget de la justice. Demande notamment que la magistrature soit rappelée à ses devoirs, puis traite la question de la crise des logements, p. 474-476. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 494.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 665.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1111.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

d'Huart (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Doc. — Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1924. — Rapport n° 42.

Rapport de la questure, au nom du bureau,, sur la dotation sénatoriale pour 1924. — Dépose ce rapport n° 219.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. — Rapport n 260.

Ann. — Elu questeur du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

d'Huart (baron) (*suite*)

Projet de loi fixant le contingent pour 1924. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 173.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 411.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 523.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Service de l'agriculture). Discussion générale. Observations, p. 562. — Discours. Parle de l'amélioration de la race bovine, de la situation des fonctionnaires et des conférenciers agricoles, ainsi que des chemins agricoles de la province de Namur, p. 568, 569. — Observations, p. 573, 584.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Proteste contre le projet d'établissement d'une remise à locomotives près d'Anhée sur la Meuse, p. 835-836.

Interpellations de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922, p. 970.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs. Discussion générale. Discours, p. 970. — Observations, p. 979.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er. n°IV. Observations au sujet de la suite de de la discussion, p. 1330. — Observations au moment des discours prononcés par des sénateurs pour motiver leur vote, p. 1423.

Digneffe, sénateur de Liége.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendements aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 14, 17, 19, 21, 22, 27, 34 et 42, n° 11.

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur, pour la défense de la ville de Tournai (co-sign.). Annexe au n° 210.

Ann. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale. Fait l'exposé du système qu'il voudrait voir substituer à celui du gouvernement, p. 13 à 16. — Annonce le dépôt d'amendements, p. 17. — Observations, p. 33, 34. — Discussion des articles. Art. 2, p. 40 à 43. — Art. 3, p. 48, 49. — Art. 4, p. 49. — Art. 5. Déclare retirer un amendement qu'il avait présenté, p. 50. — Art. 6. Retire un amendement qu'il avait présenté, p. 51. — Art. 7. Rappelle que sa proposition de suppression du deuxième alinéa des articles 7 et 8 était l'application du système qu'il avait opposé à celui du gouvernement et que, ce système n'ayant pas été admis par le Sénat, ses amendements n'ont plus de raison d'être, p. 51. — Art. 8. Déclare à nouveau retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 53. — Art. 14. Discussions, p. 54 à 57. — Art. 17, p. 59, 60. — Précise la portée de l'amendement qu'il a présenté, p. 60. — Rappelle qu'il retire le premier alinéa de son amendement, p. 60. — Art. 19. Déclare que la modification qu'il avait proposée n'a plus de raison d'être, le Sénat ayant admis l'autorité de la commission, p. 61. — Art. 21. Discussion, p. 62, 63. — Déclare retirer la partie de son amendement qui est relative à la composition de la commission, mais maintenir le second alinéa, p. 63. — Art. 22. Déclare que son amendement vient à disparaître, p. 63. — Art. 23. Observations, p. 64. — Art. 28. Observations, p. 65. — Retire son amendement, par suite des explications de M. Moyersoen, m. i. t., p. 65. — Art. 30. Discussion, p. 70, 71, 76, 84, 85, 95, 105. — Art. 43. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 81. — Annonce qu'il s'abstiendra au vote sur l'ensemble du projet de loi et motive son abstention, p. 109. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Projet de loi réorganisant les monts de piétés et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Discussion générale, p. 27, 28.

Motion d'ordre au sujet de la nouvelle annoncée par divers journaux et suivant laquelle le gouvernement supprimerait

Digneffe (*suite*)

la franchise postale pour un certain nombre de personnes; estime que cette question ne devrait pas être tranchée par le gouvernement sans être soumise au parlement, p. 67.

Conseil colonial : renouvellement d'un mandat Discussion à l'occasion d'une demande, faite par M. Volckaert au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile afin de pouvoir examiner la situation, avant de procéder à une nouvelle élection. Propose l'ajournement du vote, p. 72.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 20. Déclare retirer une proposition de loi qu'il avait présentée au mois de juin 1922 et qui tendait à éviter que les administrations chargées d'encaisser les impôts dûs à l'Etat, aux provinces et aux communes ne se trouvent, en suite de ventes faites à l'intervention d'officiers ministériels, en présence de débiteurs insolvables, l'article 20 du projet ayant paré à ces inconvénients, p. 148.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 221 à 224.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Parle notamment de la concorde qui devrait exister en matière d'enseignement et de l'utilité de créer une section du génie civil à l'université de Liége, p. 300, 302. — Observations, p. 307, 309, 310, 321, 325, 344, 345, 352.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 385, 390.

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 604.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Discours, p. 621-622. — Observations, p. 622, 623.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 752, 753.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Discours, p. 789.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements téléphoniques. Discussion générale. Discours. Parle notamment de l'urgence qu'il y aurait à ce que l'on mette à exécution le projet de construction de la gare aux marchandises de Bressoux (pour la ville de Liége), p. 833, 834.

Interpellation de M. Damas sur les dégâts causés par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, à Hollogne-aux-Pierres, p. 881 à 883.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parle des habitations ouvrières ainsi que de la défense des Belges assurés dans les compagnies allemandes et autrichiennes, p. 891, 892.

Budgets des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Discours. Rectifie les idées erronées qui se sont fait jour parmi les sinistrés, à la suite d'un discours d'un membre du gouvernement, p. 1054, 1055. — Observations, p. 1063, 1064.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1131 à 1134. — Motive son vote affirmatif sur le budget, p. 1136 à 1139.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours: parle de certains travaux qui intéressent la région de Liége, p. 1164, 1165. — Observations, p. 1185.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1300, 1301. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1421.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1381, 1382.

Diplômes (Exemption du droit de timbres à l'égard des). — V. Finances : Impôts : Droit de timbre.

Diplômes de docteur et de pharmacien. — Enseignement supérieur : Grades académiques et examens universitaires : Equivalences ou dispenses.

Disière, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423

Dispenses. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques et examens universitaires : Equivalences et dispenses.

Dissentiments entre la Cour des comptes et divers départements ministériels. — V. Finances : Cour des comptes.

Distribution d'énergie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Divorce. — V. Code civil.

Dixmude. — V. Communes : Limites séparatives.

Documents (Publication des documents dans les deux langues nationales). — V. Chambre législatives-Sénat : Proposition de MM. Nolff et cons. tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat, relatifs à la publication des documents.

Domaine. — V. Finances.

Dommages de guerre. — V. Guerre.

Dotation sénatoriale. — V. Chambre législatives-Sénat.

Douanes. — V. 1° Finances. — 2° Affaires étrangères.

Droit civil. — V. Code civil.

Droits civils.

PERSONNIFICATION CIVILE. — *Académies.*

Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique; à l'Académie royale flamande; à l'Académie royale de langue et de littérature française et à l'Académie royale de médecine.

Doc. — Exposé des motifs, n° 73. — Projet de loi : Annexe au n° 73.

Rapport fait par M. Deploige, n° 96.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Nolf, m. s. a., p. 330 (24 janvier 1924). — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts.

Dépôt du rapport par M. Deploige, p. 533 (26 février 1924). Les articles sont adoptés sans observations, p. 597, 598.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix et une abstention, p. 509 (20 mars 1924). — S'est abstenu : M. De Bast, p. 599. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

RECONNAISSANCE LÉGALE. — *Musée professionnel de l'Etat à Morlanwelz.*

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale du Musée professionnel de l'Etat à Morlanwelz.

Doc. — Rapport fait par M. Croquet, n° 224.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Croquet, p. 1108 (2 juillet 1924). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1213.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 1213 (16 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droits de chancellerie (perception par les agents diplomatiques). — V. Affaires étrangères. Corps diplomatique.

Droits d'enregistrement, droits de transcription et droits de succession. — V. Finances : Impôts.

Droit international privé (Clauses d'arbitrage dans les contrats de). — V. Affaires étrangères.

Droit pénal. — V. Code pénal.

Droits de timbre. — V. Finances.

Droit public. — V. la rubrique : Motions d'ordre : au nom de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, qui demande, à l'occasion de la discussion du budget de l'industrie et du travail pour 1924, dans le cas où il existerait véritablement un reliquat de 1,700,000 francs au budget de 1922, en faveur des services médico-pharmaceutiques des mutualités, que l'on fasse profiter les mutualités primaires de ce reliquat.

Du Bois, sén. de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Demandes de grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement. Rapport, n° 249.
Demandes de naturalisation ordinaire. Rapports, n° 254.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Discussion générale. Fait remarquer que ce projet devrait plutôt porter comme titre « revision du barème des traitements des gardes champêtres », p. 177, 178, 186.
Interpellation de MM. Fraiture et cons. sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 460.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale, p. 663, 691.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale, p. 834.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1087, 1114.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale. Propose un amendement à l'article 4, p. 1299. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté en ce qui concerne les débits de boissons, p. 1325.

Du Bost, sén. de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendement à l'article 20, n° 32.
Projet de loi portant revision du titre IV du Livre 1er du Code civil relatif à l'absence. Amendements (co-sign.), n° 123.
Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899, comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Rapport, n° 226.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 5, p. 134, 135.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 466. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Seeliger relativement au procès Coppée, p. 535.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Parle de l'entretien et de l'aménagement des gares, p. 836.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du code de procédure pénale militaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1126. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Calonne tendant à ce que ce projet soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner, p. 1241.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : n° VI. Propose un amendement au texte présenté par M. Deswarte, p. 1337.

Ducastel, sén. de Courtrai-Ypres.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1483.

du Four, sén. de Malines et Turnhout.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux art. 2, 7, 10 et 12 (co-sign.), n° 22. — Amendement à l'article 21, n° 31.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 12, p. 143, 144. — Art. 21. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 149. — Déclare se rallier à la formule proposée par M. Theunis, p. m., m. f., pour cet amendement, p. 149. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Discussion, p. 208. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 210.

du Four (*suite*)

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Discussion des articles. Art. II : art. 58, p. 188.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 325.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 2, p. 735, 736, 738.
Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 755.
Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Discours, p. 789, 790. — Observations, p. 797. — Déclare, en présence des explications qui lui ont été données par M. Theunis, p. m., m. f., retirer un amendement qu'il avait présenté, p. 797.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Propose des mesures pour éviter les accidents aux passages à niveau non gardés, p. 856.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1313, 1318. — II*bis* proposé par la commission. Observations, p. 1321. — S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1323. — Observations au moment des discours prononcés par des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1422.

Dufrane, sén. de Mons et Soignies.

Ann. — Projet de loi relatif à la revision des listes électorales. Discussion générale, p. 1171.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Dumont, sén. prov. de la Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Duplicy, sen. de Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Dupret, sén. de Bruxelles.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Discours. Parle notamment de la route de Meysse et de la route de Bruxelles-Anvers, p. 690.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 854.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de M. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Discours. Traite différentes questions concernant les caisses d'amortissement et des dépôts et consignations et, en sa qualité de délégué du Sénat au sein de la commission de surveillance, suggère des moyens pour éviter le brûlement des anciens titres et pour permettre le remploi du papier, p. 947.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle en ordre principal de la chaussée de Meysse, p. 1193, 1194. — Observations, p. 1195.

Dupret (*suite*)

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1230.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1304, 1305. — Discussion des articles. Art. 1er : II*bis*. Observations, p. 1317. — Fait personnel au sujet d'une interruption faite la veille par M. Voickaert, p. 1320, 1321. — N° IV*bis* proposé par la commission (augmentation de 150 p. c.). S'abstient au vote sur cette disposition, p. 1335. — Motive son vote, p. 1422.

Durée de la session. — Voyez les observations faites par M. Volckaert à ce sujet, p. 802.

Durée du temps scolaire. — V. Enseignement primaire : Nombre de journées scolaires et date des vacances.

d'Ursel (duc), sén. prov. d'Anvers.

Ann. — Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 102.

Règlement du Sénat : Modification. Discussion des articles. Art. 59. Discussion, p. 1009.

E

Eaux-de-vie (Régime fiscal des). — V. Finances : Alcool.

Eaux et forêts.

BOIS ET FORÊTS.

Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers.

Doc. — Projet de loi, n° 43.
Rapport fait par M. de Kerchove d'Ousselghem, n° 46.

Ann. — Dépôt du rapport par M. de Kerchove d'Ousselghem, qui fait remarquer l'urgence de ce projet, p. 166 (20 décembre 1923). — L'urgence est déclarée et M. de Kerchove d'Ousselghem donne lecture de son rapport, p. 166.

Discussion générale. Sont entendus : MM. le marquis Imperiali et le baron Ruzette, m. a., t. p., p. 166.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 166.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 172 (2 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Eaux minérales et thermales. — V. Hygiène et santé.

Echange ou remboursement des bons du trésor 5 p. c. — V. Finances : Impôts : Emprunts émis à l'étranger : Exemption d'impôts.

Ecoles. — V. Enseignement.

Eessen. — V. Communes : Limites séparatives. Dixmude-Eessen.

Effets publics (papiers et). — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Elections consulaires. — V. Organisation judiciaire : Tribunaux de commerce.

Election des sénateurs choisi par le Sénat et par les conseils provinciaux. — V. Lois électorales : Elections législatives : Sénat.

Elections législatives. — V. Lois électorales.

Electricité. — V. Industrie, commerce et travail.

Eligibilité. — V. Organisation judiciaires : Tribunaux de commerce : Elections consulaires.

Emplois publics.

RÉINTÉGRATION ET ADMISSION.

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

Doc. — Projet de loi, n° 49.
Rapport fait par M. Nerincx, n° 221.

Ann. — Motion d'ordre de M. Van Roosbroeck qui demande, le rapport sur ce projet de loi allant être déposé, qu'on accorde à ce projet, un tour de faveur, p. 1086.

Dépôt du rapport par M. Nerincx, p. 1092.

Le rapport étant déposé, M. Van Roosbroeck, par une nouvelle motion d'ordre renouvelle sa demande d'urgence, p. 1126. — M. Lekeu appuie cette demande, p. 1126. — Observations de M. Hicguet, p. 1126. — Le Sénat décide d'inscrire cet objet à l'ordre du jour immédiatement après le budget de la défense nationale, p. 1126.

M. le président propose de procéder par division et d'examiner successivement les différents articles modifiés qui sont compris dans un article unique et cette proposition est admise, p. 1156.

Discussion de l'article unique :

Articles 1er, a), 3, 9, 10 et 11. Adoptés sans observation, p. 1156, 1157.

Art. 13. M. Fraiture demande des explications au gouvernement au sujet de l'interprétation de cet article au point de vue des détails d'exécution), p. 1157, 1158.

M. Speyer pose, à l'occasion de cet article des questions au ministre au sujet de l'article 3, p. 1158. — M. Poullet, m. i. h., répond aux observations de MM. Speyer et Fraiture, p. 1158, 1159. — Observations de M. Speyer, p. 1158, 1159. — L'article 13 est adopté, p. 1159.

Article 14. M. le président donne lecture de cette disposition qui est adoptée, p. 1159, 1160.

L'ensemble de l'article unique est adopté, p. 1160.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 111 membres présents, p. 1160 (9 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Emprunt. — V. Finances.

Energie électrique (Distribution d'). — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Enfance.

AGE MINIMUM D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME. — V. Affaires étrangères : Marine.

Enfants naturels. — V. Code civil.

Enregistrement (Droits d'). — V. Finances : Impôts.

Enseignement.

DIPLOMES ET CERTIFICATS D'ÉTUDES. — *Exemption du droit de timbre.*

Projet de loi rétablissant l'exemption du droit de timbre à l'égard des diplômes et des certificats d'études à tous les degrés. — V. Finances : Impôts.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Grades académiques et examens universitaires. — Equivalences ou dispenses.

Projet de loi complétant l'article 50 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. — Exposé des motifs, n° 70. — Projet de loi : Annexe au n° 70.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Nolf, m. s. a., p. 283 (22 janvier 1924). — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 283.

Enseignement : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (*suite*)

Grades académiques et examens universitaires. — Réorganisation.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. — Exposé des motifs, n° 97. — Projet de loi : Annexe au n° 97.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Nolf, m. s. a., p. 531 (26 février 1924). — M. Nolf, m. s. a., fait remarquer que ce projet de loi est volumineux et qu'il reprend toutes les dispositions de la loi sur la collation des grades académiques et le progarmme des examens universitaires. M. Nolf demande, en conséquence, qu'il soit renvoyé à une commission spéciale, p. 531. — M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke, fait remarquer que, en principe, le projet doit être renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 531. — Observations diverses de MM. Speyer (qui appuie la demande de M. Nolf), Deswarte, le baron Descamps, le marquis Impériali, Van Fleteren, Liebaert, p. 531, 532. — Le Sénat adopte par assis et levé la proposition admise au cours de cette discussion tendant au renvoi à une commission spéciale composée des membres de la commission des sciences et des arts à laquelle seraient adjoints un certain nombre de sénateurs, p. 532.
Composition de la commission spéciale, p. 613.

Jury spéciaux.

Projet de loi modifiant le dernier alinéa de l'article 34 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. — Rapport fait par M. Deploige, n° 238.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deploige, p. 1217 (16 juillet 1924).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — *Indemnité familiale.*

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. — Projet de loi, n° 47.
Rapport fait par M. Ronvaux, n° 48.
Dépôt du rapport par M. Ronvaux qui déclare que la commission, d'accord avec M. le ministre des sciences et arts demande que le projet soit voté le jour même, p. 173. — L'urgence est déclarée, et M. Ronvaux donne lecture de son rapport, p. 173.
L'article unique est adopté sans observation, p. 173.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 99 membres présents, p. 173 (20 décembre 1923); le projet est soumis à la sanction royale.

Nombre de journées scolaires et date des vacances.

Projet de loi fixant : a) ***le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes ;*** b) ***les dates des vacances.***

V. les n°s 177 et 182, session 1922-1923.

Doc. — Amendement déposé par MM. Nerinx, de Meester et Carnoy, n° 209.
Amendement présenté par M. Rutten, n° 239.

Ann. — M. le président rappelle que l'examen de ce projet de loi a été ajourné pendant la dernière session et propose, au début de la session, de lui donner le n° 3 de l'ordre du jour, p. 6. — Cette proposition est admise.
M. le président annonce que M. le ministre des sciences et des arts demande l'ajournement de ce projet de loi, différents renseignements devant encore lui parvenir, p. 21. — Cette demande est admise.
M. Ryckmans demande l'ajournement de ce projet de loi afin de donner à tous le moyen de rechercher une solution satisfaisante qui éviterait d'aborder des questions irritantes que l'examen de ce projet pourrait peut-être provoquer, p. 1275. — Discussion : MM. Lekeu, Seeliger, Rongy, Ryckmans, Hubert, Van Fleteren, Nolf, m. s. a.; Magnette, Volckaert, p. 1275 à 1277. — L'extrême gauche demande l'appel nominal sur la proposition d'ajournement et cette proposition est adopté par 79 voix contre 38 et une abstention, p. 1277. — S'est abstenu : M. Huisman-Van den Nest, p. 1277.

Entreprises d'assurances sur la vie. — V. Assurance sur la vie.

Equivalences de scolarité. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques et examens universitaires-Equivalences ou Dispenses.

Erection de communes. — V. Communes.

Etablissements insalubres. — V. Hygiène et santé : Emanations nuisibles : Usine Valentin Cocq, à Hollogne-aux-Pierres.

Etat civil. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Eupen et Malmédy.

OPÉRATIONS COMMERCIALES ET CONTRATS EFFECTUÉS PAR DES BELGES AVEC DES RESSORTISSANTS DES RÉGIONS D'EUPEN ET MALMÉDY : *Décision prise par le gouvernement.* — V. Interpellations, au nom de M. Digneffe.

Examens universitaires. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques et examens universitaires.

Exemption des droits de timbre. — V. Finances : Impôts : Droits de timbre.

Exhumation et transfert des restes de soldats français. — V. Guerre : Combattants.

Exploitation de bois et forêts appartenant à des particuliers. — V. Eaux et forêts : Bois et forêts.

Exploitations ressortissant au ministère de l'agriculture et des travaux publics (Autonomie des). — V. Finances : Budgets : Budget des voies et moyens pour 1924.

Exploitation de services de transports automobiles sur routes. — V. Chemins de fer vicinaux : Transports automobiles sur routes.

Exploits d'huissier (secret des significations). — V. Code de procédure civile.

Explosifs.

Explosifs abandonnés dans la région du port. — V. Interpellations au nom de M. Allewaert.

Exportation. — V. Finances : Douanes-Marchandises et valeurs.

Expropriation. — V. Code civil.

Eylenbosch, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux articles 2, 7, 10 et 12. (co-sign.), n° 22.
Projet de loi approuvant une ordonnance du gouverneur général, en date du 16 novembre 1923, ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1923. Rapport, n° 261.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Parle de l'émigration temporaire en Belgique, p. 213, 214.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924. Par motion d'ordre, déclare qu'il aurait émis un vote affirmatif sur ce budget si un retard de train ne l'avait empêché d'être présent, p. 873.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle notamment de la question des émigrants, p. 893-894. — Observations, p. 926.
Projet de loi ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : n° II*bis* proposé par la commission. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1325. — N° IV*bis* proposé par la commission (augmentation de 150 p. c.). S'abstient au vote sur cette disposition), p. 1335.

Fabrications militaires (Corps d'officiers ingénieurs des). — V. Armée.

Familles nombreuses. — V. Chemins de fer : Motion d'ordre de M. le marquis Impériali au sujet de la simplification qu'il y aurait lieu d'apporter dans les formalités à remplir pour l'obtention des cartes de légitimation.

Féron, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Rapport, n° 40.
Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington par la conférence internationale du travail et signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France. Rapport, n° 84.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 35, p. 93.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 113. — Discussion générale. Observations, p. 222, 223. — Discours, p. 227 à 230. — Observations, p. 252, 273. — Répond à un discours qui vient d'être prononcé par M. Lafontaine, p. 277 à 279.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 17*bis* proposé par amendement par M. François, Motive son vote affirmatif sur cet amndement, p. 146. — Art. 21, p. 149.
Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Discussion générale, p. 165 à 166.
Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. Discussion sur la prise en considération. Combat une proposition de M. Pastur tendant à renvoyer cette proposition de loi à une commission extra parlementaire qui a pour but d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire, p. 247. — Appuie la manière de voir de M. le président qui estime que cette proposition devrait être renvoyée aux commissions réunies de la justice et de la défense nationale, p. 248.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 431.
Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington, par la conférence internationale du travail et signées à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 438.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 518.
Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 618. — Discours, p. 622. — Observations, p. 624. — Discours, p. 635 à 637. — Discussion des articles. Art. 13, p. 653.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 2, p. 738.
Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 775.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale .Observations, p. 952, 980.
Règlement du Sénat : modification. Discussion des articles. Art. 41. Observations, p. 1005.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Discussion des articles. Art. 3, p. 1020. — Art. 7. Observations, p. 1021.
Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de service de transport automobile sur routes. Discussion générale. Discours, p. 1029.
Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1036. — Art.4. Observations, p. 1037.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1111, 1131 à 1133, 1138. — Motive son vote affirmatif, p. 1149, 1150.
Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant et pendant la guerre. Discussion générale, p. 1209, 1210.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Observations, p. 1284. — Discours, p. 1291, 1292.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Vote en seconde lecture. Art. 1er, N° III. Discussion, p. 1413.

Finances.

ADJUDICATIONS, CONTRTS ET MARCHÉS.

Ann. — Etat sommaire des adjudications, contrats et marchés passés par différents départements ministériels pendant l'année 1922. Transmis au Sénat par M. le ministre des finances en exécution de l'article 46 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, p. 83 (12 décembre 1923).

ALCOOL. — *Débits de boissons fermentées.*

Projet de loi modifiant la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées. — V. Hygiène et santé.

Régime fiscal des eaux de vie. — V. plus loin la sous-rubrique : Impôts.

BONS DU TRÉSOR. — V. Finances : Impôts : Emprunts émis à l'étranger : Exemption d'impôts.

BUDGETS. — *Crédits provisoires.*

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 24.
Rapport fait par M. Delannoy, n° 33.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 111 (18 décembre 1923).
Discussion générale. Disc. de M. Delannoy, rap. (qui forme le vœu que l'on songe aux pensionnés de l'Etat), Theunis, p. m., m. f., (qui déclare que cette question sera examinée avec la plus grande attention), p. 151, 152. — Observations de M. Hicguet, p. 152.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 152, 153.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 32, p. 170 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1924.

Doc. — Rapport fait par M. Delannoy, n° 108.

Ann. — Dépôt par M. Delannoy, du rapport sur ce projet de loi, p. 633. — M. le président fait remarquer l'extrême urgence de ce projet qui vient d'être voté par la Chambre et propose d'en aborder immédiatement l'examen, p. 633. — Le Sénat étant unanime, l'urgence est déclarée et M. Delannoy donne lecture de son rapport, p. 633.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 634.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 40, p. 633 (26 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1924.

Doc. — Rapport fait par M. Delannoy, n° 214.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Delannoy. p. 1079 (26 juin 1924. — M. Delannoy donne lecture de son rapport, p. 1080.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 1080, 1081.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 32, p. 1081 (26 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budgets :

Budget général des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1924.

Doc. — Amendement présentés par le gouvernement. Note expliquant la portée des amendements, n° 94. — Annexe I : Amendement présenté par le gouvernement au budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. — Annexe II : Amendements présentés par le gouvernement au budget de l'industrie et du travail pour 1924. — Annexe III : Amendements présentés par le gouvernement au budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1924. Tableau B. Services de travaux publics (2e série). — Annexe IV : Amendements présentés par le gouvernement au budget des finances pour l'exercice 1924 (2e série), n° 94.

Finances : BUDGETS **(*suite*)**

Budget des affaires économiques pour l'exercice 1924.

Doc — **Projet de loi n° 5-XIV. — Tableaux : n° 5-XIV. Rapport fait par M. le baron Gillès de Pélichy, n° 185.**

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron Gillès de Pélichy, p. 1008 (17 juin 1924). — M. le baron Gillès de Pélichy propose, en vue de gagner du temps, de joindre la discussion de ce budget à celle du budget des dépenses recouvrables, p. 1008. — Cette proposition est unanimement admise, p. 1008.

Budget des affaires économiques et budget des dépenses recouvrables en exécution du traité de paix.

Ann. — Discussion générale des deux projets. Discours de MM. E. Nolf (qui parle notamment du paiement des indemnités pour dommages de guerre), de Lausnay (qui parle en faveur des déportés), Digneffe (qui rectifie des idées erronées qui se sont fait jour parmis les sinistrés à la suite d'un discours d'un membre du gouvernement), Derbaix (qui attire notamment l'attention du ministre, au point de vue des dommages de guerre, sur certaines catégories d'étrangers en Belgique et de Belges en France), Beauduin (rap. du budget des dép. recouvrables, qui commente son rapport), le baron Gillès de Pélichy, rap. du budget des affaires économiques (qui commente son rapport et qui traite la question sociale et économique), Wittemans (qui parle en faveur des déportés), Rutten (qui formule quelques conclusions se rapportant à l'office des métiers et négoces), Asou (qui attire l'attention du Sénat sur la situation malheureuse que le coût de la vie fait aux pensionnés de la guerre), Guyaux (qui attire l'attention du Sénat sur les victimes de la déportation), François (qui attire l'attention du Sénat sur certains passages du rapport de M. M. Beauduin sur le budget des dépenses recouvrables, passages qui confirment son récent discours sur la situation financière) Vercruysse (qui parle également en faveur des Belges établis en France), p. 1051 à 1062. — Interr. de MM. Van de Vyvere, m. a. éc., Beauduin, rap., Van Fleteren, Seeliger, Lekeu, p. 1054 à 1061. — M. Beauduin, rap. du budget des dép. recouvr. répond au discours de M. François, p. 1062. — Observations de M. François, p. 1062. — M. Van de Vyvere, m. a. éc., répond aux observations présentées, p. 1062 à 1065. — Interr. de MM. François, Van Overbergh, Delannoy, Digneffe, p. 1062 à 1064.

Discussion des articles du budget des affaires économiques.

Ann. — Ces articles sont adoptés sans observations, p. 1065, 1066. L'ensemble du projet de loi contenant le *budget des affaires économiques* est adopté par 65 voix contre 28, p. 1082 (26 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1924.

Doc. — **Projet de loi contenant le budget des affaires étrangères pour 1924, n° 5-V. — Tableaux n° 5-V. — Développements, n° 5-V. — Tableau-annexe A : (Art. 8), n° 5-V. — Tableau-annexe B : (art. 11), n° 5-V. — Tableau-annexe C : (art. 12), n° 5-V.**
Rapport fait par M. Feron, n° 40.
Amendements présentés par le gouvernement, n° 51.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Feron, p. 113 (18 décembre 1923).
Discussion générale. Discours de MM. Renard (au sujet de la politique extérieure du gouvernement); Wittemans (qui parle notamment de la question des passeports), Eylenbosch (qui parle de l'émigration temporaire en Belgique), p. 210 à 214. — Interruptions de M. Van Fleteren, p. 212. — MM. le marquis Imperiali (qui traite la question des réparations), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui parle du traité de travail franco-belge), Martens (qui appuie les considérations de M. le chevalier de Ghellinck), Braffort (qui présente quelques considérations générales se rapportant à d'autres budgets et demande des explications relatives à la convention économique belgo-luxembourgeoise), Lafontaine (qui parle de la politique internationale de la Belgique, notamment au point de vue financier), Fraiture (qui parle de la question du consortium des glaceries belges et de l'annulation de la dette interalliée, en réponse à MM. Digneffe et le marquis Imperiali), Van Overbergh (qui se joint à MM. Eylenbosch et de Ghellinck d'Elseghem pour réclamer la prompte signature du traité de travail franco-belge), Volckaert (qui pose une question au ministre, au sujet des stocks qui ont été saisis dans la Ruhr), p. 215 à 227. — Interr. de MM. Van Fleteren, Deswarte, le comte de Broqueville, Jaspar, m. a. ét., Fraiture, Van Overbergh, Digneffe,

Finances : BUDGETS. *Affaires étrangères (suite)*

Seeliger, Martens, Ligy, Volckaert, Mousty, Baeck, Feron, rap., Remouchamps, Guyaux, le marquis Imperiali, Renier, p. 216 à 226. — Discours de M. Feron, rap., p. 227 à 230. — Interruptions de MM. Wittemans, Van Overbergh, Seeliger, Van Roosbroeck, Lafontaine, Jaspar, m. a. ét., Guyaux, Volckaert, Mousty, Baeck, Magnette, Fraiture, Van Fleteren, p. 227 à 230. — Discours de M. Speyer (qui attire l'attention du ministre des affaires étrangères sur les difficultés nées de l'application de l'union économique belgo-luxembourgeoise), Magnette (qui déclare notamment approuver d'une façon générale, la politique extérieure du gouvernement, et indique les réserves qu'il apporte à cette approbation), p. 248 à 253. — Interruptions de MM. Van Overbergh, Van Roosbroeck, Fraiture, Lekeu, Speyer, Jaspar, m. a. ét., Lafontaine, Feron, Huisman-Vanden Nest, Volckaert, p. 250 à 253. — Discours de M. Jaspar, m. a. ét., qui répond aux différents orateurs, p. 253 à 260. — Interr. de MM. Lekeu, Wittemans, Magnette, Volckaert, Speyer, Van Overbergh, Van Fleteren, p. 253 à 260.

Fait personnel de M. Lekeu, qui donne lecture au Sénat d'une partie du compte-rendu sténographique, afin d'éviter une équivoque qui pourrait surgir, au sujet d'interruptions qu'il a faites au discours de M. Jaspar, p. 260, 261. — Est entendu : M. Jaspar, m. a. ét., p. 261. — Observations de M. Seeliger, p. 261.

Reprise de la discussion générale. Discours de M. Croquet (qui combat les discours qui ont été prononcés critiquant l'attitude de la France), p. 261, 262. — Interr. de MM. Van Overbergh, Jaspar, m. a. ét., p. 261, 262.

Discours de M. Van Roosbroeck (en réponse à certains discours qui ont été prononcés et dans lesquels on a traité les socialistes de « germanophiles »), Lafontaine (au sujet du capitalisme), Feron, rap. (qui répond au discours de M. Lafontaine), p. 272 à 279. — Interruptions de MM. Feron, rapporteur, Lejeune, le marquis Imperiali, Baeck, Van Fleteren, Van Overbergh, Speyer, Volckaert, Lafontaine, Jaspar, m. a. ét., Lekeu, Wittemans, p. 273 à 279.

Les articles sont adoptés sans observations, avec un amendement présenté par le gouvernement à l'article 2 et un article 37 nouveau proposé également par amendement par le gouvernement (13e mois), p. 279 à 282.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 41, p. 288 (22 janvier 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget de l'agriculture et des travaux publics, pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924, n° 5-VIII. — Tableau A : Services de l'agriculture n° 5-VIII. — Tableau B : Services des travaux publics, n° 5-VIII. — Développements du Tableau A, n° 5-VIII. — Développements du Tableau B, n° 5-VIII. — Note-annexe n° 5-VIII.

Amendement présenté par le gouvernement au Tableau A (services de l'agriculture), n° 56.

Amendement présenté par le gouvernement au tableau B (services des travaux publics), n° 57.

Rapport fait par M. Limage sur le tableau A (services de l'agriculture), n° 64.

Amendements présentés par le gouvernement au tableau A (2e série), n° 69.

Amendements présentés par le gouvernement au tableau B (service des travaux publics), 2e série. Annexe III, au n° 94.

Rapport fait par M. Lefebvre sur le tableau B (services des travaux publics), n° 103.

Amendement présenté par le gouvernement au tableau B (services des travaux publics) (2e série) n° 112.

Ann. — Dépôt par M. Limage du rapport sur le tableau A (services de l'agriculture), p. 262 (16 janvier 1924).

Dépôt par M. Lefebvre du rapport sur le tableau B (services des travaux publics), p. 606 (20 mars 1924).

Services de l'agriculture : Tableau A.

Discussion générale. Discours de MM. de Kerchove d'Ousseighem (qui attire l'attention du Sénat et du ministre sur la question de la sélection des semences), Simonis (qui parle de la situation des agronomes, des chimistes et des agents forestiers), Polet (qui demande que des mesures soient prises pour renseigner les cultivateurs sur les nouvelles machines et les nouveaux produits agricoles), le comte de Limburg Stirum (qui attire l'attention du ministre sur la situation des employés techniques de son département), le baron de Moffarts (qui demande que des mesures soient prises en

Finances : Budgets. *Agriculture et travaux publics (suite)*

faveur de l'agriculture et des travailleurs agricoles), Guyaux (qui traite notamment la question de l'élève et de la sélection des volailles), p. 560 à 565. — Interr. de MM. le baron d'Huart, Rongy, Guyaux, Seeliger, p. 562 à 564. — M. le baron Rutette, m. a. t., expose au Sénat quelques considérations générales sur la situation de l'agriculture, p. 565 à 567. — Discours de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui parle de la question des licences agricoles), le baron d'Huart (qui parle de l'amélioration de la race bovine, de la situation des fonctionnaires et des conférenciers agricoles, ainsi que des chemins agricoles de la province de Namur), p. 567 à 569. — Observations de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 569. — Disc. de MM. Beauduin (qui traite notamment de la question de la production plus intense de l'agriculture), Limage, rap. (qui commente son rapport non seulement au point de vue exclusif de l'agiculture mais au point de vue de la politique économique du pays), Braffort (qui préconise notamment la compression des dépenses), Hulin (qui parle notamment de la représentation professionnelle de l'agriculture), J. Nolf (qui parle de la situation fâcheuse des communications entre certaines grandes villes, Anvers notamment et les communes suburbaines), Speyer (parle du mauvais état des chemins vicinaux et des ravages causés dans certaines provinces, notamment dans le Luxembourg, par les sangliers), p. 571 à 582. — Interr. de MM. Volckaert, le baron d'Huart, le baron Ruzette, m. a. t. p., le marquis Imperiali, Liebaert, Van Overbergh, Hubert, Leyniers, François, p. 573 à 580. — Le baron Ruzette, m. a. t. p., répond aux observations qui ont été présentées par la commission dans le rapport fait par M. Limage, ainsi qu'aux observations présentées en séance publique, p. 582 à 586. — Interr. de MM. Guyaux, Braffort, le baron d'Huart, Van Overbergh, p. 583 à 586.

Les articles du tableau A sont adoptés sans observations avec les amendements du gouvernement aux articles 8, 12, 13, 14, 22, 27, 37, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 52, 53, 54, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 80, 81, 83, 84, 85, 86, et des articles 91, 92 et 93 proposés également par le gouvernement, p. 586 à 593.

Le rapport sur les services des travaux publics étant déposé, M. le président propose de fixer la discussion au mardi suivant, 25 mars, p. 606.

Services des travaux publics (tableau B).

Discussion générale. Discours de MM. Demerbe (notamment au sujet de l'état des routes de grande communication), le marquis Impériali (qui déclare que, déférant au désir du ministre, il remet ses observations au budget extraordinaire, mais attire son attention sur la question de l'entretien des routes), Hamman (qui proteste contre l'abandon des travaux du port de Nieuport), Struye (qui parle des intérêts des arrondissements de la West-Flandre dévastés par la guerre), Asou (qui parle du rétablissement des ponts détruits par les Allemands et de la réfection des routes dans le Tournaisis), Liebaert (qui traite de la pollution des cours d'eau et cananux), p. 659 à 664. — Interruptions de MM. le baron Ruzette, m. a. t. p., Du Bois, Asou, Van Overbergh, De Bast, p. 660 à 664. — Discours de MM. Serruys (qui parle de l'état déplorable du port de Nieuport), Van Belle (qui fait remarquer que le rapport sur le budget des travaux publics n'a pas été soumis à la commission), p. 670 à 672. — Interruptions de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 671. — Discoursj de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui rappelle des questions qu'il a posées au sujet d'une indemnité compensatoire à accorder à certains entrepreneurs par suite de l'augmentation des tarifs des chemins de ier), Lafontaine (qui défend l'union des associations internationales et proteste contre la reprise des locaux affectés au palais mondial), Spillemaeckers (qui rappelle l'état lamentable dans lequel se trouve le pont de Waelhem), Lebon (qui fait remarquer les conséquences fâcheuses du retard apporté par le gouvernement à approuver l'adjudication des travaux communaux), le baron de Mévius (qui attire l'attention du ministre sur le danger qu'offrent les vieux arbres le long de certaines routes), Braffort (qui parle notamment de la question des alignements), Deswarte (qui traite à nouveau la question du port de Nieuport), p. 673 à 685. — Interruptions de MM. le baron Ru ette, m. a., t. p., Le Jeune, Van Fleteren, Rongy, Van Overbergh, Wittemans, Lefebvre, rap.; Volckaert, Liebaert, p. 673 à 685. — M. le baron Ruzette, m. a., t. p., répond aux observations qui ont été présentées et qui concernent le budget ordinaire, seul en discussion, et déclare qu'il répondra aux membres qui ont traité des questions concernant le budget extraordinaire et le budget des dépenses recouvrables lorsque ces budgets viendront en discussion, p. 685 à 690. — Interruptions de MM. Deswarte, Renier, Baudrux, le marquis Imperiali, Liebaert, Van Overbergh, Volckaert, Van Fleteren, p. 685 à 690. — M. Braun déclare M. Lafontaine étant absent, remettre la réponse qu'il comptait lui adresser au moment de la discussion du budget des sciences et des arts, p. 690. — Discours de MM. Dupret (qui parle d'une route à Meysse et de la route de Bruxelles-Anvers), Martens (qui parle de la question de l'entretien des routes), p. 690, 691. — Interruptions de MM. Deswarte, Struye, p. 690, 691. — M. le baron Ruzette répond à M. Martens, p. 691. — Observations de MM. Struye, Martens, Du Bois, Van Fleteren, p. 691. — M. Deswarte proteste contre les paroles qui viennent d'être prononcées par M. le baron Ruzette, m. a., t. p., qui a fait remarquer que les plaintes émises par M. Martens l'étaient sans doute dans un but d'électoralisme, p. 691 692. — Observations de MM. Martens, Struye, Van Fleteren, p. 691, 692. — M. le baron Ruzette, m. a., t. p., répond à M. Deswarte, p. 692. — M. Lekeu fait une déclaraton au sujet du vote négatif de la gauche socialiste sur les budgets, p. 692. — M. Broeckx demande si les cantonniers bénéficieront de la péréquation des traitements, p. 692. — M. le baron Ruzette déclare qu'il en sera ainsi, p. 692.

Les articles du tableau B sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 6, 8, 11, 13, 31, 32, 32*bis*, et un article 36 (nouveau) proposé également par le gouvernement, p. 692 à 694.

Les articles nouveaux et les articles amendés *des tableaux A et B* sont remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 694.

L'article unique contenant le budget de l'agriculture et des travaux publics est adopté, p. 694.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 57 voix contre 28 et une abstention, p. 692. — (3 avril 1924). — S'est abstenu : M. Hamman, p. 693. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 135. Tabeau I : Dépenses d'exploitation, n° 135. — Tableau II : Recettes d'exploitation, n° 135. — Tableau III : Tableau d'imputation des dépenses ordinaires de l'administration centrale et de l'Office des services de l'électricité, n° 135. — Tableau IV : Recettes de l'administration centrale et de l'office des services de l'électricité, n° 135. — Tableau V : Tableau d'imputation des dépenses de l'Office central des imprimés, n° 135. — Tableau VI. Recettes de l'Office central des imprimés, n° 135. — Tableau VII : Dépenses extraordinaires, n° 135. — Tableau VIII : Recettes extraordinaires, n° 135.

Rapport fait par M. Hicguet, n° 145. — Questions posées par le rapporteur, au nom de la commission et réponses à ces questions, n° 145. — Convention relative à l'approbation et à la location de wagons destinés à l'exploitation, par la Société anonyme Syndicat belgo-anglais, d'une ligne de navigation par ferry-boats entre le port de Zeebrugge et l'Angleterre, n° 145. — Annexe au n° 145 : Suite des questions et réponses.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 163.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Hicguet (8 mai 1924).

Motion d'ordre de M. le marquis Impériali qui déclare que M. Neujean, m. c. f., m., p. t., est d'accord avec lui pour qu'une interpellation qu'il a annoncée relativement à la modification des abonnements téléphoniques soit jointe au budget et M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 815.

Discussion générale du budget et discussion de l'interpellation de M. le marquis Impériali, au sujet des modifications à apporter au régime des abonnements de téléphone. Discours de MM. Struye (au sujet de certains travaux à exécuter dans son arrondissement), Fraiture (qui demande que l'on achève la toilette de ce budget au point de vue de la technique financière et parle de la péréquation des traitements), p. 815 à 821. — Interruptions de MM. Hicguet, rap., Liebaert, Guyaux, Neujean, m. c. f. m. p. t., p. 817 à 819. — Discours de MM. Speyer (qui commence par rendre hommage à l'effort fait par l'administration des chemins de fer, mais demande que l'on ne supprime pas à la légère certains trains et certains point d'arrêt, puis traite la question des tarifs téléphoniques), p. 823 à 825. — Interruptions de MM. Neujean, m. c. f., m., p., t.; le marquis Impériali, p. 823 à 825.

Motion d'ordre de M. Fraiture qui fait une rectification au compte-rendu analytique de la séance de la veille en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé, p. 825.

Reprise de la discussion générale du budget et discussion de l'interpellation de M. le marquis Impériali. M. le marquis

Finances : BUDGETS. *Chemins de fer, marine, postes et télégraphes (suite)*

Impériali développe son interpellation au sujet des modifications apportées aux abonnements téléphoniques, p. 825 à 827. — Interruptions de MM. Volckaert, Speyer, p. 826, 827.

Reprise de l'ensemble de la discussion. Discours de MM. Renard (qui demande l'établissement d'une ligne en faveur de Spa), Braffort (qui insiste pour la construction de la ligne de Signeulx-Halanzy-Morhet), le vicomte Vilain XIIII (qui parle du barème des traitements et du nouveau tarif téléphonique), Guyaux (qui s'associe aux paroles de M. Fraiture, relativement à la péréquation des salaires et traitements, puis parle des réductions à accorder aux sociétés voyageant en groupe), Genard (qui réclame l'aménagement de la gare de Court-Saint-Etienne), Rongy (qui parle de certaines questions intéressant Namur et Ronet), Rutten (qui parle de la péréquation des traitements et de certaines améliorations qu'il sollicite pour le personnel ressortissant au département des C. F. P. T. et M.), Baudrux (qui défend les intérêts du Luxembourg en matière de chemins de fer), De Bast (qui demande que des mesures soient prises pour mettre fin au désarroi qui règne sur le réseau ferré et aux installations maritimes de la Flandre orientale), Digneffe (qui parle notamment de l'urgence qu'il y aurait à ce que l'on mette à exécution le projet de construction de la gare aux marchandises de Bressoux : pour la ville de Liége), Volckaert (qui attire l'attention sur la nécessité de l'entretien des gares au point de vue de la propreté) le comte de Brouchoveven de Bergeyck (qui demande des améliorations au régime existant pour les familles nombreuses et attire l'attention sur l'état fâcheux des communications entre Anvers et Gand), le baron d'Huart (qui proteste contre le projet d'établissement d'une remise à locomotives près d'Anhée sur la Meuse), Depontieu (qui demande que l'on aménage la gare de Menin), Vercruysse (qui parle du projet d'électrification des lignes vicinales entourant Courtrai), Du Bost (qui parle de l'entretien et de l'aménagement des gares), le marquis Impériali (qui demande la création de trains directs entre Huy et Bruxelles), De Bast (qui appuie les observations de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck en ce qui concerne les communications entre Gand et Anvers), p. 827 à 837. — Interruption de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, le marquis Impériali, Du Bois, Rutten, Neujean, m. c. f., m., p., t., Volckaert, p. 830 à 836. — Discours de M. Liebaert (qui parle des augmentations de tarifs notamment en ce qui concerne l'encaissement des effets de commerce par voie postale), p. 839, 840. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., répond aux observations présentées en ce qui concerne les chemins de fer, p. 840 à 844. — Interr. de MM. Struye, Speyer, Pirard, Lekeu, Liebaert, Guyaux, Rutten, De Bast, Lebon, Wittemans, Seeliger et Volckaert, p. 841 à 844.

M. Deswarte demande à ce moment, par motion d'ordre, si les parlementaires ne pourraient pas être documentés sur la question de l'abandon de la jonction Nord-Midi, vu l'impossibilité d'étudier cette question sans documentation, p. 844. — Est entendu : M. Neujean, qui prie les sénateurs qui désireraient avoir communication de ces documents de les lui demander personnellement et déclare qu'il essaiera de leur donner satisfaction, sans augmenter les dépenses de publication, p. 845. — Observations de MM. Huisman-Van den Nest, et Lekeu, p. 845.

Reprise de la discussion générale. Discours de M. Hicguet, rapporteur, qui fait diverses observations et estime que les idées et les conclusions émises dans son rapport ont généralement été admises, puis attire l'attention du ministre sur quelques points spéciaux qu'il développe : 1° taxe sur les chemins de fer, 2° pont de Louvain, à l'entrée de la gare de Namur, 3° gare de Gembloux, 4° nouveau tarif téléphonique (ce dernier point en son nom personnel), p. 845, 846. — Interruption de M. Speyer, p. 846. — Discours de M. Allewaert (qui parle de certaines améliorations en faveur de la Flandre occidentale, puis parle de la péréquation des traitements et des faveurs à accorder aux familles nombreuses), p. 846, 847. — Interruption de M. Van Overbergh, p. 846. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., répond aux observations qui ont été présentées en ce qui concerne les postes, les télégraphes, etc., p. 847 à 851. — Interruptions de MM. Rutten Hicguet, rapporteur, Lekeu, Speyer, Volckaert, Van Overbergh, Guyaux, p 847 à 851. — Discours de M. Spillemaeckers (qui attire l'attention du ministre sur les mauvaises communications entre Anvers et le littoral), p. 851. — Lebon (qui donne l'interprétation exacte d'une interruption qu'il a faite la veille relativement aux communications entre Anvers

Finances : BUDGETS. *Chemins de fer, marine, postes et télégraphes (suite)*

et Gand par le pays de Waes et qui parle en général des communications au point de vue anversois), le baron de Moffart (qui parle du nouveau tarif téléphonique et de la question de Bertrix-Muno), du Four (qui propose des mesures pour éviter les accidents aux passages à niveau non gardés), le baron Gillès de Pélichy (qui demande l'agrandissement de la gare de Beveren lez-Roulers, l'établissement d'une gare à Iseghem et qui appuie les considérations émises en faveur des familles nombreuses), p. 853 à 856. — Observation de M. Neujean, m. c. f., m., p., t.; et interruptions de MM. Leyniers, Liebaert, Dupret, Speyer, p. 853 à 856.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 857 à 868.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 59 voix contre 28, p. 868 (28 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Motions d'ordre de M. Eylenbosch qui déclare qu'il aurait émis un vote affirmatif sur ce budget si un retard de train ne l'avait empêché d'être présent, p. 873.

Motion d'ordre de M. Martens, qui déclare qu'un retard de train l'a empêché d'être présent et qu'il aurait émis un vote négatif, p. 873.

Budgets du Congo. — V. Congo.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XI. — Tableaux : n° 5-XI. Rapport fait par M. Gillain, n° 190.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1024 (18 juin 1924). Discussion générale de ce bduget et discussion de l'interpellation de M. Allewaert au sujet des nombreux accidents provoqués dans l'ancienne région du front par les matières explosives qui y ont été délaissées. Discours de M. Gillain, rap. (qui commence par insister pour que le budget de 1925 ne soit pas discuté hâtivement, en fin de session, immédiatement avant les élections, puis développe son rapport, exprime son regret d'avoir dû accepter les compressions, dont le budget de la défense nationale semble être la première victime), p. 1086 à 1092. — Interruptions de M. Deswarte, Lekeu, Van Fleteren, Volckaert, Du Bois, Forthomme, m. d. n., le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 1086 à 1088. — Discours de M. Lekeu (qui expose notamment les aspirations et conceptions du parti socialiste en ce qui concerne l'organisation de l'armée et sa mission dans le statut politique et social d'une démocratie, p. 1092 et 1103. — Interruptions de MM. le baron de Mévius, Calonne, Van Fleteren, p. 1093 et 1099. — Discours de MM. Polet (qui traite la question de la possibilité, dans l'intérêt véritable de la Belgique, de comprimer les dépenses militaires pendant plusieurs années), p. 1105, 1106. — M. Allewaert développe à ce moment son interpellation au sujet des nombreux accidents provoqués dans l'ancienne région du front, par les matières explosives qui y ont été délaissées, p. 1106 à 1108. — M. Forthomme, m. d. n., répond aux observations présentées, p. 1108 à 1116. — Interruptions de MM. Liebaert, Feron, Theunis, p. m., m. f., De Visch, Fraiture, Rongy, Speyer, Lekeu, Calonne, Lafontaine, Seeliger, Renier, Van Fleteren, Du Bois, Magnette, Ruzette, m. a. t. p. (qui proteste contre les innombrables interruptions), p. 1111 à 1116. — M. le président fait remarquer, notamment à M. Fraiture, que chacun pourra prendre la parole à son tour, p. 1116. — Observations de MM. Fraiture, Lekeu, Van Fleteren, Forthomme, m. d. n., le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 1116. — M. Forthomme, m. d. n., prie M. Lekeu, qui demande à présenter des observations avant que le ministre n'achève son discours, de le laisser continuer à parler sans plus l'interrompre, p. 1116. — M. Lekeu s'incline devant le désir de M. Forthomme, m. d. n., p. 1116. — M. Forthomme, m. d. n., reprend son discours, qu'il achève en répondant à l'interpellation de M. Allewaert, p. 1116 à 1118. — Interruptions de MM. Seeliger, Lekeu, Moyersoen, Hicguet, p. 1116, 1117. — Discours de MM. le vicomte Vilain XIIII (qui parle notamment des papiers à délivrer aux administrations communales par les autorités militaires et de la question de l'aviation), Lebon (qui applaudit à la compression des dépenses militaires), Deponthieu (qui déclare, étant démocrate-chrétien, ne pouvoir voter le budget de la défense nationale et indique les motifs de son vote négatif), p. 1118, 1119. — Interruptions de MM. Gillain, rap., Guyaux, Seeliger, p. 1119. — Reprise de la discussion générale du budget. Disc. de M. Calonne (qui établit, au point de vue socialiste,

Finances : BUDGETS. *Défense nationale (suite)*

qu'il est possible, sans nuire à la défense nationale, d'introduire des réformes qui feraient réaliser d'importantes économies au trésor), p. 1121 à 1126. — Interr. de MM. Forthomme, m. d. n., Guyaux, Moyersoen, Hubert, Van Fleteren, Liebaert, Volckaert, Lekeu, p. 1122 à 1125. — Suite du discours de M. Calonne et discours de MM. De Blieck (qui déclare, au nom d'un grand nombre de ses amis de la gauche libérale, qu'ils émettront un vote affirmatif sur ce budget, en témoignage de confiance à M. Forthomme, m. d. n., Lafontaine (qui préconise des mesures pour éviter la guerre et estime que l'on y parviendra grâce à la société des nations), p. 1128 à 1134. — Interr. de MM. Van Fleteren, Wittemans, Feron, Lekeu, Digneffe, Guyaux, Lombard, Forthomme, m. d. n., Delannoy, Fraiture, p. 1129 à 1134. — Discours de MM. le comte Goblet d'Alviella (qui estime que la Belgique doit rester à même de maintenir son état militaire et de défendre son indépendance), Digneffe (qui motive son vote affirmatif sur le budget), Gillain, rap. (qui répond à la proposition faite par M. Lekeu, tendant à nommer une commission mixte pour l'examen de la question de la cavalerie, puis parle des dépenses qu'il a signalées et qui s'imposent), Struye (qui signale certaines questions intéressant son arrondissement et appuie les développements de l'interpellation de M. Allewaert), Damas (qui demande la levée des servitudes militaires autour de Liége et des modifications aux obligations militaires), Maguette (qui motive son vote affirmatif et qui répond à M. Lafontaine), Van Roosbroeck (qui pose une question au sujet des obligations des patrons au moment du retour de leurs employés après leur licenciement), p. 1135 à 1147. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Lekeu, Fraiture, Lion, Rongy, Feron, Renier, Le Jeune, Forthomme, m. d. n., Van Overbergh, Lafontaine, Guyaux, Digneffe, Seeliger, Speyer, Van Roosbroeck, p. 1136 à 1147. — Pendant le discours de M. Digneffe, il se produit un incident entre MM. Lekeu et Feron, et M. le président déclare que si le calme n'est pas rétabli, il se verra dans l'obligation de suspendre la séance, p. 1138. — Discours de M. Forthomme, m. d. n. (qui répond aux derniers discours prononcés), p. 1147 à 1149. — Interr. de MM. Seeliger, Calonne, Van Fleteren, Struye, Gillain, rap., p. 1147 à 1149. — M. Feron motive son vote affirmatif, p. 1149-1150. — Interr. de M. Lekeu, p. 1149.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1150 à 1154.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 46 et 1 abstention, p. 1160 (9 juillet 1924). — S'est abstenu : M. Allewaert, p. 1160. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XVII. — Tableau I : Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, n° 5-XVII. — Tableau II : Recettes de réparation, n° 5-XVII.

Rapport fait par M. Beauduin, n° 189. — Annexes : Questions posées par la commission et réponses du gouvernement, n° 189.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Beauduin, p. 1018 (18 juin 1924).

M. le président propose de réunir la discussion générale de ce budget à la discussion du budget des affaires économiques, et cette proposition est admise, p. 1051. — Voyez donc pour la discussion générale la sous-rubrique : Budget des affaires économiques.

Discussion des articles. Art. 78. M. E. Nolf rappelle sa question au sujet de l'inspection du remploi et M. Van de Vyvere, m. a. éc., répond à cette question, p. 1070, 1071. — L'article 78 est adopté, p. 1071.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, p. 1066 à 1074.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 26, p. 1083 (26 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-II. — Tableaux : n° 5-II.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 146. — Annexe : Questions posées par la commission et réponses à ces questions, n° 146. — Comparaison des chiffres des emprunts annoncés par le gouvernement avec les chiffres du memorandum de la Société des nations, n° 146.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius (6 mai 1924).

Discussion générale du budget de la dette publique et de l'interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts à M. le ministre des finances au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases du calcul des bénéfices des cultivateurs pendant l'année 1922. Discours de M. Lekeu (qui parle du statut de la rémunération et des désiderata du personnel des contributions, accises, douanes et enregistrement, qui préconise l'institution d'un conseil d'Etat et qui déclare que les organisations syndicalistes préparent la grande réforme administrative), François (qui s'efforce de répondre au discours prononcé par M. Theunis, p. m., m. f., au cours de la discussion générale du budget des finances, et fait ce qu'il estime être en quelque sorte un examen de conscience financier) p. 895 à 912. — Interruptions de MM. Theunis, p. m., m. f., Van Overbergh, Vinck, le baron de Mévius, Lekeu, Moyersoen, p. 905 à 912. — Suite du discours de M. François et discours de M. le comte de Limburg Stirum (qui étudie rapidement les faits qui résument les conséquences économiques de la guerre : hausse des prix et dette publique)), p. 940 à 946. — Interruptions de MM. Theunis, p. m., m. f., Masson, Volckaert, Mousty, Lekeu, Van Overbergh, Seeliger, François, Fraiture, Van Fleteren, Guyaux, p. 940 à 946. — Discours de M. Dupret (qui traite différentes questions concernant la caisse d'amortissement et la caisse des dépôts et consignations et, en sa qualité de délégué du Sénat au sein de la commission de surveillance de la dite caisse, suggère des moyens pour éviter le brûlement des anciens titres et pour permettre le remploi du papier), et suite du discours de M. le comte de Limburg Stirum, p. 947 à 949. — Interruptions de MM. le baron de Mévius, Deswarte, le baron Ruzette, m. a. t. p., François, Van Fleteren, p. 948, 949. — Discours de M. Theunis, p. m., m. f. (qui donne, en réponse à M. François, un aperçu de l'histoire financière de la Belgique après la guerre, p. 949 à 961. — Interruptions de MM. François, Lekeu, Volckaert, Van Overbergh, Liebaert, Deswarte, Baeck, Feron, Masson, m. j., Fraiture, Wittemans, Guyaux, Moyersoen, Seeliger, Van Fleteren, le comte de Broqueville, Lombard, Beauduin, p. 950 à 962.

M. le baron de Moffarts développe l'interpellation qu'il adresse, avec M. Braffort, à M. le ministre des finances, au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pendant l'année 1922, p. 962 à 965. — M. Braffort développe à son tour cette interpellation, p. 967 à 969. — Sont encore entendus au sujet de l'interpellation : MM. Speyer et le baron d'Huart, p. 969, 970. — Interruptions de MM. Braffort, Seeliger, Theunis, p. m. m. f., p. 969.

Reprise de la discussion générale du budget. Discours de M. le baron de Mévius, rap., p. 970 à 972. — Interruptions de MM. Lekeu, Van Fleteren, Guyaux, Wittemans, Fraiture, François, Mousty, p. 970 à 972. — Discours de M. Theunis, p. m. m. f. (qui répond au observations qui ont été présentées), p. 972 à 979. — Interruptions de MM. Lekeu, Guyaux, Liebaert, Speyer, François, Van Fleteren, le baron d'Huart, Thiébaut, p. 972 à 979. — Discours de MM. Seeliger (qui relève notamment quelques-uns des moyens employés par les mauvais Belges pour échapper à leur devoir fiscal), François (qui proteste contre la façon dont M. Theunis, p. m. m. f., a contesté au parlement le droit et la capacité de suivre l'exécution des budgets), Lekeu (qui fait diverses observations en réponse à M. Theunis), et Theunis, p. m. m. f. (qui répond à ces dernières observations), p. 979 à 986. — Interruptions de MM. Féron, Lekeu, Theunis, p. m. m. f., Moyersoen, Liebaert, Guyaux, François, Fraiture, p. 980 à 986.

Les articles du budget de la dette publique sont adoptés sans observation, p. 988 à 991. — L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 31, p. 1007 (17 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des dotations pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-III. — Tableau n° 5-III.

Rapport fait par M. De Bast, n° 187.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 1017.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1162, 1163.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 48 voix contre 29, p. 1171 (10 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget extraordinaire.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XVI. — Tableau I : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVI. — Tableau II : Recettes extraordinaires, n° 5-XVI.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 213.

Finances : BUDGETS. *Budget extraordinaire. Recettes et dépenses (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, 26 juin 1924. Discussion générale. Discours de MM. le baron de Mévius, rap. (qui exprime la satisfaction de la commission de constater la diminution de ce budget, ainsi que son regret d'y voir tant de dépenses somptuaires pour certaines écoles et son étonnement de l'emprunt de 50 millions pour rembourser la Banque nationale), De Cloedt (qui traite notamment la question de l'Escaut, puis parle de l'arrêt de certains travaux), Digneffe (qui parle de certains travaux qui intéressent la région de Liége), Renard (qui exprime certains vœux en faveur de Spa), Struye (qui parle notamment de la question de la remise en état du canal d'Ypres à l'Yser), p. 1163 à 1166. — Interr. de MM. le baron Ruzette, m. a. t. p.; Liebaert, p. 1164, 1165. — M. Speyer fait remarquer, à ce moment, que c'est par erreur qu'il n'a pas été signalé comme présent à la séance de la commission spéciale au cours de laquelle le rapport de M. le baron de Mévius sur le budget extraordinaire a été adopté, p. 1168. — Disc. de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., (qui rencontre les critiques formulées dans le rapport, en ce qui concerne son département, p. 1168 à 1170. — Interr. de MM. Speyer, Carpentier, Struye, 1169, 1170. — Discours de MM. le marquis Imperiali (qui parle des travaux à exécuter au Musée du Cinquantenaire et proteste contre les interdictions de circuler sur les routes de l'Etat), Vinck (qui traite de la question des habitations à bon marché), p. 1172 à 1180. — Interr. de MM. Rongy, Liebaert, Moyersoen, Seeliger, Lekeu, Van Fleteren, p. 1174 à 1179. — Disc. de MM. Liebaert (qui répond aux critiques formulées par M. le baron de Mévius au sujet du crédit de 50 millions inscrit au budget, pour le remboursement des avances faites par la Banque nationale), Vinck (qui reprend son discours), Moyersoen (qui répond aux critiques de M. Vinck en ce qui concerne la politique qu'il a poursuivie comme ministre en ce qui concerne les habitations à bon marché), Van Belle (qui attire l'attention du Sénat sur la question de l'endiguement de la Meuse), De Cloedt (qui parle à nouveau, en réponse au baron Ruzette, m. a. t. p., des questions qu'il avait traitées dans son premier discours), Rongy (qui donne quelques explications au sujet de la campagne de presse à laquelle le baron Ruzette, m. a. t. p., fait allusion), Le Jeune (qui parle de la nécessité de l'existence d'une direction générale de l'Escaut), Braffort (qui parle du pont de Chiny), Dupret (qui parle en ordre principal de la chaussée de Meysse), Lebon (qui pose des questions : 1° au sujet de la part d'intervention de l'Etat dans la dérivation des eaux du Schijns *intra muros;* 2° au sujet de la nouvelle chaussée d'Anvers à Merxem), p. 1181 à 1194. — Interr. de MM. Van Overbergh, Van Ieteren, rap.; Moyersoen, Seeliger, François, Guyaux, Digneffe, Demoulin, J. Nolf, Liebaert, Lekeu, Vinck, Volckaert, le baron Ruzette, m. a. t. p., De Cloedt, le comte de Limburg Stirum, p. 1184 à 1194. — M. le baron Ruzette, m. m. a. t. p., répond brièvement aux observations qui viennent d'être présentées, p. 1194 à 1196. — Interr. de MM. Lebon, Dupret, J. Nolf, Van Overbergh, p. 1195, 1196.

Discussion des articles du tableau I. Dépenses extraordinaires. Art. 79. (Port de Nieuport.) Sont entendus : MM. Deswarte et le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 1002, 1003. — L'article 79 est adopté, p. 1203. — Art. 123. M. Moyersoen présente à ce moment une remarque de portée générale se rapportant aux articles 123, 124, 127, 129, 130 et 131, p. 1205, 1206. — Observation de MM. Liebaert, Beauduin et le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 1206.

Art. 129. Observations de MM. François et Mousty, p. 1207. — L'article 129 est adopté, p. 1207.

Les autres articles du budget extraordinaire sont adoptés sans observations, p. 1197 à 1208.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 68 voix contre 32, p. 1212 (16 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des finances pour 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XIII. — Tableaux n° 5-XIII. — Développements, n° 5-XIII. — Notes annexes, n° 5-XIII.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 59.

Rapport fait par M. Van Overbergh, n° 89. — Annexe I : Mesures en vue de hâter la liquidation des séquestres, n° 89. — Annexe II : Le bilan de la Rhur, n° 89. — Annexe III : La commission des économies, n° 89. — Annexe au n° 89 : Rapport de la commission pour la défense du change, et notes signées par M. Baels, par M. Nerincx et par M. Vuylsteke.

Amendements présentés par la commission (2e série). Annexe IV au n° 94.

Amendements présentés par le gouvernement (3e série), n° 124.

Finances : BUDGETS. *Finances (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Overbergh, p. 479 (14 février 1924).

Motion d'ordre de M. Lekeu qui exprime le désir que le débat sur ce budget soit aussi abrégé que possible par suite du prochain départ pour Londres de M. Theunis, p. m., m. f., et qu'une discussion plus ample soit remise au budget de 1925, p. 742. — Est entendu : M. Theunis, p. m., m. f., qui marque son accord avec M. Lekeu, p. 742.

Discussion générale. Discours de M. Van Overbergh, rap., (qui fait remarquer les événements nouveaux que doivent renforcer la confiance des Belges dans leurs ressources et leur crédit, puis fait diverses suggestions, notamment celle de rendre obligatoire le carnet de chèques postaux); Libioulle (qui recommande à la bienveillance du Sénat et du ministre la situation matérielle des fonctionnaires subalternes); le chevalier Behaegel de Bueren (qui demande que certaines mesures soient prises afin de faciliter les choses aux contribuables), p. 743 à 747. — Interr. de MM. Braun, Theunis, p. m., m. f., Van Fleteren, Volckaert, Guyaux, p. 743 à 745. — Discours de MM. Seeliger (qui appuie les considérations émises en faveur du relèvement des traitements), p. 748, 749. — De M. le comte de Limburg Stirum (qui marque son approbation en ce qui concerne les suggestions faites par M. Van Overbergh, rap., mais fait certaines réserves en ce qui concerne celles relatives à l'obligation du carnet de chèques postaux, et termine en disant au premier ministre que toute la droite du Sénat se groupe autour du premier ministre afin de le soutenir dans l'œuvre difficile qu'il va entreprendre à la conférence interalliée de Londres), Allewaert (qui traite certaines questions d'impôts, notamment en ce qui concerne les ouvriers), p. 750, 751. — M. Theunis, p. m., m. f., (qui commence par remercier le Sénat de la courtoisie qu'il lui a témoigné en différant le débat financier, puis qui répond aux observations présentées), p. 751 à 756. — Interr. de MM. Van Fleteren, Volckaert, Digneffe, Guyaux, François, Liebaert, du Four, Van Overbergh, rap., Lekeu, le vicomte Vilain XIIII, le chevalier Behaghel de Bueren, Mousty, p. 752 à 756.

Les articles sont adoptés sans observation avec des amendements du gouvernement aux articles : 6, 7, 9, 12, 13, 16, 22, 24, 27, 44, 48, 52, 64 et 65, et des articles 46*bis* et 49*bis* nouveaux proposés également par le gouvernement, p. 756 à 760.

Les articles amendés et les articles nouveaux sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, 760.

L'article unique contenant le budget est adopté sans observation, 760.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 35, p. 766 (30 avril 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget du Corps de la gendarmerie pour 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XII. — Tableau n° 5-XII. Rapport fait par M. Gillain, n° 168.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain (28 mai 1924). Discussion générale. Sont entendus: MM. J. Nolf et Forthomme, m. d. n., p. 1161

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1161.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 68 voix contre 39, p. 1162 (9 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi n° 5-IX. — Tableaux n° 5-IX. — Développements n° 5-IX. — Note-annexe n° 5-IX.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 58.

Amendements présentés aux articles 85, 100 et 101 par MM. Lombard, Rongy, Solau, Damas, Danhier et Hannick, n° 75.

Amendement présenté par le gouvernement. Annexe II au n° 94.

Rapport fait par M. Carpentier, n° 144.

Amendements présentés par le gouvernement (3e série), n° 156.

Amendements présentés par le gouvernement (4e série), n° 162.

Amendement présenté par le gouvernement (5e série), n° 164.

Amendement présenté à l'article 78 du tableau par MM. Volckaert, Lekeu, Guyaux, Mousty, Demoulin et François, n° 175.

Ann. — M. le président annonce des amendements qui viennent d'être présentés par MM. Lombard, Rongy, Solau, Damas, Danhier, et Hannick et donne lecture de ces amendements, p. 348.

Finances : Budgets. *Industrie et travail (suite)*

Discussion générale. Discours de MM. Mousty (qui parle notamment de la nécessité qu'il aurait à posséder un office de coordination des lois sociales et de l'organisation du travail, puis parle des accidentés du travail), de Meester (qui traite notamment la question des habitations à bon marché), Rutten (qui attire l'attention du ministre sur la question de l'orientation professionnelle), le baron de Moffarts (qui parle également des habitations à bon marché), p. 868 à 876. — Interruptions de MM. Lafontaine, Guyaux, Tschoffen, m. i. t., Van Overbergh, Liebaert, p. 870 à 876. — Discours de MM. Moyersoen (qui traite notamment, comme ancien ministre de l'industrie et du travail, la question des habitations à bon marché et la journée de huit heures), p. 883 à 888. — Interr. de MM. Volckaert, Van Fleteren, Van Overbergh, Tschoffen, m. i. t., Mousty, Guyaux, Seeliger, le marquis Imperiali, Deswarte, p. 883 à 888. — M. Tschoffen, m. i. t., répond aux observations qui ont été présentées, p. 888 à 891. — Interr. de MM. Mousty, Guyaux, Thiébaut, de Meester, p. 889, 890. — M. Vinck déclare qu'il remet au budget extraordinaire les observations qu'il comptait présenter sur la question des habitations ouvrières), p. 891. — Disc. de MM. Digneffe (qui parle des habitations ouvrières ainsi que de la défense des Belges assurés dans les compagnies allemandes et autrichiennes), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui parle des pensions de vieillesse), Eylenbosch (qui parle notamment de la question des émigrants), p. 991 à 995. — Interr. de MM. Tschoffen, m. i. t., Moyersoen, p. 991, 992. — Discours de MM. Allewaert (qui parle notamment des pensions de vieillesse et des mutualités), Verbrugge (qui parle notamment des différents entre les mutualités et les médecins et de la lutte contre la tuberculose), Martens (qui traite également la question des mutualités), J. Nolf (qui parle de l'éducation professionnelle et de l'amélioration du sort des professeurs de cet enseignement), Tschoffen (qui répond à ces observations), Demoulin (qui parle des mutualités primaires), Mousty (qui rappelle sa question au sujet de l'institution d'un office de coordination des lois sociales), Depontieu (qui parle à son tour du conflit entre les mutualités et le corps médical), p. 913 à 928. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Guyaux, Van Overbergh, Demoulin, Moyersoen, J. Nolf, Mousty, Lekeu, Tschoffen, m. i. t., le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le baron Ruzette, m. a. t. p., Eylenbosch, Ligy, Ronvaux, François, Martens, p. 915 à 928.

M. le président donne lecture d'un amendement qui vient d'être présenté par MM. Volckaert, Lekeu et consorts (augmentation des pensions de vieillesse), p. 928.

Discussion des articles. Art. 78 : Pensions de vieillesse. — M. le président rappelle l'amendement de MM. Volckaert et consorts, p. 933. — Sont entendus : MM. Volckaert (qui défend son amendement), Tschoffen, m. i. t. (qui exprime le regret de devoir prier le Sénat de ne pas suivre M. Volckaert dans son initiative), p. 933 à 935. — Observations de MM. Van Fleteren, Lekeu, Van Overbergh, Guyaux, Moyersoen, Lion, p. 933 à 935. — Le vote est réservé, p. 935. — M. Lekeu demande l'appel nominal et l'amendement est rejeté par 66 voix contre 35, p. 938.

Art. 85. M. le président rappelle des amendements : 1° du gouvernement; 2° de MM. Lombard et consorts, p. 935. — Sont entendus : MM. Mousty (co-sign. de l'amendement), et Tschoffen, m. i. t. (qui rappelle qu'il a expliqué, au cours de la discussion générale les motifs pour lesquels le gouvernement se voyait, à regret, dans l'obligation de repousser l'amendement de MM. Lombard, Mousty et consorts), p. 935. — M. Mousty déclare que l'amendement est maintenu, p. 935. — Le vote est réservé, p. 935. — L'amendement est rejeté par assis et levé, p. 938. — L'amendement du gouvernement est adopté, p. 938.

Art. 100 et 101. M. le président rappelle des amendements présentés par MM. Lombard et consorts, p. 936. — Sont entendus : MM. Mousty, Tschoffen, m. i. t., Deswarte, p. 936, 937. — Le vote sur ces articles est réservé, p. 937. — Observations de M. Deswarte, au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur ces amendements, p. 938, 939. — Interruptions de MM. Moyersoen, Van Fleteren, p. 938, 939. — L'extrême gauche demande l'appel nominal sur l'amendement présenté par MM. Lombard et consorts à l'article 100 et cet amendement est rejeté par 65 voix contre 37, p. 939. — L'amendement présenté par MM. Lombard et consorts à l'article 101 est rejeté par assis et levé, p. 939. — Les articles 100 et 101 sont adoptés, tels qu'ils sont libellés au budget, p. 939.

Les autres articles du budget sont adoptés avec des amendements du gouvernement aux articles 2, 3, 4, 11, 13, 18, 28, 39, 40, 59, 60, 74, 86, 87, 90, 105, 106, 108, 109, 110*a* et des articles 84*bis* nouveau, 90*bis* et 90*ter* nouveaux, 107*bis* nouveau, 109*bis* nouveau, 109*ter*, 109*quater* et 109*quinquies* nouveaux et 111 nouveau, proposés également par le gouvernement, p. 929 à 938.

Les articles amendés et les articles nouveaux sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 939.

L'article unique est adopté, p. 939.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 36, p. 939 (10 juin 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Motion d'ordre de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem qui demande, dans le cas où il existerait véritablement un reliquat de un million 700 mille francs au budget de 1922, en faveur des services médico-pharmaceutiques des mutualités, que l'on fasse profiter les mutualités primaires de ce reliquat, p. 940. — Est entendu : M. Tschoffen, m. i. t., qui fait remarquer que la demande de M. de Ghellinck engage un principe de droit public et que l'exécution de sa demande enfreindrait le principe de l'annalité de l'impôt et de l'annalité du crédit, mais s'engage à examiner cette demande avec el désir de donner satisfaction au chevalier de Ghellinck, p. 940.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi n° 5-VI. — Tableaux n° 5-VI. — Développements, n° 5-VI. — Note-annexe, n° 5-VI.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 55.

Amendements présentés par le gouvernement (2e série), n° 88.

Amendements présentés par le gouvernement. Annexe I au n° 94.

Rapport fait par M. Ryckmans, n° 101.

Amendement présenté par le gouvernement (4e série), n° 105.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 578 (19 mars 1924).

Discussion générale. Discours de MM. Wittemans (qui traite notamment la question de la prostitution), Genard (qui parle du contrôle du lait), p. 761 à 768. — Interruptions de MM. Guyaux, p. 762, 763. — Discours de MM. Pastur (qui parle de la question du cancer), Struye (qui traite de l'examen des plans des établissements de bienfaisance), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui attire l'attention sur la situation des caisses de prévoyance et de pension des divers départements, et de la situation des communes), De Page (qui donne quelques développements à la note qu'il a annexée au rapport de M. Ryckmans en ce qui concerne la lutte anticancéreuse), Van Overbergh (qui parle de la réforme du service de statistique), De Bast (qui parle du programme des examens d'infirmières), le vicomte Vilain XIIII, (qui parle notamment des œuvres de l'enfance et de la situation des communes), p. 770 à 774. — Interruptions de M. le marquis Impériali, p. 773. — M. Poullet, m. i. h., répond aux observations présentées, p. 774 à 778. — Interruptions de MM. Féron, De Bast, p. 775, 776. — M. Beauduin prie le ministre de mettre d'anciens arrêtés royaux concernant la vente du chocolat en concordance avec les conditions actuelles de fabrication, p. 778. — M. Poullet, m. i. h., répond à cette question, p. 778.

Les articles sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 2, 2*b*, 2*d*, 8, 14, 15, 24, 35, 40, 58, 61 et des articles 67, 68 et 69 (nouveaux), proposés également par le gouvernement, p. 778 à 784.

Les articles amendés et les articles nouveaux sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 784.

L'article unique contenant le budget est adopté sans observations, p. 784.

M. Martens motive son vote et prononce à cette occasion un discours afin de protester contre le refus du Sénat de ne point siéger le 1er mai, puis parle de certaines décisions prises par le corps médical, notamment en Flandre occidentale, ainsi que de la non-observation des ordonnances visant l'hygiène dans les régions linières de cette province), p. 800. — Observations de MM. le vicomte Vilain XIIII, le président comte t'Kint de Roodenbeke (au sujet de la longueur du discours prononcé par M. Martens, qui dépasse l'explication d'un vote), Van Fleteren, le marquis Impériali, p. 800.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 36, p. 800 (6 mai 1924). — Le projet de loi est transmis à la Chambre des représentants.

Finances : Budgets (*suite*)

Budget de la justice pour 1924.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de la justice pour 1924, n° 5, IV. — Tableaux : n° 5-IV. — Développements, n° 5-IV. — Note-annexe, n° 5-IV.
Rapport fait par M. Vauthier, n° 64.
Amendements présentés par le gouvernement, n° 52.
Amendement présenté par le gouvernement (2e série), n° 62.
Amendement présenté par le gouvernement (3e série), n° 66.
Amendement présenté par le gouvernement (4e série), n° 68.
Amendements présentés par M. Deswarte aux articles 11 et 12, n° 78.
Amendements présentés par le gouvernement (5e série), n° 79.
Amendements présentés par le gouvernement (6e série), n° 80.
Amendements présentés par le gouvernement (7e série), n° 81.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 144 (19 décembre 1923).

Discussion générale.

Disc. de MM. Van Fleteren (qui parle de la réforme des traitements des magistrats et de la réorganisation du travail judiciaire), de Pierpont-Surmont de Volsberghe (qui appuie le discours de M. Van Fleteren et parle également de la situation du clergé), Asou (qui appuie les considérations émises au sujet de la magistrature et signale la situation des notaires, avoués et huissiers, puis parle de la question de la légitimation des enfants naturels, ainsi que de la question du jugement des coupables par la Cour de Leipzig), p. 377 à 383. — Interr. de MM. Masson, m. j. Guyaux, Deswarte, Volckaert, Van Overbergh, Lekeu, Rongy, Fraiture, Carton, le baron de Mévius, Mousty, le marquis Imperiali, p. 378 à 383. — Disc. de M. Seeliger (qui parle également de la situation des magistrats), p. 383 à 385. — Interr. de M. Masson, m. j., Lekeu, Digneffe, p. 384, 385. — Discours de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui traite également la question de la situation de la magistrature, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues de la droite, qui parle ensuite de la situation des notaires ruraux et du contrôle des films cinématographique), De Bast (qui prie le ministre de hâter le dépôt du projet de loi relatif au nouveau régime des aliénés), Deswarte (qui appelle à nouveau l'attention du ministre sur la nécessité de modifier la loi du 18 juin 1869, modifiée par les lois de 1895 et de 1906 sur l'organisation judiciaire, insiste sur la nécessité d'augmenter les traitements de la magistrature, ainsi que des collaborateurs de la justice)i p. 386 à 392. — Int. de MM. Deswarte, Masson, m. j., Carton, le vicomte Berryer, m. i. h., Ligy, Digneffe, p. 388 à 392.

M. Masson, m. j., donne lecture d'un amendement qu'il a déposé la veille et qui concerne les substituts, amendement qui doit constituer un article 2 nouveau du projet de loi, p. 421.

Reprise de la discussion générale : Disc. de MM. Deswarte (qui termine ses observations en ce qui concerne les collaborateurs de la justice, et parle également de la situation du clergé et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat), Wittemans (qui attire l'attention du ministre sur les loteries installées sur les champs de foire, puis proteste contre le renvoi au comité de législation de sa proposition de loi sur l'épargne de la femme mariée), Lekeu (qui parle de la crise du logement et de la loi sur les loyers), Carton (au sujet de la réduction des frais d'entretien des enfants placés dans des institutions), p. 421 à 430. — Interr. de MM. Masson, m. j., de Pierpont Surmont de Volsberghe, Van Fleteren, Braun, Mousty, Seeliger, le marquis Imperiali, Deswarte, Lekeu, De Bast, Hicguet, p. 422 à 430.

M. Masson, m. j., répond aux divers orateurs en ce qui concerne les questions d'ordre général, p. 431 à 438. — Interr. de MM. Lekeu, Feron, Mousty, Deswarte, Van Fleteren, Braun, Speyer, Seeliger, Carton, le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 431 à 438. — M. Masson, m. j., reprend son discours et répond aux demandes et suggestions relatives aux questions spéciales, p. 463 à 472. — Interr. de MM. Deswarte, Liebaert, Braun, le comte Goblet d'Alviella, Asou, le baron de Sadeleer, Speyer, Du Bost, Hubert, Carton, Van Fleteren, Van Overbergh, le marquis Imperiali, p. 463 à 472.

Reprise de l'ensemble de la discussion. Disc. de MM. Vauthier rap. (qui traite la question des traitements de la magistrature et demande que les travaux de la commission, chargée d'étudier cette question, soient activés), De Visch (qui demande notamment que la magistrature soit rappelée à ses devoirs, puis traite la question de la crise des logements), Allewaert (qui attire l'attention sur la situation de certains ouvriers et employés du département de la justice, et demande l'amnistie pour les Flamands encore en prison pour délit politique), Magnette (qui insiste sur la question de l'augmentation des traitement des magistrats, Struye (qui parle de la reconstruction de l'école de bienfaisance de l'Etat, à Ypres, et de la question des cours et tribunaux des dommages de guerre), Berger (qui attire l'attention du ministre sur la situation de certains employés des greffes et des tribunaux de 1re instance), p. 472 à 481. — Interr. de MM. Masson, m. j., Vauthier, rap., Deswarte, Liebaert, p. 473 à 479.

M. le président propose, trois orateurs seulement étant encore inscrits, de clore la discussion générale et que ces orateurs soient autorisés à parler à l'article 1er auquel serait également rattachée la réponse du ministre, p. 481. — Cette proposition est admise, p. 481.

Discussion des articles.

Article 1er. Disc. de MM. Meyers (qui parle notamment de la procédure suivie pour l'étude des projets de loi soumis aux délibérations du parlement, particulièrement en ce qui concerne les projets d'initiative parlementaire), Seeliger (qui parle de l'affaire Coppée), Braun (qui parle du projet de réforme judiciaire émanant du conseil de législation), p. 483 à 492. — Interr. de MM. Speyer, Masson, m. j., Van Fleteren, Van Overbergh, Deswarte, p. 484 à 491. — M. Masson, m. j., dans une de ces interruptions, déclare que, quelle que soit l'opinion exprimée par M. Seeliger et par lui-même, en ce qui concerne la procédure suivie au sujet de l'affaire Coppée, il estime que le Sénat n'a pas qualité pour déterminer lequel a tort ou raison, et prie l'assemblée de l'autoriser à remettre sa réponse à quelques jours, p. 486-487. — Le Sénat décide de fixer au mardi suivant la réponse de M. Masson, m. j., p. 487. — Est entendu M. Masson, m. j., en réponse à certains discours, p. 492 à 495. — Interr. de MM. Deswarte, Liebaert, Guyaux, Braun, Volckaert, Van Fleteren, De Visch, Struye, le vicomte Berryer, m. i. h., p. 492 à 494. — L'article 1er est adopté.

Les articles 11 et 12, auxquels M. Deswarte a proposé des amendements, sont réservés, p. 495.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 2, 13, 30, 41, 46, 48, 51, 53, 62, 67, 71, 77; p. 495 à 500.

Les articles 76*bis*, 78 et 79 nouveaux, proposés par le gouvernement, sont adoptés, p. 500.

Examen des articles réservés :

Article 11. M. le président donne lecture de l'amendement de M. Deswarte, p. 508. — Sont entendus : MM. Deswarte (qui défend son amendement), Masson, m. j., Guyaux, Ryckmans, p. 508 à 510. — Observations de M. Van Fleteren, p. 510. — L'appel nominal est demandé sur l'amendement de M. Deswarte et cet amendement est rejeté par 76 voix contre 39 et 2 abstentions, p. 510. — Se sont abstenus : MM. Allewaert et de Ponthieu, p. 510. — L'article 11 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 510.

Article 12. M. le président donne lecture de l'amendement présenté par M. Deswarte et cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 510. — L'article 12 est adopté, tel qu'il est libellé au budget, p. 510.

Articles du projet de loi contenant le budget.

L'article 1er est adopté sans observations, p. 510.

L'article 2 nouveau proposé par amendement par le gouvernement est adopté, p. 510, 511.

Les articles amendés et les articles nouveaux du budget et du projet de loi sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 511.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 35, p. 511 (20 février 1924). — Le projet est transmis à la Chambre.

M. Masson, m. j., répond à la motion présentée par M. Seeliger, le 19 février, au cours de la discussion de l'article 1er, relativement à la voie à suivre dans le procès-civil contre le baron Coppée et rappelle à cette occasion que M. Volckaert avait déjà présenté une motion analogue, p. 533-535. — Est entendu : M. Seeliger, p. 535-537. — Interr. de MM. Masson, m. j., Dubost, Demeulemeester, p. 535, 536.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1924.

Doc. — Rapport fait par M. Struye, n° 154.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Struye, p. 815 (21 mai 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 991, 992.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 31, p. 1007 (17 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : Budgets (*suite*)

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XX. — Tableaux, n° 5-XX. Rapport fait par M. Delannoy, n° 153.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 815 (21 mai 1924). Les articles sont adoptés sans observations, p. 992 à 1000. L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 29, p. 1007 (17 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1924. — V. plus haut : Budget extraordinaire.

Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi n° 5-XIX. — Tableau I : Dépenses de ravitaillement n° 5-XIX. — Tableau II : Recettes de ravitaillement n° 5-XIX. — Tableau I : Dépenses de ravitaillement : Détail des prévisions de dépenses, n° 5-XIX. — Dispositions diverses n° 5-XIX.
Amendement présenté par le gouvernement, n° 60.
Rapport fait par M. Carpentier, n° 87.
Amendements présentés par le gouvernement (2e série), n° 92.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 453 (13 février 1924).

Discussion générale. M. Tschoffen, m. i. t., donne quelques explications au Sénat sur la question des entrepôts frigorifères, p. 657, 658. — Observations de MM. Guyaux, Volckaert, Rongy, p. 658.

Discussion des articles.

Les articles du Tableau I (Dépenses du ravitaillement) sont adoptés sans observations, avec des amendements du gouvernement aux articles 5 et 6, p. 658.
Les articles du Tableau II (Recettes de ravitaillement) sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 1er, 2 et 3, p. 658, 659.
Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 659.
Les articles du projet de loi sont adoptés sans observations, p. 659.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 59 voix contre 32, p. 664 (1er avril 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1924.

Doc. — Projet de loi, n° 5-VII. — Tableaux, n° 5-VII. — Développements, n° 5-VII. — Note-annexe, n° 5-VII. — Annexe aux développements du budget : (n° 1 et 2), n° 5-VII.
Rapport fait par M. Carnoy, n° 21.
Amendements présentés par le gouvernement, n° 50.
Amendements présentés par le gouvernement (2e série), n° 72.
Amendement présenté à l'article 62 par Mme Spaak, MM. Wittemans, Lafontaine et Lekeu, n° 76.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Carnoy, p. 94 (12 décembre 1923.)

Discussion générale :

Discours de M. Huisman-Vanden Nest (qui expose la politique du parti libéral, en matière d'enseignement public), Lekeu (qui fait le même exposé au point de vue socialiste), Wittemans (qui expose au Sénat certaines idées nouvelles relativement aux divers degrés de l'enseignement), p. 283 à 300. Interruptions de MM. Mousty, Speyer, Lekeu, Rutten, Seeliger, Deswarte, Van Fleteren, Guyaux, de Pierpont Surmont de Volsberghe, Pastur, Hubert, Van Overbergh, le marquis Impériali, Renard, Huisman-Vanden Nest, Volckaert, Delannoy, Magnette, p. 285 à 296. — Discours de MM. Digneffe (au sujet de la concorde que devrait exister en matière d'enseignement et de l'utilité de créer une section du génie civil à l'université de Liége), Remouchamps, (qui demande notamment que l'on crée, à Liége, un institut supérieur d'éducation physique, celui de Gand ayant été entièrement flamandisé, et qui attire notamment l'attention sur la question des traitements), Magnette (qui répond au discours de M. Lekeu), Pastur (qui estime, avec M. Digneffe, que l'on devrait arriver à la concorde sur le terrain scolaire), Rutten (qui insiste sur la nécessité de l'entente), Mme Spaak (qui commence par parler de la situation faite au personnel des écoles primaires normales de l'Etat, de la politique du cabinet Destrée et attire l'attention sur la situation faite à l'enseignement des filles en Belgique), p. 300 à 313. — Interruptions de

Finances : Budgets. *Sciences et arts* (*suite*)

MM. Van Fleteren, Pastur, Lekeu, Seeliger, Calonne, Speyer, Nolf, m. s. a., Huisman-Vanden Nest, Volckaert, Guyaux, Digneffe, Van Roosbroeck, Braun, Van Overbergh, p. 300 à 313. — Discours de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui proteste contre les dernières nominations faites à l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers), Pirard (qui parle des rapports entre le département des sciences et des arts et l'administration communale de Verviers), Carnoy, rapporteur (qui commente son rapport), Lafontaine (qui traite la question de la fondation d'une université internationale), Mousty (qui relève quelques passages des discours prononcés et signale quelques faits montrant le délaissement de l'enseignement officiel), Braun (qui répond aux attaques dirigées contre l'enseignement libre), Dejace (qui parle de la création du diplôme d'ingénieur civil à l'université de Liége ainsi que de la réforme de l'enseignement supérieur), le marquis Impériali (qui demande que l'on développe le musée d'antiquité du cinquantenaire), p. 315 à 330. — Interr. de MM. Nolf, m. s. a., le vicomte Berryer, m. i. h., Van Belle, Renard, Van Overbergh, Digneffe, Pastur, Seeliger, Lekeu, Volckaert, Van Fleteren, Baeck, Hicguet, le baron Ruzette, m. a. t. p., Huisman-Vanden Nest, Guyaux, Deswarte, Speyer, Dufrane, Mousty, Fraiture, Braun, p. 316 à 329. — M. Braun, appuie, en sa qualité de président de la C. de S. des Musées royaux du cinquantenaire, les observations de M. le marquis Imperiali, p. 330.

Motion d'ordre de M. Lekeu qui exprime son regret de ne pouvoir répondre immédiatement à M. Magnette, absent, et avant la séance que la ligue de l'enseignement doit tenir le dimanche suivant, p. 330.

Discours de M. Nolf, m. s. a., en réponse aux divers orateurs, p. 332 à 343. — Interruptions de MM. Huisman-Vanden Nest, Demoulin, Van Overbergh, Speyer, Wittemans, Lekeu, Weyler, Lebon, Volckaert, le marquis Impériali, p. 336 à 343. — Discours de M. Lekeu (qui répond brièvement à ses contradicteurs, afin de couper court à toute équivoque et de retenir les principales conclusions qui se dégagent du débat), p. 343 à 348. — Interruptions de MM. Digneffe, Nolf, m. s. a., Huisman-Vanden Nest, Seeliger, Van Fleteren, Guyaux, le marquis Impériali, Van Overbergh, p. 344 à 347.

M. le président annonce le dépôt d'amendement par Mme Spaak, MM. Wittemans, Lafontaine et Lekeu, p. 348.

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. Genard (qui fait remarquer la situation désavantageuse de l'enseignement public), de Pierpont-Surmont de Volsberghe (qui proteste contre les discours prononcés et affime que tous les catholiques veulent la paix scolaire), Magnette (qui répond au discours de M. Lekeu), p. 349 à 354. — Interruptions de MM. Lekeu, le marquis Impériali, Pastur, Van Fleteren, Renard, Guyaux, Digneffe, p. 349 à 354. — Pendant cette discussion, M. le président prie les sénateurs de cesser leurs interruptions, puis, le tumulte étant très violent, annonce qu'il se verra obligé de suspendre la séance, p. 352, 354.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Lebon (qui parle notamment des subsides à donner pour réfection de monuments historiques, à Anvers, et du subside alloué à l'Opéra flamand d'Anvers), Huisman-Van den Nest (qui répond au groupe socialiste et oppose un démenti catégorique à une déclaration de M. Braun), Nolf, m. s. a., (qui répond au discours de M. Huisman-Van den Nest), Speyer (qui motive son vote), Rutten (qui répond à M. Huisman-Van den Nest), p. 354 à 361. — Interr. de MM. Volckaert, Lekeu, Van Fleteren, Calonne, Van Overbergh, Pastur, Rutten, Braun, Magnette, Speyer, Nolf, m. s. a., Huisman-Vanden Nest, Guyaux, Demoulin, p. 355 à 360.

M. Beauduin motive son vote et celui d'un certain nombre de ses amis, p. 361.

Discussion des articles :

Article 62. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par Mme Spaak, p. 366. — Sont entendus : MM. Nolf, m. s. a., (qui déclare ne pouvoir accepter l'amendement de Mme Spaak, Guyaux, Deswarte, p. 366. — L'amendement de Mme Spaak est rejeté par 82 voix contre 32 et l'article 62 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 366.

Article 122. M. le président rappelle l'amendement de M. Lebon au profit de l'Opéra d'Anvers, p. 372. — Sont entendus : MM. Nolf, m. s. a., (qui s'oppose à l'amendement de M. Lebon), Deswarte, p. 372. — L'amendement de M. Lebon est rejeté et l'article 122 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 372.

Finances : BUDGETS. *Sciences et arts (suite)*

Les autres articles du tableau sont adoptés sans observations, avec des amendements du gouvernement aux articles 2, 7, 13, 14, 19, 20, 21, 23, 30, 33, 47, 50, 51, 53, 54, 61, 64, 66, 67, 74, 75, 78, 79, 90, 99, 101, 103, 119, 128, 137, 139, 146, 148, 149 et 154, p. 367 à 375.
Les articles 158 nouveau, 159 nouveau, 160 nouveau et 161 nouveau proposés par amendement par le gouvernement, sont également adoptés, p. 375.
Les articles amendés et les articles nouveaux sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 375.
L'article unique contenant le projet de loi est adopté, p. 375.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 33, p. 375 (30 janvier 1924). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1924 *et dispositions relatives à l'autonomie de diverses exploitations ressortissant du ministère de l'agriculture et des travaux publics et à la prime supplémentaire à allouer aux acquéreurs d'habitations à bon marché.*

Doc. — Projet de loi, n° 5-I. — Tableau : n° 5-I.
Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 37.

Ann. — M. le président déclare qu'il serait désirable que la commission des finances s'occupât, à bref délai, de ce budget, p. 99. — M. le baron de Mévius annonce que la réunion de la commission est fixée au mardi suivant, 18 décembre, p. 99.
Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 111 (18 décembre 1923).
Discussion générale. Discours de MM. le baron de Mévius, rap. (qui délare ne pas avoir grand'chose à ajouter à son rapport, mais insiste sur le point qu'il n'est aucunement dans la pensée de la commission des finances de remettre à l'Allemagne la dette qu'elle a contracté à l'égard de la Belgique), François (qui déclare qu'il doit être entendu qu'il n'a pas vidé la question du budget général quand il a fait quelques observations sur la politique financière du gouvernement, à l'occasion du projet d'impôts et qu'il attendra les explications du ministre, à l'occasion du budget de la dette publique), Theunis, p m., m. f., (qui répond quelques mots à M. François), p. 153, 154. — Interr. de MM. Volckaert, le baron de Mévius, rap., le vicomte Berryer, m. i. h., Polet, p. 154. — M. le baron de Mévius, rap., répond à la déclaration de M. François, p. 154. — M. Beauduin proteste contre l'époque à laquelle est examiné le budget des voies et moyens, ce qui empêche tout examen approfondi, p. 154, 155. — MM. le baron de Mévius, rap., et Theunis, p. m., m. f., font encore diverses observations en réponse à M. Beauduin, p. 155.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 155 à 160.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 27, p. 170 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits supplémentaires.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 *et* 1923.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 265.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 1314 (29 juillet 1924).
Discussion générale. Sont entendus : MM. le baron de Mévius, rap. (qui proteste contre l'habitude de faire parvenir au Sénat des projets de loi d'une extrême importance pendant les derniers jours de la session), Deswarte, le baron Ruzette, m. a., t. p., p. 1391.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1391 à 1407.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 39 et une abstention, p. 1415 (31 juillet 1924). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui proteste à nouveau contre l'envoi des projets de loi importants au Sénat au moment où l'assemblée va se séparer), p. 1415. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 *et antérieurs.*

Doc. — Rapport fait par M. De Clercq, n° 263.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Clercq, p. 1314 (29 juillet 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1339 à 1378.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 39 et une abstention, p. 1414 (31 juillet 1924). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1414. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances (*suite*)

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.

Projet de loi apportant des changements à la législation relative à la Caisse des dépôts et consignations.

Doc. — Projet de loi, n° 117.
Rapport fait par M. Liebaert, n° 172.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 877 (3 juin 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1012, 1013.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 96 membres présents, p. 1025 (18 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CAUTIONNEMENT DES RECEVEURS COMMUNAUX.

Projet de loi modifiant l'article 115 *de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur.* — V. Communes : Cautionnement des receveurs communaux.

CHANGE.

Ann. — Motion d'ordre de M. Deswarte qui proteste contre le retard apporté par M. le premier ministre, ministre des finances, à répondre à une question qu'il lui avait adressée au sujet de l'application du code pénal en ce qui concerne la spéculation frauduleuse sur le change; M. Deswarte donne lecture du libellé de sa question et de la réponse qui y a été donnée, déclare que cette réponse ne peut donner satisfaction à l'opinion pjublique, annonce une interpellation sur cette question et demande l'urgence pour son interpellation, p. 201. — Est entendu M. Theunis, p. m., m. f., p. 201, 202. — Observations de M. Van Fleteren, p. 202. — La demande d'urgence n'est pas admise et l'interpellation est inscrite à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 202. — V. pour le suplus, la rubrique Interpellations, au nom de M. Deswarte.
Nouvelle motion d'ordre de M. Deswarte qui, à la suite d'observations faites par M. Lekeu au cours de la discussion de la déclaration ministérielle, après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, attire l'attention du Sénat sur l'opportunité de la publication du rapport de la commission des changes, p. 641. — Est entendu : M. Theunis, p. m., m. f., qui suggère que ce rapport, avec ses annexes, soit joint au rapport sur le budget des finances, p. 641. — L'incident est clos.

COMPTABILITÉ DES DÉPENSES ENGAGÉES.

Rapport de la commission des finances sur diverses délibérations du conseil des ministres par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées.

Doc. — Rapport fait par M. Liebaert, n° 109.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 628 (26 mars 1924).
Discussion. Sont entendus : MM. Theunis, p. m., m. f., Volckaert et Liebaert, rap., p. 717, 718.
M. le président met aux voix les conclusions du rapport de la des finances :

« La commission des finances ne peut que prendre acte des communications de la cour des comptes, en exprimant l'espoir qu'une préparation plus attentive des projets de budget permettra au gouvernement de rester strictement dans la limite des crédits budgétaires », et ces conclusions sont adoptées, p. 718.

COMMUNES. — V. plus loin, la sous-rubrique : Finances provinciales et communales.

COUR DES COMPTES.

Dissentiments entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture et des travaux publics.

Doc. — Exposé du dissentiment qui s'est produit entre la cour des comptes et le département de l'agriculture et des travaux publics, à propos de la liquidation des primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le service du nivellement et de la motoculture, n° 74.
Rapport fait par M. Liebaert, n° 186.

Ann. — Exposé de ce dissentiment, transmis par la Cour des comptes, le 24 janvier 1924, p. 331.
Dépôt, par M. Liebaert, du rapport sur ce dissentiment, p. 1008.
Les conclusions du rapport sont adoptées, par assis et levé, sans observations, p. 1049.

Finances : Cour des comptes (*suite*)

Dissentiment entre le département de la marine et la cour des comptes.

Dissentiment survenu entre le département de la marine et la Cour des comptes, en ce qui concerne des secours accordés à des agents de la marine.

Ann. — Rapport fait par M. Liebaert, n° 220. — Annexe : Exposé du dissentiment, n° 219.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 1092 (1er juillet 1924).

M. le président donne lecture des conclusions du rapport et ces conclusions sont adoptées par assis et levé, 1212.

Dissentiment entre le département des sciences et des arts et la Cour des comptes.

Dissentiment survenu entre le département des sciences et des arts et la Cour des comptes au sujet de la portée de l'article 2 de la loi du 3 juin 1920, modifiant la loi du 21 juin 1844 sur les pensions.

Doc. — Rapport fait par M. Liebaert, n° 244.

Ann. — Exposé de ce dissentiment, transmis au Sénat par la Cour des comptes, en exécution de l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, p. 877 (3 juin 1924).

Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 1283 (24 juillet 1924).

Les conclusions du rapport sont adoptées sans observations, p. 1339.

Crédit a l'industrie.

Société nationale de crédit à l'industrie.

Ann. — Bilan de la Société nationale de crédit à l'industrie pour l'exercice 1922-1923 et rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires, présenté à l'assemblée générale du 24 septembre 1923. Transmis par M. le ministre des finances, conformément à l'article 4 de la loi du 16 mars 1919, p. 8 (20 novembre 1923).

Débat financier.

Ann. — Motion d'ordre de M. Lekeu qui déclare être d'accord au sujet de l'interversion de la discussion de certains budgets par suite du prochain départ de M. Theunis, p. m., m. f., pour la conférence interalliée de Londres et qui exprime le vœu que le débat qui va s'ouvrir sur le budget des finances soit abrégé autant que possible, un débat plus ample étant reporté au prochain budget des finances, p. 742. — Est entendu : M. Theunis, p. m., m. f., qui fait diverses observations et déclare être d'accord avec M. Lekeu, p. 742.

V. sous la même rubrique générale « Finances » la sous-rubrique « Budget de la dette publique pour l'exercice 1924.

Dépenses engagées (Comptabilité des dépenses engagées). — V. plus haut : la sous-rubrique : Comptabilité des dépenses engagées.

Domaine. — *Loi domaniale.*

Projet de loi domaniale.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 264.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 1314 (29 juillet 1924).

Discussion générale. MM. Volckaert (qui proteste contre le nombre des projets de loi importants que le Sénat est appelé à discuter en fin de session), le baron de Moffarts, le marquis Imperiali, Speyer, le baron Ruzette, m. a., t. p. (qui prend la parole en remplacement de M. Theunis, p. m., m. f., retenu à Londres), le baron de Mévius, Deswarte, Carton, m. c., p. 1387 à 1389.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1389 à 1391.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 10 et 33 abstentions, p. 1414 (31 juillet 1924). — Se sont abstenus : MM. Fraiture, Genard, Guyaux, le marquis Imperiali, Lekeu, Libioulle, Lion, Martens, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Ronvaux, Simonis, Mme Spaak, MM. Van Belle, Vande Moortele, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Verbrugghe, Volckaert, Beosier, Braffort, Calonne, Damas, Danhier, comte de Limburg Stirum, De Meulemeester, De Visch, Disière, Dufrane et Dumont, p. 1414. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances (*suite*)

Douanes.

Alcool. — V. sous la même rubrique générale, la sous-rubrique : « Impôts : Alcool ».

Application de la loi du 24 décembre 1923 portant prorogation des pouvoirs du gouvernement.

Ann. — Exemplaire de l'arrêté royal du 29 décembre 1923 (*Moniteur* des 30-31 décembre, n° 364, 365) intervenu à la suite de la loi de prorogation du 24 du même mois. Transmis par M. le ministre des finances, en conformité de l'article 1er de la loi du 10 juin 1920, concernant l'application de coefficients de majoration aux droits spécifiques inscrits au tarif des douanes et de l'article 2 de la loi du 8 avril 1922 relative aux régimes différentiels, p. 231 (15 janvier 1924).

Marchandises et valeurs. Prorogation des dispositions en vigueur.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs.

Rapport fait par M. Demerbe, n° 27.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Demerbe (13 décembre 1923).

Discussion générale. MM. le baron de Moffarts, Beauduin (qui déclarent qu'ils émettront un vote négatif), Moyersoen, m. i. t., le vicomte Berryer, m. i. h., Limage (qui annonce un vote négatif), le marquis Imperiali (qui annonce également un vote négatif), Theunis, p. m., m. f., le baron Ruzette, m. a., t. p., Fraiture, Volckaert, p. 165, 166.

L'article unique est adopté sans observations, p. 166.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 95 voix contre 1 et 12 abstentions, p. 172 (20 décembre 1923). — Se sont abstenus : MM. Leyniers, Limage, Pastur, Polet, Beauduin, le comte de Broqueville, le baron de Moffarts, le baron de Steenhault de Waerbeek, le baron d'Huart, du Four, Duplicy, le marquis Imperiali, p. 172. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Régime différentiel. Prorogation des pouvoirs donnés au gouvernement.

1° *Projet de loi relatif au tarif des douanes.*

Doc. — Rapport fait par M. De Bast, n° 39.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 122 (18 décembre 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 160. — L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 38, p. 171 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

2° *Projet de loi relatif au tarif des douanes.*

Doc. — Projet de loi, n° 215.

Rapport fait par M. Delannoy, n° 216.

Doc. — Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 1079 (26 juin 1924). — M. Delannoy donne lecture de son rapport, p. 1080.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1081.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 32, p. 1081 (26 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Simplification des formalités douanières. — V. Affaires étrangères : Douanes.

Tarif des douanes. Revision générale.

Projet de loi revisant le tarif des douanes.

(V. le Doc. n° 191 de la Chambre, session 1922-1923.)

Doc. — Projet de loi, n° 82. — Annexe : Tableau des droits. Numéros amendés par la Chambre des représentants, n° 82.

Rapport fait par M. Huisman-Van den Nest, n° 125. — Annexes : I. Tableau des augmentations et réductions de recettes fiscales à résulter de l'application du nouveau tarif (tarif minimum). — II. Tableau sommaire des augmentations présumées de recettes à résulter du nouveau tarif (Tarif minimum). — III. Analyse des augmentations de recettes fiscales à résulter de l'application du nouveau tarif. — IV. Tableau comparatif de la charge fiscale résultant ou à résulter de l'application du tarif douanier. — V. Recette présumée sur les voitures automobiles. — VI. Incidence des droits d'entrée pour les articles de consommation courante exprimée en pourcentage « ad valorem ». — VII. Statistique commerciale, n° 125.

Finances : Douanes. *Tarif des douanes (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Van den Nest, p. 731 (10 avril 1924).

Discussion générale. Discours de MM. Simonis, J. Nolf, Digneffe, du Four, Huisman-Van den Nest, rap.; Volckaert, Theunis, p. m., m. f., p. 787 à 797. — Interr. de MM. Volckaert, Theunis, p. m., m. f.; Guyaux, Huisman-Van den Nest, Van Fleteren, J. Nolf, du Four, Wittemans, p. 792 à 797. — M. du Four déclare, en présence des explications qui lui ont été données par M. Theunis, p. m., m. f., retirer un amendement qu'il avait présenté, p. 797.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 797 à 799.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 32, p. 801 (6 mai 1924). Le projet est soumis à la sanction royale.

Emission d'actions du chemin de fer du Katanga. — *Garantie du gouvernement.*

Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. — V. Congo : Finances : Emission d'actions.

Emprunts émis ou a émettre a l'étranger.

Exemption d'impôt. — V. plus loin la sous-rubrique Impôts : Emprunts émis à l'étranger.

Enregistrement et transcription. — V. plus loin la sous-rubrique Impôts : Droits d'enregistrement, etc.

Exportation de coupons. — *Interdiction.*

Arrêté royal du 28 décembre 1923 (*Moniteur* du 9 janvier 1924) portant interdiction d'exporter les coupons d'intérêts, échus ou non, détachés des actions de la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands lacs africains. Transmis par M. le ministre des finances, en exécution de l'article 2 de la loi du 25 janvier 1923, p. 283 (22 janvier 1924).

Finances provinciales et communales.

Ann. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 71.

Rapport fait par M. Ligy, n° 85.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 452 (12 février 1924).

Motion d'ordre de M. Ligy qui fait remarquer l'extrême urgence de ce projet de loi, estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion et prie le Sénat de lui accorder un tour de faveur, p. 512. — Le Sénat étant unanime, la discussion est fixée, d'après la proposition de M. le président, immédiatement après celle en cours, p. 512.

Discussion générale. Discours de MM. Hiernet, Theunis, p. m., m. f., Digneffe, le baron de Moffarts, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Seeliger, le marquis Imperiali, Ligy, rap., p. 603 à 605. — M. Theunis, p. m., m. f., confirme l'interprétation donnée au projet de loi par M. Pussemier, rapporteur du projet à la Chambre, p. 605.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 605, 606.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présentés, p. 613 (25 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Frais d'internement des militaires belges en Hollande pendant la guerre.

Projet de loi relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendannt la guerre.

Doc. — Projet de loi, n° 113.

Rapport fait par M. Struye, n° 142.

Ann. Dépôt du rapport par M. Struye, p. 766 (30 avril 1924).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 785, 786.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 107 membres présents, p. 801 (6 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Impôts.

Alcool.

Régime fiscal des eaux-de-vie indigènes.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les eaux-de-vie indigènes.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 90.

Finances : Impôts. *Alcool. Régime fiscal des eaux-de-vie indigènes (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, le 14 février 1924.

L'article unique est adopté sans observations, p. 603.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 92 voix et 2 abstentions, p. 603 (20 mars 1924). Se sont abstenus : MM. Portmans et le comte Cornet d'Elzius de Peissant, p. 603. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Régime fiscal des eaux-de-vie.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie.

Doc. — Rapport fait par M. Moyersoen, n° 240.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Moyersoen, p. 1242 (22 juillet 1924).

Discussion générale. Discours de MM. Wittemans, le baron de Mévius, Van de Vyvere, m. a. éc., Delannoy (qui termine son discours en déposant, avec M. le baron de Mévius, un amendement à l'article 5, amendement dont il donne lecture), p. 1283 à 1288. — Interr. de MM. Feron, Wittemans, Lekeu, Moyersoen, rap., p. 1284 à 1288. — Discours de MM. Struye, Moyersoen, Feron, Huisman-Van den Nest, p. 1290 à 1292. — Interr. de MM. Delannoy, Volckaert, Seeliger, Van de Vyvere, m. a. éc., Moyersoen, p. 1290 à 1292.

Discussion des articles. Articles 1er à 4. Adoptés sans observation, p. 1293, 1294.

Art. 5. M. le présidennt propose de voter par paragraphes, et cette proposition est admise, p. 1294. — § 1er. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre des représentants et d'un amendement présenté par M. Huisman-Van den Nest, p. 1294. — L'amendement de M. Huisman-Van den Nest est rejeté par assis et levé, p. 1294. — M. le président donne lecture de l'amendement présenté par MM. Delannoy, le baron de Mévius et De Blieck, p. 1295. — M. Delannoy demande l'appel nominal, mais cette demande n'est pas appuyée, p. 1295. — L'amendement présenté par MM. Delannoy et consorts est rejeté par assis et levé, p. 1295. — Le paragraphe 1er est adopté tel qu'il a été transmis par par la Chambre des représentants, p. 1295. — Les autres paragraphes de l'article 5 sont successivement adoptés, p. 1295.

Art. 6. Adopté sans observations, p. 1295.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 35 voix contre 9 et 36 abstentions, p. 1295 (24 juillet 1924). — Se sont abstenus MM. Lekeu, Martens, Mousty, Pirard, Poelaert, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Vande Moortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Verbrugghe, Vinck, Volckaert, Wittemans, Behaghel, Beosier, Calonne, Damas, le baron de Mévius, Demoulin, De Nauw, de Pierpont Surmont de Volsberghe, Deswarte, le baron d'Huart, Du Bois, Dumont, Fraiture, François, Genard, Guyaux, Hénault et Lafontaine, p. 1295.

Rectification au compte rendu analytique en ce qui concerne le vote de M. Huisman-Van den Nest, qui a émis un vote négatif, p. 1298.

Projet de loi modifiant la loi du 20 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées. — V. la rubrique : Hygiène et santé : Alcool.

Droits de chancellerie.

Droits de chancellerie à percevoir par les agents diplomatiques (amendement au budget des voies et moyens pour 1924. Art. 4*quater* réservé). — Adopté sous le titre de *Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921.* — V. Affaires étrangères : Corps diplomatique.

Droits d'enregistrement et régime successoral des petits héritages.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 24 octobre 1919 relatif à la réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales et la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.

Doc. — Projet de loi, n° 151.

Rapport fait par M. Moyersoen, n° 167.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Moyersoen, p. 873 (28 mai 1924).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1011.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 1025 (18 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : Impôts (*suite*)

Droits de timbre.

Projet de loi modifiant le n° 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891. (Code du timbre) et l'article 17 de la loi du 10 août 1923 sur les droits de timbre. (Dispositions disjointes du budget des voies et moyens. Amendement : Art. 4 réservé à la Chambre. Adopté sous le titre ci-dessus.)

Doc. — Projet de loi, n° 115.
Rapport fait par M. De Bast, n° 120.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 703 (8 avril 1924).
Les articles sont adoptés sans observation, p. 718, 719.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 720 (9 avril 1924). Le projet est soumis à la sanction royale.

Droit de timbre. Diplômes et certificats d'études. Exemption en leur faveur.

Projet de loi rétablissant l'exemption du droit de timbre à l'égard des diplômes et des certificats d'études à tous les degrés.

Doc. — Rapport fait par M. Huisman-Vanden Nest, n° 204.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest, p. 1035 (24 juin 1924).
L'article unique est adopté sans observation, p. 1075.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 1083 (26 juin 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Emprunts émis à l'étranger. Exemption d'impôts.

Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du trésor 5 p. c. de la restauration monétaire et sur l'emprunt. (Dispositions disjointes du budget des voies et moyens.)

Doc. — Projet de loi, n° 114.
Rapport fait par M. De Bast, n° 119.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 703 (8 avril 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 719.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 91 membres présents, p. 720 (9 avril 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Perception des impôts. — Proposition de loi concernant le paiement des impôts dus à l'Etat, aux provinces et aux communes lors de ventes ou mutations de meubles ou d'immeubles (due à l'initiative de M. Digneffe).

Ann. — Retirée par M. Digneffe, l'article 20 du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus ayant paré aux inconvénients visé par la proposition de loi, p. 148 (19 décembre 1923).

Revenus.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus (V. le n° 227, session 1922-1923).

Doc. — Amendements présentés par M. François aux articles 2, 7, 8, 10, 11, 12 et 17*bis*, n° 14.
Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 17. — Amendements présentés par la commission des finances aux articles 7, 10, 17 et 21. Annexe au n° 17.
Amendements présentés aux articles 2, 7, 10 et 12 par MM. le baron de Moffarts, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Limage, du Four et Eylenbosch, n° 22.
Amendement présenté par M. Serruys à l'article 5, n° 26.
Amendement présenté à l'article 8, par M. Van Overbergh, n° 30.
Amendement présenté à l'article 10, par MM. Van Overbergh, le baron de Mévius, Leyniers et Carnoy, n° 30.
Amendement présenté à l'article 21 par M. du Four, n° 31.
Amendement présenté par M. Volckaert aux articles 2 et 10, n° 31.
Amendements présentés par le gouvernement aux articles 5, 10, 11, 12, 21 et 25, n° 32.
Amendement présenté à l'article 20, par MM. le baron de Mévius et Du Bost, n° 32.
Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 45.
Amendements présentés par le gouvernement aux articles 2 et 12 du texte adopté au premier vote, n° 54.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 78 (6 décembre 1923). — M. le président propose au Sénat, vu l'urgence, de discuter ce projet la semaine suivante, p. 79.

Finances : Impôts. *Revenus* (*suite*)

— M. le baron de Mévius, rapporteur, prie le Sénat de ne pas aborder cette discussion dès le mardi, M. François, qui a déposé des amendements à ce projet étant empêché d'assister à la séance ce jour là, p. 79. — A la proposition de M. le président, la discussion est fixée à la séance du mercredi suivant, p. 79.

M. le président donne lecture d'amendements présentés 1° par MM. le baron de Moffarts et consorts, aux articles 2, 7, 10 et 12; 2° par M. Serruys à l'article 5, p. 98.

M. le président ouvre la discussion générale, M. Van Overbergh proteste contre l'ouverture immédiate de la discussion, p. 109. — Observations diverses de MM. Deswarte, le baron de Mévius, rapporteur, le président comte t'Kint de Roodenbeke, Van Fleteren, Van Belle, p. 109. — M. le président déclare qu'il se voit contraint, les auteurs d'amendements devant être entendus, de remettre la discussion au mardi suivant, p. 109.

M. le président donne lecture d'amendements présentés 1° par M. Van Overbergh à l'article 8, 2° par MM. Van Overbergh, le baron de Mévius et consorts, à l'article 10, p. 110.

Discussion générale. Discours de M. le baron de Mévius, rapporteur qui rappelle que ce projet est déjà ancien, ayant été déposé en février 1922; déclare avoir essayé d'exposer aussi clairement que possible, dans son rapport, l'économie du projet, qui fait diverses autres observations et défend des amendements proposés par la commission, p. 112, 113. — Disc. de MM. Van Overbergh (qui termine son discours en priant le Sénat de voter les amendements qu'il propose en faveur de la famille et surtout de la famille nombreuse), le baron Gillès de Pelichy (qui termine son discours en proposant la suppression du § 2 de l'article 12), François (qui estime que l'examen des projets destinés à créer de nouvelles ressources au trésor devrait venir après l'examen des budgets, ou tout au moins après celui du budget des voies et moyens, et prie M. Theunis, p. m., m. f., d'admettre que l'on examine sommairement, au cours de cette discussion, les conclusions spécialement financières qu'il a tirées de ses plus récents exposés de la politique budgétaire de son gouvernement), le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui défend l'amendement qu'il a proposé, tendant à la suppression du § 2 de l'article 12), le baron de Moffarts (qui défend les amendements qu'il a présentés avec MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et consorts), Volckaert (qui proteste contre les impôts de consommation), Allewaert (qui demande qu'il reste une trace des retenues opérées sur les salaires des ouvriers), le comte Cornet d'Elzius de Peissant (qui appuie les amendements en faveur des familles nombreuses), p. 113 à 125. — Interruptions de MM. Delannoy, Guyaux, Van Fleteren, Volckaert, Theunis, p. m., m. f., Rongy, Beauduin, Van Overbergh, p. 112 à 124.

M. le président donne lecture d'amendements présentés : 1° par le gouvernements aux articles 5, 10, 11, 12, 21 et 25; 2° par M. du Four, à l'article 21; 3° par M. Volckaert, à l'article 2; 4° par M. le baron de Mévius et Du Bost à l'article 20, p. 125.

Reprise de la discussion générale. Discours de M. Theunis, p. m., m. f., qui répond aux divers orateurs, p. 127 à 130. — Interruptions de MM. François, Delannoy, Van Fleteren, le marquis Impériali, Volckaert, Guyaux, le baron de Mévius, rapporteur, Masson, m. j., Mousty, Van Overbergh, p. 127 à 130. — A la demande de M. le président, M. le baron de Mévius, rapporteur, déclare qu'il présentera ses observations à l'occasion de chaque amendement, p. 130.

Discussion des articles.

Art. 1er. Adopté sans observations, p. 130.

Art. 2. M. le président rappelle les amendements présentés : 1° par MM. le baron de Moffarts et consorts; 2° par M. François; 3° par M. Volckaert, p. 131. — Discussion : MM. François, Van Overbergh, Volckaert, le baron de Mévius, rapporteur, Theunis, p. m., m. f., le baron de Moffarts, p. 131, 132. — M. le président déclare que l'on votera par division, p. 132. — Le premier alinéa est adopté, p. 132, 133. — Une disposition présentée par M. le baron de Moffarts et tendant à compléter le 2° de l'alinéa 1er est adoptée, et le litt. A, ainsi amendé, est adopté, p. 133. — M. Volckaert demande l'appel nominal sur un amendement qu'il a présenté : Disposition additionnelle, à insérer entre les alinéas A et B, p. 133. — Cette disposition est adoptée par 51 voix contre 50, p. 133. — Le litt. B est adopté, p. 133. — Un amendement de M. François est rejeté et l'article 2 est adopté, tel qu'il résulte des votes qui viennent d'être émis, p. 133.

Articles 3 et 4. Adoptés sans observations, p. 133.

Finances : Impôts. *Revenus (suite)*

Article 5. M. le président rappelle des amendements présentés par : 1° le gouvernement; 2° M. Serruys, p. 133, 134. — Discussion : MM. Serruys (qui fait diverses observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté, et de l'amendement que le gouvernement substitue à celui-ci, et qui déclare, sous le bénéfice de ces observations, se rallier à la rédaction proposée par M. Theunis, p. m., m. f.), Du Bost, Theunis, p. m., m. f., Ryckmans, Liebaert, Berger, le baron de Mévius, rapporteur, p. 134 à 136. — M. Theunis, p. m., m. f., rappelle qu'il s'était rallié à l'amendement de M. Serruys, en le modifiant, mais n'insiste pas sur cet amendement, si le droit qu'il consacre au profit du trésor, est reconnu, p. 136. — Les amendements du gouvernement et de M. Serruys étant retirés, M. le président met aux voix le texte primitif de l'article 5 et ce texte est adopté, p. 136.

Article 6. Adopté sans observations, p. 136.

Article 7. M. le président rappelle des amendements présentés par : 1° le baron de Moffarts et consorts; 2° M. François; 3° la commission des finances, p. 136. — Discussion : MM. Theunis, p. m., m. f. (qui combat l'amendement de M. François), François (qui défend son amendement), le baron de Moffarts (qui défend la proposition qu'il a présentée tendant à la suppression de l'article 7), le baron de Mévius, rapporteur, p. 136 à 138. — M. le baron de Moffarts déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté avec MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et consorts, p. 138. — M. le baron de Mévius défend l'amendement de la commission, p. 138. — L'amendement de M. François est rejeté, p. 138. — L'amendement de la commission est rejeté et l'article 7 est adopté, tel qu'il figure au projet de loi, p. 138.

Article 8. M. Van Overbergh déclare qu'un amendement qu'il avait présenté est devenu sans objet, en présence de la disposition qui a été votée à l'article 2, p. 138. — M. le président rappelle un amendement de M. François, p. 138. — Sont entendus : MM. François, Theunis, p. m., m. f., Guyaux, p. 138. — L'amendement de M. François est rejeté et l'article 8 est adopté, tel qu'il est libellé au projet, p. 138.

Article 9. Adopté sans observations, p. 139.

Article 10. M. le président donne lecture d'amendements relatifs aux familles nombreuses présentées : 1° par M. François; 2° par la commission des finances; 3° par MM. Van Overbergh et consorts (sous amendement à l'amendement de la commission des finances); 4° par M. le baron de Moffarts; 5° par M. Volckaert; 6° par le gouvernement et enfin d'un amendement qui vient d'être présenté par MM. Fraiture, François et Seeliger; alinéa additionnel, p. 139. — M. le baron de Mévius, rapporteur, déclare que la commission renonce à son amendement et se rallie à celui du gouvernement, p. 139. — M. Van Overbergh déclare que son sous amendement disparaît ayant été repris par le gouvernement, p. 139. — Discussion : MM. François, Theunis, p. m., m. f., Fraiture (qui défend l'amendement qu'il vient de présenter, avec MM. François et Seeliger, comme sous amendement à l'amendement de M. le baron de Moffarts), p. 139, 140. — L'extrême gauche demande l'appel nominal sur l'amendement de M. François et cet amendement est rejeté, par 75 voix contre 25, p. 140. — M. le baron de Moffarts déclare, en présence de ce qui a été déjà accordé aux familles nombreuses, retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 140. — Le texte adopté par le gouvernement est adopté, p. 140. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche, sur l'amendement qui a été présenté par MM. François, Fraiture et Seeliger, et cet amendement est rejeté par 62 voix contre 31, et une abstention, p. 140. — S'est abstenu M. le comte Goblet d'Alviella, p. 140. — L'amendement de M. Volckaert est rejeté par assis et levé, p. 140.

Article 11. M. le président rappelle des amendements présentés 1° par le gouvernement; 2° par M. François, p. 141. — Sont entendus : MM. François, le baron de Mévius, rapporteur, Seeliger, Renier, Mousty, Volckaert, p. 141. — L'amendement de M. François est rejeté, p. 141. — Le § 1er est adopté tel qu'il figure au projet, p. 141. — L'amendement du gouvernement tendant à supprimer le § 2 est adopté, p. 142. — Le § 3, qui devient le § 2, est adopté, p. 142. — M. le président donne lecture de l'amendement du gouvernement tendant à ajouter un § 3 (nouveau), p. 142. — Sont entendus : MM. Theunis, p. m., m. f., Longville, Speyer, le comt de Brouchoven de Bergeyck, le baron de Mévius, rapporteur (qui se rallie, au nom de la commission, à l'amendement du gouvernement), p. 142. — L'amendement du gouvernement est adopté, p. 142. — L'ensemble de l'article 11 est adopté, p. 142.

Article 12. M. le président rappelle des amendements présentés 1° par le gouvernement; 2° par M. le baron de Moffarts; 3° par M. François, p. 142. — Sont entendus : MM. François (qui défend son amendement), Theunis, p. m., m. f., Van Overbergh, du Four, Baeck, de Meester (qui propose un sous-amendement à l'amendement de M. le baron de Moffarts), p. 142 à 144. — Le § 1er est adopté, p. 144. — § 2. M. le baron de Mévius, rapporteur, se rallie à l'amendement proposé par M. Theunis, p. m., m. f., trouvant la suppression proposée par MM. le baron de Moffarts et consorts un peu excessive, p. 144. — L'amendement de MM. le baron de Moffarts et consorts tendant à la suppression du § 2 n'est pas adoptée, p. 144. — L'amendement de MM. de Meester et consorts est rejeté, p. 144. — L'amendement du gouvernement, auquel la commission s'est ralliée, est adopté, p. 144. — L'amendement de M. François est rejeté, p. 144. — L'article 12 est adopté, tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 144.

Articles 13 à 16. Adoptés sans observations, p. 144, 145.

Article 17. M. le président rappelle que la commission propose, par amendement, la suppression de cet article, p. 145. — Sont entendus : MM. le baron de Mévius, rapporteur, Theunis, p, m., m. f. (qui se rallie à l'amendement de la commission), p. 145. — L'amendement de la commission est adopté et l'article 17 est supprimé, p. 145.

Article 17*bis*, proposé par amendement par M. François, M. le président donne lecture de cette disposition qui tend à la production du bordereau, p. 145. — Discussion : MM. François (qui défend son amendement), le baron de Mévius, rapporteur (qui combat l'amendement), Lombard, Féron, (qui motive son vote affirmatif sur l'amendement) Theunis, p. m., m. f. (qui fait diverses observations et déclare qu'il examinera la question), Volckaert, Carton, Van Fleteren, Guyaux, p. 145 à 147. — L'article 17*bis* proposé par amendement par M. François, est rejeté, p. 147.

Articles 18 et 19. Adoptés sans observations, p. 147.

Article 20. M. le président rappelle un amendement de MM. le baron de Mévius, rapporteur et Du Bost, p. 147, 148. — Observations de M. le baron de Mévius, p. 148. — M. Theunis, p. m., m. f., déclare se rallier à ces amendements, p. 148. — M. Digneffe déclare, à cette occasion, retirer une proposition de loi qu'il avait présentée au mois de juin 1922 et qui tendait à éviter que les administrations chargées d'encaisser les impôts dûs à l'Etat, aux provinces et aux communes ne se trouvent, en suite des ventes faites à l'intervention d'officiers ministériels, en présence de débiteurs insolvables, l'article 20 du projet ayant paré à ces inconvénients, p. 148. — L'article 20 est adopté, avec les amendements proposés par MM. le baron de Mévius, rapporteur et Du Bost, p. 148.

Article 21. M. le président rappelle des amendements présentés : 1° par la commission; 2° par M. du Four; 3° par le gouvernement, p. 148, 149. — Discussion : MM. du Four (qui défend son amendement); M. Theunis, p. m., m. f. (qui déclare être d'accord avec M. du Four), mais propose une autre formule pour cet amendement), Volckaert, le baron de Mévius, rap. (qui combat l'amendement du gouvernement), Féron, Liebaert, p. 149. — L'amendement de la commission, à l'alinéa 1er, est adopté, p. 149. — M. le baron de Mévius, rap., déclare que l'adoption de cet amendement entraîne la disparition du 2e alinéa, p. 149. — M. du Four déclare se rallier à la formule proposée par M. Theunis, p. m., m. f., pour l'amendement qu'il a proposé, p. 149. — L'amendement de M. du Four, modifié par le gouvernement, est adopté, p. 149. — M. le président déclare que, par suite du vote de l'amendement de la commission à l'alinéa 1er, l'amendement du gouvernement, au dernier alinéa, vient à disparaître, et l'ensemble de l'art. 21 est adopté, tel qu'il résulte des votes qui viennent d'être émis, p. 149.

Article 22, 23 et 24. Adoptés sans observations, p. 150.

Article 25. M. le président rappelle un amendement présenté par le gouvernement au 1er alinéa et l'article 25, ainsi amendé, est adopté, p. 150.

M. le président propose de procéder au second vote après les vacances de Noël, M. Theunis, p. m., m. f., déclare être d'accord et fait, à cette occasion, toutes ses réserves au sujet de certains amendements qui ont été adoptés en première lecture, p. 150.

Ajournement du vote en seconde lecture :

M. le baron de Mévius déclare être personnellement partisan d'amendements qui viennent d'être déposés par M. Theunis, p. m., m. f., mais propose, vu le dépôt tardif de ces amendements, de les renvoyer à l'examen de la commission des finances, p. 177. — M. Theunis, p. m., m. f., déclare admettre le renvoi à la commission, mais exprime le regret que cette procédure n'ait pas été suivie pour des amendements ayant été

Finances : IMPÔTS. *Revenus (suite)*

présentés par MM. Volckaert, le baron de Moffarts et consorts, qui ont été votés en première lecture et dont le texte est inapplicable, p. 177. — M. Volckaert admet l'imperfection du texte de son amendement, mais se félicite du résultat obtenu pour les familles nombreuses, p. 177. — Le second vote est ajourné et les nouveaux amendements du gouvernement sont renvoyés à l'examen de la commission des finances, p. 177.

Vote en seconde lecture.

Article 2. M. le président rappelle un amendement présenté par le gouvernement, p. 202. — M. le baron de Mévius, rap., rappelle que le renvoi à la commission n'impliquait nullement une critique des nouveaux amendements présentés; fait diverses observations au sujet de ces textes nouveaux et déclare, au nom de la commission des finances, que ces textes rencontrent l'approbation unanime de la commission, p. 202, 203. — Sont entendus : MM. Carton, Theunis, p. m., m. f., Van Overbergh, Volckaert, le baron de Moffarts, p. 203, 204. — Les amendements du gouvernement sont successivement adoptés et l'ensemble de l'art. 2, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 204.

Article 10. Définitivement adopté, tel qu'il a été admis en première lecture, p. 204.

Article 11. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, p. 204, 205. — M. François rappelle, qu'au premier vote, le Sénat a supprimé le § 2 (amendement présenté par le gouvernement) fait remarquer que cette disposition n'a pas été reproduite dans le texte soumis au second vote, et reproduit cet amendement qu'il estime devoir être maintenu, p. 205. — M. Theunis, p. m., m. f., déclare être d'accord avec M. François, une erreur purement matérielle ayant été cause que l'amendement n'a pas été reproduit, p. 205. — L'article 11, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 205.

Article 12. M. le président rappelle des amendements présentés: 1° par MM. le baron Gillès de Pélichy et cons., 2° par le gouvernement; 3° par M. le baron de Mévius, p. 205. — Discussion : MM. le baron de Mévius, le baron Gillès de Pélichy, Theunis, p. m., m. f., Volckaert, Van Fleteren, Seeliger, du Four, le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 205 à 208. — L'amendement de MM. Gillès de Pélichy et consorts est rejeté, p. 208. — L'amendement du gouvernement, modifiant la rédaction du 1er alinéa du § 2 de l'article 45 est adopté, p. 208. — L'amendement de M. le baron de Mévius est adopté, p. 208. — L'ensemble de l'article 12, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 208.

Article 17. M. le président rappelle que cet article a été supprimé au premier vote, p. 208. — M. Theunis, p. m., m. f., déclare être d'accord sur la suppression et fait remarquer les modifications que cette suppression entraîne, p. 208. — L'article 17 est définitivement supprimé, p. 208.

Article 20. M. Theunis, p. m., m. f., propose une modification de classement des dispositions de cet article. Cette proposition est unanimement admise et l'article 20, ainsi modifié, est définitivement adopté, p. 209.

Article 21. Définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture, p. 209.

Article 25. M. Theunis, p. m., m. f., rappelle qu'il y a lieu de changer les numéros des articles cités dans cet article, afin de les mettre en concordance avec le numérotage modifié, p. 209. L'article 25, ainsi modifié, est définitivement adopté, p. 209.

M. le comte de Brouchoven de Bergeyck motive son vote négatif, p. 209.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 94 voix contre 3 et 5 abstentions, p. 210 (9 janvier 1924). Se sont abstenus : MM. du Four, le baron Gillès de Pélichy, Mahieu, Struye et le baron de Moffarts, p. 210. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Projet de loi apportant des modifications aux lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires et un impôt complémentaire sur le revenu global (projet transmis le 5 août 1921 par la Chambre des représentants).

Ann. — M. le président propose, en suite de l'adoption par le Sénat, du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus, de déclarer que le projet transmis le 5 août 1921 par la Chambre des représentants est définitivement retiré, p. 210. — Cette proposition est admise.

Impôt sur le revenu. — Voyez : 1° la rubrique : Interpellations: au nom de MM. Braffort et le baron de Moffarts, au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour l'année 1922.

2° V. plus haut, la sous-rubrique : Finances provinciales et communales.

Finances : IMPÔTS *(suite)*

Prorogation des délais d'imposition en matière de taxes ordinaires et extraordinaires.

Projet de loi prolongeant certains délais d'imposition et retardant la clôture de l'exercice 1922.

Doc. — Projet de loi, n° 29.
Rapport fait par M. Vande Moortele, n° 38.

Ann. — Rapport fait par M. Van de Moortele, p. 113 (18 décembre 1923).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 160.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 171 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Successions. Régime successoral des petits héritages. — V. plus haut sous la même rubrique : Impôts, la sous-rubrique : Droits d'enregistrement, etc.

Taxes consulaires. — V. Affaires étrangères : Corps diplomatique : Droits de chancellerie.

Taxes professionnelles. — V. la rubrique : Interpellations au nom de MM. Braffort et le baron de Moffarts.

MONNAIE.

Projet de loi relatif au trafic et à la refonte des monnaies métalliques.

Doc. — Rapport fait par M. Liebaert, n° 140.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 766 (30 avril 1924).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 784, 785.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents, p. 801 (6 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

PROVINCES. — V. plus haut la sous-rubrique : Finances provinciales et communales.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS ET LOGEMENTS A BON MARCHÉ.

Rapport du conseil d'administration de la Société nationale des habitations et logements à bon marché sur les opérations de l'exercice social 1923 et annexe à ce rapport.

Ann. — Transmis par M. le ministre des finances, conformément à l'article 17 de la loi du 11 octobre 1919, p. 742 (20 avril 1924).

Fisc. — V. Finances : Impôts.

Fiscalité provinciale et communale. — V. Finances.

Flamand.

Voyez : 1° Armée : Code de procédure pénale militaire, notamment la motion d'ordre de M. Calonne demandant l'ajournement du projet du gouvernement et son renvoi à la commission. — 2° Chambres législatives-Sénat : *a*) Règlement du Sénat : Proposition de MM. Nolf et consorts tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat relatifs à la publication des documents (Publication des documents dans les deux langues nationales); *b*) Motion d'ordre de M. J. Nolf concernant la distribution des documents en flamand (après le vote des modifications au règlement), p. 1017.

Fonctions publiques. — V. Emplois publics.

Forêts. — V. Eaux et forêts.

Formalités douanières (simplification). — V. Affaires étrangères : Douanes.

Formation des tribunaux de commerce. — V. Organisation judiciaire : Tribunaux de commerce.

Forthomme, ministre de la défense nationale.

Ann. — Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1087. — Répond aux observations présentées.

Forthomme (*suite*)

p. 1108 à 1116. — Observations, p. 1116. — Prie M. Lekeu (qui demande à présenter des observations avant que le ministre n'achève son discours) de lui laisser continuer son discours sans plus l'interrompre, p. 1116. — Reprend son discours, qu'il achève en répondant à l'interpellation de M. Allewaert, p. 1116 à 1118. — Observations, p. 1122, 1125, 1133, 1141. — Répond aux derniers discours prononcés, p. 1147 à 1148.

Budget de la gendarmerie pour 1924. Discussion générale, p. 1161.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. Discussion générale, p. 1383. — Discussion des articles. Art. 11. Observations, p. 1385.

Forts d'Anvers, de Liége et de Namur (suppression de certaines servitudes militaires autour de ces forts). — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Fournitures à l'ennemi. — V. la rubrique : Motions d'ordre, au nom de M. Volckaert, au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel.

Frais d'internement des militaires belges en Hollande pendant la guerre. — V. Finances.

Fraiture, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Amendements à l'article 1er et à l'article 38 additionnel, n° 136.

Ann. — Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert, au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 73.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 35, p. 96.

Motion d'ordre au sujet de l'obtention, par le personnel de l'administration de la marine à Flessingue, de la carte de légitimation pour familles nombreuses; prie M. le ministre des chemins de fer de prendre les mesures nécessaires pour que l'on puisse se passer du certificat refusé par le bourgmestre hollandais, p. 103.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 10. Défend l'amendement qu'il vient de présenter avec MM. François et Seeliger, comme sous-amendement à l'amendement de M. le baron de Moffarts, p. 139.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 162. — Discussion générale, p. 163.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167, 168.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 182.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 221. — Discours. Parle du consortium des glaceries belges et de l'annulation de la dette interalliée, en réponse à MM. Digneffe et le marquis Imperiali, p. 223 à 225. — Observations, p. 228 à 230, 251.

Interpelle, avec MM. Renier et Guyaux, M. le ministre des chemins de fer sur la désorganisation générale des chemins de fer, M. le président ayant prié les interpellateurs de s'entendre avec le ministre intéressé, au sujet de la discussion de cette interpellation pour laquelle ils ont demandé un tour de faveur, déclare déférer à ce désir, p. 282. — Observations au cours du discours de M. Renier, p. 402, 404. — Développe son interpellation, p. 407 à 415. — Observations, p. 416, 445, 458, 459. — Discours, p. 460, 461. M. Neujean, m. c. f., m., p., t., ayant donné quelques explications relatives aux révocations de cheminots, accuse le ministre de dire une chose fausse, p. 462. — M. le président l'ayant prié de retirer les expressions dont il s'est servi, maintient ce qu'il a affirmé puis, un rappel à l'ordre lui ayant été infligé, répète que c'est bien intentionnellement qu'il a accusé le ministre, p. 462. — A la reprise de la séance, s'explique sur son rappel à l'ordre, p. 462.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 328.

Fraiture (*suite*)

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Déclare, au nom de M. Casterman comme en son nom personnel, renoncer à la parole dans la discussion générale, à la condition que les autres sénateurs y renoncent également, à l'exception du R. P. Rutten, qui va faire une déclaration, p. 647.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Demande que l'on achève la toilette de ce budget, au point de vue de la technique financière et parle de la péréquation des traitements, p. 816 à 821. — Par motion d'ordre, fait une rectification au compte-rendu analytique de la séance de la veille, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé, p. 825.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. — Discussion générale. Observations, p. 945, 946, 954, 971, 985, 986.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la société nationale des chemins de fer vicinaux, la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur route. Par motion d'ordre, demande que ce projet soit discuté avant le projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus, p. 1017. — M. Neujean, m. c. f., m., p. t., ayant estimé que cette procédure ne serait pas logique, fait encore diverses observations à ce sujet, p. 1018. — Déclare ne pas insister, p. 1018. — Discussion générale. Propose, avec MM. Lafontaine et Volckaert, un amendement dont il donne lecture, p. 1022 à 1024. — Discours, p. 1028. — Observations, p. 1029. — Discussion des articles, Art. 1er. Discussion, p. 1032 à 1034. — Art. 2. Appuie une proposition de M. le baron de Moffarts, tendant à ce que l'article soit réservé, p. 1034. — Art. 3 (art. 38 additionnel). Demande également la remise du vote, p. 1035. — Reprise du vote sur l'article 1er. Défend encore son amendement par quelques mots, p. 1040. — Art. 40. Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté à cet article vient à disparaître par suite du rejet de son amendement à l'article 1er, p. 1041.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Discussion des articles. Art. 3, p. 1019, 1020. — Art. 14. Fait des observations d'ordre général quant à la question de savoir comment sera assurée la permanence des services, p. 1021, 1022.

Budget de la défense nationale pour 1924, et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés dans la région du front par les explosifs qui y sont abandonnés. Discussion générale. Observations, p. 1111, 1114, 1116, 1134, 1137, 1138.

Projet de loi assurant l'admission ou la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics. Discussion de l'article unique : Art. 13. Demande des explications au gouvernement au sujet de l'interprétation de cet article, au point de vue des détails d'exécution, p. 1157, 1158.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1221, 1223 à 1225, 1227. — Discours, p. 1243 à 1248.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : 1*bis* et 1*ter* proposés par le gouvernement. Discussion, p. 1312, 1313. — II*bis* proposé par la commission. Observations, p. 1318. — N° IV. Amendement de MM. Poelaert et Delannoy. Observations, p. 1329. — Observations au moment où les sénateurs motivent leur vote, p. 1422. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

France (convention relative au travail maritime). — V. Affaires étrangères.

Franchise postale. — V. la rubrique Postes : Franchise postale et la rubrique : Motions d'ordre, au nom de M. Digneffe motion relative à l'annonce de la suppression de certaines franchise postale

Franck, ministre des colonies, démissionnaire le 27 février 1924.

Ann. — Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 73.

François, sén. de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux articles 2, 7, 8, 10, 11, 12 et 17*bis*, n° 14.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'art. 78 du tableau (co-sign.), n° 175.

Interpellation de M. le baron de Mévius, au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 103.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Estime que l'examen des projets destinés à créer de nouvelles ressources au trésor devrait venir après l'examen des budgets ou tout au moins après celui du budget des voies et moyens, et prie M. Theunis, p. m., m. f., d'admettre que l'on examine sommairement, au cours de cette discussion, les conclusions spécialement financières qu'il a tirées de ses plus récents exposés de la politique budgétaire de son gouvernement, p. 118 à 122. — Observations, p. 127. — Discussion des articles. Art. 2, p. 131. — Art. 7. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 137. — Art. 8. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 138. — Art. 10, p. 139. — Art. 11. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 141. — Art. 12. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 142. — Art. 17*bis* qu'il a présenté. Défend cet amendement, p. 145 à 147. — Vote en seconde lecture. Art. 11. Rappelle qu'au premier vote, le Sénat a supprimé le § 2 (amendement présenté par le gouvernement), fait remarquer que cette disposition n'a pas été reproduite dans le texte soumis au second vote et reproduit cet amendement qu'il estime devoir être maintenu, p. 205.

Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale. Déclare qu'il doit être entendu qu'il n'a pas vidé la question du budget général quand il a fait quelques observations sur la politique financière du gouvernement, à l'occasion du projet d'impôts et qu'il attendra les explications du ministre, à l'occasion du budget de la dette publique, p. 153, 154.

Interpellation de M. Deswarte au sujet de la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 243 à 246.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 580.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 753, 755, 756.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale. Discours. S'efforce de répondre au discours prononcé par M. Theunis, p. m., m. f., au cours de la discussion générale du budget des finances et fait ce qu'il estime être en quelque sorte un examen de conscience financier, p. 905 à 912 et 940 à 944. — Observations, p. 945, 949 à 961, 971, 976 à 979. — Proteste contre la façon dont M. Theunis, p. m., m. f., a contesté au parlement le droit et la capacité de suivre l'exécution des budgets, p. 982, 983. — Observations, p. 985.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 927.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention du Sénat sur certains passages du rapport de M. Beauduin (sur le budget des dépenses recouvrables), passages qui confirment son récent discours sur la situation financière, p. 1060-1061. — Observations, p. 1062.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1174, 1185. — Discussion des articles. Art. 129. Observations, p. 1207.

Budget du Congo : Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1258.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

François (*suite*)

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

G

Gare et passage à niveau de Gembloux. — V. Interpellations, au nom de M. le baron de Mévius.

Ganshoren. — V. Communes : Limites séparatives.

Garantie du gouvernement. — V. Congo : Finances : Emission d'actions.

Gardes champêtres. — V. Code rural.

Gardes forestiers. — V. Code rural.

Gembloux (Gare et passage à niveau de). — V. Interpellations, au nom de M. le baron de Mévius.

Génard, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de l'arrondissement de Nivelles, en remplacement de M. Delor, démissionnaire.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 2. — Prête serment, p. 2.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Fait remarquer la situation désavantageuse de l'enseignement public, p. 349-354.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle notamment du contrôle du lait, p. 767, 768.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924, et interpellation de M. le marquis Imperiali, au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Réclame l'aménagement de la gare de Court-Saint-Etienne, p. 831-832.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1295.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1379, 1381.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Gillain, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires. Rapport, n° 141.

Budget du corps de la gendarmerie pour 1924. Rapport, n° 168.

Projet de loi concernant le déclassement de certains ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur et la suppression des servitudes militaires dont étaient frappées les propriétés voisines de ces ouvrages. Rapport, n° 169.

Budget de la défense nationale pour 1924. Rapport, n° 190.

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918. Rapport n° 232.

Projet de loi octroyant à certains membres du personnel de l'administration de l'aéronautique les pouvoirs d'officier de police judiciaire. Rapport, n° 233.

Ann. — Projet de loi relatif à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 766.

Projet de loi concernant le déclassement de certains ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur, et la suppression des servitudes militaires dont étaient frappées les propriétés voisines de ces ouvrages. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 873.

Budget de la défense nationale pour 1924. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 1024. — Discussion générale de ce budget et de l'interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents

Gillain (*suite*)

causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Commence pas insister pour que le budget de 1925 ne soit pas discuté hâtivement, en fin de session, immédiatement avant les élections, puis développe son rapport. Exprime son regret d'avoir dû accepter les compressions de dépenses dont le budget de la guerre semble être la principale victime, p. 1086 à 1092. — Observations, p. 1119. — Répond à la proposition faite par M. Lekeu tendant à nommer une commission mixte pour l'examen de la question de la cavalerie, parle des dépenses qu'il a signalées et qui s'imposent, p. 1139 à 1141. — Observations, p. 1149.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 25 août 1920, accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1162.

Projet de loi octroyant à certains membres du personnel de l'administration de l'aéronautique les pouvoirs d'officier de police judiciaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1162.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1215 à 1217. — Observations, p. 1223, 1224.

Gilès de Pélichy (baron), sénateur de Roulers-Thielt.

Doc. — Budget des affaires économiques pour l'exercice 1924. Rapport, n° 185.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Termine son discours en proposant la suppression du paragraphe 2 de l'article 12, p. 117, 118. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Discussion, p. 206, 207. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 210.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924, et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Demande l'agrandissement de la gare de Beveren lez-Roulers, l'établissement d'une gare à Iseghem, puis appuie les considérations émises en faveur des familles nombreuses, p. 856.

Budget des affaires économiques pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget et propose, en vue de gagner du temps, d'en joindre la discussion à celle du budget des dépenses recouvrables, p. 1008. — Discussion générale des deux budgets. Commente son rapport, puis traite la question sociale et économique, p. 1057, 1058.

Disparition du député Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Goblet d'Alviella (comte), élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. (Titre 1er du Livre 1er du Code civil). Rapport, n° 16. — Amendement. (Art. 3*bis* nouveau). Annexeau n° 16. — Texte remplaçant celui des amendements précédemment présentés, n° 83.

Ann. — Décès deMM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenbergh, et Moyart. Prononce un discours à cette occasion, p. 5.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 63. — Discussion générale. Discours, p. 503 à 505. — Observations, p. 512, 515, 518, 544. — Discussion des articles. Art. 3*bis* qu'il a proposé. Défend son amendement, p. 549, 550. — Art. 5. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 551. — Art. 6. Défend l'amendement qu'il a proposé, p. 552. — Prend la parole pour un fait personnel, ayant été l'objet de certaines accusations, mais est interrompu par l'entrée de M. Theunis, p. m. m., f., qui vient annoncer la démission du cabinet, p. 554. — Vote en seconde lecture. Art. 6*bis* nouveau proposé par le gouvernement. Déclare se rallier à cet amendement, p. 559.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 10. S'abstient au vote sur un amendement présenté par MM. François, Fraiture et Seeliger, p. 140.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet pourra être discuté. Estime que le projet pourrait être remis à la rentrée de janvier, p. 161. — Discussion générale, p. 164. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Goblet d'Alviella (comte) (*suite*)

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres. Prononce un discours à cette occasion, p. 315.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 464.

Notification du décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost, prononce un discours à cette occasion, p. 805.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Estime que la Belgique doit rester à même de maintenir son état militaire et de défendre son indépendance, p. 1135.

Notification du décès de M. le sénateur Berger. — Prononce un discours à cette occasion, p. 1156.

Projet de loi en vue d'assurer la protection des eaux minérales et thermales. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1419.

Gouvernement du Congo. — V. Congo.

Grades académiques. — V. Enseignement supérieur.

Guerre.

ACCIDENTS PROVOQUÉS PAR LES MATIÈRES EXPLOSIBLES QUI GISENT DANS LA RÉGION DU FRONT. — V. Interpellations au nom de M. Allewaert.

COMBATTANTS. *Admission et réintégration dans les emplois publics.*

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919 *assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.* — V. Emplois publics.

Exhumation et transfert des restes de soldats français.

Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français tombés au Champ d'honneur, le 24 août 1914, *pour la défense de la ville de Tournai* (due à l'initiative de M. Asou et signée par MM. Asou, le vicomte Vilain XIIII, Delannoy et Digneffe).

Doc. — Développements, n° 210. — Proposition de loi : Annexe au n° 210.

Rapport fait par M. Deswarte, n° 234.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Asou, p. 1058 (25 juin 1924).

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 1086 (1er juillet 1924.)

Motion d'ordre de M. Asou, qui demande l'urgence pour cette proposition de loi, afin qu'elle puisse être votée avant les vacances, p. 1086. — M. le président déclare que l'attention de la commission sera attirée sur ce point, p. 1086.

Dépôt,par M. Magnette, au nom de M. Deswarte, du rapport sur cette proposition de loi, p. 1166. — M. Magnette, au nom de M. Deswarte, demande l'urgence pour cette proposition de loi, et M. le président déclare que cet objet figurera à l'ordre du jour de la séance du mardi suivant, s'il n'est pas discuté le lendemain, p. 1166.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1167, 1168.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 1171, 1172 (10 juillet 1924). Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Témoignage de reconnaissance.

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 *août* 1920 *accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre* 1914-1918.

Doc. — Rapport fait M. Gillain, n° 232.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1162 (9 juillet 1924).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1214, 1215.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 1215 (16 juillet 1924). Le projet est soumis à la sanction royale.

Guerre (*suite*)

DOMMAGES DE GUERRE.

Association des industriels et commerçants.

Projet de loi relatif à la constitution d'une association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre.

Doc. — Rapport fait par M. E. Nolf, n° 107.

Ann. — Dépôt du rapport par M. E. Nolf, p. 617 (25 mars 1924). — M. Nolf demande l'urgence et, le Sénat étant unanime, l'urgence est déclarée et M. E. Nolf donne lecture de son rapport, p. 617.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 617, 618.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 618 (25 mars 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

FOURNITURE A L'ENNEMI. — V. la rubrique Motions d'ordre, au nom de M. Volckaert, au sujet de l'acte de récusation qui vient de se produire au cours des poursuites contre un grand industriel.

FRAIS D'INTERNEMENT DES MILITAIRES BELGES EN HOLLANDE PENDANT LA GUERRE.

Projet de loi relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre. — V. Finances: Frais d'internement, etc.

MONUMENT A TOURNAI A LA MÉMOIRE DE SOLDATS FRANÇAIS. — V. plus haut : Combattants : Exhumation et transfert des restes de soldats français.

REVISION OU RÉSILIATION DE CONTRATS CONCLUS AVANT OU PENDANT LA GUERRE. — V. Industrie, commerce et travail : Contrats.

SÉQUESTRE. — V. Affaires étrangères : Bulgarie.

Guyaux, élu par le Sénat.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'article 78 du tableau (co-sign.), n° 175.

Demandes de grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement. Rapports, n° 248.

Ann. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale, p. 34.

Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 100, 101.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 117, 119, 121, 128, 129. — Discussion des articles. Art. 8. Observations, p. 138. — Art. 17*bis* proposé par amendement par M. François, p. 146.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 223, 228.

Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 243, 246.

Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 269.

Budget des sciences et des arts pour 1924.

Discussion générale, p. 287, 294, 307, 309 à 311, 313, 324, 325, 347, 350, 351, 360. — Discussion des articles. Art. 62. Observations, p. 366.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 379, 380, 430. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 492, 493. — Art. 11, p. 509, 510.

Interpelle, avec MM. Renier et Fraiture, le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, sur la désorganisation générale des chemins de fer. Développe son interpellation, p. 393 à 398. — Observations, p. 399 à 406, 409, 410, 412, 413, 416 à 420, 441, 443, 446, 448, 449, 451, 454 à 461.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 516, 519, 520.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale. Observations, p. 562, 564. — Discours. Traite notamment la question de l'élève et de la sélection des volailles, p. 564. — Observations, p. 583.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis, Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin concernant l'incident qui a eu lieu la veille à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la haute assemblée, p. 600, 602. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Mousty concernant ce même incident, p. 665, 669.

Observations à l'occasion d'un incident entre MM. le baron de Moffarts et Lekeu, p. 669. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin qui répond aux attaques dirigées contre lui par M. Mousty, p. 722, 724.

Projet de loi tendant à reviser la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 610, 627, 629, 631, 632, 639, 642, 643.

Observations à l'occasion d'une décision de M. Rutten concernant 1° les acidents du travail et les enquêtes faites à ce sujet; 2° l'accusation formulée par l'extrême gauche selon laquelle la droite mettrait l'intérêt de parti au-dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 13, p. 654.

Budget du ravitaillement pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 658.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 697, 698. — Discours, p. 700 à 702. — Observations, p. 704, 711, 712.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 745, 753.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 762, 763.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale, p. 793.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 819. — Discours. S'associe aux paroles de M. Fraiture relativement à la péréquation des traitements et salaires, puis parle des réductions à accorder aux sociétés voyageant en groupe, p. 830, 831. — Observations, p. 842, 851.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 870, 885, 889, 918. — Discussion des articles. Art. 78, p. 934.

Interpellation de M. Damas sur les dégats causés par les émanations de l'usine Valentin Cocq, à Hollogne-aux-Pierres, p. 881, 882.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 944, 946, 955, 970, 971, 973, 979, 982, 984.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget des affaires économiques pour 1924 et budget des dépenses recouvrables pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention du Sénat sur les victimes de la déportation, p. 1060.

Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. Discussion générale, p. 1078.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1119, 1124, 1132.

Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge*. Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion, p. 1128.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1185, 1187 à 1190.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Interpelle, avec M. Van Roosbroeck, M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet de la hausse inquiétante du prix du pain. Par motion d'ordre, annonce que cette interpellation pour laquelle il demande l'urgence, la session étant sur le point de se terminer, p. 1299. — Développe son interpellation, p. 1378. — Discussion, p. 1379, 1381, 1382.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1300, 1301, 1306 à 1308. — Discussion des articles. Art. 1er : I*bis* et I*ter* proposés par le gouvernement. Discussion, p. 1312. — II*bis*. Observations, p. 1317, 1321. — N° IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1334. — Observations pendant les discours des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1421. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

H

Habitations à bon marché.

Prime supplémentaire à allouer aux acquéreurs de ces habitations. — V. Finances : Budgets : Budget des voies et moyens pour 1924.

Subsides. (Distribution des subsides, particulièrement en ce qui concerne la ville de Tournai). — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Asou.

Hamman, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (Services des travaux publics). Discussion générale. Discours. Proteste contre l'abandon des travaux du port de Nieuport, p. 660. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 693.

Hannick, sénateur de Gand-Eecloo.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101 (co-sign.), n° 75.

Ann. — Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Hausse du prix du pain. — V. la rubrique Interpellations, au nom de MM. Guyaux et Van Roosbroeck.

Hénault, sénateur de Liège.

Ann. — Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 611, 645.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Henricot, élu sénateur provincial du Brabant en remplacement de M. Berger, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1251, 1289. — Prête serment, p. 1290.

Héritages (Régime successoral des petits). — V. Finances : Impôts. Droits d'enregistrement et droits de succession.

Hicguet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924. Rapport, n° 145.

Ann. — Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 101.
Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1924. Discussion générale. Observations, p. 152.
Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 161.
Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 323.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 430.
Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale, p. 603-604.
Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la formation du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 666.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 817 à 819. — Fait diverses observations et estime que les idées et les conclusions émises dans son rapport ont été généralement admises, puis attire l'attention du ministre sur quelques points spéciaux qu'il développe : taxe sur les chemins de fer; pont de Louvain, à l'entrée de la gare de Namur; gare de Gembloux; nouveau tarif téléphonique (ce dernier point en son nom personnel), p. 845, 846. — Observations, p. 847, 848.

Hicguet (*suite*)

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1117.
Projet de loi assurant l'admission ou la réintégration des belges mobilisés et des anciens combattants dans les fonctions et emplois publics. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence faite, par motion d'ordre, par M. Van Roosbroeck, p. 1126.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1320.

Hollande.

Frais d'internement des militaires belges en Hollande. — V. Finances.

Huissiers (Exploits d'huissiers). — V. Code de procédure civile; Exploits d'huissiers.

Hubert, élu par le Sénat.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 287, 360.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 399, 402, 443.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 469.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale, p. 577.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. — Discussion générale. Observations, p. 611, 612, 627, 628, 632, 639, 642.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observation, p. 704.
Question des sucres. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin qui répond aux attaques dirigées contre lui par M. Mousty, à ce sujet, p. 723.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale, p. 1125.
Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge*. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Observations, p. 1127.
Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1275.

Huisman-Van den Nest, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921. Rapport, n° 121.
Projet de loi revisant le tarif des douanes. Rapport, n° 125.
Projet de loi rétablissant l'exemption du droit de timbre à l'égard des diplômes et des certificats d'études à tous les degrés. Rapport, n° 204.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 252.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Expose la politique du parti libéral en matière d'enseignement public, p. 283 à 288. — Observations, p. 292, 300, 304, 306, 307, 309 à 311, 324, 326, 336, 338, 339, 344, 346, 350. — Discours. Répond au groupe socialiste et oppose un démenti catégorique à une déclaration de M. Braun, p. 355-359. — Observations, p. 360.
Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 703.
Projet de loi revisant le tarif des douanes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 731. — Discussion générale. Discours. p. 790 à 795. — Observations, p. 795.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur un amendement de M. Van Roosbroeck, p. 734.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali, au sujet

Huisman-Van den Nest (*suite*)

du nouveau régime des téléphones. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une motion de M. Deswarte relative à la jonction Nord-Midi, p. 845.
Proposition de loi rétablissant l'exemption du droit de timbre à l'égard des diplômes et certificats d'études à tous les degrés. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 1035.
Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. S'abstient au vote sur une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1277.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Discours, p. 1292. — Rectification au compte rendu analytique en ce qui concerne le vote négatif qu'il a émis sur ce projet de loi, p. 1293.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*ter* des amendements de la commission. Observations au sujet d'un amendement qu'il présente au II*ter*, p. 1324. — Amendement de M. Lebon, pour le cas où l'amendement de la commission (n° IV*bis*, augmentation de 150 p. c.) serait adopté. Discussion, p. 1335. — Vote en seconde lecture. Attire l'attention du Sénat sur le texte voté en première lecture, sous le n° III de l'article 1er : Disposition déterminant le point de départ de la majoration de 100 p. c. ou de 150 p. c., p. 1411, 1412. — Discussion, p. 1412, 1413. — Donne lecture d'un texte nouveau pour cette disposition, texte sur lequel on a obtenu l'accord de M. Masson, m. j., p. 1420.
Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1381, 1382.

Hulin, sénateur élu par le conseil provincial du Hainaut, en remplacement de M. Moyart, décédé.

Rapport sur son élection, p. 1. — Prête serment, p. 1.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale. Parle notamment de la représentation professionnelle de l'agriculture, p. 581.

Hygiène et santé.

ALCOOL.

Débits de boissons fermentées.

Projet de loi modifiant la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées. (Art. 1er et 2 disjoints du budget des voies et moyens pour 1924.)

Doc. — Projet de loi, n° 23.
Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 34.
Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 111 (18 décembre 1923).
Les articles sont adoptés sans observations, p. 160.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 102 membres présents, p. 170 (20 décembre 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Régime fiscal des eaux-de-vie. — V. Finances : Impôts : Alcool.

EAUX MINÉRALES ET THERMALES.

Projet de loi concernant la protection des eaux minérales et thermales.

Doc. — Rapport fait par M. Ligy, n° 274.
Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, qui fait remarquer l'urgence de ce projet et demande qu'il soit immédiatement discuté, p. 1418 (31 juillet 1924). — L'urgence est déclarée et M. Ligy donne lecture de son rapport, p. 1418.
Discussion générale. Est entendu : M. Renard, p. 1418.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1418, 1419.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix et une abstention, p. 1419 (31 juillet 1924). — S'est abstenu : M. le comte Goblet d'Alviella, p. 1419. — Le projet est soumis à la sanction royale.

EMANATIONS NUISIBLES. — *Usine Valentin Cocq, à Hollogne-aux-Pierres.* — V. Interpellations, au nom de M. Damas.

I

Imperiali (marquis), sén. de Huy-Waremme.

Doc. — Projet de loi portant approbation de l'accord intervenu le 14 avril 1923 entre la Belgique et la France, d'une part, la Bulgarie, d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du traité de paix de Neuilly-sur-Seine, Rapport, n° 171.

Imperiali (**marquis**) (*suite*)

Projet de loi approuvant le traité de commerce conclu le 14 décembre 1923 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche. Rapport, n° 208.
Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la conférence internationale du travail. Rapport, n° 269.
Projet de loi approuvant le traité de commerce, conclu le 3 juillet 1924, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada. Rapport, n° 271.

Ann. — Fait rapport sur l'élection de M. Vercruysse, élu par le Sénat, en remplacement de M. Van Cauwenbergh, décédé, p. 1.
Par motion d'ordre, demande s'il ne serait pas possible de simplifier les formalités à remplir par les chefs de familles nombreuses, en vue de l'obtention des cartes de légitimation, aux chemins de fer, p. 99.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 128.
Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Discussion au sujet du moment où ce projet sera mis en discussion, p. 161, 162. — Discussion générale. Propose un amendement, p. 163 à 165. — A l'occasion de la discussion de l'article unique, fait des observations relatives à l'amendement qu'il a présenté, p. 169.
Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Discussion générale, p. 166.
Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale. Annonce un vote négatif sur ce projet de loi, p. 167. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 179, 180, 184, 186.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Discours. Traite la question des réparations, p. 215-216. — Observations, p. 224, 225, 273.
Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale militaire. Discussion sur la prise en considération. M. Pastur ayant proposé le renvoi à la commission extraparlementaire chargée d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire, pose l'objection réglementaire, p. 247.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 288. — Demande que l'on développe le musée d'antiquité du Cinquantenaire, p. 328 à 330. — Observations, p. 328 à 330. — Observations, p. 343, 347, 349.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381, 429, 471.
Règlement du Sénat. Modification : Proposition de M. Speyer, tendant à un examen général. Marque, au nom de la droite, son accord sur cette proposition, p. 383. — Discussion des articles. Art. 41. Observations, p. 1005. — Art. 59. Discussion, p. 1009, 1010. — Demande quand le nouveau règlement sera mis en vigueur, p. 1011.
Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet du renvoi de ce projet de loi, p. 532.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 577. — Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Déclare que, déférant au désir du ministre, il remet ses observations au budget extraordinaire, mais attire son attention sur la question de l'entretien des routes, p. 660. — Observations, p. 687.
Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 605.
Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie des chemins de fer du Katanga. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence faite par M. Carton, m. c., p. 635.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 638.
Interpelle M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, sur les modifications à apporter au régime des abonnements au téléphone. A la demande de M. le président, déclare qu'il se mettra d'accord avec les ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, au sujet de la fixation de son interpellation, p. 657. — Par motion d'ordre demande, d'accord avec M. le ministre des chemins de fer,

Imperiali (marquis) (*suite*)

marine, postes et télégraphes, que la discussion de son interpellation soit jointe à la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 815. — Développe son interpellation, au cours de la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 825 à 827.

Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921. Discussion générale, p. 719.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Discussion générale. Discours, p. 728.

Premier mai. M. Lekeu ayant proposé au Sénat de ne pas siéger le premier mai et M. Van Fleteren, ayant proposé de siéger le lendemain, vendredi 2 mai, fait des observations au moment de la reprise du vote sur cette dernière proposition, p. 769.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. — Discussion générale. Observations, p. 773. — Observations à l'occasion d'un discours prononcé par M. Martens en motivant son vote, p. 800.

Fixation de l'ordre du jour, M. le président ayant proposé au Sénat de s'ajourner jusqu'à convocation ultérieure, l'ordre du jour étant épuisé, fait diverses observations notamment au sujet de la réunion des commissions ainsi qu'au sujet de la durée éventuelle de la session, p. 802.

Vérification des pouvoirs de M. De Clercq, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif d'Audenarde-Alost, en remplacement de M. le baron de Sadeleer, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport, p. 806.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924, et interpellation qu'il a adressée à M. le ministre des chemins de fer au sujet du nouveau régime des tarifs téléphoniques. Discussion générale. Observations, p. 825, 830. — Discours. Demande la création de trains directs entre Huy et Bruxelles, p. 837.

Projet de loi portant approbation de l'accord intervenu, le 14 avril 1923, entre la Belgique et la France, d'une part, et la Bulgarie d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du traité de paix de Neuilly-sur-Seine. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 877.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 887.

Projet de loi portant approbation du traité de commerce conclu le 14 décembre 1923 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1051. — Par motion d'ordre, demande que ce projet soit voté avant que le Sénat ne se sépare, p. 1410. — Discussion générale, p. 1410.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle des travaux à exécuter au Musée du Cinquantenaire et proteste contre les interdictions de circulation sur les routes de l'Etat, p. 1172.

Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré. Projet général et projet spécial aux ouvriers mineurs. A l'occasion d'une discussion sur la fixation de l'ordre du jour, fait des observations en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'examen de ces projets, à la rentrée de novembre, p. 1225.

Budgets du Congo : Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1248.

Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adoptés par la Conférence internationale du Travail à sa IV^e^ session. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1315.

Projet de loi portant approbation du traité de commerce conclu le 3 juillet 1924, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1315.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1381.

Projet de loi domaniale. Discussion générale, p. 1388, 1389. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1421. — Fait remarquer à M. le président que M. Van Fleteren vient de qualifier de « voleurs » les sénateurs qui votent le projet de loi, p. 1423.

Immeubles domaniaux. — V. Finances : Domaines.

Importation. — V. Finances : Douanes.

Impôts. — V. Finances.

Impôts sur les revenus. — V. Finances : Impôts.

Incapables (biens des). — V. Code civil.

Incompatibilités. — V. Lois électorales.

Indemnités aux victimes de la détention préventive. — V. Code pénal : Détention préventive.

Indemnité de chômage en cas de perte par naufrage. — V. Affaires étrangères : Marine.

Indemnité familiale. — V. Enseignement : Enseignement primaire.

Indigénat.

Ann. — Dépôt, par M. Magnette, au nom de la commission des naturalisations, des rapports sur divers projets de loi transmis par la Chambre, p. 1696 (24 juillet 1924).

Motion d'ordre de M. Volckaert, qui prie le Sénat d'inscrire à l'ordre du jour de sa séance du lendemain le vote sur des projets de loi conférant la naturalisation, qui viennent d'être transmis au Sénat par la Chambre, 1315. — M. Lekeu appuie la demande de M. Volckaert, 1315.

Au moment du vote, par scrutin secret, sur la prise en considération, M. le président rappelle au Sénat que, selon l'usage, il ne sera procédé qu'à un seul vote par appel nominal sur l'ensemble des projets de loi conférant la naturalisation, p. 1418.

GRANDE NATURALISATION AVEC DISPENSE DES DROITS D'ENREGISTREMENT.

Projets de loi tendant à accorder la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement.

Doc. — Projets de loi, n^os^ 196, 197.

Rapports faits par MM. Guyaux et Vinck et note préliminaire à ces rapports, n° 248.

Rapports faits par M. Du Bois, n° 249.

Ann. — Prise en considération des demandes des nommés : Arens, Cocozza, d'Häene, de Kat, Eras, Edelberg, Frankel, Greueil, Kamermans, Kaschten, Marsden, Möltgen, Müller, Marx, Monadé, Nelbock, Prévôt, Protin, Poppe, Smolders, Solomonik, Straschun, Tielens, Tobiansky, Treger, van De Garde, Van Emmerick, Walk, p. 1424-1425.

GRANDE NATURALISATION.

Projets de loi tendant à accorder la grande naturalisation.

Doc. — Projets de loi, n^os^ 198, 199 et 200.

Rapports faits par M. Pierpont Surmont de Volsberghe, n° 250.

Rapports faits par M. Vinck, n° 251.

Rapports faits par M. Lefebvre, n° 252.

Ann. — Prise en considération des demandes des nommés : Alazraki, Baron, Biske, Bourda, Bornhaupt, Bauer, Bamdass, de Greeff, de Jong, Dirdak, Elbaum, Fischer, Feferberg, Feldheim, Freye, Glass, Gitelson, Grunberg, Haynes, Hecht, Herzfeld, Holzer, Jofé, Kirkpatrick, Koll, Keijzer, Kalinowsky, Kaufmann, Kolgraf, Landau, Löwe, Levy (Jules), Levy (Alexandre), Lewi, Moed, Maffioli, Olsen (Charles), Olsen (Madeleine), Olsen (Elise), Palm, Rumpf, Rapoport, Recorbet, Sanders, Scheitweiler, Seijler, Täitsch, Tolkowsky (Nèche-Leja), Tolskowsky (Chama), Tolskowsky (Chana-Esther), Tolskowsky (Israël), Van Overeem, Van Winsen, van den Abeelen, van Swinderen, Wirth, Wygodsky, p. 1425 à 1427.

NATURALISATION ORDINAIRE.

Projets de loi tendant à accorder la naturalisation ordinaire.

Doc. — Projets de loi, n^os^ 201, 202.

Rappports faits par MM. Deswarte, de Pierpont Surmont de Volsberghe et Wittemans, n° 253.

Rapports faits par MM. Du Bois et Vinck, p. 254.

Ann. — Prise en considération des nommés : Bouchez, Blitz (Levie), Deroo, Drüppel, Féher, François, Gries, Hoyack, Isralson, Joelinger, Loeser, Lion, Macloskie, Masion, Munaut, Mathiessen, Margulics, Notelet, Norman, Prinzing, Rosenberg, Schlosser, Schwartz, Schuermans, Simonet, Van Horzigh, Weissbort, p. 1428.

Industrie, commerce et travail.

ASSOCIATION NATIONALE DES COMMERÇANTS ET DES INDUSTRIELS...

Projet de loi relatif à la constitution d'une association nationale des industriels et des commerçants pour la réparation des dommages de guerre. — V. Guerre : Dommages de guerre.

BONNE FIN DE VENTE DES MARCHANDISES BELGES A L'ÉTRANGER. *Commission du ducroire.*

Ann. — Rapport sur les opérations effectuées depuis le 31 janvier 1923. Déposé sur le bureau du Sénat par M. le ministre de l'industrie et du travail, en exécution de la loi du 7 août 1921 (Art. 9), p. 1075 (26 juin 1924).

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la Conférence internationale du travail.

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Imperiali, n° 269.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Imperiali, p. 1315 (30 juillet 1924).

L'article unique est adopté sans observation, p. 1410.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 112 membres présents, p. 1416 (31 juillet 1924.) — Le projet est soumis à la sanction royale.

CHÔMAGE. — *Fonctionnement des caisses de chômage.* — V. Interpellation de M. Rongy au sujet d'un récent arrêté royal relatif à ce fonctionnement.

COMMERCE USURAIRE. — *Marchandises, papiers et effets publics.*

Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics.

Doc. — Projet de loi, n° 149.

Rapport fait par M. Deswarte, n° 203.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deswarte, p. 1040 (25 juin 1924).

Discussion générale. Discours de MM. Croquet, Thiébaut, Deswarte, rap., Tschoffen, m. i. t., p. 1075 à 1079. — Interr. de MM. Croquet, Guyaux, 1077, 1078.

Discussion des articles. Art. 1er : sont entendus : MM. Croquet, Tschoffen, m. i. t., Speyer, Deswarte, 1083, 1084. L'article 1er est adopté, 1084.

Les autres articles du projet sont adoptés sans observation, 1084.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix et une abstention, 1092 (1er juillet 1924). — S'est abstenu M. Thiébaut, 1092. — Le projet est soumis à la sanction royale.

CONTRATS.

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

Doc. — Projet de loi, n° 192.

Rapport fait par M. Vauthier, n° 235.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 1170 (10 juillet 1924).

Discussion générale. MM. Vauthier, rap., Feron, Poullet, m. i. h., 1208 à 1211.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1211, 1212.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 1212 (16 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CONVENTION COMMERCIALE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA FRANCE. — V. Affaires étrangères : Industrie et travail.

COOPÉRATIVES. — Voyez la rubrique : Politique du gouvernement et les rubriques : *a*) Interpellations; *b*) motions d'ordre : au nom de M. Beauduin (incident au sujet de la question des sucres).

CRÉDIT A L'INDUSTRIE. — V. Finances : Société nationale de crédit à l'industrie.

Industrie, commerce et travail (*suite*)

DENTELLES.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Adopté sous le titre de : *Projet de loi protégeant l'authenticité des dentelles faites à la main.*

(V. le n° 242, session 1922-1923.)

Doc. — Rapport fait par M. Rutten, n° 100. — Amendement proposé par la commission, n° 100.

Amendement proposé à l'article 3 par M. Rutten, n° 111.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Rutten, p. 560 (18 mars 1924).

Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, p. 712, 716. — Discussion générale. Discours de MM. Rutten, rap., Lekeu, Rongy, le marquis Imperiali, Tschoffen, m. i. t., p. 726 à 729. —Interr. de MM. Lekeu, Van Overbergh, Volckaert, le baron de Steenhault, de Waerbeek, p. 727 à 729.

M. le président donne lecture d'un amendement de la commission tendant à modifier le titre du projet et cet amendement est adopté pas assis et levé, p. 729.

Discussion des articles. Art. 1er et 2. Adopté sans observations, p. 729.

Art. 3. Adopté sans observations avec des amendements : 1° de la commission; 2° de M. Rutten, rap., (disposition à ajouter à l'amendement de la commission), p. 729, 730.

Art. 4. Adopté sans observations, p. 730.

L'intitulé nouveau du projet ainsi que l'article 3, amendé, sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adopté, p. 730.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents, p. 740 (10 avril 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

ELECTRICITÉ. — *Distribution d'énergie électrique.*

Projet de loi sur la distribution d'énergie électrique.

Doc. — Projet de loi, n° 183.

LICENCES.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. — V. Finances : Douanes.

MARCHANDISES ET VALEURS.

Doc. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. — V. Finances : Douanes.

MINES.

Inspection. — Délégués ouvriers.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille.

(V. le n° 119 de la session 1922-1923.)

Doc. — Rapport fait par M. Liesens, n° 63. — Amendements présentés par la commission aux articles 9 à 18, n° 63. — Note de la minorité, signée par M. Rongy, n° 63.

Ann. — Motion d'ordre de M. Damas, qui rappelle que ce projet de loi a été transmis par la Chambre au mois de mars précédent et qui prie le Sénat de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit voté d'urgence afin de donner satisfaction aux populations de la région minière, p. 8.

Dépôt du rapport par M. Liesens, p. 225 (10 janvier 1924.)

Discussion générale. Discours de MM. Liesens, rap., Lombard, Damas, p. 607 à 617. — Interr. de MM. Guyaux, Van Fleteren, Hubert, Rongy, Hénault, Volckaert, Liesens, p. 610 à 616. — Discours de MM. Rutten, Rongy, Digneffe, Féron, Lombard, p. 618 à 624. — Interr. de MM. Péron, Rongy, Seeliger, Lombard, Lekeu, Lion, Damas, Digneffe, Tschoffen, m. i. t., Moyersoen, p. 618 à 624. — Discours de M. Tschoffen, m. i. t., p. 625 à 628. — Interr. de MM. Damas, Lombard, Van Belle, Lekeu, Casterman, Rutten, Rongy, Seeliger, Hubert, Guyaux, Van Fleteren, p. 626 à 628. — Discours de MM. Rutten, Rongy, Lombard, Moyersoen, p. 628 à 633. — Interr. de MM. Volckaert, Guyaux, Van Fleteren, Van Belle, Van Roosbroeck, Damas, Lekeu, le comte de Broqueville, Rongy, Seeliger, Casterman, Rutten, Lombard, Tschoffen, m. i. t., Hubert, Baeck, Moyersoen, de Pierpont Surmont de

Industrie, commerce et travail : MINES. *Inspection des mines.* — *Délégués ouvriers* (*suite*)

Volsberghe, p. 629 à 633. — Discours de MM. Féron, Tschoffen, m. i. t., p. 635 à 639. — Interr. de MM. Mousty, Lafontaine, Moyersoen, Lombard, Van Roosbroeck, Seeliger, Baeck, Lekeu, le marquis Imperiali, Rongy, Renier, Guyaux, Hubert, p. 636 à 639. — Discours de MM. Vanderick, Liesens, rap., Damas, p. 641 à 647. — Interr. de MM. Lekeu, Volckaert, Guyaux, Rutten, Seeliger, Hubert, Casterman, Rongy, Damas, Hénault, Van Fleteren, p. 642 à 647. — M. Fraiture déclare, tant au nom de M. Casterman qu'en son nom personnel, renoncer à la parole dans la discussion générale, à la condition que les autres sénateurs y renoncent également, à l'exception du R. P. Rutten, qui va faire une déclaration, p. 647. — M. Lekeu déclare renoncer à la parole dans les mêmes conditions, p. 647. — M. Rutten exprime son étonnement de ce que l'on admette que des membres socialistes aient parlé si longuement et aient ensuite peur d'entendre leurs adversaires; puis fait une double déclaration, concernant : 1° les accidents du travail et les enquêtes faites à ce sujet; 2° l'accusation formulée par l'extrême gauche, qui affirme que la droite met l'intérêt du parti au dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Observations de MM. Lekeu, Guyaux, Vanderick, Lombard, Seeliger, Van Fleteren, p. 647. — M. Tschoffen, m. i. t., fait acter que, s'il venait à sa connaissance qu'un ingénieur du corps des mines, chargé d'une enquête, n'entende qu'une des parties intéressées, cet ingénieur ne resterait pas une minute de plus à son poste, p. 647. — Observations de M. Lekeu, p. 647.

Discussion des articles :

Article 1er (Mission des délégués.) M. le président donne lecture du texte du projet de loi et d'un amendement du gouvernement, en remplacement du troisième alinéa, p. 647, 648. — Sont entendus : MM. Lombard, Tschoffen, m. i. t., p. 648, 649. — Observations de M. Vanderick, p. 648. — L'amendement du gouvernement est mis aux voix par assis et levé et, l'épreuve étant douteuse, il est procédé au vote par appel nominal, p. 648. — L'amendement est adopté par 68 voix contre 50 et 2 abstentions, p. 649. — Se sont abstenus : MM. Weyler et De Bast, p. 649.

Articles 2 à 8. Adoptés sans observations, p. 649, 650.

Article 9. (Conditions requises pour être nommé aux fonctions de délégués.) M. le président donne lecture du texte du projet et rappelle que la commission propose la suppression du 4° et du 5°, p. 650. — Sont entendus : MM. Lombard et Tschoffen, m. i. t., p. 650, 651. — L'amendement de la commission est adopté et l'article 9, ainsi amendé, est adopté, p. 651.

Article 10. Adopté sans observations, avec des amendements de la commission auxquels le gouvernement s'est rallié, p. 651.

Article 11. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre et d'amendements proposés : a) par la commission; b) par le gouvernement, p. 651, 652. Les amendements du gouvernement et de la commission sont adoptés, et l'article 11, ainsi amendé, est adopté, p. 652.

Article 12. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre et d'un amendement de la commission auquel le gouvernemennt s'est rallié, p. 652. — M. Lombard pose une question au ministre, au sujet des mandats prorogés et du renouvellement de ces mandats, p. 652. — Est entendu : M. Tschoffen, m. i. t., p. 652. — L'amendement de la commission est adopté, et l'article 12, ainsi amendé, est adopté, p. 652.

Article 13 (relatif à la formation des listes électorales). M. le président donne lecture du texte proposé par la Chambre, des dispositions proposées, en remplacement de ce texte, par la commission, et d'un sous-amendement proposé par le gouvernement au texte de la commission, p. 652, 653. — M. Liesens, rap., déclare que la commission se rallie au sous-amendement du gouvernement, et M. le président déclare, en conséquence, que l'amendement de la commission vient à disparaître, p. 653. — Discussion. MM. Féron, Lombard, Van Roosbroeck, Rutten, Lekeu, Volckaert, Tschoffen, m. i. t., Castermans, Baeck, Guyaux, Van Fleteren, Lekeu, Carpentier, p. 653, 654. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche et le texte proposé par le gouvernement est adopté par 65 voix contre 53 et 3 abstentions, p. 654. — Se sont abstenus : MM. Weyler, Carpentier et De Bast, p. 654.

Articles 14, 15, 16 et 17. — Le président annonce que la commission propose la suppression de ces articles et que le gouvernement se rallie à cette proposition, p. 654, 655. — Les articles 14, 15, 16 et 17 sont supprimés, p. 654, 655.

Art. 18. M. le président indique le texte transmis par la Chambre des représentants et des amendements proposés : 1° par la commission; 2° par le gouvernement, p. 655. — Le gouvernement acceptant l'amendement de la commission, l'article, ainsi amende, est adopté, p. 655.

Art. 19, 20, 21, 22 et 23. Adoptés sans observation, p. 655, 656.

M. Lombard déclare, en son nom et au nom de ses amis, que, bien que partisan convaincu de l'inspection des mines, ils voteront contre le projet, par suite des modifications qui y ont été apportées, p. 656.

La Chambre décide de passer immédiatement au second vote des articles amendés, et ces articles sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 656.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 49 et 3 abstentions, p. 656 (27 mars 1924). — Se sont abstenus : MM. Weyler, Carpentier et De Bast, p. 656. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Pensions des ouvriers mineurs. — V. Assurances sociales.

OPÉRATIONS COMMERCIALES ET CONTRATS EFFECTUÉS PAR DES BELGES AVEC DES RESSORTISSANTS DES RÉGIONS D'EUPEN ET MALMÉDY. — V. Interpellations au nom de M. Digneffe.

PRUD'HOMMES. *Conseils de prud'hommes.*

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 *mai* 1910 *organique des conseils de prud'hommes. — Proposition de loi revisant la loi du* 15 *mai* 1910 *sur les conseils de prud'hommes* (due à l'initiative de M. Van Roosbroeck).

V. les *Doc.*, n° 30 (session 1921-1922) et 130 (session 1922-1923).

Doc. — Rapport fait par M. Rongy, n° 67. — Amendements présentés au projet de loi par la commission de l'industrie et du travail, n° 67.

Amendement présenté à l'article 4 par MM. Thiébaut, Liesens et Demerbe, n° 110.

Amendement présenté à l'article 4 par le gouvernement, n° 118.

Amendements proposés par M. Wittemans aux articles 2, 3, 4, 6, 13, 19, 22, 43, 44, 45, 46, 47, 51, 52, 80, 116, 122 et 123, n° 122.

Amendement proposé par M. Braun à l'article 4 n° 122.

Amendement proposé aux articles 3 et 4, par M. Lebon, n° 129.

Amendement proposé à l'article 4, par MM. Van Roosbroeck et Casterman, n° 129.

Amendement proposé à l'article 125, par MM. Broekx, Deploige et Meyers, n° 129.

Amendements présentés par le gouvernement aux articles 7, 10 et 123, n° 129.

Amendement proposé aux articles 3 et 43, par MM. Le Jeune, Moyersoen, Braun et Vauthier, n° 129.

Amendement présenté à l'article 53 par M. Rutten, n° 129.

Amendements présentés par M. Van Roosbroeck aux articles 5, 6, 7, 9, 10, 19, 22, 25, 28, 31, 34, 43, 45, 53, 58; 61; 62; 65; 82, 88, 98, 99, 102, 116, 117 et 125, n° 129.

Amendements proposés par M. Lebon aux articles 3, 4, 12, 19, 22, 36, 44, 59, 62, 94 et 125, n° 137.

Rapport complémentaire fait par M. Rongy, n° 155.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Rongy, p. 272 (17 janvier 1924).

Dépôt, par M. Rongy, du rapport complémentaire sur les amendements déposés, p. 815 (21 mai 1924).

Discussion générale. Discours de MM. Van Roosbroeck, Wittemans, Guyaux, Liesens, p. 695 à 702. — Interruptions de MM. Tschoffen, m. i. t., Moyersoen, Seeliger, le baron Ruzette, m. a. t. p., Wittemans, Guyaux, Delannoy, Lekeu, p. 695 à 700. — Discours de MM. Rongy, rap. (qui déclare que, bien qu'ayant été mis en minorité aux votes de la commission qui l'avait désigné comme rapporteur, il se réserve le droit de soutenir, en séance publique, soit par ses votes, soit par voie d'amendements, les suggestions qu'il avait défendues en commission), Casterman, Broekx, Liesens, Lebon, Van Roosbroeck, Moyersoen, Tschoffen, m. i. t., le baron Ruzette, m. a. t. p., Le Jeune, Wittemans, p. 704 à 716. — Interruptions de MM. Guyaux, Liesens, Van Overbergh, Hubert, Moyersoen, Broekx, Casterman, Thiébaut, Vanderick, Seeliger, Tschoffen, m. i. t., Van Roosbroeck, Rongy, Van Fleteren, Lekeu, Rutten, p. 704 à 715. — La discussion générale est close, p. 715.

M. le président donne lecture d'amendement qui viennent d'être présentés : 1° par M. Braun à l'article 4; 2° par M. Deswarte (amendement au texte flamand), p. 716. — M. Deswarte développe ses amendements, p. 716. — D'accord avec le Sénat et le gouvernement, M. le président déclare qu'il y a unanimité à admettre l'amendement général de terminologie flamande proposé par M. Deswarte, p. 716. — M. le président prie les

Industrie, commerce et travail : PRUD'HOMMES. *Conseils de prud'hommes (suite)*

orateurs qui comptent prendre la parole dans la discussion des articles d'être aussi brefs que possible, afin que ce projet puisse être terminé avant les vacances de Pâques, p. 730.

Discussion des articles.

Art. 1er. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement présenté par M. Van Roosbroeck, p. 731, 732. — Discussion : MM. Van Roosbroeck (qui défend son amendement), Thiébaut (qui présente des observations d'ordre général), Lekeu, Moyersoen, Tschoffen, m. i. t., Lebon, p. 732, 733. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté par 68 voix contre 40 et 1 abstention, p. 733. — S'est abstenu : M. Huisman-Van den Nest, p. 734. — L'article 1er est adopté tel qu'il figure au projet de loi, p. 734.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements présentés : 1° par M. Wittemans; 2° par MM. Le Jeune et consorts, p. 734. — M. Moyersoen déclare renoncer à la parole, p. 734. — Discussion : MM. Limage, Le Jeune (qui développe son amendement), Lebon, Longville, Van Roosbroeck (qui propose un amendement), du Four, Seeliger, Wittemans, Volckaert, Deswarte, Tschoffen, m. i. t., Rongy, Moyersoen, Féron, p. 734 à 739. — M. Van Roosbroeck demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il vient de présenter, et cette demande est appuyée par l'extrême gauche, p. 739. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté par 69 voix contre 41, p. 739. — M. Le Jeune demande l'appel nominal sur son amendement, et cette demande est appuyée, p. 739. — L'amendement de M. Le Jeune est rejeté par 59 voix contre 44, p. 739. — L'amendement de M. Wittemans est rejeté, p. 739. — M. Wittemans souligne, par motion d'ordre, l'importance du vote qui vient d'être émis : rejet de l'amendement visant les employés des remorqueurs, alors que la loi est applicable à la batellerie, p. 739. — L'incident est déclaré clos par M. le président, et l'article 2 est adopté tel qu'il est libellé au projet, p. 739.

M. le président fait remarquer à ce moment qu'il reste encore cent vingt-cinq articles à examiner et un nombre à peu près égal d'amendements. M. le président propose, en conséquence, de remettre la suite du projet après les vacances de Pâques, et cette proposition est admise, p. 740.

M. Van Roosbroeck propose, étant donné le grand nombre d'amendements présentés, de renvoyer le projet et les amendements à la commission qui présenterait, après les vacances, à l'assemblée, un projet mieux préparé, p. 740. — Cette proposition est unanimement admise, p. 740.

M. le président prie les membres qui auraient encore des amendements à présenter de les déposer sans retard, afin qu'ils puissent également être renvoyés à la commission, p. 740.

M. Rongy dépose à ce moment le rapport complémentaire, p. 815.

M. le président propose, d'accord avec différents groupes de l'assemblée, que la reprise de la discussion de ce projet soit ajourné à la prochaine session, p. 1225. — M. Lekeu déclare que la gauche socialiste se soumet à cet ajournement, mais demande que la commission de l'industrie et du travail s'occupe de cette question pendant les vacances et que le projet soit discuté dès la rentrée de novembre, p. 1225.

SUCRES (QUESTION DES). — V. la rubrique : Politique du gouvernement : Discussion de la déclaration du gouvernement après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis : Fait personnel de M. Beauduin au sujet de l'incident qui s'est produit la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin (p. 681 des *Annales* de la Chambre), qui a comparé les fabricants de sucre à une bande de voleurs, p. 600 à 603. — Fait personnel de M. Mousty, afin de produire devant le Sénat la justification des coopératives socialistes, p. 664 à 669. — Voyez pour le surplus les rubriques : 1° Politique du gouvernement : Déclaration du gouvernement après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. — 2° La rubrique : Interpellations au nom de M. Beauduin. — 3° La rubrique : Motions d'ordre au nom de M. Beauduin.

Trafic et refonte des monnaies métalliques. — V. Finances : Monnaies.

TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE L'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'AUTRICHE. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE CANADA. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Industrie, commerce et travail (*suite*)

TRAVAIL MARITIME.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborés à Gênes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris le 1er juin 1921, par la Belgique et la France. — V. Affaires étrangères : Marine : Convention avec la France.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — V. Organisation judiciaire.

USINES. — *Usine Valentin Cocq, à Hollogne-aux-Pierres.* — V. Hygiène et santé : Emanations nuisibles.

Industriels et commerçants (Association des). — V. Guerre : Dommages de guerre.

Ingénieurs des fabrications militaires. — V. Armée : Officiers ingénieurs des F. M.

Insertion d'actes et arrêtés au « Moniteur belge ». — V. « Moniteur belge ».

Inspection des mines. — V. Industrie, commerce et Travail : Mines.

Internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre (frais d'internement). — V. Finances : Frais d'internement des militaires belges.

Interpellations.

Allewaert.

Ann. — Adressée à M. le ministre de la défense nationale et à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène, par M. Allewaert, au sujet des nombreux accidents provoqués par les matières explosives qui gisent dans la région du front. Demande d'interpellation, p. 947. — A la demande de M. Allewaert, l'interpellation est jointe à la discussion du budget de la défense nationale, p. 947. — Cette interpellation est réunie au budget de la défense nationale. M. Allewaert développe son interpellation au cours de la discussion de ce budget, p. 1106 à 1108. — M. Forthomme, m. d. n., répond à l'interpellation, p. 1117, 1118. — M. Struye appuie les développements de l'interpellation de M. Allewaert, p. 1141, 1142. — V. pour le surplus la rubrique Finances : Budgets : Discussion générale du budget de la défense nationale.

Asou.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Asou sur le sort peu équitable fait à la ville de Tournai dans la question des habitations à bon marché et sur le contrôle à exercer dans la distribution des subsides par la Société nationale des habitations à bon marché, en vue d'une plus juste répartition. M. le président prie M. Asou de se mettre d'accord avec M. le ministre au sujet de la discussion de cette interpellation, p. 98. — Fixation de la discussion de cette interpellation, p. 192. — M. Moyersoen, m. i. t., demande à savoir à quel jour l'assemblée entend fixer cette interpellation, p. 246. — M. le président propose de l'inscrire à l'ordre du jour immédiatement après le budget des affaires étrangères, p. 246. — M. Asou développe son interpellation, p. 263, 264. — Discussion. Disc. de MM. Allewaert, Speyer, Moyersoen, m. i. t., Carton, Volckaert, Vinck, Calonne, p. 264 à 272. — Observations de MM. Volckaert, Seeliger, Calonne, Allewaert, Van Fleteren, Moyersoen, m. i. t., De Visch, Baeck, Carton, Guyaux, Lekeu, Casterman, Lombard, Speyer, Asou, p. 266 à 272. — L'interpellation est close.

Beauduin.

Ann. — Adressée au gouvernement par M. Beauduin relativement à la question des sucres, notamment sur le point de savoir quelles sont les intentions du gouvernement au sujet du régime qu'il compte appliquer aux sucres pour la prochaine campagne. Motion d'ordre de M. Beauduin, qui annonce son interpellation et qui déclare que cette demande d'interpellation remplace les observations qu'il comptait présenter comme fait personnel en réponse à un discours récent de M. Mousty, discours le visant personnellement, p. 703.

M. Beauduin demande à ce que son interpellation soit fixée au surlendemain, jeudi, ayant hâte de répondre à M. Mousty, p. 703-704. — M. Tschoffen, m. i. t., déclare être prêt, en

Interpellations : ***Beauduin (suite)***

ce qui le concerne, à entendre l'interpellation de M. Beauduin, mais déclare que les fonctionnaires des trois départements intéressés devant se réunir à la fin de la semaine, il serait désirable d'ajourner quelque peu cette discussion, p. 704. — M. le président propose de fixer cette discussion au 29 avril (rentrée de Pâques), p. 704. — M. Beauduin, appuyé par M. Pastur, fait remarquer que, ayant été absent lors du discours de M. Mousty, cela retarde fort longtemps la réponse qu'il désire adresser à M. Mousty, p. 704. — M. le président, en présence de la déclaration de M. Tschoffen, m. i. t., déclare que l'interpellation sera fixée à la rentrée de Pâques, mais qu'il sera loisible à M. Beauduin de prendre la parole, par motion d'ordre, avant cette date, p. 704. — Voyez ici la motion d'ordre de M. Beauduin en réponse aux accusations de M. Mousty, p. 720 à 724 ; Rubrique Motions d'ordre : au nom de M. Beauduin.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. Beauduin qui déclare que, étant donné les explications qu'il a fournies à la Chambre, par motion d'ordre, le 10 avril précédent, il renonce provisoirement à son interpellation, p. 742. — M. le président déclare, en conséquence, que l'interpellation disparaît de l'ordre du jour, p. 742.

Braffort et de Moffarts (baron).

Ann. — Adressée à M. le ministre des finances par MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour l'année 1922. Demande d'interpellation, p. 593. — M. le président prie les interpellateurs de s'entendre avec M. le premier ministre au sujet de la date de cette interpellation, p. 593.

La discussion de cette interpellation est jointe au budget de la dette publique. M. le baron de Moffarts développe son interpellation au cours de la discussion générale du budget de la dette publique, p. 962 à 965. — M. Braffort développe son interpellation, p. 967 à 969. — Sont entendus au sujet de l'interpellation (toujours au cours de la discussion générale de ce budget). MM. Speyer et le baron d'Huart, p. 969, 970. — Interr. de MM. Braffort, Seeliger, Theunis, p. m., m. f., p. 969. — V. pour le surplus le budget de la dette publique.

Damas.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Damas, sur les dégâts causés aux biens ainsi qu'aux personnes par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, société appartenant à la Vieille-Montagne, à Hollogne-aux-Pierres. Demande d'interpellation, p. 806. — M. Damas développe son interpellation, p. 877 à 880. — M. Tschoffen, m. i. t., répond à l'interpellation, p. 880, 881. — Interr. de MM. Damas et Lekeu, p. 881. — Sont encore entendus : MM. Digneffe et Seeliger, p. 881 à 883. — Interr. de MM. Guyaux, Lekeu, Damas, Digneffe, Van Fleteren, p. 881 à 883. — L'interpellation est close, p. 883.

de Mévius (baron).

Ann. — Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes par M. le baron de Mévius relativement à la gare et au passage à niveau de Gembloux. — Demande d'interpellation, p. 8. — M. Deswarte propose de fixer cette interpellation au mardi suivant, 18 décembre, et cette proposition est admise, p. 95.

M. le baron de Mévius développe son interpellation, p. 99 à 101. — Interr. de MM. Neujean, m. c. f. m. p. t., Guyaux, Van Belle, Ronvaux, Mousty, p. 99 à 101. — Sont encore entendus : MM. Hicguet, le duc d'Ursel, le baron Ruzette, m. a. t. p., Neujean, m. c. f. m. p. t. (qui répond à l'interpellation), le baron de Mévius, Volckaert, François, p. 101 à 103.

Motion d'ordre de M. le baron de Mévius, qui fait une rectification aux *Annales parlementaires*, une coquille typographique ayant altéré le sens de son discours, qui paraît être adressé à M. Hicguet, p. 112.

Deswarte.

Ann. — Adressée par M. Deswarte à M. le premier ministre, ministre des finances, au sujet des mesures prises ou à prendre aux fins de répression de la spéculation sur les changes. — Motion d'ordre de M. Deswarte annonçant cette interpellation, p. 201, 202. — V. la rubrique Finances : Change.

M. Deswarte développe son interpellation, p. 231 à 237. — Interr. de MM. Jaspar, m. a. ét., Volckaert, Lekeu, Theunis, p. m. m. f., Moyersoen, m. i. t., p. 233 à 236. — Discussion de l'interpellation. Disc. de MM. Van Overbergh, Theunis, p. m. m. f., François, p. 237 à 246. — Interr. de MM. Deswarte, Van Fleteren, Baeck, Van Overbergh, Lekeu, Volckaert, Guyaux, Seeliger, Neujean, m. c. f. m. p. t., Van Roosbroeck, François, Solau, p. 238 à 246. — L'interpellation est close.

Interpellations : ***Deswarte (suite)***

Digneffe.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène, par M. Digneffe, au sujet de certaines décisions prises par le gouverneur des provinces rédimées, en violation de droits acquis à des Belges, ensuite d'opérations commerciales effectuées et de contrats signés par ces derniers avec des ressortissants des dites provinces, en se conformant aux prescriptions de la législation civile en vigueur dans la dite région. Demande d'interpellation, p. 1298. — M. le président annonce que M. Digneffe, d'accord avec le ministre, demande que son interpellation soit fixée à la rentrée de novembre, p. 1298. — Cette demande est admise.

Fraiture, Renier et Guyaux.

Ann. — Adressée à M. le ministre des chemins de fer par MM. Fraiture, Renier et Guyaux, sur la désorganisation générale des chemins de fer. M. le président annonce cette interpellation, et déclare que MM. Fraiture, Renier et Guyaux demandent un tour de faveur pour leur interpellation, p. 282. — M. le président prie les interpellateurs de vouloir bien s'entendre avec M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, au sujet de la date de la discussion, p. 282. — Assentiment de M. Fraiture, p. 282.

M. Guyaux développe son interpellation, p. 393 à 398. — Interruptions de MM. Renier, Lekeu, Baeck, p. 396 à 398. — M. Renier développe son interpellation, p. 398 à 406. — Interruptions de MM. Baeck, Mousty, Guyaux, Lekeu, Van Fleteren, Neujean, m. c. f., m., p., t., Hubert, Casterman, Ronvaux, Thiébaut, Demoulin, Fraiture, Solau, Seeliger, le vicomte Berryer, m. i. h., Van Roosbroeck, Demerbe, Mme Spaak, p. 398 à 406. — M. Fraiture développe son interpellation, p. 407 à 415. — Interruptions de MM. Renier, Guyaux, Rongy, le baron de Mévius, le comte de Limburg-Stirum, Van Fleteren, Lekeu, Braun, Beauduin, Neujean, m. c. f., m. p., t., le baron d'Huart, Van Overbergh, Mousty, Baeck, p. 408 à 415. — Discours de M. Le Jeune, p. 416. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., répond aux interpellateurs, p. 416 à 420. — Interruptions de MM. Fraiture, Lekeu, Guyaux, Van Fleteren, Carton, le baron Ruzette, m. a., t. p., Lion, Casterman, p. 416 à 420. — Pendant cette discussion, M. le président déclare que si M. Renier continue à interrompre, il se verra dans l'obligation de le rappeler à l'ordre, p. 417.

Reprise de la discussion de l'interpellation. Discours de M. Neujean, m. c. f., m., p., t., p. 440 à 444. — Interruptions de MM. Guyaux, Lekeu, Van Fleteren, Renier, Hubert, le baron Ruzette, m. a., t. p., p. 441 à 443. — M. Van Fleteren demande la parole pour un fait personnel, p. 443. — M. le président fait remarquer que M. Van Fleteren n'a pas été personnellement mis en cause, p. 444. — Observations de MM. Liebaert et Lekeu, p. 444. — M. Masson, m. j., y consentant, M. le président accorde la parole à M. Van Fleteren, p. 444.

Fait personnel de M. Van Fleteren au sujet d'une expression qu'il a employée à l'égard de M. Masson, m. j., p. 444. — M. le président déclare qu'il va être obligé de rappeler M. Van Fleteren à l'ordre, p. 444. — Observations de M. Lekeu, p. 444. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., reprend son discours, p. 444 à 446. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Lekeu, Wittemans, Fraiture, Guyaux, p. 444 à 446.

Reprise de l'ensemble de la discussion de l'interpellation. Discours de MM. Renier, Van Overbergh, Le Jeune, Lafontaine, Rutten (qui propose un ordre du jour dont il donne lecture, p. 460), Fraiture, p. 446 à 461.

Interruptions de MM. Weyler, Guyaux, Masson, m. j., Delannoy, Baeck, Van Fleteren, Lekeu, Neujean, m. c. f., m. p., t., Mousty, Vanderick, Lion, Seeliger, Fraiture, Deswarte, Van Roosbroeck, Demoulin, Ronvaux, Du Bois, p. 446 à 461. — M. Rutten prononce un nouveau discours en réponse à M. Fraiture, p. 461, 462. — Interruptions de MM. Lekeu, Van Fleteren, Seeliger, p. 461, 462.

M. Neujean, m. c. f., m., p., t., déclare que, afin de faire gagner du temps au Sénat, il s'abstiendra de répondre au discours de M. Van Overbergh et au dernier discours de M. Renier, et annonce que le gouvernement accepte l'ordre du jour présenté par le R. P. Rutten et M. Hicguet; M. Neujean déclare encore, à cette occasion, qu'il aurait vivement désiré répondre à l'appel généreux de MM. Lafontaine et cons., mais que les seules révocations qui ont été maintenues frappent

Interpellations : *Fraiture, Renier et Guyaux* **(*suite*)**

des agents pris en flagrant délit de refus de service commandé, p. 462. — M. Fraiture accuse le ministre de dire une chose fausse, p. 462. — M. le président t'Kint de Roodenbeke prie M. Fraiture de retirer les expressions dont il s'est servi, M. Fraiture maintient ce qu'il a affirmé et M. le président lui inflige un rappel à l'ordre, p. 462. — M. Fraiture répète que c'est bien intentionnellement qu'il a accusé le ministre, et le tumulte étant à son comble, M. le président suspend la séance, p. 462.

La séance est reprise et M. Fraiture s'explique sur son rappel à l'ordre, p. 462. — A la suite des explications de M. Fraiture, M. le président déclare ne pas maintenir le rappel à l'ordre qu'il lui a infligé, p. 462. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., maintient l'exactitude de tout ce qu'il a affirmé, mais déclare admettre les explications données par M. Fraiture, puis donne encore quelques explications au sujet des révocations, p. 462.

M. le président donne lecture de l'ordre du jour présenté par MM. Lafontaine, Van Roosbroeck, Solau, Lombard, Hannick, Rongy, Demoulin, Mme Spaak, M. Lekeu :

« En conclusion du débat auquel a donné lieu l'interpellation de MM. Guyaux, Renier et Fraiture sur le désarroi des chemins de fer, le Sénat émet le vœu suivant :

1° Que le gouvernement veuille bien accueillir la collaboration qui lui est offerte par les syndicats en vue d'examiner les mesures propres à remédier au désarroi des chemins de fer;

» 2° Que le gouvernement constitue, en outre, ainsi qu'il l'a promis antérieurement, une commission paritaire chargée d'examiner la question des ressources du personnel, et notamment de rechercher les améliorations de salaire susceptibles d'enrayer l'exode, de maintenir en fonctions les spécialistes et d'assurer le plein rendement de la main-d'œuvre;

» 3° Que le gouvernement réintègre les agents frappés de révocation et contre lesquels on ne peut retenir aucun fait entachant l'honneur », p. 462.

L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche et cet ordre du jour est rejeté par 78 voix contre 42, p. 463.

M. le président donne lecture de l'ordre du jour présenté par MM. Rutten et Hicguet :

« Le Sénat, persuadé que le gouvernement ne différera pas l'étude des questions relatives au droit d'association des agents de l'Etat et aux commissions consultatives mixtes du personnel; approuve les mesures prises par le gouvernement pour coordonner les services et mettre fin au désarroi actuel, et passe à l'ordre du jour », p. 463.

Cet ordre du jour est adopté par assis et levé, p. 463.

Communication de M. le président comte t'Kint de Roodenbeke, au sujet de paroles prononcées le mardi précédent, après la suspension de séance, et qui ont été maintenues au *Compte rendu analytique*, alors qu'elles avaient été supprimées à la sténographie, p. 483. — M. le président déclare que cette communication servira de rectification au *Compte rendu analytique* et renouvelle à cette occasion l'appel qu'il avait adressé à l'assemblée au début de la session, quant à la nécessité de l'esprit de modération, p. 483.

Guyaux et Van Roosbroeck.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse inquiétante du prix du pain. Par motion d'ordre, M. Guyaux annonce cette interpellation et demande l'urgence. M. le président prie M. Guyaux de s'entendre avec M. le ministre de l'industrie et du travail pour la fixation de l'interpellation, p. 1299. — Observations de MM. Volckaert et Lekeu, qui appuient la motion de M. Guyaux, p. 1299. — M. Guyaux développe son interpellation, p. 1378. — Discussion de l'interpellation. MM. De Meulemeester, Carton, m. c. (qui répond à l'interpellation au nom de M. Tschoffen, m. i. t.), Deswarte, le baron Ruzette, m. a., t. p., le baron de Mévius, Genard, Guyaux, Lekeu, Van Overbergh, Speyer, Braffort, Volckaert, Huisman-Van den Nest, Digneffe, le marquis Imperiali, le baron de Steenhault de Waerbeek, p. 1378 à 1382. — M. le président déclare l'interpellation close, p. 1382. — Au cours de cette discussion, M. le président fait des observations au sujet des nombreuses interruptions, p. 1383.

Imperiali (marquis).

Ann. — Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes par M. le marquis Imperiali sur les modifications à apporter au régime des abonnements du téléphone. Demande d'interpellation, p. 657. — M. le président prie M. le marquis Imperiali de se mettre d'accord avec M. le ministre des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, au sujet de la fixation de l'interpellation, et M. le marquis Imperiali déclare être d'accord, p. 657.

Motion d'ordre de M. le marquis Impériali, qui demande, d'accord avec M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, que son interpellation soit jointe à la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 815. — M. le président déclare qu'il en sera ainsi.

M. le marquis Imperiali développe son interpellation au cours de la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 825 à 827. — Interruptions de MM. Volckaert et Speyer, p. 826, 827. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., répond aux observations présentées au sujet de la réforme du tarif téléphonique, p. 849, 850. — Voyez pour le surplus l'ensemble de la discussion générale du budget des chemins de fer, postes et télégraphes pour 1924. Rubrique : Finances : Budgets.

Rongy.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Rongy, sur l'arrêté royal paru au *Moniteur* du 23 février et relatif au fonctionnement des caisses de chômage involontaire. M. le président annonce cette interpellation, déclare que M. Rongy insiste sur le caractère d'urgence de l'interpellation et engage l'interpellateur à se mettre d'accord avec le gouvernement pour en fixer la date, p. 556. — D'accord avec M. le ministre de l'industrie et du travail, M. Rongy demande que son interpellation soit discutée le mardi 25 mars, p. 558. — Assentiment du Sénat.

M. Rongy déclare que, à la suite d'un entretien qu'il a eu avec M. le ministre de l'industrie et du travail, il estime devoir ajourner cette interpellation jusqu'à nouvel ordre, pour autant qu'il soit nécessaire de la développer un jour, p. 608. — Observations de MM. Tschoffen, m. i. t. (qui déclare n'avoir pris aucun engagement en ce qui concerne la revision des règlements visés par M. Rongy), et Rongy, p. 608. — M. Rongy déclare être d'accord avec M. Tschoffen, m. i. t., au sujet de l'opportunité du maintien éventuel de son interpellation, p. 608.

Van Fleteren.

Ann. — Adressée à M. le ministre de la justice par M. Van Fleteren au sujet des traitements des magistrats. Motion d'ordre de M. Van Fleteren, qui annonce cette interpellation, et déclare qu'il s'est mis d'accord avec M. le ministre de la justice pour fixer la discussion de cette interpellation au mardi suivant; prie, en conséquence, M. le président de porter cet objet à l'ordre du jour, immédiatement après la discussion du budget de la justice, p. 481. — M. Masson, m. j., déclare être d'accord avec M. Van Fleteren, mais fait remarquer que celui-ci a omis de dire que son interpellation serait de très courte durée, p. 481. — Observations de MM. Van Fleteren, Masson, m. j., p. 481. — Le Sénat étant unanime, l'interpellation est fixée au mardi suivant, p. 481.

M. Van Fleteren motive son interpellation qu'il déclare faire en style télégraphique, ainsi qu'il s'y est engagé, rappelle qu'au cours de la discussion du budget de la justice tous les orateurs ont insisté sur l'urgence de la réforme des traitements des magistrats, prie, dans ces conditions, le Sénat de confirmer le vœu exprimé par la commission de la justice, vœu qu'il a libellé dans un ordre du jour dont il donne lecture, p. 500. — M. Liebaert estime que cet ordre du jour n'est pas en harmonie avec les prérogatives parlementaires et oppose l'ordre du jour pur et simple à celui de M. Van Fleteren, p. 501. — Observations de MM. Masson, m. j. (qui se rallie à l'ordre du jour pur et simple proposé par M. Liebaert), Van Fleteren, Braun (qui propose une modification à l'ordre du jour présenté par M. Van Fleteren), p. 501. — M. Van Fleteren déclare qu'il demandera l'appel nominal sur son ordre du jour, dont le vote est fixé au lendemain, p. 501. —M. Liebaert demande que la priorité soit donnée à l'ordre du jour pur et simple, p. 501.

M. le président donne lecture de l'ordre du jour présenté par M. Van Fleteren :

« Le Sénat :

» Considérant que l'honorable ministre de la justice, au cours de la discussion de son budget, n'a donné aucune assurance concernant la prompte solution à intervenir au sujet du problème des traitements de la magistrature ;

» Que l'honorable ministre a annoncé qu'une commission sera instituée pour l'étudier, mais sans prendre d'engagement quant à la date approximative pour l'achèvement du travail de cette commission et le dépôt d'un projet ;

Interpellations : Van Fleteren (*suite*)

» Considérant qu'il y a unanimité pour réclamer une solution urgente et qu'un encommissionnement sans délai risque de la faire remettre indéfiniment ;

» Confirme le vœu exprimé par la commission de la justice, demandant au gouvernement de vouloir bien faire diligence, de façon à saisir le parlement, le plus prochainement possible, d'un projet de loi qui puisse être voté au cours de la présente session. »

et rappelle que M. Liebaert a proposé l'ordre du jour pur et simple, p. 511. — M. Van Fleteren demande la parole et M. Liebaert déclare qu'on ne peut plus parler que sur la position de la question, p. 511. — Sont entendus : MM. Van Fleteren (qui proteste contre la priorité qui serait donnée à l'ordre du jour de M. Liebaert), le président comte t'Kint de Roodenbeke (qui fait remarquer que l'ordre du jour pur et simple a toujours la priorité), Liebaert (qui, à la demande de M. Van Fleteren, précise la signification de l'ordre du jour pur et simple qu'il a proposé), Volckaert (qui prend acte des paroles de M. Liebaert), p. 511, 512. — M. le président prie, au cours de cette discussion, M. Liebaert de ne pas entrer dans le fond du débat, p. 512. — M. le président met aux voix l'ordre du jour pur et simple proposé par M. Liebaert; l'extrême gauche demande l'appel nominal, et l'ordre du jour de M. Liebaert est adopté par 78 voix contre 35, ce qui rend sans objet l'ordre du jour de M. Van Fleteren, p. 512.

Invalides. — V. 1° Emplois publics. — 2° Armée : Combattants.

Japon (tremblement de terre au). — V. Affaires étrangères.

Jaspar, ministre des affaires étrangères, démissionnaire le 27 février 1924.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale : Observations, p. 219, 221, 223, 228, 251. — Répond aux différents orateurs, p. 253 à 260. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. Lekeu, concernant des interruptions faites par celui-ci, p. 261. — Reprise de la discussion générale : Observations, p. 262, 275, 276, 278, 279. Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change, p. 233.

Jette. — V. Communes : Limites séparatives.

Jonction Nord-Midi (abandon des travaux). — Voyez la motion d'ordre faite à ce sujet par M. Deswarte au cours de la discussion du budget des chemins de fer, notamment en ce qui concerne le manque de documentation, p. 844. — Voyez les rubriques : *a*) Finances : Budgets : Budget des chemins de fer, postes et télégraphes pour 1924; *b*) Motion d'ordre au nom de M. Deswarte.

Juge unique. — V. Procédure civile : Prorogation des lois temporaires.

Jurés. — V. Organisation judiciaire : Jury.

Jury. — V. Organisation judiciaire.

Jurys spéciaux. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

K

Katanga (émission d'actions du chemin de fer du). — V. Congo : Finances : Emission d'actions.

Keesen, sén. prov. du Limbourg.
Annonce de son décès, p. 3.

L

Lafontaine, sén. prov. de Liége, premier vice-président du Sénat.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Amendement à l'article 52 (co-sign.), n° 76.
Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Amendements (co-sign.), n° 136.

Lafontaine (*suite*)

Ann. — Nommé premier vice-président du Sénat, p. 2.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Parle de la politique internationale de la Belgique, notamment au point de vue financier, p. 219-223. — Observations, p. 228, 229, 252, 274. — Parle notamment du capitalisme, p. 276-277. — Observations, p. 277 à 279.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Discours. Traite la question de la fondation d'une université internationale, p. 319-320.
Interpellation de MM. Fraiture et cons. sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 458-459.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 636, 638.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (Services de travaux publics.) Discussion générale. Défend l'Union des associations internationales et proteste contre la reprise des locaux affectés au Palais mondial, p. 674 à 680.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 870.
Disparition du député italien Matteotti. Par motion d'ordre, propose au Séant de prier le bureau d'adresser à la Chambre italienne l'expression de la sympathie du Sénat, p. 1025.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert ou sujet des accidents causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1113. — Discours. Préconise des mesures pour éviter la guerre etestime que l'on pourrait y parvenir grâce à la Société des nations, p. 1129 à 1134. — Observations, p. 1144 à 1147.
Budget du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1228 à 1230.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Langues. — V .1° Armée : Code de procédure pénale militaire, notamment la motion d'ordre de M. Calonne demandant l'ajournement du projet du gouvernement et son renvoi à la commission. — 2° Chambres législatives-Sénat : Règlement du Sénat.

Lepon, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — Proposition de modification des articles 40, 42 et 46 du règlement du Sénat, n° 65.
Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 3 et 4, n° 129. — Amendements aux articles 3, 4, 12, 19, 22, 36, 44, 59, 62, 94 et 125, n° 137.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 38, p. 86, 96.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 180, 182, 186.
Budget des sciences et des arts pour 1924 Discussion générale. Observations, p. 372. — Discours. Parle notamment des subsides à donner pour réfection de monuments historiques, à Anvers; et du subside alloué à l'opéra flamand d'Anvers, p. 354-355.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale. Discours. Fait remarquer les conséquences fâcheuses du retard apporté par le gouvernement à approuver l'adjudication des travaux publics, p. 681.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours, p. 707-708. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 733. — Art. 2. Discussion, p. 735 à 739.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des téléphones. Discussion générale. Observations, p. 843. — Donne l'interprétation exacte d'une interruption qu'il a faite la veille relativement aux communications entre Anvers et Gand par le pays de Waes et parle, en général, des communications au point de vue anversois, p. 853 à 855
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs

Lebon (*suite*)

délaissés dans la région du front. Discussion générale. Applaudit à la compression des dépenses militaires, p. 1118-1119.

Projet de loi relatif à la revision des listes électorales. Discussion générale, p. 1170, 1171.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Pose des questions : 1° au sujet de la part d'intervention de l'Etat dans la dérivation des eaux du Schyns, *extra muros;* 2° au sujet de la nouvelle chaussée d'Anvers à Merxem, p. 1194. — Observation, p. 1195, 1196.

Budget du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1222, 1226. — Discours, p. 1232 à 1234. — Observations, p. 1254.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : Amendement de M. Liebaert au IIfer proposé par la commission. Observations, p. 1327 à 1329. — Fait encore diverses observations, p. 1329. — Amendement qu'il a présenté pour le cas où l'amendement de la commission (n° IV*bis*, augmentation de 150 p. c.) serait adopté. Discussion : développe son amendement, p. 1335, 1336. N° VI. Discussion. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 1336. — Déclare se rallier à l'amendement de M. Deswarte, p. 1337. — Déclare que l'amendement qu'il avait présenté vient à disparaître, p. 1337.

Lefebvre, sén. de Malines-Turnhout.

Doc. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Rapport sur le tableau B (services des travaux publics), n° 103.

Demandes de grande naturalisation. Rapports, n° 252.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1924. Dépose le rapport sur le tableau *B* (service des travaux publics), p. 606. — Discussion générale. Observations, p. 681.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Le Jeune, sén. d'Anvers.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 3 et 43, n° 129.

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923. Rapport, n° 270.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gênes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris, le 1er juin 1921, par la Belgique et la France. Rapport, n° 272.

Ann. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale. Termine son discours en formant le vœu que ce projet soit promptement voté, p. 20, 21. — A l'occasion d'une proposition de remise, introduite par M. Van Roosbroeck, exprime à nouveau son désir de ne pas voir retarder le projet, p. 24. — Vote en seconde lecture. Art. 21, p. 197.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discusion générale, p. 273, 276.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 416, 457-458.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet : répond à M. Mousty, p. 669.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau *B* (service des travaux publics). Discussion générale, p. 674.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discusion générale. Discours, p. 715-716. — Discussion des articles. Art. 2 : Développe l'amendement qu'il présente, p. 735 à 738. — Demande l'appel nominal sur cet amendement, p. 739.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discusion générale. Observations, p. 1140.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : parle de la nécessité d'une direction générale de l'Escaut, p. 1192.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclues à Genève le 3 novembre 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi. demande l'urgence, et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1387. — Discussion générale, p. 1387.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gênes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris, le 1er juin 1921, par la Belgique et la France. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et en demande la discussion immédiate, p. 1410. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1410.

Leken, sén. prov. du Hainaut.

Doc. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Rapport, n° 20.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Amendement à l'article 62 (co-sign.), n° 76.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'article 78 du tableau (co-sign.), n° 175.

Ann. — Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion, en vue de la constitution de leurs bureaux, p. 6.

Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande de M. Volckaert, faite au nom du groupe socialiste, et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 72.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 35, p. 85.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 88. — Fait remarquer l'urgence du projet, et demande qu'il soit discuté avant les vacances du jour de l'an, p. 88. — M. le président ayant fait remarquer que la discussion des budgets devra avoir la priorité, insiste encore sur l'urgence de ce projet, ajourné à plusieurs reprises, et déclare que la discussion en sera brève, p. 88. — Discussion générale, p. 179, 180, 182 à 187. — Discussion des articles. Art. II : art. 58, p. 188.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Rappelle qu'il a demandé un tour de faveur pour ce projet de loi et insiste sur sa demande, p. 112. — Obsevations au sujet d'une demande de M. Ryckmans, tendant à prendre la parole au moment du vote, p. 171.

Interpellation de M. Deswarte au sujet de la spéculation frauduleuse sur le change, p. 233, 241 à 246.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 251 à 253, 255, 257, 258. — Fait personnel : donne lecture au Sénat d'une partie du compte rendu sténographique, afin d'éviter une équivoque qui pourrait surgir au sujet d'interruptions qu'il a faites au discours de M. Jaspar, m. a. ét., p. 260, 261. — Reprise de la discussion générale, p. 276 à 279.

Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 270.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 286, 287. — Expose la politique du parti socialiste en matière d'enseignement public, p. 289-297. — Observations, p. 300, 301, 305, 306, 308, 309, 311, 312, 321, 322, 324. — Par motion d'ordre, exprime son regret de ne pouvoir répondre immédiatement à M. Magnette, absent, et avant la séance que la Ligue de l'enseignement doit tenir le dimanche suivant, p. 330. — Observations, p. 340. — Reprise de la discussion générale. Répond brièvement à ses contradicteurs, afin de couper court à toute équivoque et de retenir les principales conclusions qui se dégagent du débat, p. 343 à 348. — Observations, p. 349, 355, 356, 359, 360.

Décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres. Prononce un discours à cette occasion, p. 315.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 380, 384. — Parle de la crise du logement et de la loi sur les loyers, p. 427. — Observations, p. 429 à 433.

Règlement du Sénat. Modification : Proposition de M. Speyer tendant à un examen général. Marque, au nom du groupe socialiste, son accord sur cette proposition, p. 383. — Discussion générale. Discours, p. 1000 à 1003. — Discussion des articles. Art. 31. Déclare, au nom du groupe socialiste, que ce groupe s'abstient sur cet article, p. 1004. — Art. 37 à 37bis. Déclare que le groupe socialiste s'abstient également sur ces huit articles et rappelle qu'il a indiqué les motifs de cette abstention dans la discussion générale, p. 1005.

Lekeu (*suite*)

Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fourniture à l'ennemi. Observations, p. 385.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la déosrganisation générale des chemins de fer, p. 396, 399 à 406, 410 à 412, 415 à 417, 441, 443. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Van Fleteren, p. 444. — Reprise de la discussion, p. 445, 448, 450, 451, 454, 456, 457, 459 à 462.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Discussion. Discours, p. 599-600. — Question des sucres : Fait des observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu la veille à la Chambre, au cours de la discussion de la déclaration gouvernementale, incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, p. 600 à 602. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Mousty, au sujet du même incident, p. 665, 668, 669. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. le baron de Moffarts, concernant des paroles qu'il lui a adressées au cours d'une interruption, p. 669. — S'explique sur cet incident et finit par retirer l'expression dont il s'est servi, à la suite des déclarations de M. le baron de Moffarts, p. 669, 670. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin qui répond aux accusations dirigées contre lui par M. Mousty, p. 722 à 724.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 619, 622 à 624, 626 à 630, 632, 633, 636 à 639, 642, 643, 645, 646. — Déclare, à la suite de MM. Fraiture et Casterman, renoncer également à la parole dans la discussion générale, à condition que les autres sénateurs y renoncent également, à l'exception du R. P. Rutten, qui va faire une déclaration, p. 647. — Fait des observations au sujet de la déclaration de M. Rutten relative : 1° aux accidents du travail et aux enquêtes faites à cette occasion; 2° à l'intérêt de parti que la droit mettrait au dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 13, p. 653, 654.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Fait une déclaration au sujet des votes négatifs de la gauche socialiste sur les budgets, p. 692.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 698, 700, 712 à 714. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 732, 733. — M. le président payant proposé, d'accord avec différents groupes de l'assemblée, l'ajournement de ce projet, déclare que la gauche socialiste se soumet à cet ajournement, mais demande que la commission de l'industrie et du travail s'occupe de cette question pendant les vacances et que le projet soit discuté dès la rentrée de Novembre, p. 1225.

Projet de loi réglementant la vente en détail des dentelles. Discussion générale. Observations, p. 727. — Discours, p. 728, 729. — Observations, p. 729.

Débat financier. Par motion d'ordre, déclare être d'accord au sujet de l'interversion de discussion de certains budgets, par suite du prochain départ de M. Theunis, m. d., m. f., pour Londres, et exprime le vœu que le débat qui va s'ouvrir sur le budget des finances soit abrégé autant que possible, un débat plus ample étant reporté au prochain budget des finances, p. 752.

Premier mai. Par motion d'ordre, demande si le Sénat ne manquerait pas dans les convenances de ne pas siéger ce jour-là, son groupe se trouvant dans l'impossibilité d'assister à la séance, p. 749, 750. — Demande l'appel nominal sur une proposition de M. Van Fleteren tendant à siéger le vendredi 2 mai, p. 768.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 755, 756.

Notification du décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost. Prononce un discours à cette occasion, p. 805.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 841. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Deswarte relative à la jonction Nord-Midi, p. 845. — Reprise de la discussion. Observations, p. 848, 850.

Interpellation de M. Damas au sujet des dégâts causés par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, à Hollogne-aux-Pierres, p. 881, 882.

Lekeu (*suite*)

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Parle notamment du statut de la rémunération et des desiderata du personnel des contributions, accises, douanes et enregistrement, et préconise l'institution d'un conseil d'Etat et déclare que les organisations syndicalistes préparent la grande réforme administrative, p. 895 à 905. — Observations, p. 912, 942 à 944, 950, 952, 955, 957, 959, 960 à 962, 970, 972 à 974, 979 à 983. — Fait diverses observations en réponse à M. Theunis, p. m., m. f., p. 983 à 986.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 922, 927. — Discussion des articles. Art. 78. Observations, p. 933 à 935. — Demande l'appel nominal sur l'amendement de MM. Volckaert et consorts, p. 938.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discussion générale, p. 1035. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1036. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1039. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale, p. 1060.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1086, 1087. — Discours. Expose notamment les aspirations et conceptions du parti socialiste, en ce qui concerne l'organisation de l'armée, ainsi que sa mission dans le statut politique et social d'une démocratie, p. 1092 à 1103. — Observations, p. 1113 à 1116. — Ayant demandé à présenter des observations avant que M. Forthomme, m. d. n., ne termine son discours, déclare s'incliner devant le désir de M. Forthomme, m. d. n., qui le prie de lui laisser terminer son discours sans plus l'interrompre, p. 1116. — Observations, p. 1125, 1131 à 1134, 1137, 1138, 1140, 1144 à 1147, 1149.

Projet de loi assurant l'admission ou la réintégration des Belges mobilisés et des anciens combattants dans les fonctions et emplois publics. Appuie des demandes faites par motions d'ordre par M. Van Roosbroeck et tendant à obtenir l'urgence pour ce projet de loi, p. 1086, 1126.

Notification du décès de M. le sénateur Berger. Prononce un discours à cette occasion, p. 1155-1156.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1177, 1179, 1187, 1189.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1223 à 1224, 1226, 1228 à 1230.

Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré. Projet général et projet spécial aux ouvriers mineurs. A l'occasion d'observations au sujet de l'ordre du jour, demande que ces projets obtiennent un privilège de priorité à la rentrée de novembre et que le projet spécial aux ouvriers mineurs ait la priorité sur le projet général, p. 1225. — Après diverses observations, propose de renvoyer cette question à l'examen de la commission du travail parlementaire, p. 1225.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Calonne, qui demande que l'examen de ce projet soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner, p. 1241.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1276. — Discours, p. 1276. — Observations, p. 1276, 1277.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Déclare, à la suite d'une demande de M. le président, que la commission chargée de l'examen de ce projet se réunira le lendemain, p. 1278. — S'oppose à une proposition faite, par motion d'ordre, par M. Deswarte et tendant à supprimer la discussion générale, estimant que cette suppression prolongerait beaucoup la discussion des articles, p. 1298, 1299. — Observations, p. 1299. — Discussion générale, p. 1300 à 1303, 1308, 1309. — Discussion des articles. Art. 1er : 1*bis* et 1*ter* proposés par le gouvernement. Observations, p. 1309, 1311, 1312. — II*bis*. Discussion, p. 1316 à 1320. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Dupret, p. 1321. — Observations au sujet de la procédure qui sera suivie pour le vote, p. 1322. — Observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté relativement à la commune de Koekelberg, p. 1323. — Amendement de M. Du Bois relatif aux débits de boissons. Observations,

Lekeu (*suite*)

p. 1325. — Amendement de M. Liebaert au II*ter* de la commission. Discussion, p. 1327. — Fait encore diverses observations, p. 1329. — N° IV. Amendement de MM. Poelaert et Delannoy. Observations, p. 1330. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1330. — IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1333, 1334. — Estime que le vote par assis et levé sur un amendement de M. Lebon a donné un résultat douteux, p. 1336. — Observations pendant les discours des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1421, 1423. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423. — Observations à l'occasion d'un rappel à l'ordre infligé à M. Van Fleteren, qui a qualifié de « voleurs » les sénateurs qui votaient le projet de loi, p. 1424.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Observations, p. 1286. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain. Appuie une motion de M. Guyaux tendant à obtenir l'urgence pour cette interpellation, p. 1299. — Discussion de l'interpellation, p. 1379 à 1382.

Projet de loi conférant la naturalisation. Appuie une demande faite par motion d'ordre par M. Volckaert, tendant à ce que ces projets soient inscrits à l'ordre du jour du lendemain, p. 1315.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Lettres. — V. Sciences, arts et lettres.

Leyniers, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendement à l'article 10 (co-sign.), n° 30.

Projet de loi accordant la garantie de la Colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. Rapport, n° 102.

Budget des colonies pour l'exercice 1924. (Dépenses métropolitaines.) Rapport, n° 228.

Projet de loi approuvant une ordonnance de crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922. Rapport, n° 229.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1923. Rapport, n° 230.

Projet de loi approuvant une ordonnance de crédit supplémentaire au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922, Rapport, n° 231.

Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924. Rapport, n° 236.

Ann. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 192.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 523.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 577.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie des chemins de fer du Katanga. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 606.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 854.

Projet de loi allouant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1922. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1160.

Budget du ministère des colonies pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1160.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au budget des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1161.

Leyniers (*suite*)

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour 1922. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1161.

Projet de loi contenant le budget général des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1180. — Discussion générale de ce budget et du budget métropolitain, ainsi que des crédits supplémentaires aux budgets de divers exercices. Discours, p. 1219 à 1225. — Observations, p. 1226 à 1228, 1232, 1243 à 1245, 1248.

Libioulle, sén. de Charleroi et Thuin, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Amendements aux articles 2, 4, 5, 8 et 9, n° 195.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Recommande à la bienveillance du Sénat et du ministre la situation matérielle des fonctionnaires subalternes, p. 745.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discussion générale, p. 1035. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Licences. — V. Finances : Douanes : Prorogation de la loi du 25 janvier 1923.

Liebaert, sén. de Courtrai et Ypres.

Doc. — Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts ». Amendements aux articles 3 et 4, n° 9.

Rapport de la commission des finances sur diverses délibérations du conseil des ministres par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées. Dépose ce rapport, n° 109.

Projet de loi relatif au trafic et à la refonte des monnaies métalliques. Rapport, n° 140.

Projet de loi apportant des changements à la législation relative à la caisse des dépôts et consignations. Rapport, n° 172.

Projet de loi abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur* belge. Amendement (art. 12*bis* nouveau), n° 174.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture. Rapport, n° 186.

Dissentiment survenu entre le département de la marine et la Cour des comptes. Rapport, n° 220.

Dissentiment entre le département des sciences et des arts et la Cour des comptes. Rapport, n° 244.

Ann. — Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Discussion générale. Annonce des amendements, p. 24 à 29. — Discussion des articles. Art. 4. Déclare maintenir un amendement qu'il a présenté, p. 38. — Discussion, p. 39, 40.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 2. A la reprise de l'examen de cet article, demande, avec M. Deswarte, que le vote soit retardé, p. 47.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 5, p. 135.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Van Fleteren, p. 444.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 463, 465, 478. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 492.

Interpellation de M. Van Fleteren au sujet de la situation des magistrats. Estime qu'un ordre du jour déposé par M. Van Fleteren n'est pas en harmonie avec les prérogatives parlementaires et oppose l'ordre du jour pur et simple à celui de M. Van Fleteren, p. 501. — Demande que la priorité soit donnée, pour le vote, à l'ordre du jour pur et simple, p. 501. — M. Van Fleteren ayant demandé la parole, après la lecture de l'ordre du jour qu'il propose, déclare qu'on ne peut plus parler que sur la position de la question, p. 511. — A la demande de M. Van Fleteren, précise la signification de l'ordre du jour, p. 511, 512.

Liebaert (*suite*)

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 523.
Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet du renvoi de ce projet de loi, p. 532.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 577. — Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Discours. Traite de la pollution des cours d'eau et canaux, p. 662 à 664. — Observations, p. 685, 688.
Dépose le rapport de la commission des finances sur plusieurs délibérations du conseil des ministres par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées, p. 628. — Discussion de cette question, p. 718.
Premier mai : Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Lekeu tendant à ce que le Sénat ne siège pas ce jour-là, p. 749. — MM. Van Fleteren et Lafontaine ayant proposé de siéger le vendredi 2 mai, et cette proposition ayant été mise aux voix, alors que le Sénat n'était plus en nombre, fait remarquer le lendemain, à la reprise du vote, que les membres qui ont demandé l'appel nominal ne sont pas présents, p. 769.
Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 754.
Projet de loi relatif au trafic et à la refonte des monnaies métalliques. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 766.
Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. Discussion générale, p. 809.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 817 à 819. — Parle des augmentations de tarifs, notamment en ce qui concerne l'encaissement des effets de commerce par voie postale, p. 839, 840. — Observations, p. 842, 844, 854.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 876.
Projet de loi portant changement de la législation relative à la Caisse des dépôts et consignations. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 877.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour l'année 1922. Discussion générale. Observations, p. 951, 952, 955, 956, 975, 981.
Dissentiment entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture. Dépose le rapport sur ce dissentiment, p. 1008.
Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur. Discussion générale, p. 1016.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Discussion des articles. Art. 14. Observations, p. 1022.
Disparition du député italien Matteotti. Combat une proposition de M. Lafontaine tendant à adresser les condoléances du Sénat à la Chambre italienne, p. 1025, 1026.
Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transport automobile sur routes. Discussion générale, p. 1029.
Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge*. Discussion des articles. Art. 12*bis*, qu'il propose, p. 1047, 1048. — Vote en seconde lecture. Art. 12*bis*. Observations, p. 1128. — Fait remarquer qu'il faudra, par suite des articles supprimés, faire une nouvelle numérotation des articles, p. 1128.
Dissentiment entre le département de la marine et la Cour des comptes. Dépose le rapport sur ce dissentiment, p. 1092.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale, p. 1111, 1125.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1165, 1175. — Répond aux critiques formulées par M. le baron de Mévius, rap., au sujet du crédit de 50 millions inscrit au budget pour le remboursement des avances faites par la Banque nationale, p. 1181-1182. — Observations, p. 1186, 1187. — Discussion des articles. Art. 123, 124, 127, 129 et 13 . Observations en réponse à M. Moyersoen, p. 1206.
Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des sciences et des arts. Dépose le rapport sur ce dissentiment, p. 1283.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Renonce à prendre la parole dans la discussion générale, p. 1304. — Discussion des articles. Art. 1er : n° II. Observations au sujet de la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — Amendement qu'il a présenté au II*ter* proposé par la commission. Discussion, p. 1327, 1328. — Déclare, en présence de l'opposition de MM. Masson, m. j., et Vauthier, rap., retirer son amendement, p. 1329. — N° VI. Discussion, p. 1336, 1337. — Observations à l'occasion d'un rappel à l'ordre infligé à M. Van Fleteren qui a qualifié de « voleurs » les sénateurs qui votaient le projet de loi, p. 1424.

Liége (déclassement de certains ouvrages de défense). — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Liesens, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi prorogeant l'article 15 des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions en faveur des ouvriers mineurs et accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus. Rapport, n° 36.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille. Rapport, n° 63.
Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 4 (co-sign.), n° 110.

Ann. — Projet de loi prorogeant l'article 15 des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions en faveur des ouvriers mineurs et accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus. Dépose le rapport sur ce projet de loi et fait remarquer que ce projet est urgent et devra être voté avant le 31 décembre, p. 113.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 225. — Discussion générale. Discours, p. 608 à 610. — Observations, p. 614. — Discours, p. 645-646. — Discussion des articles. Art. 13. Déclare que la commission se rallie à un sous amendement présenté par le gouvernement, p. 653.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours, p. 702. — Observations, p. 704. — Discours, p. 706-707. — Observations, p. 709, 710.
Disparition du député italien Mattéoti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Ligy, élu par le Sénat, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Rapport, n° 85.
Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseils rovinciaux; 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat. Développements et proposition de loi, n° 128 et annexe.
Proposition de revision de divers articles du règlement du Sénat. Rapport, n° 161.
Projet de loi portant modification des limites séparatives de la commune de Jette et de la commune de Ganshoren. Rapport, n° 166.
Projet de loi relatif à la revision des listes électorales. Rapport, n° 222.
Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Dixmude et de la commune d'Eessen. rapport, n° 223.
Projet de loi concernant la protection des eaux minérales et thermales. Rapport, n° 274.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.
Projet de loi réorganisant les monts de piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêt. Discussion générale, p. 28.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 221.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 390.
Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 452. — Par motion d'ordre fait remarquer l'urgence de projet de loi, estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion et demande au Sénat d'accorder un tour de faveur à ce projet qui doit permettre aux communes de percevoir les impôts pour 1924, p. 512 — Discussion générale. Discours, p. 605.
Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 novembre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les

Ligy (*suite*)

conseils provinciaux; 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat. Dépose cette proposition de loi, p. 740. — Discussion générale. Déclare se rallier à l'amendement proposé par la commission, p. 1011.

Règlement du Sénat : modification. Dépose le rapport sur la proposition de modification de divers articles du règlement du Sénat, p. 839. — Propose d'ajourner la discussion jusqu'au jour où le Sénat sera saisi de l'ensemble des propositions de la commission spéciale instituée pour examiner cette question, p. 606. — Discussion générale de l'ensemble des propositions de modification. Discours, p. 1002. — Discussion des articles. Art. 4, p. 1003, 1004. — Art. 59. Discsussion, p. 1009.

Projet de loi relatif à la séparation des limites de Jette-Saint-Pierre et Ganshoren. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 868.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 926, 927.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discussion des articles. Art. 9. Propose un amendement, p. 1038.

Projet de loi relatif à la revision des listes électorales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1092.

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Dixmude et de la commune d'Eessen. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1092.

Projet de loi concernant la protection des eaux minérales et thermales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1418.

Limage, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux art. 2, 7, 10 et 12 (cosign.), n° 22.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Rapport, n° 63.

Ann. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale. Annonce un vote négatif sur ce projet de loi, p. 167. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Dépose le rapport sur ce budget, p. 262. — Discussion générale (Tableau A). Commente son rapport non seulement au point de vue exclusif de l'agriculture, mais au point de vue de la politique économique du pays, p. 573 à 578. — Observations, p. 580.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 2, p. 734.

Limitation des prix. — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Limites séparatives. — V. Communes.

Lion, sén. de Huy-Waremme.

Ann. — Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 417, 457, 459.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 619.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion des articles. Art. 78, p. 934.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1137 à 1139.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Liste des jurés pour 1925. — V. Organisation judiciaire : Jurés.

Listes des membres du Sénat. — V. Chambre législatives-Sénat.

Listes électorales. — V. Lois électorales.

Loi communale. — V. 1° Communes : Cautionnement des receveurs communaux. — 2° Code rural.

Lois électorales.

ELECTIONS LÉGISLATIVES-SÉNAT.

Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseils provinciaux; 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat (due à l'initiative de M. Ligy et signée par MM. Ligy, Speyer et Volckaert).

Doc. — Développements, n° 128. — Proposition de loi. Annexe au n° 123.

Rapport fait par M. Nerincx, n° 165. — Amendement présenté par la commission à l'article 2, n° 165.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Ligy, p. 740 (10 avril 1924).

M. le président demande si cette proposition de loi est appuyée par quatre membres, p. 743. — La réponse étant affirmative, la proposition de loi est prise en considération et renvoyée à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 743.

Dépôt du rapport par M. Nerincx, p. 873 (28 mai 1924).

Discussion générale. M. Ligy déclare se rallier à l'amendement proposé par la commission, p. 1011.

Les articles sont adoptés sans observation avec un amendement de la commission à l'article 2, p. 1011.

L'article 2 amendé est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté, p. 1011.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unonimité des 102 membres présents, p. 1024 (18 juin 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

INCOMPATIBILITÉS. *Article* 239. *Modification.*

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 *du Code électoral.*

Doc. — Exposé des motifs, n° 6. — Projet de loi : Annexe au n° 6. Rapport fait par M. Ryckmans, n° 35.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. le vicomte Berryer, m. i. h., p. 8 (20 novembre 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur, p. 8. — M. Lekeu rappelle qu'il a demandé un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 112.

Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 125 (18 décembre 1923).

M. le président déclare que M. Ryckmans, rap., a demandé que l'on ne discute ce projet que dans la séance de l'après-midi, p. 161. — Observations diverses de MM. le vicomte Berryer, m. i. h. (qui insiste pour que l'on aborde immédiatement la discussion du projet), le marquis Impériali, le baron de Moffarts. Volckaert, Hicguet, le comte Goblet d'Alviella (qui estime que le projet pourrait être remis à la rentrée de janvier), Delannoy, Polet, le baron Descamps, Fraiture, p. 161, 152. — Le Sénat décide d'aborder la discussion générale, p. 162.

Discussion générale.

MM. le baron de Moffarts, Berryer, m. i. h., Volckaert, Fraiture, Speyer, le marquis Impériali (qui propose un amendement), le comte Goblet d'Alviella, Feron, le baron Descamps, p. 162 à 166.

Discussion de l'article unique.

Personne ne demande la parole sur l'article unique, et MM. Speyer, le marquis Impériali, le vicomte Berryer, m. i. h., font diverses observations au sujet d'un amendement présenté par M. le marquis Impériali, p. 168, 169. — M. le vicomte Berryer, m. i. h., annonce qu'il demandera l'appel nominal sur l'amendement de M. le marquis Impériali, amendement auquel il s'oppose, p. 169.

M. Nerincx motive son vote, p. 176. — M. Ryckmans ayant demandé la parole, M. le président fait remarquer qu'il ne peut donner la parole à M. Ryckmans que pour motiver son vote, p. 171. — Observations de MM. Ryckmans (qui rappelle que, à la réunion de la commission du travail parlementaire, il avait été décidé que la discussion de ce projet serait fixée à l'après-midi), Volckaert et Lekeu, p. 171. — M. Ryckmans déclare ne pas insister, p. 171. — L'article unique est adopté, p. 171.

L'amendement de M. le marquis Imperiali est rejeté, p. 171.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 98 voix contre 8 et 1 abstention, p. 171 (20 décembre 1923). — S'est abstenu : M. le comte Goblet d'Alviella, p. 172. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Lois électorales (*suite*)

LISTES ÉLECTORALES.

Projet de loi relatif à la revision des listes électorales.

Doc. — Exposé des motifs, n° 206. — Projet de loi : Annexe au n° 206.
Rapport fait par M. Ligy, n° 222.
Amendement présenté par le gouvernement à l'article 3, n° 227.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Poullet, m. i. h., p. 1040. — M. Poullet fait remarquer l'urgence du projet de loi et demande à ce qu'il soit renvoyé à la commission de l'intérieur, avec prière de l'examiner aussi promptement que possible, p. 1040. — Assentiment du Sénat.
Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 1092 (1er juillet 1924).
M. Poullet, m. i. h., prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion de ce projet, qui figure à l'ordre du jour, p. 1170. — Assentiment du Sénat.
Discussion générale. Sont entendus : MM. Poullet, m. i. h., Lebon, Ryckmans, p. 1170, 1171. — Interruptions de M. Dufrane, p. 1171.
Les articles sont adoptés sans observation, avec un amendement du gouvernement à l'article 3, p. 1171.
L'article 3 amendé est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté, p. 1171.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 1172 (10 juillet 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SÉNATEURS ÉLUS PAR COOPTATION.

Ann. — M. le marquis Impériali fait rapport sur l'élection de M. Vercruysse, élu par le Sénat, en remplacement de M. Van Cauwenbergh, décédé, p. 1. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 1. — M. Vercruysse prête serment, p. 1.
Vérification des pouvoirs de M. Vermeylen. Réunion de la commission de vérification des pouvoirs chargée d'examiner les pouvoirs de M. Vermeylen, réélu sénateur coopté, p. 608. M. Carpentier fait rapport sur la réélection de M. Vermeylen, qui avait donné sa démission de sénateur par suite de sa nomination au poste de professeur à l'université de Gand, p. 608. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 608. — Prestation de serment de M. Vermeylen.

SÉNATEURS PROVINCIAUX.

Ann. — M. Carpentier fait rapport sur l'élection de M. Hulin, élu par le conseil provincial du Hainaut, en remplacement de M. Moyart, décédé, p. 1. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 1. — M. Hulin prête serment, p. 1.
M. Volckaert fait rapport sur l'élection de M. Deploige, élu par le conseil provincial du Limbourg, en remplacement de M. Keesen, décédé, p. 1. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 2. — M. Deploige prête serment, p. 2.

VÉRIFICATION COMPLÉMENTAIRE DE POUVOIRS.

Ann. — M. Broeckx fait rapport sur la vérificatoin complémentaire des pouvoirs de M. Genard, appelé, le 13 novembre 1923, à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de l'arrondissement de Nivelles, en remplacement de M. Delor, démissionnaire, p. 2. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 2. — M. Genard prête serment, p. 2.
Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Depontieu, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur de l'arrondissement de Courtrai et Ypres, en remplacement de M. Vande Voorde, décédé. Convocation de la commission de vérification des pouvoirs, p. 332. — Rapport fait par M. Carpentier et adoption des conclusions du rapport, p. 332. — Prestation de serment de M. Depontieu, p. 349.
Vérification des pouvoirs de M. De Clercq, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif d'Audenarde-Alost, en remplacement de M. le baron de Sadeleer, décédé. Dépôt et lecture, par M. le marquis Impériali, du rapport de la commission de vérification des pouvoirs, p. 806. — Les conclusionsdu rapport sont adoptées, p. 806. — Prestation de serment de M. De Clercq, p. 806.
Vérification des pouvoirs de M. Henricot, élu par le conseil provincial du Brabant, en remplacement de M. Berger, décédé. M. le président propose au Sénat de charger la commission permanente de vérification de pouvoirs de l'examen du dossier et, le Sénat étant unanime, prie les membres de cette commission de se réunir et de faire rapport, p. 1251.
M. Volckaert dépose le rapport de la commission et donne lecture de ce rapport, p. 1289. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 1290. — M. Henricot prête serment, p. 1290.

Loi postale. — V. Postes.

Loi provinciale. — V. Code rural.

Lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — V. Procédure civile.

Lombard, élu par le Sénat.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101, n° 75.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 129. — Discussion des articles. Art. 17*bis* proposé par amendement par M. François, p. 146.
Projet de loi accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus. Discussion générale, p. 169.
Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 270.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Discours, p. 610 à 612. — Observations, p. 619, 620, 622. — Discours, p. 622 à 624. — Observations, p. 626 à 628. — Discours, p. 632, 633. — Observations, p. 637 à 639. — Observations à l'occasion d'une déclaration faite par M. Rutten relativement : 1° aux accidents du travail et aux enquêtes faites à cette occasion; 2° à l'accusation formulée par la gauche socialiste qui affirme que la droite met l'intérêt de parti au-dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 648, 649. — Art. 9, p. 650, 651. — Art. 12. Pose une question au ministre au sujet des mandats prorogés et du renouvellement de ces mandats, p. 652. — Art. 13. Discussion, p. 653.
Déclare, en son nom et au nom de ses amis que, bien que partisan convaincu de l'inspection ouvrière des mines, ils voteront contre le projet, par suite des modifications qui y ont été apportées, p. 656.
Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Mévius au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 961.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale, p. 1132, 1134.
Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré. Projet général et projet spécial relatif aux ouvriers mineurs. A l'occasion d'une discussion sur la fixation de l'ordre du jour, fait des observations en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'examen de ces projets de loi, à la rentrée de novembre, p. 1225.

Lombartzyde. — V. Communes : Annexion de territoires. Nieuport.

Longville, sén. provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 11, § 3 nouveau proposé par amendement par le gouvernement. Observations, p. 142.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 2, p. 735, 737, 738.
Règlement du Sénat : modification. Discussion des articles. Art. 59. Observations, p. 1010.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Loyers. — V. Code civil : Bail.

Luxembourg (Union économique belgo-luxembourgeoise. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Conventions et traités.

M

Magistrats. — V. 1° Organisation judiciaire. — 2° Interpellations, au nom de M. Van Fleteren.

Magnette, sénateur provincial de Liége, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35, n° 7.

Magnette (*suite*)

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. Rapport, n° 95.
Proposition de loi relevant le taux de la compétence et du ressort des juridictions. Rapport, n° 237.

Ann. — Nommé deuxième vice-président du Sénat, p. 2.
Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Discussion générale. Dépose, comme suite aux observations qui viennent d'être présentées par M. Digneffe, un amendement à l'article 35, amendement qui est contresigné par MM. Seeliger, Renard, Pirard, Delannoy et Remouchamps et demande, vu l'importance de la question, que cet amendement soit renvoyé à la commission qui a été chargée de l'examen de ce projet de loi, p. 16. — M. Van Roosbroeck ayant demandé s'il entrait dans ses intentions de proposer le renvoi à la commission de tous les amendements présentés, déclare ne pas s'opposer à ce renvoi, p. 16. — Insiste sur le renvoi à la commission, pour son amendement, p. 16, 17. — Discussion des articles. Art. 35. Discussion, p. 70 à 72, 74 à 78. — Demande à ne pas répondre le jour même aux discours qui ont été prononcés, p. 79. — Répond à une question de M. Deswarte, relative à l'économie de l'amendement qu'il a présenté, p. 79. — Reprise de la discussion de l'article 35, p. 85 à 96, 107, 108. — Déclare se rallier à un amendement de M. Deswarte, p. 108. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 228. — Déclare notamment approuver, d'une façon générale, la politique extérieure du gouvernement et indique les réserves qu'il apporte à cette approbation, p. 248 à 253. — Observations, p. 254, 255, 259.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 296. — Répond au discours prononcé par M. Lekeu en exposant la politique du parti socialiste en matière d'enseignement, p. 305-307. — Répond à nouveau à d'autres observations de M. Lekeu, p. 351-354. — Observations, p. 358.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Insiste sur la question de l'augmentation de traitement due aux magistrats, p. 477-479.
Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 527.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1114. — Motive son vote affirmatif et répond à M. Lafontaine, p. 1143 à 1147.
Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert, sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au champ d'honneur, en 1914, pour la défense de la ville de Tournai. Au nom de M. Deswarte, dépose le rapport et demande l'urgence pour cette proposition de loi, p. 1166.
Projet de loi élevant le taux de la compétence et du ressort des juridictions. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1217. — Demande, au nom de la commission de la justice, un tour de faveur pour ce projet de loi, qui permettrait de désencombrer les rôles des tribunaux, p. 1217.
Catastrophe maritime qui s'est produite au large d'Ostende, le 18 juillet. Motion d'ordre de M. Rutten à cette occasion. Discours, p. 1235, 1236.
Budgets du Congo : Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours : Déclare, pour des questions d'opportunité, remettre à une date ultérieure les considérations qu'il comptait présenter, p. 1249.
Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1277.
Projets de loi de naturalisation. Dépose les rapports sur ces projets de loi, p. 1296.

Malieu, sénateur de Roulers-Thielt.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 210.

Maladie. — V. Assurances sociales.

Mandat sénatorial. — V. Lois électorales : Elections législatives.

Mandat de la Belgique sur les territoires du Ruanda-Urundi. — V. Congo : Ruanda-Urundi.

Mannekensvere. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Marchandises étrangères. — V. Finances : Douane.

Marchandises et denrées (Spéculation sur les). — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Marchandises et valeurs (Importation, exportation et transit des). — V. Finances : Douanes.

Marine.

Projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborée à Gênes par la conférence internationale du travail et signée à Paris, le 1er *juin* 1921, *par la Belgique et la France.* — V. Affaires étrangères : Marin : Convention avec la France.

Catastrophe qui s'est produite devant Ostende, le vendredi précédent, 18 *juillet* 1924.

Ann. — Motion d'ordre de M. Rutten, qui prononce un discours au sujet de cette catastrophe, p. 1235. — Disc. de MM. Volckaert, Magnette, Carton, m. c., et le président comte t'Kint de Roodenbeke (qui déclare qu'il priera M. le ministre des affaires étrangères de transmettre l'expression de la sympathie du Sénat au gouvernement hollandais, et M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes d'exprimer aux familles belges éprouvées les condoléances de la Haute Assemblée), p. 1235, 1236.

SECOURS ACCORDÉS AUX AGENTS DE LA MARINE. *Dissentiment entre le département de la marine et la Cour des comptes.* — V. Finances : Cour des comptes.

Marins (Placement des). — V. Affaires étrangères : Marine.

Martens, sénateur de Courtrai-Ypres.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Appuie les considérations de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem relatives au traité de travail franco-belge, p. 217, 218. — Observations, p. 221.
Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Question des sucres : Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin concernant l'incident qui a eu lieu, la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration. incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, p. 602.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale. Parle de la question de l'entretien des routes, p. 690, 691. — Observations, p. 691.
Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Motive son vote et prononce à cette occasion un discours, afin de protester contre le refus du Sénat de ne point siéger le 1er mai, puis parle de certaines décisions prises par le corps médical, notamment en Flandre occidentale, ainsi que de la non-observation des ordonnances visant l'hygiène dans les régions linières de cette province, p. 800.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924. Par motion d'ordre déclare qu'il aurait émis un vote négatif sur ce budget si un retard de train ne l'avait empêché d'être présent, p. 873.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Traite la question des mutualités, p. 916 à 919. — Observations, p. 927.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : n° IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1333.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Maternité. — V. Assurances sociales : Assurances maternelle

Masson, ministre de la justice.

Ann. — Proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux victimes de la détention préventive : Motion d'ordre de M. Deswarte qui rappelle sa proposition de loi, laquelle a été renvoyée au comité permanent de législation et qui demande que les mesures nécessaires soient prises pour que la procédure parlementaire puisse reprendre. Déclare qu'il n'a pas encore reçu rapport du comité permanent de législation, mais qu'il fera part de son avis au Sénat dès que ce rapport lui aura été transmis, p. 23.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêt. Discussion générale, p. 26 à 28. — Discussion des articles. Art. 4. Discussion, p. 39, 40.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 128, 129.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 378, 382 à 385, 389, 390, 392. — Donne lecture d'un amendement qu'il a déposé la veille et qui concerne les substituts de complément, amendement qui doit constituer un article 2 nouveau du projet de loi, p. 421. — Reprise de la discussion générale, p. 422, 423, 425, 426, 428, 429. — Répond aux divers orateurs en ce qui concerne les questions d'ordre général, p. 431 à 438. — Reprend son discours et répond aux demandes et suggestions relatives aux questions spéciales, p. 463 à 472. — Observations, p. 473, 478, 479. — Discussion des articles : Art. 1er. Observations, p. 485, 486. — En réponse à M. Seeliger qui a prononcé un discours au sujet de la procédure suivie dans l'affaire Coppée, déclare que, quelle que soit l'opinion exprimée par M. Seeliger ou par lui-même, en ce qui concerne cette procédure, il estime que le Sénat n'a pas qualité pour déterminer lequel a tort ou raison, et prie l'assemblée de l'autoriser à remettre sa réponse de quelques jours, p. 486-487. — Reprise de la discussion de l'article 1er. Observations, p. 488 à 491. — Répond à différents discours qui ont été prononcés, p. 492-495. — Art. 11, p. 509. — Répond à la motion présentée par M. Seeliger, relativement au procès Coppée et rappelle, à cette occasion, que M. Volckaert avait déjà présenté une motion analogue, p. 533-535. — Fait encore quelques observations pendant le discours de M. Seeliger, p. 535-536.

Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fourniture à l'ennemi. Observations, p. 385, 386.

Interpellation de MM. Fraiture et consorts sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 447.

Interpellation de M. Van Fleteren au sujet de la situation des magistrats. M. Van Fleteren ayant annoncé, par motion d'ordre, qu'il était d'accord avec le ministre de la justice pour fixer cette interpellation au mardi suivant, après la discussion du budget de la justice, fait remarquer que M. Van Fleteren a déclaré que son interpellation serait de courte durée, et insiste sur ce point, p. 481. — Se rallie à l'ordre du jour pur et simple, opposé par M. Liebaert, à un ordre du jour présenté par M. Van Fleteren, comme conclusion de son interpellation, p. 501.

Notification du décès de M. Edmond Picard, ancien sénateur. Prononce un discours à cette occasion, p. 503.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 515. — Discours, p. 517. — Observations, p. 518. — Observations au sujet d'une proposition d'ajournement et de la procédure à suivre, p. 521. — Fait encore diverses observations au sujet de la motion d'ajournement et demande que la discussion soit continuée sur le fond comme sur l'ajournement, le vote de l'ajournement comportant, en fait, le rejet du projet, p. 522, 523. — Reprise de la discussion de l'ensemble du projet. Observations, p. 526, 528. — Discours, p. 528, 529 — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Vauthier, p. 529. — Combat une demande faite, par motion d'ordre, par M. Speyer, tendant à ce que la proposition de loi de M. Deswarte, relative au secret des significations par acte d'huissier soit jointe au projet en discussion ; estime qu'il serait préférable de disjoindre du projet en discussion les dispositions relatives au secret des significations, p. 537. — Fait encore diverses observations, p. 537. — Reprise de la discussion générale. Discours, p. 539 à 543. — Observations, p. 545. — Discussion des articles : Art. 2 : Art. 252. Déclare être d'accord sur la proposition de disjonction de cet article, p. 549. — Art. 3*bis*, proposé par M. le comte Goblet d'Alviella. Discussion, p. 549. — Art. 1er*bis* que son auteur a transformé en article final.

Masson (*suite*)

Fait remarquer que M. Deswarte, auteur de l'amendement veut, par une loi exceptionnelle, résoudre un principe général touchant à l'indigénat, p. 553.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. M. Speyer ayant demandé, par motion d'ordre, au nom de M. Magnette, rapp., que cette proposition de loi soit jointe à l'article 1er de la loi sur la procédure en divorce, déclare ne pas s'opposer, en principe, à la proposition de M. Deswarte, mais estime qu'il serait préférable de disjoindre du projet de loi sur le divorce, la disposition, relative au secret des significations par acte d'huissier (art. 252), p. 537. — Discussion générale. Discours, p. 809. — Discussion des articles : Art. 1er. Déclare accepter le nouveau texte proposé par M. Deswarte, p. 809. 810. — Art. 2. Déclare être d'accord au sujet d'une modification apportée au texte du gouvernement, p. 810. — Art. 4. Accepte un amendement proposé par M. Deswarte, p. 810.

Démission du cabinet Theunis. Observations au moment de l'entrée des ministres dans la salle du Sénat, p. 554.

Déclaration du gouvernement au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, p. 556 à 558.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Dépose ce projet de loi et demande qu'il soit examiné sans retard par la commission de la justice, p. 608. — Discussion des articles. Art. 2. p. 1036. — Art. 4. Observations, p. 1037. — Art. 5. Déclare se rallier à l'amendement de la commission, p. 1037. — Art. 8. Déclare se rallier à la proposition de la commission tendant à supprimer cet article, p. 1038. — Art. 9. Fait diverses observations et déclare accepter l'amendement de M. Ligy, p. 1038.

Notification du décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost. Prononce un discours à cette occasion, p. 804.

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour 1925. Dépose ce projet de loi, p. 876.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 941, 942, 953, 961, 962.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Dépose ce projet de loi, p. 945. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Calonne, qui demande à ce que l'examen de ce projet soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner, p. 1241.

Projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels. Dépose ce projet de loi, p. 1040.

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la co-propriété. Discussion générale, p. 1042.

Projet de loi prorogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur belge*. Discusion des articles. Art. 5 : Se rallie à la proposition de la commission, tendant à supprimer cet article, p. 1044. — Art. 8 : Accepte un amendement proposé par M. Berger, rap., p. 1045. — Art. 12 : Déclare être d'accord avec M. Berger, rap., qui estime que, au lieu de supprimer cet article ainsi que le propose la commission, il serait préférable que la disposition formant l'article 12 fasse l'objet d'une modification à la loi sur les sociétés, loi à laquelle cet article est relatif, p. 1047. — Art. 12*bis* proposé par M. Liebaert. Observations, p. 1047, 1048. — Déclare que le gouvernement se rallie à l'amendement de M. Liebaert sous les réserves que M. Liebaert vient d'indiquer lui-même, p. 1048. — Demande que le second vote soit remis à huitaine, afin de donner à son département le temps d'examiner les textes, p. 1049. — Vote en seconde lecture. Art. 8 : Discussion, p. 1127, 1128. — Art. 12*bis* : Observations, p. 1128. — Marque son accord avec M. Liebaert, qui fait remarquer qu'il faudra, par suite des articles supprimés, faire une nouvelle numérotation des articles, p. 1128.

Projet de loi modifiant l'article 561, 6°, du Code pénal. Dépose ce projet de loi, p. 1074.

Notification du décès de M. le sénateur Berger : prononce un discours à cette occasion, p. 1155.

Projet de loi modifiant les articles 12 et 16 de la loi du 28 juillet 1921 sur la validation des actes d'état civil, la rectification des actes dressés pendant la guerre et la déclaration judiciaire du décès, Dépose ce projet de loi, p. 1296.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : 1*bis* et 1*ter* proposés par amendement par le gouvernement. Discussion, p. 1309 à 1313. — Déclare se rallier à l'amendement proposé par M. Deswarte au 1*ter*,

Masson (*suite*)

p. 1313. — II*bis* proposé par la commission. Observations, p. 1314, 1316 à 1320. — Déclare se rallier à l'amendement proposé par M. Moyersoen, au II*bis*; p. 1322. — II*ter*, proposé par la commission. Observations, p. 1326. — Amendement de M. Liebaert, au II*ter* de la commission. Discussion, p. 1328. — Fait encore diverses observations, p. 1329. — n° IV. Discussion, p. 1331. — N° IV*bis* proposé par la commission (augmentation de 150 p. c.). Discussion, p. 1333, 1334. — Amendement présenté par M. Lebon pour le cas où la majoration serait adoptée. Observations, p. 1335. — Vote en seconde lecture. Art. 1er. III. Discussion à la suite d'observations de M. Huisman-Van den Nest, p. 1412, 1413. — Fait une observation, le texte inséré au §§ 3 et 4 de l'article 1er devant être porté tel quel devant l'article 2, et l'article 2 devenant, en conséquence, l'article 4, p. 1421. — Fait des observations pendant les discours des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1423.

Projet de loi portant prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. Discussion générale, p. 1409.

Meyers, sén. de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Doc. — Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire (co-sign.). Annexe au n° 41.

Projet de loi portant revision du titre IV du livre Ier du Code civil relatif à l'absence. Amendements (co-sign.), n° 123.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 125 (co-sign.), n° 129.

Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1925. Rapport, n° 176.

Ann. — Budget de la justice pour 1924. Discussion des articles. Art. 1er. Discours. Parle notamment de la procédure suivie pour l'étude des projets de loi soumis aux délibérations du parlement, particulièrement en ce qui concerne les projets d'initiative parlementaire, p. 483-485.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 560.

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour 1925. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 945.

Militaires. — V. Armée et guerre : Combattants.

Militaires belges internés en Hollande pendant la guerre (Frais d'internement). — V. Finances : Frais d'internement des militaires belges.

Mines. — V. Industrie, commerce et travail.

Mineurs (Ouvriers). — V. 1° Assurances sociales. — 2° Industrie, commerce et travail : Mines.

Ministres.

A la suite du rejet, par la Chambre des représentants, du projet de loi relatif à la convention franco-belge, projet au sujet duquel le gouvernement avait posé la question de confiance, M. Theunis, p. m., m. f., déclare que le gouvernement se retire pour présenter sa démission au Roi, p. 554. — Voyez, avant cette déclaration, des observations faites par MM. Masson, m. j., le baron de Mévius, Deswarte et Volckaert, au moment de l'entrée des ministre dans la salle du Sénat, p. 554.

Dépêche en date du 11 mars 1924 par laquelle M. le premier ministre transmet au Sénat la copie des arrêtés royaux portant respectivement que :

1° La démission offerte le 27 février 1924 par M. Georges Theunis de ses fonctions de premier ministre, ministre des finances, n'est pas acceptée;

2° La démission offerte, le 27 février 1924, par MM. Henri Jaspar, le vicomte Paul Berryer, Romain Moyersoen, Louis Franck, de leurs fonctions respectives de ministre des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'hygiène, de l'industrie et du travail, des colonies, est acceptée;

3° La démission offerte, le 27 février 1924, par MM. Fulgence Masson, Pierre Nolf, le baron Albert Ruzette, Xavier Neujean, Pierre Forthomme, Aloïs Van de Vyvere, de leurs fonctions respectives de ministre de la justice, des sciences et des arts, de l'agriculture et des travaux publics, des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, de la défense nationale, des affaires économiques, n'est pas acceptée;

Ministres (*suite*)

4° M. Paul Hymans, ministre d'Etat, membre de la Chambre des représentants, ancien ministre des affaires économiques, ancien ministre des affaires étrangères, est nommé ministre des affaires étrangères;

5° M. Prosper Poullet, membre et ancien président de la Chambre des représentants, ancien ministre des sciences et et des arts, ancien ministre des affaires économiques, ancien ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, est nommé ministre de l'intérieur et de l'hygiène;

6° M. Paul Tschoffen, ancien membre de la Chambre des représentants, est nommé ministre de l'industrie et du travail;

7° M. Henri Carton, membre du Sénat, est nommé ministre des colonies, p. 556.

Mise en disponibilité. — V. Emplois publics.

Mobilisés (admission aux fonctions et emplois publics). V. Emplois publics.

Moniteur belge.

Projet de loi abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au Moniteur belge.

Doc. — Projet de loi, n° 138.

Rapport fait par M. Berger, n° 159.

Amendement (art. 12*bis* nouveau) proposé par M. Liebaert, n° 174.

Amendements présentés par le gouvernement, n° 193.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 205.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Berger, p. 832 (22 mai 1924).

Discussion générale. Observations de M. Berger, rap. (qui attire l'attention du Sénat sur l'utilité qu'il y aurait à agir prudemment pour le vote de ce projet de loi, qui touche à des dispositions légales jugées utiles lorsqu'elles furent discutées et établies, p. 1044.

Discussion des articles. Art. 1er à 4. Adoptés sans observation, p. 1044.

Art. 5. M. le président rappelle que la commission propose la suppression de cet article, p. 1044. — M. Masson, m. j., se rallie à cette proposition, et l'article 5 est supprimé, p. 1044.

Art. 6. et 7. Adoptés sans observation, p. 1044, 1045.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre des représentants et d'un amendement proposé par le gouvernement, p. 1045. — M. Berger, rap., admet l'amendement du gouvernement et propose lui-même un amendement, p. 1045. — M. Masson, m. j., accepte l'amendement de M. Berger, et l'article 8 est adopté tel qu'il est amendé par el gouvernement et par M. Berger, p. 1045.

Art. 9, 10 et 11. Adoptés sans observation, p. 1045, 1046.

Art. 12. M. le président rappelle que la commission propose la suppression de cet article, p. 1047. — M. Berger, rap., fait remarquer que cet article touche à la loi sur les sociétés, qui sont régies par une loi organique très importante et qu'il serait préférable que la disposition formant l'article 12 fasse l'objet d'une modification à cette loi sur les sociétés, p. 1046, 1047. — M. Masson, m. j., déclare être d'accord avec M. Berger, rap., p. 1047. — L'article 12 est supprimé, p. 1047.

Art. 12*bis* proposé par amendement par M. Liebaert. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 1047. — Sont entendus : MM. Liebaert, Masson, M. J., Berger, rap. (qui rappelle l'amendement de M. Liebaert), p. 1047, 1048. — M. Masson déclare que le gouvernement se rallie à l'amendement de M. Liebaert, sous les réserves que M. Liebaert vient lui-même d'indiquer, p. 1048. — L'amendement de M. Liebaert (qui devient l'article 12) est adopté, p. 1048.

Art. 13 et 14. Adoptés sans observation, p. 1048.

Art. 15 (nouveau) proposé par le gouvernement. Adopté sans observation, p. 1049.

M. Masson demande que le second vote soit remis à huitaine, afin de donner à son département le temps d'examiner les textes, p. 1049. — Cette demande est admise.

Vote en seconde lecture :

Art. 1er à 4. N'ont pas été amendés.

Art. 5. La suppression de cet article est confirmée, p. 1126.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, p. 1126, 1127. — Sont entendus : MM. Berger, rap. (qui défend un amendement qu'il avait présenté), Masson, m. j., Hubert, Guyaux, p. 1127, 1128. — L'amendement de M. Berger, rap., est rejeté, et l'article 8 est définitivement adopté, p. 1128.

Moniteur belge : *Insertion d'arrêtés et d'actes (suite)*

Art. 10, que le gouvernement a proposé de supprimer et de remplacer par un article 12*bis*. M. le président donne lecture de ces dispositions et d'un sous-amendement proposé à ce texte, p. 1129. — Observations de MM. Masson, m. j., Liebaert, Berger, rap., p. 1128. — L'article 12*bis* nouveau (qui devient l'article 10, est adopté, p. 1128.

Art. 12. Définitivement supprimé, p. 1128.

Art. 15 (nouveau). Définitivement adopté, p. 1128.

M. Liebaert fait remarquer qu'il faudra, par suite des articles supprimés, faire une nouvelle numérotation des articles, p. 1128. — Adhésion de M. Masson, m. j., p. 1128.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 1128 (3 juillet 1924).

Monnaies. — V. Finances.

Monts-de-piété. — V. Assistance publique.

Monument à ériger à Tournai à la mémoire de soldats français. — V. Guerre.

Morlanwelz (Musée professionnel de l'Etat à). — V. Droits civils : Reconnaissance légale.

Motions d'ordre.

Asou :

Demande l'urgence pour la proposition de loi qu'il a déposée relativement à l'exhumation et au transfert,sous un monument à ériger à Tournai, des restes des soldats français tombés au Champ d'honneur, le 24 août 1914, p. 1086.

Beauduin :

1° Déclare que, au lieu de prendre la parole pour un fait personnel, ainsi qu'il en avait l'intention, afin de répondre à des accusations formulées par M. Mousty, il dépose une demande d'interpellation, afin de liquider complètement la question des sucres, cause de l'incident qui s'est produit, p. 703.

2° N'ayant pu développer immédiatement l'interpellation annoncée, répond par motion d'ordre aux accusations qui ont été portées contre lui et contre les raffineurs de sucre par M. Mousty, à la suite de l'incident qui a surgi au cours de la discussion de la déclaration du gouvernement (après la formation du nouveau cabinet Theunis), tant à la Chambre des représentants qu'au Sénat, p. 720 à 722. — Interruptions de MM. Volckaert, Sceliger, Van Fleteren, Mousty, Lekeu, Baeck, Guyaux, p. 720 à 722. — Est entendu : M. Mousty, p. 722 à 724. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Rongy, Hubert, Beauduin, Lekeu, Seeliger, Guyaux, p. 722 à 724. — M. le président déclare l'incident clos.

Calonne :

Demande que l'examen du projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre II du Code de procédure pénale militaire soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale créée en janvier 1923 pour réformer la législation pénale militaire, p. 1240.

Damas :

1° Demande que l'on vote sans retard le projet de loi transmis par la Chambre et tendant à reviser la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines, et motive cette demande, p. 8.

2° Au sujet du retard apporté dans la liquidation du supplément de pension accordé par la loi votée le 13 décembre 1923 par la Chambre, aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus dans le but de savoir si les formalités permettant aux caisses de prévoyance de s'acquitter envers les intéressés seront bientôt remplies, p. 439. — M. Moyersoen, m. i. t., déclare que les mesures d'application de cette loi ont été arrêtées en une séance tenue, le 8 janvier 1924, par le conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, et que les instructions nécessaires ont été envoyées le lendemain, 9 janvier, aux différentes caisses de prévoyance; que ces instructions ont été rappelées aux dites caisses, à la suite de réclamations reçues. M. Moyersoen, m. i. t., estime donc que l'exécution de la loi en question sera assurée sans délai, p. 439, 440.

Motions d'ordre (*suite*)

De Cloedt :

Déclare que c'est par erreur qu'il a émis un vote affirmatif sur l'amendement de M. Liebaert, à l'article 3 du projet de loi relatif aux monts de piété, son intention ayant été de répondre « non », p. 38.

de Ghellinck d'Elseghem (chevalier) :

A l'occasion de la discussion du budget de l'industrie et du travail pour 1924, demande, dans le cas où il existerait véritablement un reliquat de un million 700 mille francs au budget de 1922, en faveur des services médico-pharmaceutiques des mutualités, que l'on fasse profiter les mutualités primaires de ce reliquat, p. 940.

de Kerchoven d'Ousselghem :

Prie le Sénat d'ajourner l'examen des projets de loi : 1° autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de transport automobile par route; 2° apportant des modification à la loi relative aux services de transport en commun par terre, et demande le renvoi de ce dernier projet à la commission pour rapport complémentaire, p. 778. — V. les rubriques : 1° Voies et communications; 2° Chemins de fer vicinaux.

de Mévius (baron) :

Fait une rectification aux annales parlementaire, une coquille typographique ayant altéré le sens du discours qu'il a prononcé au cours de l'interpellation qu'il a adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, un passage de son discours paraissant ainsi erronément être adressé à M. Hicguet, p. 112.

Deswarte :

1° Rappelle la proposition de loi qu'il a présentée, tendant à allouer une indemnité aux victimes de la détention préventive, fait remarquer que le comité permanent de législation a été saisi de cette question et prie le bureau de prendre les mesures nécessaires pour que cet objet figure à nouveau à l'ordre du jour, p. 23. — Le gouvernement ayant déposé des amendements qui constituent un contre projet à cette proposition de loi, demande, par une nouvelle motion d'ordre : 1° le renvoi de ce contre-projet à la commission de la justice; 2° que le gouvernement ne se contente pas de la courte note explicative qui précède son contre-projet mais donne à ces amendements des développements plus amples, p. 94.

2° Proteste contre le retard apporté par M. le p. m., m. f., à répondre à une question qu'il lui avait adressée au sujet de l'application du Code pénal, en ce qui concerne la spéculation frauduleuse sur le change; donne lecture du libellé de sa question et de la réponse qu'il y a faite, déclare que cette réponse ne peut donner satisfaction à l'opinion publique, annonce une interpellation sur cette question et demande l'urgence pour cette interpellation, p. 201. — V. les rubriques : 1° Finances : Change. — 2° Interpellations au nom de M. Deswarte.

3° Au sujet d'un incident soulevé par M. le baron Ruzette, m. a. t. p., au cours de la discussion du projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, incident concernant l'interprétation qu'il avait donnée à l'absence des sénateurs et ministres catholiques, au moment du vote sur une motion d'ajournement qui avait été introduite pour ce projet de loi, p. 532.

4° A la suite d'observations faites par M. Lekeu au cours de la discussion de la déclaration ministérielle, après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, attire l'attention du Sénat sur l'opportunité de la publication du rapport de la commission des changes, p. 641.

5° A l'occasion de la discussion du budget des chemins de fer, demande, si les parlementaires ne pourraient pas être documentés sur la question de l'abandon de la jonction Nord-Midi, vu l'impossibilité d'étudier cette question sans documentation, p. 844.

6° Propose de supprimer la discussion générale du projet de loi sur les loyers, p. 1298.

Digneffe :

Au sujet de la nouvelle annoncée par plusieurs journaux et suivant laquelle le gouvernement supprimerait la franchise postale pour un certain nombre de personnes; estime que cette question ne devrait pas être tranchée par le gouvernement sans être soumise au parlement, p. 67.

Motions d'ordre (*suite*)

Eylenbosch :

Déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote affirmatif sur le budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 873.

Fraiture :

1° Au sujet de l'obtention, par le personnel de l'administration de la marine, à Flessingue, de la carte de légitimation pour familles nombreuses; prie M. le ministre des chemins de fer de prendre les mesures nécessaires pour que l'on puisse se passer du certificat refusé par le bourgmestre hollandais, p. 103.

2° Au cours de la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, fait une rectification au compte rendu analytique de la séance de la veille, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé, p. 825.

3° Demande que le projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes soit discuté avant le projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus, p. 1017.

Duyaux :

Demande à pouvoir développer avant que la Chambre ne se sépare une interpellation qu'il adresse, avec M. Van Roosbroeck, à M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1299.

Imperiali (marquis) :

1° Demande s'il ne serait pas possible de simplifier les formalités à remplir par les chefs de familles nombreuses, pour l'obtention de cartes de légitimation au chemin de fer, p. 99.

2° Demande qu'une interpellation qu'il a adressée à M. le ministre des c. f. m. p. t. au sujet de la revision du tarif des abonnements au téléphone, soit jointe à la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 815.

3° Propose de joindre à la discussion des projets de loi approuvant des conventions internationales, celle du projet de loi approuvant le traité de commerce conclu entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche, p. 1410.

Lafontaine :

Propose au Sénat de prier le bureau d'adresser à la Chambre italienne l'expression de la sympathie du Sénat à l'occasion de la disparition du député italien Matteotti, p. 1025.

Lekeu :

Au cours de la discussion générale du budget des sciences et des arts, exprime son regret de ne pouvoir répondre immédiatement à M. Magnette, absent, et avant la séance que la Ligue de l'enseignement doit tenir le dimanche suivant, p. 330.

2° Exprime le désir que le débat sur le budget des finances soit aussi abrégé que possible par suite du prochain départ pour Londres de M. Theunis, p. m., m. f., et qu'une discussion plus ample soit remise au budget de 1925, p. 742.

3° Demande au Sénat s'il n'entrerait pas dans ses intentions de ne pas siéger le premier mai, le groupe socialiste se trouvant dans l'impossibilité d'assister à la séance, p. 749.

Ligy :

Fait remarquer l'urgence du projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale, estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion et prie le Sénat de lui accorder un tour de faveur, p. 512.

Martens :

Déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote négatif sur le budget des chemins de fer, marine, poste et télégraphes, p. 873.

Mousty :

A la suite d'un fait personnel de M. Beauduin, qui a prononcé un discours au sujet d'un incident soulevé à la Chambre par M. Hubin, au cours de la discussion de la déclaration gouvernementale, après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, déclare, M. Beauduin étant absent, qu'il remettra à huitaine la justification de l'honorabilité commerciale des coopératives socialistes, attaquées par M. Beauduin, p. 608. — Prend la parole pour un fait personnel, puis développe sa justification, p. 664 à 669. — V. pour la discussion survenue à l'occasion de cette justification, la rubrique : Politique du gouvernement.

Motions d'ordre (*suite*)

J. Nolf :

Etant, avec quelques-uns de ses amis flamands, l'auteur d'une proposition de modification à l'ancien article 56 du règlement du Sénat, demande, ayant été retenu en commission pendant la discussion des modifications à apporter au règlement, que l'article 56, déjà voté, soit remis en discussion, p. 1017.

Renard.

Propose, d'accord avec MM. Magnette et Rutten, un ordre du jour de condoléances dans le but d'exprimer à la nation américaine et à Mme Wilson, la sympathie du Sénat belge, à l'occasion du décès de l'ex-président Wilson, p. 463.

Rutten :

Prononce un discours au sujet de la catastrophe qui s'est produite au large d'Ostende, le 18 juillet 1924, p. 1235.

Seeliger :

Au cours de la discussion du budget de la justice, parle de la procédure suivie pour l'affaire Coppée, p. 485, 486. — Réponse de M. Masson, m. j., et discussion de cette réponse, p. 533 à 537. — V. la rubrique Finances : Budgets : Budget de la justice pour 1924.

Speyer :

1° Dépose, en son nom et au nom de MM. le marquis Imperiali et Volckaert, la motion suivante : « Le Sénat, considérant qu'il y a lieu de soumettre son règlement à un examen général en vue d'apporter éventuellement des modifications à certaines de ses dispositions : charge de ce travail préliminaire une commission spéciale qui sera composée de : 1. le président du Sénat; 2. les membres du bureau et de la questure; 3. sept membres désignés par le Sénat, p. 383.

2° Afin de savoir si le Sénat est véritablement saisi d'une demande d'ajournement du projet de loi relatif au divorce et à la séparation de corps, et, dans le cas où cette proposition d'ajournement existerait, sur le point de savoir si cette proposition doit avoir la priorité sur la suite de la discussion du fond du projet, p. 520.

3° Demande, au nom de M. Magnette, absent, et d'accord avec la commission de la justice, que la proposition de M. Deswarte, relative au secret des communications par acte d'huissier, soit jointe à l'article 1er du projet de loi sur la procédure en divorce, p. 537.

Van Fleteren :

1° Annonce une interpellation qu'il compte adresser à M. le ministre de la justice au sujet des traitements des magistrats, et déclare qu'il s'est mis d'accord avec le ministre afin que la discussion en soit fixée au mardi suivant, p. 481.

2° M. Lekeu ayant proposé, par motion d'ordre, que le Sénat ne siège pas le 1er mai, fait en son nom, et au nom de M. Lafontaine, et afin de prouver que la motion de M. Lekeu n'avait nullement pour but de retarder les travaux du Sénat, la proposition formelle de siéger le vendredi, 2 mai, p. 768.

Van Roosbroeck :

Demande un tour de faveur pour le projet de loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics, le rapport sur ce projet allant être déposé, p. 1086. — Le rapport étant déposé, renouvelle sa demande d'urgence, p. 1126.

Vinck :

M. Huisman-Van den Nest, ayant attiré l'attention du Sénat sur l'importance de la disposition votée en première lecture, à l'article 1er, n° III de la loi sur les loyers, demande que l'on suspende l'examen de ce projet, afin de permettre à quelques membres du Sénat de se réunir pour examiner l'esprit et la lettre de l'importante question sur laquelle M. Huisman-Van den Nest a attiré l'attention du Sénat, p. 1413.

Volckaert :

1° Au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fourniture à l'ennemi, et de la prescription qu'il craint de voir acquise, p. 385. — Est entendu : M. Masson, m. j., p. 385, 386. — Observations de MM. le baron de Sadeleer, Deswarte, Lekeu, Carton, Volckaert, Van Fleteren, p. 385, 386.

2° Prie le Sénat d'inscrire à l'ordre du jour de sa séance du lendemain le vote sur des projets de loi conférant la naturalisation, projets qui viennent d'être transmis par la Chambre, p. 1315.

Motions d'ordre (*suite*)

Wittemans :

1° Annonce de M. Van Berckelaer, retenu éloigné du Sénat depuis de longs mois, espère pouvoir reprendre sa place à bref délai et rend, à cette occasion, hommage à M. Van Berckelaer, p. 289.

2° Souligne l'importance du vote qui vient d'être émis sur un amendement qui concerne l'article 2 du projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes : rejet de l'amendement qu'il avait présenté visant les employés des remorqueurs, alors que la loi est applicable à la batellerie, p. 749.

Motoculture.

PRIMES ACCORDÉES DU CHEF DE TERRAINS CULTIVÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LEUR REMISE EN ÉTAT PAR LE SERVICE DU NIVELLEMENT ET DE LA MOTOCULTURE. — V. Finances : Cour des comptes : Dissentiment entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture et des travaux publics.

Mousty, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'article 78 du tableau (co-sign.), n° 175.

Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle (co-sign.). Annexe au n° 178.

Ann. — Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 100.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 129. — Discussion des articles. Art. 11, p. 141.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 222, 228.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 285, 287. — Relève quelques passages des discours prononcés et signale quelques faits montrant le délaissement de l'enseignement officiel, p. 320, 323. — Observations, p. 325, 357.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381, 427, 431.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 398, 399, 401, 404, 412, 449, 450, 455 à 457, 459.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générales. Observations, p. 516.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin concernant un incident qui a eu lieu la veille à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, p. 601, 602. — Par motion d'ordre, déclare, M. Beauduin étant absent pour une huitaine de jours, qu'il remet à la semaine suivante la justification de l'honorabilité commerciale des coopératives socialistes, attaquée par M. Beauduin, p. 608. — Prend la parole pour un fait personnel et développe sa justification, p. 664 à 669. — Fait diverses observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin, qui répond aux accusations qui ont été portées contre lui et contre les raffineurs de sucre, p. 721 à 724.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 636, 639.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 756.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Parle notamment de la nécessité de posséder un office de coordination des lois sociales et de l'organisation du travail, ainsi que des accidentés du travail, p. 868 à 873. — Observations, p. 884, 889, 921. — Rappelle sa question au sujet de l'institution d'un office de coordination des lois sociales, p. 927-928. — Discussion des articles. Art. 85. Observations au sujet de l'amendement qu'il présente avec MM. Lombard et consorts, p. 935. — Déclare que l'amendement est maintenu, p. 935. — Art. 100 et 101. Observations, p. 936, 937.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 942, 972 à 974.

Mousty (*suite*)

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion des articles. Art. 129. Observations, p. 1207.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1305, 1306. — Discussion des articles. Art. 1er à II*bis*. Observations, p. 1318, 1320. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Dupret, p. 1321. — Reprise de l'examen du II*bis*. Observations, p. 1321. — II*ter* proposé par la commission. Observations, p. 1326. — Pendant le vote en seconde lecture, déclare renoncer à la parole, à condition que les autres orateurs inscrits en fassent autant, p. 1420. — Motive son vote, p. 1422, 1423. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Moyart, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Annonce de son décès, p. 3-4.

Moyersoen, sénateur provincial de la Flandre orientale, ministre de l'industrie et du travail, démissionnaire le 27 février 1924.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organiques des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 3 et 43 (co-sign.), n° 129.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 24 octobre 1919 relatif à la réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales et la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. Rapport, n° 167.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Rapport, n° 240.

Ann. — Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion, en vue de la constitution de leurs bureaux. Propose de réunir ces commissions le mardi suivant, avant l'ouverture de la séance publique, p. 6.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale, p. 15. — M. Magnette ayant proposé le renvoi d'amendements à la commission, déclare ne pas s'opposer à ce renvoi, sous réserve que cela ne retarde pas le vote du projet, p. 16. — Observations, p. 18, 20, 21. — Van Roosbroeck ayant proposé, au nom de plusieurs membres, la remise de la discussion afin de donner à la commission le temps d'examiner sérieusement les nouveaux amendements, admet la remise, tout en la regrettant et demande que l'on aboutisse le plus tôt possible, p. 24. — Reprise de la discussion générale, p. 32 à 35. — Discussion des articles. Art. 2. Fait observer que, dans le texte du projet, le futur est à plusieurs reprises employé au lieu du présent et prie le bureau de faire introduire cette modification de forme partout où elle sera nécessaire, p. 35. — Discussion, p. 36, 37, 42 à 44. — Motive l'amendement qu'il a proposé la veille, insiste pour que M. Van Roosbroeck s'y rallie et prie, en tous cas, le Sénat d'écarter pour l'avenir les coopératives qui voudraient faire le commerce d'assurances, p. 47. — Art. 3. Discussion p. 48, 49. — Art. 4. Discussion, p. 49. — Art. 5. Discussion, p. 50. — Observations : Fait remarquer qu'un amendement présenté par M. Seeliger devrait être rattaché à l'article 14, p. 50. — Art. 6. Dtclare être d'accord avec M. Deswarte au sujet de l'interprétation de cet article, p. 51. — Art. 7. Observations, p. 51, 52. — Déclare qu'il examinera avant le second vote un amendement de M. Seeliger, p. 52. — Art. 13*bis* nouveau proposé par amendement par le gouvernement. Propose une modification au premier alinéa, p. 53. — Art. 14. Accepte l'amendement proposé par M. Deswarte, sous réserpe d'examen avant le second vote, et répond aux diverses observations, p. 54, 56 à 58. — Art. 16. Combat l'amendement de MM. Van Roosbroeck et Rongy, p. 57. — Art. 17. Observations, p. 59. — M. Digneffe ayant précisé la portée d'un amendement qu'il présente, déclare, dans ces conditions, l'accepter, p. 60. — Rappelle que le gouvernement se rallie à un amendement de M. Digneffe qui devient le troisième alinéa de l'article, p. 60. — Art. 21. Discussion, p. 62, 63. — Déclare être d'accord avec M. Digneffe au sujet d'un amendement qu'il a présenté, p. 63. — Art. 22. Combat un amendement de MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, p. 63. — Art. 63. Déclare être d'accord avec M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap., relativement à l'application de la loi, p. 64. — Art. 28. Observations, p. 65.

Moyersoen (*suite*)

— Art. 30. Discussion, p. 68, 69. — Art. 35. Discussion, p. 76 à 78, 85, 87 à 90, 93. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 94, 95. — Reprises de la discussion de l'article 35, p. 96, 105 à 108. — Art. 40. Observations, p. 81. — Art. 43. Déclare se rallier à un amendement de M. Digneffe, p. 81. — Prie le Sénat de fixer le second vote à la semaine suivante, p. 109. — Déclare que les amendements qui viennent d'être déposés par le gouvernement sont de pure forme, p. 176. — Observations au sujet du dépôt tardif de ces amendements ainsi que de leur importance éventuelle, p. 176, 177. — Propose, à la suite des déclarations de M. le baron Descamps, au sujet du dépôt tardif de ces amendement, le renvoi à la commission, p. 177. — Vote en seconde lecture. Art. 5. Propose un amendement additionnel qu'il déclare devoir s'imposer, p. 193. — Art. 7. Fait diverses observations et propose un emendement, p. 193, 194. — Art. 8. Observations, p. 194. — Art. 14. Discussion, p. 195-196. — Art. 21. Combat un amendement de M. Van Roosbroeck, p. 197. — Art. 27. Combat une proposition de M.Seeliger qui indique le texte qu'il estime devoir être admis pour cet article, p. 198. — Art. 31. Observations, p. 199. — Art. 39. Observations, p. 200.

Motion d'ordre de M. Digneffe au sujet de la nouvelle annoncée par divers journaux et suivant laquelle la franchise postale serait supprimée à certaines personnes. M. Digneffe estimant que le parlement devrait être consulté en cette matière, déclare que le gouvernement n'a encore pris aucune décision sur cet objet, p. 67.

Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une remarque de M. Speyer au sujet de la situation des travaux du Sénat, p. 95.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167.

Projet de loi accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus. Discussion générale, p. 169. — Motion d'ordre de M. Damas au sujet du retard apporté dans l'application de cette loi et sur le point de savoir si les formalités permettant aux caisses de prévoyance de s'acquitter envers les intéressés seront bientôt remplies. Déclare que les mesures d'application de cette loi ont été arrêtées en une séance tenue le 8 janvier 1924, par le conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et que les instructions nécessaires ont été envoyées le lendemain, 9 janvier, aux différentes caisses de prévoyance; que ces instructions ont été rappelées aux dites caisses, à la suite de réclamations reçues et estime donc que l'exécution de la loi sera assurée sans délai, p. 439, 440.

Interpellation de M. Deswarte au sujet des mesures à prendre pour réprimer la spéculation sur le change, p. 234.

Interpellation de M. Asou sur le sort peu équitable fait à la ville de Tournai dans la question des habitations à bon marché et sur le contrôle à exercer dans la distribution des subsides par la Société nationale des habitations à bon marché, en vue d'une plus juste répartition. Demande à savoir à quel jour l'assemblée entend fixer cette interpellation, p. 246. — Discussion de l'interpellation, p. 266 à 270.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 631. — Discours, p. 632. — Observations, p. 633, 636.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un incident entre M. le baron de Moffarts et M. Lekeu, p. 670.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussio générale. Observations, p. 695, 696, 707, 709. — Discours, p. 710-711. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 732. — Art. 2. Déclare renoncer à la parole, p. 734. — Observations p. 736 à 739.

Notification du décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost. Prononce un discours à cette occasion, p. 805.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 24 octobre 1919 relatif à la réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales et la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits

Moyersoen (*suite*)

héritages. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 873.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. En sa qualité d'ancien ministre de l'industrie et du travail, traite notamment la question des habitations à bon marché et celle de la journée de huit heures, p. 883 à 888. — Observations, p. 892, 919. — Discussion des articles. Art. 78, p. 934. — Art. 100 et 101. Observations, p. 938, 939.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 912, 956, 961, 980.

Budegt de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1114, 1117, 1125.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1175, 1177,1179,1184à1186. — Discours : Répond aux critiques de M. Vinck, en ce qui concerne la politique qu'il a poursuivie comme ministre, relativement aux habitations à bon marché, p. 1186 à 1190. — Discussion des articles. Art. 123. Présente une remarque de portée générale se rapportant aux articles 123, 124, 127, 129, 130 et 131, p. 1205, 1206.

Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré. Projet général et projet spécial aux ouvriers mineurs. A l'occasion d'une discussion sur la fixation de l'ordre du jour, M. Lekeu, ayant demandé un privilège de priorité, à la rentrée, pour ces deux projets de loi et que le projet spécial aux ouvriers mineurs ait la priorité, déclare estimer que, au point de vue de la procédure, on devrait suivre celle qui a été suivie par la Chambre : Discussion générale d'ensemble sur les deux projets de loi, puis articles du projet général et terminer par les articles du projet relatif aux ouvriers mineurs, p. 1225.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1242. — Discussion générale, p. 1286, 1287, 1290. — Discours, p. 1290-1291. — Observations, p. 1291, 1292.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : N° II. Propose avec M. Lebon, un amendement dont il donne lecture, puis fait diverses observations, p. 1321, 1322. — Observations au sujet de la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — Observations, p. 1329. — Reprise de la discussion : N° IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1334. — Amendement de M. Lebon, au cas où l'amendement de la commission (augmentation de 150 p. c.), serait adopté. Discussion, p. 1336. — Vote en seconde lecture. Appuie une proposition de M. Vinck, tendant à ce que l'examen du projet soit suspendu, afin de permettre à quelques membres du Sénat de se réunir pour examiner la lettre et l'esprit du texte voté en première lecture sous le n° III, p. 1413. — Observations à l'occasion d'un rappel à l'ordre infligé à M. Van Fleteren, qui a qualifié de « voleurs » les sénateurs qui votaient le projet de loi, p. 1424.

Musée professionnel de l'Etat, à Morlanwelz. — V. Droits civils : Reconnaissance légale.

Mutilés (admission aux fonctions et emplois publics). — V. Emplois publics.

N

Namur (Déclassement de certains ouvrages de défense). — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Naturalisations. — V. Indigénat.

Naufrage (Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par et indemnité en cas de perte par). — V. Affaires étrangères : Marine.

Nerincx, élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale militaire (co-sign.). Annexe au n° 41.

Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseils provinciaux; 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat. Rapport, n° 165.

Projet de loi rétablissant la commune de Cognelée (province de Namur). Rapport, n° 179.

Nerincx (*suite*)

Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; *b*) les dates des vacances. Amendement à l'article unique, n° 209.

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés combattants, mobilisés, etc. l'admission aux fonctions et emplois publics. Rapport, n° 221.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Motive son vote, p. 171.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 560.

Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseils provinciaux; 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 873.

Projet de loi portant érection de la commune de Cognelée. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 962.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1092.

Neujean, ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes.

Cartes de légitimation pour familles nombreuses. Motion d'ordre de M. le marquis Impériali, qui demande s'il ne serait pas possible de simplifier les formalités à remplir par les intéressés. Observations, p. 99. — Motion d'ordre de M. Fraiture au sujet de l'obtention de ce certificat par le personnel de l'administration de la marine à Flessingue . M. Fraiture ayant demandé que les mesures nécessaires soient prises pour que l'on puisse se passer du certificat refusé par le bourgmestre hollandais, déclare qu'il va s'informer de l'exactitude de la situation signalée par M. Fraiture, afin de donner satisfaction à sa demande, p. 103.

Interpellation de M. le baron de Mévius relativement à la gare et au passage à niveau de Gembloux, p. 99, 100. — Répond à l'interpellation, p. 102, 103.

Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 245.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 399, 400, 402, 404, 405, 411, 415. — Répond aux interpellateurs, p. 416 à 420. — Discussion de l'interpellation, p. 440 à 444. — Observations au sujet d'un incident entre lui et M. Van Fleteren, p. 444. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 444 à 446. — Observations, p. 448, 449, 451, 459. — Déclare que, afin de faire gagner du temps au Sénat, il s'abstiendra de répondre au discours de M. Van Overbergh et au dernier discours de M. Renier, et annonce que le gouvernement accepte l'ordre du jour présenté par le R. P. Rutten et M. Hicguet; déclare encore, à cette occasion, qu'il aurait vivement désiré répondre à l'appel généreux de MM. Lafontaine et consorts, mais que les seules révocations qui ont été maintenues frappent des agents pris en flagrant délit de refus de service commandé, p. 462. — M. Fraiture l'ayant accusé de dire une chose fausse, puis, ayant donné des explications, après avoir été rappelé à l'ordre par M. le président, maintient l'exactitude de tout ce qu'il a affirmé, mais déclare admettre les explications données par M. Fraiture, puis donne encore quelques explications au sujet des révocations, p. 462.

Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer vicinaux à concéder certaines exploitations de transport par automobiles sur routes. Dépose ce projet de loi, p. 516. — M. Fraiture ayant demandé, par motion d'ordre, que ce projet soit discuté avant le projet relatif aux services publics et réguliers d'autobus, déclare estimer qu'il n'est pas logique d'admettre la demande de M. Fraiture, le principe étant inscrit dans le projet de loi que M. Fraiture voudrait voir discuter en second lieu, p. 1018. — S'oppose, dans l'intérêt de la discussion, à une demande de M. Speyer tendant à ne procéder qu'à une seule discussion générale sur les deux projets, p. 1018. — Fait remarquer que le projet sur les services publics d'autobus regarde le département des travaux publics, p. 1018. — Discussion générale, Observations, p. 1023, 1027, 1028. — Discours, p. 1029. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1033. — Reprise du vote sur cet article, qui avait été réservé. Observations, p. 1040.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 819, 823 à 825, 834, 835. — Répond aux observations présentées en ce qui concerne les chemins de fer, p. 839 à 844. — M. Deswarte ayant demandé, par motion d'ordre, si les parlementaires ne pourraient pas être documentés sur la question de la jonction Nord-Midi, prie les sénateurs qui désireraient avoir communication de ces documents de les lui demander personnellement, et déclare qu'il essaiera de leur donner satisfaction, sans augmenter les dépenses de publication, p. 845. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Répond aux observations qui ont été présentées, en ce qui concerne les postes, les télégraphes, etc., p. 847 à 851. — Fait encore des observations, p. 853 à 856.

Interpellation de M. le marquis Imperiali sur les modifications à apporter au régime des abonnements du téléphone. Répond à M. le marquis Imperiali au cours de la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, en ce qui concerne la réforme du tarif téléphonique, p. 849, 850.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre. Discussion des articles. Art. 3, p. 1019, 1020. — Art. 7. Observations, p. 1021.

Nieuport. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Nolf, ministre des sciences et des arts.

Projet de loi complétant l'article 50 de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Dépose ce projet de loi, p. 283. —

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 303, 313, 316, 321 à 323, 328. — Répond aux divers orateurs, p. 332 à 343. — Observations, p. 344, 358. — Répond au discours qui vient d'être prononcé par M. Huisman-Van den Nest, p. 359. — Discussion des articles. Art. 62. Déclare ne pas pouvoir accepter un amendement de Mme Spaak, p. 366. — Art. 122. S'oppose à l'amendement de M. Lebon, p. 372.

Projet de loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de langue et de littérature françaises et à l'Académie royale de médecine. Dépose ce projet de loi, p. 330.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Dépose ce projet de loi, p. 531. — Fait remarquer que ce projet de loi est volumineux et qu'il reprend toutes les dispositions de la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires; demande, en conséquence, qu'il soit renvoyé à une commission spéciale, p. 531. — Observations, p. 532.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une proposition d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1276, 1277.

Nolf, E., élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif à la constitution d'une association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre. Rapport, n° 107.

Ann. — Projet de loi relatif à la constitution d'une association nationale des industriels et des commerçants pour la réparation des dommages de guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence, et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 617.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Parle notamment du paiement des indemnités pour dommages de guerre, p. 1051 à 1053. — Discussion des articles du budget des dépenses recouvrables. Art. 78. Rappelle sa question au sujet de l'inspection du remploi, p. 1070.

Nolf, J., sénateur d'Anvers.

Doc. — Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat, n° 65.

Ann. — Proposition tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat concernant la publication des documents dans

Noll, J. (*suite*)

les deux langues nationales. Dépose cette proposition, p. 261. — M. Ligy ayant proposé d'ajourner la discussion des propositions de revision du règlement jusqu'au moment où le Sénat sera saisi de l'ensemble des propositions de la commission spéciale instituée pour examiner cette question, demande que l'ajournement de sa proposition de loi ne soit pas indéfini, p. 606. — Ayant été retenu en commission, pendant la discussion du règlement, demande, par motion d'ordre, que l'article 56, déjà voté, et auquel il avait proposé une modification avec quelques-uns de ses amis flamands, soit remis en discussion, p. 1017. — M. le président, ayant déclaré ne pouvoir accéder à sa demande, le vote étant acquis, demande, dans ces conditions, que le bureau fasse tout ce qui sera possible pour faire paraître les rapports flamands en même temps que les rapports français, p. 1017.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (Service de l'agriculture). Discussion générale. Discours. Parle de la situation fâcheuse des communications entre certaines grandes villes, Anvers, notamment, et les communes suburbaines, p. 581.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Discours, p. 788-789. — Observations, p. 796.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 919. — Discours. Parle de l'éducation professionnelle et de l'amélioration du sort des professeurs de cet enseignement, p. 920, 921. — Observations, p. 921, 926.

Budget de la gendarmerie pour 1924. Discussion générale, p. 1161.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1186, 1195.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1221, 1222, 1230.

Nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes. — V. Enseignement : Nombre des journées scolaires et dates des vacances.

O

Obligations (Exonération du droit de timbre pour certaines obligations). — V. Finances : Impôts : Emprunts émis à l'étranger : Excemption d'impôts.

Officiers. — V. Armée.

Officier de police judiciaire (Octroi des pouvoirs d'). — V. Aéronautique : Police des aérodromes.

Officiers-ingénieurs des fabrications militaires. — V. Armée.

Oostduinkerke. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Organisation judiciaire.

COUR DE CASSATION.

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant la loi sur le gouvernement du Congo belge. — V. Congo : Organisation judiciaire.

Liste de candidats.

Candidats présentés par la Cour de cassation pour les deux places de conseiller vacantes à la dite cour : la première par suite du décès de M. le conseiller Eeman; la seconde, par suite de la retraite de M. le conseiller Charles.

Doc. — Liste, n° 191.

Ann. — Communication de M. le président au sujet de cette présentation, p. 1025. — Vote sur la présentation de ces candidats, p. 1079.

JUGE UNIQUE. — V. Procédure civile : Prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure.

JURY.

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour l'année 1925.

Doc. — Exposé des motifs, n° 170. — Projet de loi : Annexe au n° 170.

Rapport fait par M. Meyers, n° 176.

Organisation judiciaire : JURY. *Liste des jurés pour l'année 1925* (*suite*)

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 876 (28 mai 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. Meyers, p. 945 (10 juin 1924.)

L'article unique est adopté sans observations, p. 1011.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 1024 (18 juin 1924). Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

LOIS TEMPORAIRES. — *Prorogation.* — V. 1° Procédure civile : Projet de loi portant prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — 2° Code de procédure civile : Compétence : Projet de loi relatif à la compétence en matière civile et commerciale (formé par les amendements du gouvernement au premier de ces projets).

PROTÊTS. — V. Postes.

RESSORT DES JURIDICTIONS.

Proposition de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions (due à l'intiative de M. Deswarte.)

Doc. — Développements n° 212. — Proposition de loi : Annexe au n° 212.

Rapport fait par M. Magnette, n° 237.

Ann. — Dépôt de la proposition de loi par M. Deswarte, p. 1079. — Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 1085, 1086 (1er juillet 1924.)

Dépôt du rapport par M. Magnette, p. 1217. — M. Magnette demande, au nom de la commission de la justice, un tour de faveur pour cette proposition de loi, qui permettrait de désencombrer les rôles des tribunaux, p. 1217. — M. Deswarte demande que cette discussion soit portée en tête de l'ordre du jour du lendemain, p. 1217. — Observations de M. Speyer, p. 1217. — M. Deswarte déclare être d'accord avec M. Massson, m. j., qui demande lui-même l'urgence, p. 1217. — M. Speyer déclare, dans ces conditions, ne pas insister sur son opposition et la proposition de loi est inscrite en tête de l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 1217.

M. le président annonce que M. le ministre de la justice est d'accord avec l'auteur de la proposition de loi, p. 1283.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1283.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 2, p. 1289 (24 juillet 1924.) Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

V. Aussi : Code de procédure civile.

TRAITEMENTS DES MAGISTRATS. — V. Interpellations, au nom de M. Van Fleteren.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — *Elections consulaires.*

Projet de loi relatif à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce.

Doc. — Projet de loi, n° 131.

Rapport fait par M. Braun, n° 147.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Braun, le 15 mai 1924.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 812 à 814.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 98 membres présents, p. 815 (21 mai 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

PRUD'HOMMES (CONSEILS DE). — V. Industrie, commerce et travail.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Officiers de police remplissant les fonctions de ministère public, auprès des tribunaux de simple police.

Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 26 mai 1914 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police.

Doc. — Exposé des motifs, n° 275. — Projet de loi : Annexe au n° 275.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Poullet, m. i. h., p. 1424 (31 juillet 1924). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 1424.

Ostende (catastrophe maritime au large d'). — V. Marine : Motion d'ordre de M. Rutten.

Ouvrages de défense des positions fortifiées d'Anvers, Liége et Namur. — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Ouvriers mineurs. — V. a) Industrie, commerce et travail : Mines; b) Assurances sociales : ouvriers mineurs. Vieillesse et décès prématuré.

P

Pain (prix du). — V. la rubrique interpellations, au nom de MM. Guyaux et Van Roosbroeck.

Papiers et effets publics. — V. Industrie, commerce et travail : commerce usuraire.

Partage des biens appartenant à des incapables. — V. Code civil : Biens des mineurs et des incapables.

Passage à niveau de Gembloux (Gare et). — V. Interpellations, au nom de M. le baron de Mévius.

Pastur, sénateur de Nivelles.

Ann. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. Discussion sur la prise en considération. Demande que cette proposition soit renvoyée à une commission extra-parlementaire, instituée en janvier 1923 et qui a pour but d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire, p. 247. — Insiste sur sa proposition, p. 247, 248.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 287, 288, 300, 301. — Estime avec M. Digneffe que l'on devrait arriver à la concorde sur le terrain scolaire, p. 307, 308. — Observations, p. 321, 324, 349, 357.

Politique du gouvernement : Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 666, 668. — M. Pastur ayant déposé une demande d'interpellation afin de répondre à M. Mousty, appuie une demande de M. Beauduin tendant à ce que son interpellation soit discutée sans retard, p. 704.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle de la question du cancer, p. 770.

Pêche fluviale. — V. Code rural.

Pensions.

ARTICLE 2 DE LA LOI DU 3 JUIN MODIFIANT LA LOI DU 21 JUILLET 1844 SUR LES PENSIONS. (PORTÉE DE CET ARTICLE.) — V. Finances : Cour des comptes. Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des sciences et des arts.

ASSURANCES MATERNELLES. — V. Assurances sociales.

CAISSE DE RETRAITE D'ASSURANCE-VIE, ETC., AU DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — V. Assurances sociales.

INDEMNITÉ DE VIE CHÈRE.

Projet de loi accordant une indemnité de vie chère aux titulaires de pension.

Doc. — Projet de loi, n° 132.
Rapport fait par M. Delannoy, n° 139.

Ann. — Dépôt par M. Delannoy du rapport sur ce projet de loi, p. 747. — M. Delannoy fait remarquer l'urgence de ce projet et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 747.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 747, 748.

L'ensemble du projet de loi est adopté, p. 766 (30 avril 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Pensions (*suite*)

PENSION DES EMPLOYÉS. — V. Assurances sociales.

PENSION DES GARDES CHAMPÊTRES. — V. Assurances sociales.

PENSIONS DES OUVRIERS MINEURS. — V. Assurances sociales.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ. — *Projet général et projet relatif aux ouvriers mineurs.* — V. Assurances sociales.

Perception des droits de chancellerie par les agents du corps diplomatique. — V. Affaires étrangères : Corps diplomatique.

Personnification civile. — V. Droits civils.

Perte par naufrage (Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de). — V. Affaires étrangères : Marine.

Pétitions.

Pétitions examinées par la commission
Doc. — Feuilleton au 29 janvier 1924, n° 77.

Petits héritages. Petites propriétés rurales (Réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour l'acquisition de). — V. Finances : Impôts. Droits d'enregistrement.

Pirard, sén. de Verviers.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 7.

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Rapport, n° 61.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Parle des rapports entre le département des sciences et des arts et l'administration communale de Verviers, p. 316, 317.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale, p. 542. — Discussion des articles. Art. 5. Discussion, p. 551.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 1er, p. 733.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale, p. 841.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : 1*bis* et 1*ter* proposés par amendement par le gouvernement, p. 1310. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Placement des marins. — V. Affaires étrangères : Marine.

Poelaert, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi approuvant le protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé. Rapport, n° 225.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Projet de loi approuvant le protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1121.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1305 à 1308. — Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Observations, p. 1313. — Déclare, par suite de l'adoption de l'amendement de M. Moyersoen, retirer son amendement, p. 1323. — N° III. Amendement qu'il a présenté, avec M. Delannoy, au II*ter* des amendements de la commission : Déclare se rallier à l'amendement de M. Huisman-Van den Nest et retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 1324. — Observations, p. 1324. — N° IV. — Observations. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 1330

Polet, sénateur provincial de Liége.

Ann. — Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale, p. 154.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 161.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 172.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Demande que des mesures soient prises pour renseigner les cultivateurs sur les nouvelles machines et les nouveaux produits agricoles, p. 561.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Traite la question de la possibilité, dans l'intérêt véritable de la Belgique, de comprimer les dépenses militaires pendant plusieurs années, p. 1105, 1106.

Polices des aérodromes. — V. Aéronautique.

Police rurale. — V. Code rural.

Politique du gouvernement.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis.

M. Masson, ministre de la justice, donne lecture au Sénat de cette déclaration, p. 556 à 558. — A la proposition de M. le président le Sénat décide de fixer la discussion de la déclaration au jeudi suivant afin de permettre à M. Theunis, p. m., m. f., d'être présent, p. 558.

Discussion de la déclaration. Discours de MM. Lekeu, Braun, Speyer, Allewaert, p. 599, 600. — Interr. de M. Volckaert, p. 600. — La discussion est close.

Fait personnel de M. Beauduin, au sujet de l'incident qui s'est produit la veille à la Chambre, au cours de la discussion de la déclaration du gouvernement, incident soulevé par M. Hubin, qui a comparé les fabricants de sucre à une bande de voleurs, p. 600. — M. Beauduin déclare que M. le président de la Chambre a fait retirer le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, mais fait pourtant diverses observations, quant à cette imputation, p. 600 à 602. — Observations diverses de MM. Van Fleteren, Lekeu, Guyaux, Volckaert, Mousty, Van Overbergh, le baron Ruzette, m. a. t. p., le vicomte Vilain XIIII, Martens, Seeliger, p. 600 à 603. — L'incident est clos.

Motion d'ordre de M. Mousty qui déclare, M. Beauduin étant absent pour une huitaine de jours, qu'il remet à huitaine la justification de l'honorabilité commerciale des coopératives socialistes, attaquée par M. Beauduin, p. 608. — M. Mousty prend la parole pour un fait personnel, afin de développer sa justification, p. 664 à 669. — Interr. de MM. le baron Ruzette, m. a. t. p., De Visch, Guyaux, Rongy, Seeliger, Lekeu, Van Fleteren, Pastur, Hicguet, Baudrux, Van Vlaenderen, p. 664 à 669. — M. Van Fleteren demande s'il n'y a personne pour défendre M. Beauduin, p. 669. — Observations de MM. Demerbe, Van Fleteren, Lekeu, le baron de Moffarts, p. 669. — M. Le Jeune répond à M. Mousty, p. 669. — Interr. de MM. Guyaux, Seelinger, Lekeu, p. 669. — Fait personnel de M. le baron de Moffarts au sujet de paroles qui lui ont été adressées par M. Lekeu, au cours d'une interruption, p. 669. — M. le président prie M. Lekeu de retirer l'expression dont il s'est servi, sous peine de se voir dans l'obligation de lui infliger un rappel à l'ordre, p. 669. — M. le baron de Moffarts est encore entendu, au sujet de son fait personnel, p. 669. — Interr. de MM. Lekeu, Van Fleteren, Guyaux, p. 669. — M. Lekeu s'explique sur cet incident et finit par retirer l'expression dont il s'est servi, à la suite d'une déclaration de M. le baron de Moffarts, p. 669, 670. — Interr. de MM. Moyersoen, le baron de Moffarts, le comte de Limburg-Stirum, Seeliger, p. 670. — M. le président fait encore diverses observations, puis déclare l'incident clos.

Motion d'ordre de M. Beauduin qui déclare que, au lieu de prendre la parole pour un fait personnel, ainsi qu'il en avait l'intention, afin de répondre à M. Mousty, il dépose une demande d'interpellation afin de liquider complètement la question des sucres, p. 703. — M. Beauduin demande à développer son interpellation le surlendemain jeudi, p. 703, 704. — Observations de M. Tschoffen, m. i. t., au sujet de la date à laquelle cette interpellation pourrait utilement être discutée, p. 704. — Voyez pour le surplus la rubrique : Interpellation, et la rubrique : Motion d'ordre : au nom de M. Beauduin.

Politique du gouvernement : *Déclaration du gouvernement (Incident au sujet de la question des sucres)* (*suite*)

Portmans, sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Ann. — Annonce du décès de MM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenbergh et Moyart. Prononce un discours à cette occasion, p. 4, 5.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les eaux de vie indigènes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 603.

Position des officiers. — V. Armée : Avancement et position des officiers.

Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur (déclassement de certains ouvrages). — V. Armée.

Postes.

FRANCHISE POSTALE.

Ann. — Motion d'ordre de M. Digneffe au sujet de la nouvelle annoncée par certains journaux et suivant laquelle le gouvernement supprimerait la franchise postale pour un certain nombre de personnes. M. Digneffe estime que cette question ne devrait pas être tranchée par le gouvernement sans être soumise au parlement, p. 67. — Observations de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 67. — M. Moyersoen, m. i. t., déclare que le gouvernement n'a encore pris aucune décision en la matière, p. 67.

PROTÊTS POSTAUX.

Rémunération des agents.

Projet de loi modifiant la loi du 10 *juillet* 1877 *sur les protêts et la loi postale du* 30 *mai* 1879.

Doc. — Projet de loi, n° 245.
Rapport fait par M. Deswarte, n° 267.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deswarte, p. 1315 (30 juillet 1924).
Discussion générale. Est entendu : M. Deswarte, rap., p. 1409.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 1409, 1410.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 112 membres présents, p. 1416 (31 juillet 1924). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Poullet, nommé ministre des sciences et des arts le 11 mars 1924.

Ann. — Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Répond aux observations présentées, p. 774 à 778. — Répond à une observation de M. Beauduin, tendant à ce que d'anciens arrêtés royaux concernant la vente du chocolat soient mis en concordance avec les conditions actuelles de la fabrication, p. 778.

Projet de loi modifiant l'article 115 de la loi communale pour permettre la substitution de la caution solidaire d'une association au cautionnement individuel du receveur. Dépose ce projet de loi, p. 888. — Discussion générale, p. 1016.

Projet de loi assurant l'admission ou la réintégration des Belges mobilisés et des anciens combattants dans les fonctions et emplois publics. Discussion de l'article unique : art. 13. Répond à MM. Speyer et Fraiture, p. 1158, 1159.

Projet de loi relatif à la revision des listes électorales. Dépose ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit renvoyé à la commission de l'intérieur, avec prière de l'examiner aussi promptement que possible, p. 1040. — Ce projet figurant à l'ordre du jour prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion, p. 1170. — Discussion générale, p. 1171, 1172.

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919, relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre. Discussion générale, p. 1209 à 1211.

Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 26 mai 1914 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplisse les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police. Dépose le projet de loi, p. 1424.

Premier mai.

Ann. — Motion d'ordre de M. Lekeu qui demande s'il n'entrerait pas dans les convenances du Sénat de ne point siéger ce jour-là, son groupe se trouvant dans l'impossibilité d'assister à la séance, p. 749. — Sont entendu : MM. Liebaert, Vinck, (qui appuie la proposition de M. Lekeu), p. 749, 750. — Observations de MM. Seeliger, Van Overbergh, Volckaert, p. 749, 750. — La proposition de MM. Vinck et Lekeu est rejetée par assis et levé, p. 750. — Motion d'ordre de M. Van Fleteren qui fait, en son nom et au nom de M. Lafontaine, afin de prouver que la proposition de MM. Lekeu et Vinck ne tendait nullement à retarder les travaux du Sénat, une motion tendant à siéger le vendredi, 2 mai, p. 768. — M. le président fait remarquer à M. Van Fleteren qu'il eût mieux fait de ne pas attendre une heure aussi tardive pour introduire cette proposition, p. 768. — M. Van Fleteren insiste sur sa proposition, p. 768. — M. Lekeu demande l'appel nominal et cette demande est appuyée par l'extrême gauche, p. 768. — Il est procédé à l'appel nominal et le Sénat n'est plus en nombre, p. 768. — A la reprise du vote, le lendemain, M. Liebaert fait remarquer que les membres qui ont demandé l'appel nominal ne sont pas présents, p. 769. — Obsevations de MM. le vice-président Descamps (qui constate que les membres qui ont demandé l'appel nominal ne sont pas présents), le baron de Mévius, le marquis Imperiali, p. 769.
La proposition de MM. Van Fleteren et Lafontaine tendant à tenir une séance, le vendredi 2 mai, est rejetée à l'unanimité des 77 membres présents, p. 769.
V. aussi à la page 800 les motifs d'abstention de M. Marteaux sur le budget de l'intérieur et de l'hygiène.

Président du Sénat.

Ann. — M. le comte t'Kint de Roodenbeke est élu président, p. 2.
M. le comte de Broqueville ayant proposé de ne procéder qu'à un vote unique pour la nomination des trois vice-présidents, et M. Vinck ayant posé une question au président au sujet de la procédure à suivre pour ce vote, M. le président doyen d'âge Serruys déclare qu'il faut déposer les trois bulletins, p. 2.
MM. Lafontaine, Magnette, le baron Descamps sont nommés respectivement premier, deuxième et troisième vice-présidents, p. 2.
M. le comte t'Kint de Roodenbeke prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 3.
Tremblement de terre au Japon. Prononce un discours à cette occasion et annonce qu'il adressera les condoléances du Sénat au gouvernement impérial japonais, p. 3.
Annonce le décès de MM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenbergh et Moyart, et prononce un discours à cette occasion, p. 3-4.
Fixation de l'ordre du jour des premières séances de la session. Rappelle les projets de loi dont la discussion a été ajournée au cours de la dernière session et consulte le Sénat sur la date de la prochaine réunion, p. 6. — Propose de commencer par l'examen du projet de loi relatif aux entreprises d'assurance sur la vie, p. 6.
Commissions permanentes : Propose que ces commissions se réunissent pour constituer leurs bureaux le surlendemain, jeudi, p. 6. — Observations, p. 6. — Annonce qu'il va mettre aux voix la proposition de M. le baron de Moffarts, tendant à ce que les commissions se réunissent le jour même, p. 6.
Fait remarquer que plusieurs membres ont exprimé le désir de voir se constituer au Sénat, comme à la Chambre, une commission du travail parlementaire, p. 6. — Déclare que le bureau propose que cette commission soit composée : 1° des membres du bureau; 2° de deux membres de chaque groupe et, le Sénat étant unanime, prie les groupes de se réunir le plus tôt possible pour désigner les membres qui feront partie de cette commission, p. 23.
Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. A l'occasion d'une fixation de l'ordre du jour, propose de commencer par l'examen de ce projet de loi, p. 6. — M. Magnette ayant demandé le renvoi à la commission d'un amendement qu'il vient de présenter, fait des observations au sujet du moment où la commission pourra se réunir, p. 17. — Propose que la commission se réunisse le lendemain, à 1 h. ½, et que la séance ne commence qu'à 2 h. ½, p. 17. — La reprise de la discussion ayant été fixée au mardi 4 décembre, déclare qu'il doit être entendu que les membres qui auraient encore des amendements à présenter les déposeront pendant la semaine en cours, p. 24. — Discussion des articles. Art. 14. Déclare que l'adoption du premier alinéa entraîne la disparition des cinq premiers alinéas

Président du Sénat *(suite)*

de l'amendement de M. Digneffe, p. 57. — Art. 35. Propose de remettre à la semaine suivante la suite de la discussion sur cet article, p. 79. — Observations au sujet de la suite de cette discussion, p. 95. — Des amendements ayant été présentés par le gouvernement et plusieurs membres ayant fait des observations au sujet du dépôt tardif de ces amendements, dont M. Moyersoen, m. i. t., demande le renvoi à la commission, estime inutile de prolonger la discussion et propose de remettre le vote en seconde lecture au lendemain, sans renvoi à la commission, p. 177. — Vote en seconde lecture. — Art. 27. M. Seeliger ayant estimé que cet article devait être modifié, déclare que cette disposition ne doit pas être soumise au second vote, n'ayant pas été amendée en première lecture, p. 198. — Art. 31. Rappelle que cet article n'a pas été amendé en première lecture et demande si l'assemblée est unanime à rouvrir à nouveau la discussion sur cet article. M. Moyersoen ayant présenté un amendement, p. 199. — Art. 39. Fait remarquer que cet article n'a pas été amendé en première lecture et demande si l'assemblée est unanime à rouvrir la discussion, M. Moyersoen, m. i. t., ayant déposé un amendement, p. 199.
Annonce le décès de M. le baron Ancion, ancien sénateur de Huy-Waremme et propose au Sénat de charger le bureau d'exprimer les condoléances de l'assemblée à la famille du défunt, p. 8.
Conseil colonial : renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert, au nom du groupe socialiste, et tendant à ce que, dans l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner la situation, avant de procéder à une nouvelle élection. Déclare qu'il transmettra le vœu de M. Volckaert à M. le ministre des colonies, p. 72. — Reconnait qu'il serait utile que le Sénat fut averti plus tôt et prie M. le ministre des colonies de prévenir, à l'avenir, le Sénat huit jours d'avance, p. 73.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Propose, vu l'urgence du projet, d'en aborder la discussion la semaine suivante, p. 79. — Ouvre la discussion générale, p. 109. — Observations au sujet de protestations qui se sont élevées au sujet de l'ouverture imprévue de cette discussion, p. 109. — Déclare qu'il se voit contraint, les auteurs d'amendements devant être entendus, de remettre la discussion au mardi suivant, p. 109. — Propose de procéder au second vote après les vacances de Noël, p. 150.
Proposition de loi tendant à accorder une indemnité aux victimes de la détention préventive. Annonce que le gouvernement a transmis au Sénat le texte des amendements qu'il présente à cette proposition de loi, rappelle que M. Magnette a déjà déposé son rapport, estime que les amendements du gouvernement constituent un nouveau projet et propose de renvoyer ce contre-projet à la commission de la justice qui ferait un nouveau rapport avant l'ouverture des délibérations, p. 83.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. M. Lekeu, rapporteur, ayant demandé que ce projet soit mis à l'ordre du jour avant les vacances du nouvel an, fait remarquer que les budgets devront avoir la priorité, p. 88. — Discussion des articles. Art. II : article 58. Observations à l'occasion d'un rappel au règlement fait par M. le baron de Moffarts qui estime qu'un amendement qu'il avait présenté aurait dû avoir la priorité sur le texte de la Chambre, p. 188.
M. Speyer ayant attiré l'attention du Sénat sur la situation de ses travaux, fait diverses observations à ce sujet, p. 95.
Budget des voies et moyens pour 1924. Annonce qu'il serait désirable que la commission des finances s'occupât à bref délai de ce budget, p. 99.
Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Déclare que M. Ryckmans, rapporteur, a demandé que l'on ne discute ce projet que pendant la séance de l'après-midi, p. 161. — La discussion étant close, fait remarquer qu'il ne peut donner la parole à M. Ryckmans que pour motiver son vote, p. 171.
Fixation de l'ordre du jour. Indique les projets de loi qui seront mis à l'ordre du jour à la rentrée de janvier et prie, à cette occasion, les commissions chargées d'examiner les budgets de l'intérieur et de l'hygiène, des finances, de l'agriculture et de travaux publics, de l'industrie et du travail et du ravitaillement, d'activer leurs travaux, afin que les rapports qui vont être distribués dans le courant de janvier, p. 174.
Projet de loi apportant des modifications aux lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires et un impôt complémentaire sur le revenu global. Propose, en suite de l'adoption par le Sénat, du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur

Président du Sénat *(suite)*

les revenus, de déclarer que ce projet, transmis le 5 août 1921, par la Chambre des représentants, est définitivement retiré, p. 210.

Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale militaire. Discussion sur la prise en considération. M. Pastur ayant proposé le renvoi à la commission extraparlementaire ayant pour but d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire, déclare qu'il serait contraire aux usages de renvoyer une proposition de loi à une commission extraparlementaire, le règlement exigeant que cette proposition soit renvoyée aux commissions réunies de la justice et de la défense nationale, p. 247.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer. Donne lecture au Sénat de la lettre annonçant cette interpellation, déclare que les interpellateurs demandent un tour de faveur et les prie de s'entendre avec le ministre intéressé au sujet de la date de la discussion, p. 282. — Au cours de la discussion de l'interpellation, fait remarquer que, si M. Renier continue à interrompre comme il le fait, il se verra dans l'obligation de le rappeler à l'ordre, p. 417. — M. Van Fleteren ayant demandé la parole pour un fait personnel, fait remarquer que celui-ci n'a pas été personnellement mis en cause, p. 444. — Déclare qu'il va être obligé de rappeler M. Van Fleteren à l'ordre, et l'invite à ne plus interrompre, p. 444. — Prie M. Fraiture de retirer les expressions dont il s'est servi à l'égard de M. Neujean, m. c. f., m., p., t., p. 462. — Inflige un rappel à l'ordre à M. Fraiture, p. 462. — Suspend la séance, le tumulte étant à son comble, p. 462. — A la suite des explications de M. Fraiture, déclare ne pas maintenir le rappel à l'ordre qu'il lui a infligé, p. 462. — Fait une communication au sujet de paroles prononcées le mardi précédent, après la suspension de séance et qui ont été maintenues au *Compte rendu analytique* alors qu'elles avaient été supprimées à la sténographie. Déclare que cette communication servira de rectification au *Compte rendu analytique* et renouvelle à cette occasion l'appel qu'il avait adressé à l'assemblée au début de la session, quant à la nécessité de l'esprit de modération, p. 483.

Annonce au Sénat le décès de M. Vande Voorde, sénateur de Courtrai-Ypres et prononce un discours à cette occasion, p. 315.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Prie les sénateurs de cesser leurs interruptions, puis, le tumulte étant très violent, annonce qu'il se verra obligé de suspendre la séance, p. 352, 354.

Règlement du Sénat : Modification. Proposition de M. Speyer tendant à un examen général. Propose de renvoyer cette proposition à la commission qui vient d'être constituée pour examiner la proposition similaire présentée par MM. J. Nolf et consorts, p. 383. — Discussion de l'ensemble des articles dont la revision est proposée. M. Speyer ayant estimé qu'il y aurait lieu de procéder à une nouvelle numérotation des articles et à la réimpression du règlement, déclare qu'il en sera ainsi, p. 1011. — M. J. Nolf, ayant été retenu en commission et demandant, par motion d'ordre, à ce que l'art. 56 ancien, déjà voté, auquel il avait proposé une modification, soit remis en discussion, déclare que le vote est acquis, p. 1017. — Répète que, le vote étant acquis, le Sénat ne peut revenir sur cette question, p. 1017. — En réponse à M. Nolf qui demande que le bureau fasse tout ce qui lui sera possible pour faire paraître les rapports flamands en même temps que les rapports français, déclare que le greffe s'efforce toujours qu'il en soit ainsi, p. 1017.

Décès de l'ex-président Wilson. Motion d'ordre de M. Renard, qui propose, d'accord avec MM. Magnetre et Rutten un ordre du jour dans le but d'exprimer à la nation américaine et à Mme Wilson les condoléances du Sénat belge, à l'occasion du décès de M. Wilson. Déclare que le Sénat sera unanime à adopter la motion de MM. Renard et consorts et annonce que deux télégrammes seront envoyés, l'un au président des Etats-Unis, l'autre à Mme Wilson, p. 463. — Annonce au Sénat que M. Fletcher, ambassadeur d'Amérique en Belgique, lui a transmis les remerciements de M. le président des Etats-Unis et de Mme Wilson pour les condoléances qui leur ont été adressées par le Sénat, p. 556.

Budget de la justice pour 1924. Propose, trois orateurs seulement étant encore inscrits, de clore la discussion générale et que ces orateurs soient autorisés à parler à l'art. 1er auquel serait également rattachée la réponse du ministre, p. 481.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. M. Deswarte ayant demandé que la commission de la justice soit convoquée d'urgence pour l'examen de cette proposition et M. le baron Descamps ayant fait des observations à ce sujet, fait remarquer que cette discussion est inutile, la proposition de loi n'étant pas encore prise en considération et le règlement étant formel à cet égard, p. 500.

Annonce au Sénat le décès de M. Edmond Picard, ancien sénateur provincial du Hainaut et prononce quelques paroles à cette occasion, p. 503.

Interpellation de M. Van Fleteren au sujet de la situation des magistrats. M. Van Fleteren ayant protesté contre le fait que l'ordre du jour pur et simple, opposé par M. Liebaert à l'ordre du jour qu'il avait lui-même présenté, aurait la priorité, en ce qui concerne le vote, fait remarquer que l'ordre du jour pur et simple a toujours la priorité, p. 511. — Prie, au cours de cette discussion, M. Liebaert de ne pas entrer dan le fond du débat, p. 512.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement, p. 522.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. M. Nolf, m. s. a., ayant demandé le renvoi du projet à une commission spéciale, fait remarquer que, en principe, le projet doit être renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 531.

Interpellation de M. Rongy sur l'arrêté royal paru au *Moniteur* du 23 février et relatif au fonctionnement des caisses de chômage involontaire. Annonce cette interpellation, déclare M. Rongy insiste sur l'urgence et engage l'interpellateur à se mettre d'accord avec le gouvernement pour fixer la date de la discussion, p. 556.

Politique du gouvernement. M. Masson, m. j., ayant fait une déclaration à ce sujet, au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis, propose au Sénat de fixer la discussion de la déclaration au jeudi suivant, afin de permettre à M. Theunis, p. m., m. f., d'être présent, p. 558. — Incident au sujet de la question des sucres et des coopératives socialistes : Prie M. Lekeu de retirer une expression dont il s'est servi à l'égard de M. le baron de Moffart, car il se verrait, dans le cas où cette expression serait maintenue, dans l'obligation de lui infliger un rappel à l'ordre, p. 669. — M. Lekeu ayant retiré l'expression dont il s'est servi, fait encore diverses observations, puis déclare l'incident clos, p. 670.

Fixation de l'ordre du jour après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Observations et propositions au sujet des objets qui doivent être mis à l'ordre du jour, p. 558.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances de Pâques. Observations et propositions, p. 711, 712, 716.

Projet de loi portant revision du titre IV du Livre Ier du code civil relatif à l'absence. Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, p. 712.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. D'accord avec le Sénat et avec le gouvernement, déclare qu'il y a unanimité à admettre l'amendement général de terminologie flamande proposé par M. Deswarte, p. 716. — Prie les orateurs qui comptent prendre la parole dans la discussion des articles d'être aussi brefs que possible, afin que ce projet puisse être terminé avant les vacances de Pâques, p. 730. — Discussion des articles. Après le vote de l'article 2, fait remarquer qu'il reste encore cent vingt-cinq articles à examiner et un nombre à peu près égal d'amendements; propose, en conséquence, de remettre la suite du projet après les vacances de Pâques, p. 740. — Estime qu'il serait utile d'admettre la proposition de M. Van Roosbroeck tendant au renvoi à la commission et prie les membres qui auraient encore des amendements à présenter de les déposer sans retard, afin qu'ils puissent également être renvoyés à la commission, le renvoi venant d'être décidé par le Sénat, p. 740. — D'accord avec différents groupes de l'assemblée, propose que la reprise de la discussion de ce projet soit ajournée à la prochaine session, p. 1225.

Interpellation de M. Beauduin au sujet de la question des sucres. En présence de la déclaration faite par M. Tschoffen, m. i. t., annonce que l'interpellation sera fixée à la rentrée de Pâques, mais qu'il sera loisible à M. Beauduin de prendre la parole, par motion d'ordre, avant cette date, p. 704. — Donne lecture d'une lettre de M. Beauduin retirant son interpellation, p. 742.

Premier mai : MM. Van Fleteren et Lafontaine ayant proposé de siéger le vendredi 2 mai, à la suite de la motion de M. Lekeu, tendant à ne pas siéger le 1er mai; fait observer à M. Van Fleteren qu'il eût mieux fait de ne pas attendre une heure aussi tardive pour introduire cette proposition, p. 768. — Le vote sur cette proposition n'ayant pu avoir lieu, le Sénat n'étant plus en nombre, constate, le lendemain, à la reprise du vote, que les membres qui ont demandé l'appel nominal ne sont pas présents, p. 769.

Président du Sénat *(suite)*

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. M. Martens ayant prononcé un discours pour motiver son vote, fait des observations au sujet de la longueur de ce discours, qui dépasse la justification d'un vote, p. 860.

Le 6 mai 1924, propose au Sénat de s'ajourner jusqu'à convocation ultérieure, les commissions n'ayant pas encore envoyé leurs rapports, et fait diverses observations concernant l'ordre du jour, p. 892.

Annonce au Sénat le décès de M. le baron de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost, et prononce un discours à cette occasion, p. 804.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924. Propose de réunir la discussion de ce budget à celle du budget des affaires économiques, p. 1051.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. M. le baron Ruzette, m. a. t. p., ayant protesté contre les innombrables interruptions, fait remarquer, notamment à M. Fraiture, que les sénateurs pourront prendre la parole à leur tour, p. 1116. — Pendant un discours de M. Digneffe, un incident se produit entre MM. Lekeu et Feron; déclare que, si le calme n'est pas rétabli, il se verra dans l'obligation de suspendre la séance, p. 1138.

Annonce au Sénat le décès de M. le sénateur Berger et prononce un discours à cette occsion, p. 1155.

Budgets du Congo. Informe le Sénat que la commission des travaux parlementaires propose de réunir en une seule discussion générale tous les projets intéressant les budgets du Congo et les crédits supplémentaires à ces budgets, p. 1215. — M. Volckaert ayant estimé qu'il y avait lieu de ne suivre cette procédure qu'à titre exceptionnel, donne acte à M. Volckaert de ses observations, mais lui fait remarquer que le Sénat sera toujours maître de régler son ordre du jour, p. 1215.

Annonce à l'assemblée le décès de M. le baron de Pitteurs-Hiégaerts, ancien sénateur provincial du Luxembourg, et propose d'envoyer les condoléances de l'assemblée à la famille du défunt, p. 1219.

Catastrophe maritime qui s'est produite au large d'Ostende, le 18 juillet 1924. Motion d'ordre de M. Rutten à ce sujet. Déclare qu'il priera M. le ministre des affaires étrangères de transmettre l'expression de la sympathie du Sénat au gouvernement hollandais, et M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, d'exprimer aux familles belges éprouvées, les condoléances de la Haute assemblée, p. 1236.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Annonce que la Chambre des représentants transmet ce projet au Sénat, p. 1278. — Avant d'ouvrir la discussion générale, informe l'assemblée que des membres appartenant à différents partis lui ont exprimé le désir de voir terminer la discussion du projet sur les loyers pendant la séance en cours, p. 1298. — Discussion des articles. Propose de procéder au vote par alinéa, p. 1309. — La suite de la discussion ayant été remise au lendemain, propose, en ouvrant la séance, de prolonger celle-ci éventuellement, afin de terminer ce jour-là la discussion des articles, p. 1315. — Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Indique la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — Indique à nouveau la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1323. — Reprise de la discussion. n° IV*bis* proposé par la commission (augmentation de 150 p. c.). Déclare, le tumulte étant très violent à l'extrême gauche, que, si le calme n'est pas rétabli, il se verra obligé de suspendre la séance, p. 1334. — Amendement de M. Lebon (pour le cas où l'amendement de la commission serait adopté), MM. Volckaert et Lekeu ayant estimé, après un vote par assis et levé sur cet amendement, que l'épreuve était douteuse, déclare que MM. les secrétaires avaient fait exactement le recensement des votes et que celui-ci reste acquis, p. 1336. — N° VI. Déclare, d'accord avec M. Lebon, que l'amendement présenté par celui-ci vient à disparaître, p. 1337. — Vote en seconde lecture. Art. 1er : n° III. M. Huisman-Van den Nest ayant proposé un nouveau texte pour cette disposition, et ce texte ayant été adopté, déclare, en conséquence de ce vote, que l'article II (nouveau), § 1er, est modifié d'après l'amendement qui vient d'être adopté, mais que le deuxième alinéa concernant le préavis doit être maintenu, p. 1420. — Inflige un rappel à l'ordre à M. Van Fleteren, qui a appliqué le mot « voleurs » aux sénateurs qui votaient la loi en discussion, p. 1423. — Après le vote, prie M. Van Fleteren de retirer les paroles qu'il a prononcées et pour lesquelles il lui a infligé un rappel à l'ordre, p. 1424. — M. Van Fleteren ayant purement et simplement retiré ses paroles, déclare, en conséquence, que le rappel à l'ordre est retiré, p. 1424.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain. Au cours de la discussion, fait des observations au sujet des nombreuses interruptions, p. 1382.

Preuves (établissement des). — V. Procédure civile : Convention anglo-belge.

Prévoyance. — V. Assurances sociales.

Primes aux acquéreurs d'habitations à bon marché. — V. Finances : Budget : Budget des voies et moyens pour 1924.

Primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le service du nivellement et de la motoculture. — V. Finances : Cour des comptes : Dissentiment entre la Cour des comptes et le département de l'agriculture et des travaux publics.

Prix du pain (Hausse du). — V. la rubrique : Interpellations au nom de MM. Guyaux et Van Roosbroeck.

Prix usuraires. — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Procédure. — V. Organisation judiciaire.

Procédure civile.

CONVENTION ANGLO-BELGE.

Projet de loi approuvant la convention anglo-belge sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

(V. les n°s 58 et 321 de la Chambre des représentants, session 1922-1923.)

Doc. — Rapport fait par M. Speyer, n° 10.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Speyer (21 novembre 1923). L'article unique est adopté sans observations, p. 109. L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix contre une, p. 109 (13 décembre 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

LOIS TEMPORAIRES.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure.

Rapport fait par M. Deswarte, n° 266.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deswarte, p. 1315, 1337 (30 juillet 1924). M. Deswarte, au nom de la commission de la justice, demande d'accord avec M. le ministre de la justice, l'urgence pour ce projet de loi, et prie le Sénat d'en fixer la discussion au lendemain matin, p. 1337. — M. le président estime que ce projet pourrait être inscrit à l'ordre du jour du lendemain matin, p. 1357. Discussion générale. Sont entendus : MM. Deswarte, rap., et Masson, m. j., p. 1409. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1409. M. le président ayant annoncé que le vote sur ce projet aurait lieu au cours de la séance de l'après-midi, M. Deswarte, rap., appelle l'attention du Sénat sur les réserves faites par la commission quant à l'article 2, qui a été ajouté par la commission spéciale de la Chambre à l'article unique, que comportait le projet du gouvernement, p. 1409. L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre une et une abstention, p. 1415 (31 juillet 1924). — S'est abstenu : M. De Meester, p. 1416. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Procédure d'urgence en matière d'expropriation. — V. Code civil : Expropriation.

Procédure en cassation. — V. Code de procédure civile.

Procédure en matière de divorce et de séparation de corps. — V. Code civil : Divorce.

Procédure pénale militaire. — V. Armée : Code de procédure pénale militaire.

Professeurs. — V. Lois électorales : Incompatibilités.

Programme des examens universitaires. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques et examens universitaires.

Projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi. — V. Chambre législatives-Sénat.

Propriétés rurales (Acquisition de petites). — V. Finances : Impôts : Droits d'enregistrement.

Propriété. — V. Code civil : Copropriété.

Prorogation des pouvoirs donnés au gouvernement en matière de douanes. — V. Finances : Douanes.

Protection maternelle. — V. Assurances sociales.

Protection des eaux minérales et thermales. — V. Hygiène et santé : Eaux minérales et thermales.

Protêts (modification de la loi sur les protêts et de la loi postale). — V. Postes.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE. — V. Finances : Finances provinciales et communales.

Provinces.

LOI PROVINCIALE. — V. Code rural.

Prud'hommes. — V. Industrie, commerce et travail.

Publication au « Moniteur belge ». — V. « Moniteur belge ».

Q

Questeurs. — V. Chambres législatives-Sénat.

R

Ramscapelle. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Receveurs communaux (cautionnement). — V. Communes : Cautionnement des receveurs communaux.

Reconnaissance aux militaires de la guerre de 1914-1918. — V. Guerre : Combattants.

Reconnaissance légale du musée professionnel de l'Etat, à Morlanwelz. — V. Droits civils.

Rectification des actes de décès dressés pendant la guerre. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Refonte des monnaies métalliques. — V. 1° Finances : Monnaies. — 2° Code pénal.

Régie des chemins de fer. — V. Chemins de fer.

Régime différentiel. — V. Finances : Douanes.

Régime fiscal des eaux-de-vie. — V. Finances : Impôts : Alcool.

Régime successoral des petits héritages. — V. Finances : Impôts : Droits d'enregistrement et droits de succession.

Registre de commerce. — V. Code de commerce.

Règlement du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Règlement du prix de vente de la dentelle. — V. Industrie, commerce et travail : Dentelles.

Régularisations. — V. Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics. — V. Emplois publics.

Remboursement des Bons du Trésor 5 p. c. — V. Finances : Emprunt.

Remouchamps, sénateur de Liége.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 7.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 35, p. 78. — Observations à l'occasion d'un amendement de M. Deswarte, p. 85. — Reprise de la discussion de l'article 35, p. 106. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200, p. 223.

Budgets des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 223.

Budget des sciences et des arts pour 1923. Discussion générale. Demande notamment que l'on crée, à Liége, un institut supérieur d'éducation physique, celui de Gand ayant été entièrement flamandisé et attire l'attention sur la question des traitements, p. 302-305.

Renard, sénateur élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 7.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Parle notamment de la politique extérieure du gouvernement, p. 210-211.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 288, 317, 351.

Décès de l'ex-président Wilson. Par motion d'ordre propose, d'acord avec MM. Magnette et Rutten, un ordre du jour dans le but d'exprimer à la nation américaine et à Mme Wilson les condoléances du Sénat belge, à l'occasion du décès du président Wilson, p. 463.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Demande l'établissement d'une ligne de chemin de fer en faveur de Spa, p. 827-828.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Exprime certains vœux en faveur de Spa, p. 1165.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi en vue d'assurer la protection des eaux minérales et thermales. Discussion générale, p. 1418.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Renier, sénateur provincial de Liége

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 11, p. 141.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 224.

Interpelle, avec MM. Guyaux et Fraiture, le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes sur la désorganisation générale des chemins de fer. Observations, p. 395, 396. — Développe son interpellation, p. 398 à 405. — Observations, p. 408, 415, 417, 419, 420, 441, 443, — Discours, p. 446-452 et 453-456.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 639.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. Service des travaux publics. Discussion générale. Observations, p. 685.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale, Observations, p. 1114, 1138.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Réorganisation de la police rurale. — V. Code rural.

Ressort des juridictions (Compétence et). — V. 1° Organisation judiciaire. — 2° Code de procédure civile.

Réparation des dommages de guerre. — V. Guerre : Dommages de guerre.

Résiliation de contrats. — V. Industrie, commerce et travail : Contrats.

Rétablissement de communes. — V. Communes : Erection.

Revenu (Impôt sur le). — V. Finances : Impôts.

Révision de contrats. — V. Industrie, commerce et travail : Contrats.

Révision des listes électorales. — V. Lois électorales : Listes électorales.

Rongy, sénateur provincial de Namur.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes et proposition de loi revisant la loi du 15 mai 1910 sur les conseils de prud'hommes. Rapport, n° 67. — Rapport complémentaire, n° 165.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101 (co-sign.), n° 75.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille. Note de la minorité, n° 63.

Ann. — Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion, en vue de la constitution de leurs bureaux, p. 6.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 121.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Vote en seconde lecture. Art. 7. Observations, p. 194.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 272. — Discussion générale. Prononce un discours et déclare que, bien qu'ayant été mis en minorité aux votes de la commission qui l'avait désigné comme rapporteur, il se réserve le droit de soutenir, soit en séance publique, soit par ses votes, soit par voie d'amendements, les suggestions qu'il avait défendues en commission, p. 704. — Observations, p. 711, 713, 715. — Discussion des articles. Art. 2, p. 737.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 381.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux, au sujet de la désorganisation générale des chemins de fer, p. 410, 413.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail sur l'arrêté royal paru au *Moniteur* du 23 février et relatif au fonctionnement des caisses de chômage involontaire. Demande, d'accord avec M. le ministre de l'industrie et du travail, que son interpellation soit fixée au mardi suivant, 25 mars, p. 558. — Déclare que, à la suite d'un entretien qu'il a eu avec M. le ministre de l'industrie et du travail, il estime devoir ajourner indéfiniment son interpellation, pour autant qu'il soit nécessaire de la développer un jour, p. 608. — A la suite d'observations de M. Tschoffen, ministre de l'industrie et du travail, qui fait remarquer qu'il n'a pris aucun engagement, quant à la révision des règlements visés par l'interpellation, déclare être d'accord avec lui, au sujet du maintien éventuel de cette interpellation, p. 608.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 562. — Tableau B. (Services des travaux publics). Discussion générale. Observations, p. 675.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 611, 612, 616, 619, 620. — Discours, p. 620-621. — Observations, p. 621, 623, 626, 629 à 631. — Discours, p. 631-632. — Observations, p. 638, 639, 645.

Budget du ravitaillement pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 658.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, ministre de la justice, au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Mousty, à ce sujet, p. 665 à 668. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beaudouin qui répond aux accusations dirigées contre lui par M. Mousty, p. 722 à 724.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Discussion générale. Discours, p. 727-728.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Parle de certaines questions intéressant Namur et Ronet, p. 832.

Rongy (*suite*)

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs, délaissés dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1111, 1114, 1115, 1138.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1174, 1175, 1178, 1179. — Discours : Donne quelques explications au sujet de la campagne de presse à laquelle M. Ruzette, ministre de l'agriculture et des travaux publics a fait allusion, p. 1192.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1275.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Rouvaux, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendements aux articles 2, 4, 6, 16, 17, 21, 22, 25, 30 et 40 (co-sign.), n° 7. — Amendement à l'article 31 (co-sign.), n° 18.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport, n° 48.

Ann. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale. Termine son discours en annonçant le dépôt d'amendements tendant à préciser ou à compléter le projet de loi et fait remarquer la portée sociale de ce projet de loi, p. 17 à 20. — Discussion des articles. Art. 2, p. 42, 44. — Art. 22. Observations, p. 63. — Art. 25. Déclare qu'un amendement qu'il a proposé avec M. Van Roosbroeck, devient sans objet, par suite des déclarations faites à la commission par M. Moyersoen, m. i. t., p. 65.

Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 100.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement primaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi et déclare que la commission, d'accord avec M. le ministre des sciences et des arts, demande que le projet soit voté le jour même, p. 173. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 173.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux, sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 401, 404, 460.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 927.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Roulage. — V. Voies et communications.

Ruanda-Urundi (mandat de la Belgique sur le territoire du). — V. Congo : Ruanda-Urundi.

Rutten (révérend père), sénateur élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. — Rapport, n° 100. — Amendement à l'article 3, n° 111.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 53, n° 129.

Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent rester ouvertes; *b*) les dates des vacances. — Amendement à l'article unique, n° 239.

Ann. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 178, 179, 186.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 286, 287, 294. — Insiste sur la nécessité de l'entente

Rutten (révérend père) *(suite)*

sur le terrain scolaire, p. 308, 312. — Observations, p. 357. — Répond à M. Huisman-Vanden Nest, p. 359 à 361.

Interpellation de MM. Fraiture et consorts, sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 459 à 461. — Propose un ordre du jour et en donne lecture, p. 460. — Prononce un nouveau discours en réponse à M. Fraiture, p. 461, 462.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Disc. p. 618 à 620. — Observations, p. 621, 626. — Disc. p. 628 à 631. — Observations, p. 631, 632, 643, 645. — MM. Fraiture, Castermans et Lekeu ayant déclaré renoncer à la parole, à condition que les autres sénateurs y renoncent également, exprime son étonnement de ce que l'on admette que des membres socialistes aient parlé si longuement et aient ensuite peur d'entendre leurs adversaires, puis fait une double déclaration concernant : 1° les accidents du travail et les enquêtes faites à ce sujet; 2° l'accusation formulée par l'extrême gauche qui affirme que la droite met l'intérêt du parti avant l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 13, p. 653, 654.

Projet de loi réglementant la vente en détail de la dentelle. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 560. — Discussion générale. Discours, p. 726-727.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 713. — Déclare être d'accord sur un amendement proposé par M. Deswarte au texte flamand, p. 716.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Parle de la péréquation des traitements et de certaines améliorations qu'il sollicite pour le personnel ressortissant de ce département, p. 832-833. — Observations, p. 834, 843, 847, 848.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Discours. Attire l'attention du ministre sur la question de l'orientation professionnelle, p. 875-876.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Formule quelques conclusions se rapportant à l'office des métiers et négoces, p. 1059.

Catastrophe maritime qui s'est produite au large d'Ostende, le 18 juillet. Par motion d'ordre, prononce un discours à cette occasion, p. 1235.

Ruzette (baron), sénateur de Bruges, ministre de l'agriculture et des travaux publics.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun, par terre, qui devient le projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus. Dépose ce projet de loi, p. 23. — Discussion des articles. Art. 2. Admet un amendement présenté par M. Speyer, p. 1019. — Art. 3. M. Speyer ayant demandé qu'il soit apporté au troisième alinéa de cet article la même modification qu'à l'article 2, déclare être d'accord avec M. Speyer, p. 1019. — Discussion, p. 1019, 1020. — Art. 14. Répond à M. Fraiture, qui fait des observations d'intérêt général quant à la question de savoir comment sera assurée la permanence des services, p. 1021, 1022.

Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 102, 103.

Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Discussion générale. Déclare, à l'occasion d'une observation de M. le marquis Impériali, qu'il a déposé, il y a deux ans, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi définitif, rendu caduc par la dissolution des Chambres, et qu'il est prêt à le déposer à nouveau, p. 166.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 180, 185, 186.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 323, 328, 329.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 417, 443.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 437.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Fait des observations au sujet des paroles qui viennent d'être prononcées par M. Deswarte, p. 529. — A l'occasion d'une motion d'ordre qu'il a soulevé, déclare maintenir ses observations, p. 532-533.

Ruzette (baron) *(suite)*

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale. Expose au Sénat quelques considérations générales sur la situation de l'agriculture, p. 565 à 567. — Fait encore des observations, p. 569, 576, 577, 578, 580. — Répond aux observations présentées par la commission dans le rapport fait par M. Limage ainsi qu'aux observations présentées en séance publique, p. 582 à 586. — Tableau B. (Service des travaux publics). Discussion générale. Observations, p. 660, 663, 671, 673, 683, 684. — Répond aux observations qui ont été présentées en ce qui concerne le budget ordinaire, seul en discussion, et déclare qu'il répondra aux membres qui ont traité des questions concernant le budget extraordinaire et le budget des dépenses recouvrables, lorsque ces budgets viendront en discussion, p. 685 à 690. — Répond à M. Martens, p. 691. — Répond à M. Deswarte, qui proteste contre les paroles qu'il a prononcées, p. 692. — En réponse à une question de M. Broeckx, déclare que la péréquation des traitements s'appliquera évidemment aux cantonniers, p. 692.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration. Incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la haute assemblée, p. 601, 602. — Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 664.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 695. — Discours, p. 714-715.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 926.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts, au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 949, 961.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société générale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transport automobiles sur routes. Discussion générale, p. 1027, 1029.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1088. — Proteste contre les innombrables interruptions, p. 1116. — Observations, p. 1116.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1164, 1165. — Discours : Rencontre les critiques formulées dans le rapport, en ce qui concerne son département, p. 1168 à 1170. — Observations, p. 1190, 1192 à 1194. — Répond brièvement aux observations présentées, p. 1194 à 1196. — Discussion des articles. Art. 79. Observations, p. 1203. — Art. 123. Observations, p. 1206.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1222.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1379 à 1381.

Projet de loi domaniale. Discussion générale. Prend la parole en remplacement de M. Theunis, p. m., m. f., retenu à Londres, p. 1388, 1389.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. Discussion générale. Observations, p. 1391.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Observations au sujet d'un incident soulevé par M. Van Fleteren au moment du vote sur l'ensemble de cette loi, p. 1424.

Ryckmans, sénateur élu par le Sénat. Secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Rapport, n° 35.

Proposition de modification des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat. Rapport, n° 86.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Rapport, n° 101.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du code électoral. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 125. — Après la discussion sur l'article unique, M. le président

Ryckmans (*suite*)

lui ayant fait remarquer qu'il ne peut lui accorder la parole que pour motiver son vote, fait diverses observations et rappelle qu'à la réunion de la commission du travail parlementaire il avait été décidé que la discussion du projet serait fixée à l'après-midi, p. 171. — Déclare ne pas insister, p. 171.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 5, p. 135, 136.

Budget de la justice pour 1924. Discussion des articles. Art. 11, p. 510.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Discours, p. 513 à 516 et 517. — A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Speyer, qui demande si une proposition d'ajournement a été introduite, déclare qu'aucune proposition formelle n'a encore été formulée, mais propose l'ajournement et prie M. Deploige et ses amis de l'appuyer, p. 521. — Reprise de l'ensemble de la discussion du projet. Observations, p. 527. — Discours, p. 528, 529. — Fait des observations au sujet d'un fait personnel de M. Vauthier, p. 529. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 543. — Discours, p. 543 à 545.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 578.

Proposition de revision des articles 40, 42 et 56 du règlement du Sénat. Dépose le rapport sur cette proposition de modification, p. 453. — Discussion de l'ensemble des articles proposés pour la revision. Art. 59. Observations, p. 1010.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Projet de loi modifiant le mécanisme de la révision des listes électorales. Discussion générale, p. 1172.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1221, 1222. — Discours, p. 1248, 1249.

Projet de loi fixant : a) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; b) les dates des vacances. Demande l'ajournement de ce projet, afin de donner à tous, le temps de rechercher une solution satisfaisante, qui éviterait d'aborder des questions irritantes que l'examen de ce projet pourrait provoquer, p. 1275. — Observations, p. 1275, 1276.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, n° IV. — Fait des observations au sujet de la discussion, p. 1330.

S

Saint-Georges. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Sciences, arts et lettres.

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE LA BELGIQUE, ACADÉMIE ROYALE FLAMANDE, ACADÉMIE ROYALE DE LANGUE ET DE LITTÉRATURE FRANÇAISE, ACADÉMIE ROYALE DE MÉDECINE. — V. Droits civils : Personnification civile.

Secours accordés aux agents de la marine. — V. Finances : Cour des comptes : Dissentimennt entre le département de la marine et la Cour des comptes.

Secrétaires du Sénat. — V. Chambre législatives-Sénat : Bureau définitif.

Secret des significations par acte d'huissier. — V. Code de procédure civils : Exploits d'huissier.

Seeliger, sénateur de Liége.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendement à l'article 35 (co-sign.), n° 7.

Ann. — rPojet de loi réorganisant les monts de piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêt. Discussion générale, p. 27 à 29. — Discussion des articles. Art. 4, p. 39.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale, p. 34. Discussion des articles. Art. 2, p. 4 , 43. — Art. 5. Propose un amendement, p. 50. — A la suite d'observations de MM. Moyersoen, m. i. t. et de Ghellinck d'Elseghem, rap., déclare qu'il représentera son amendement à l'article 14, p. 50. — Art. 7. Annonce un amendement, p. 52, 53. — Art. 17. Observations au sujet de

Seeliger (*suite*)

l'amendement présenté par MM. Van Roosbroeck et Ronvaux, au sujet du placement des réserves mathématiques, p. 60. — Art. 21. Discussion, p. 62, 63. — Art. 35. Discussion, p. 74, 78, 84, 87, 90, 107, 108. — Vote en seconde lecture. Art. 27. Estime que cet article doit être modifié, p. 198. — Fait remarquer que la modification du sixième alinéa de l'article 14 entraîne la modification de l'article 27 et indique le texte qu'il estime devoir être admis, p. 198. — M. Moyersoen, m. i. t., ayant combattu cette proposition, déclare ne pas insister, p. 198.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 11, p. 141. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Discussion, p. 207, 208.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 186.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 221, 222, 228. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Lekeu, concernant des interruptions faites par celui-ci au discours de M. Jaspar, m. a. ét., p. 261.

Interpellation de M. Deswarte, relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 244, 246.

Interpellation de M. Asou, au sujet des habitations à bon marché, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 266 à 268, 270.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 286 à 288, 301, 305, 307 à 309, 311, 321, 323, 324, 346, 353, 357.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Parle de la situation des magistrats, p. 383-385, 436. — Observations, p. 428. — Discussion des articles : Art. 1er. Rappelle que M. Volckaert s'est déjà fait l'écho d'un article du « Peuple » au sujet du procès Coppé. Fait une motion relative à à la procédure à suivre dans cette affaire, p. 485, 486. — Prononce un nouveau discours à l'occasion de la répanse faite par M. Masson, m. j., à sa motion, p. 535 à 537.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux, sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 400, 403 à 406, 456, 459, 461, 462.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Observations, p. 563.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu, la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin qui a employé le mot « voleur », visant un membre de la haute assemblée, p. 602. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Mousty, au sujet de ce même incident, p. 665 à 669. — Observations à l'occasion d'un incident entre M. le baron de Moffarts et M. Lekeu, p. 670. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin, qui répond aux attaques dirigées contre lui par M. Mousty, au sujet de la question des sucres, p. 721, 723, 724.

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 605.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 619, 620, 626, 629 à 631, 633, 637 à 639, 643, 645. — Observations à l'occasion d'une déclaration de M. Rutten relative : 1° aux accidents du travail et aux enquêtes faites à cette occasion; 2° à l'accusation formulée par l'extrême gauche qui affirme que la droite met l'intérêt du parti au-dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 695, 696, 709, 710, 713. — Discussion des articles. Art. 2, p. 736.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Appuie les considérations émises en faveur du relèvement des traitements, p. 748, 749.

1er mai. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Lekeu tendant à ce que le Sénat ne siège pas ce jour-là, p. 749.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 843.

Interpellation de M. Damas sur les dégâts causés par les émanations de l'usine Valentin-Cocq' à Hollogne-aux-Pierres, p. 881 à 883.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 886.

Seeliger (*suite*)

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 944, 957, 969. — Relève nettement quelques-uns des moyens employés par les mauvais belges pour échapper à leur devoir fiscal, p. 979 à 982.

Interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922, p. 969.

Règlement du Sénat : modification. Discussion des articles. Art. 59, p. 1009.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1059 à 1061.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1113, 1114, 1116, 1119, 1145, 1147.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1176, 1177, 1184, 1185, 1187 à 1189, 1191.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1224, 1230, 1254.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1275 à 1277.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Observations, p. 1291, 1292. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, n° 11*bis*. Observations, p. 1322. — Observations au sujet de la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — N° IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1332, 1333. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Sénat. — V. Chambre législatives-Sénat.

Sénateurs cooptés. — V. Chambres législatives-Sénat : Règlement du Sénat : Chapitre XVbis nouveau, relatif à l'élection des sénateurs cooptés.

Sénateurs élus par le Sénat et sénateurs nommés par les conseils provinciaux (Mode d'élection des). — V. Lois électorales : Elections législatives-Sénat.

Séparation de corps. — V. Code civil : Divorce.

Séquestre de guerre. — V. Affaires étrangères : Bulgarie.

Serruys, sénateur de Furnes-Dixmude et Ostende.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendement à l'article 5, n° 26.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 5. Fait diverses observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté et de l'amendement que le gouvernement substitue à celui-ci; déclare, sous le bénéfice de ces observations, se rallier à la rédaction proposée par M. Theunis, p. m., m. f., p. 134.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. (Tableau B.) Services des travaux publics. Discussion générale. Parle de l'état déplorable du port de Nieuport, p. 670, 671.

Service de transports automobiles. — V. 1° Chemins de fer vicinaux. — 2° Voies et communications.

Servitudes militaires (Suppression des). — V. Armée : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

Session parlementaire (Durée de la). — Voyez les observations faites par M. Volckaert à ce sujet, p. 802.

Significations par actes d'huissier (Secret des). — V. Code de procédure civile : Exploits d'huissier.

Simplification des formalités douanières. — V. Affaires étrangères : Douanes.

Simonis, sénateur de Verviers.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture). Discussion générale. Parle de la situation des agronomes, des chimistes et des agents forestiers, p. 560.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Discours, p. 787, 788.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Sociétés commerciales. — V. la rubrique : « Moniteur belge » : Projet de loi abrogeant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au « Moniteur belge ».

Sociétés d'assurance sur la vie. — V. Assurances sur la vie.

Société nationale des chemins de fer vicinaux. — V. Chemins de fer vicinaux.

Société nationale de crédit à l'industrie. — V. Finances : Crédit à l'industrie.

Solau, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendements aux articles 85, 100 et 101 (co-sign.), n° 75.

Ann. — Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 246.

Interpellation de M. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation des chemins de fer, p. 403, 405.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Spa.

PROTECTION DES EAUX MINÉRALES ET THERMALES. — V. Hygiène et santé : Eaux minérales et thermales.

Spaak (Mme), élue par le Sénat.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Amendement à l'article 62, n° 76.

Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle. Développements et proposition de loi, n° 178 et annexe.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Discours. Commence par parler de la situation faite au personnel des écoles normales primaires de l'Etat, de la politique du cabinet Destrée et attire l'attention sur la situation de l'enseignement des filles, en Belgique, p. 312-313.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 406.

Proposition de loi sur l'assistance maternelle. Dépose cette proposition de loi, p. 946.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1040.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Spéculation en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Speyer, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Projet de loi approuvant la convention anglo-belge sur la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves. Rapport, n° 10.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire (co-sign.). Annexe au n° 41.

Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseil provinciaux, et 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat (co-sign.). Annexe au n° 128.

Projet de loi approuvant le traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. Rapport, n° 268.

Projet de loi approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi. Rapport, n° 273.

Ann. — Conseil colonial : Renouvellement d'un mandat. Discussion à l'occasion d'une demande faite par M. Volckaert au nom du groupe socialiste et tendant à ce que, à l'avenir, l'assemblée soit avertie en temps utile afin de pouvoir examiner la situation avant de procéder à une nouvelle élection, p. 72, 73.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rapporteur, ayant demandé au Sénat quelles étaient ses intentions au sujet de la suite de la discussion, attire, en sa qualité de membre de la commission du travail parlementaire, l'attention du Sénat sur la situation de ses travaux, p. 94. 95.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion des articles. Art. 11. § 3 proposé par amendement par le gouvernement, p. 142.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 29 du Code électoral. Discussion générale, p. 163 à 165. — A l'occasion de la discussion de l'article unique, fait des observations au sujet d'un amendement de M. le marquis Impériali, p. 169.

Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire. Discussion sur la prise en considération. M. Pastur ayant proposé le renvoi à la commission extraparlementaire ayant pour but d'étudier la réforme complète de la législation pénale militaire, convie le Sénat à rester maître de la proposition de loi et de lui faire suivre la filière réglementaire, p. 247.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Discours. Attire l'attention du ministre sur les difficultés nées de l'application de l'union économique belgo-luxembourgeoise, p. 248. — Observations, p. 250 à 252, 256, 257, 273.

Interpellation de M. Asou, au sujet des habitations à bon marché notamment en ce qui concerne Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Discussion, p. 265, 266. — Observations, p. 271.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 285. 286, 292, 293, 285, 301, 306, 324, 326, 328, 338, 352, 358. — Motive son vote, p. 359. — Observations, p. 360.

Règlement du Sénat : Par motion d'ordre, dépose, en son nom comme au nom de MM. le marquis Imperiali et Volckaert, la motion suivante : « Le Sénat, considérant qu'il y a lieu de soumettre son règlement à un examen général en vue d'apporter, éventuellement, des modifications à certaines de ses dispositions; charge de ce travail préliminaire une commission spéciale qui sera composée : 1° du président du Sénat; 2° des membres du bureau et de la questure; 3° de sept membres désignés par le Sénat », p. 383. — Prie le Sénat de prendre cette proposition en considération, p. 383. — Discussion des articles. Art. 41. Observations, p. 1005. — Art. 47. Motive les modifications proposées à cet article, p. 1006. — Art. 89. Discussion, p. 1009. — Après le vote des modifications, estime qu'il faudra procéder à une nouvelle numérotation des articles et à la réimpression du règlement, p. 1011. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. J. Nolf qui, ayant été retenu en commission, demande que l'on remette en discussion l'article 56, déjà voté, p. 1017.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 433, 435, 465. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 484.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 507, 508, 516, 518. — Par motion d'ordre, demande si l'assemblée est véritablement saisie d'une demande d'ajournement et, dans le cas où cette proposition d'ajournement existerait, si cette proposition doit avoir la priorité sur la suite de la discussion du fond du projet, p. 520. — Fait encore diverses observations au sujet de la procédure à suivre, p. 521. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 524, 528. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Deswarte au sujet d'un incident soulevé par M. Ruzette, m. a. t. p., p. 533. — Par motion d'ordre, attire l'attention du Sénat sur le vœu émis dans son rapport par M. Magnette, tendant à voir joindre la proposition de loi présentée par M. Deswarte relativement au secret des significations par actes d'huissier au projet modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, p. 537. — Déclare se rallier à la proposition de M. Braun, tendant à disjoindre l'article 252 du projet en discussion afin de le rattacher à la proposition de M. Deswarte, p. 537. Reprise de la discussion générale, p. 544.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Appuie la demande de M. Nolf, m. s. a., tendant au renvoi du projet à une commission spéciale, p. 531, 532.

Proposition de loi sur le secret des significations par acte d'huissier. Par motion d'ordre demande, au nom de M. Magnette, rap., absent, et d'accord avec la commission de la justice, que cette proposition de loi soit jointe à l'article 1er de la loi sur la procédure en divorce, p. 537. — Déclare se rallier à la proposition de M. Masson, m. j., tendant à disjoindre du projet de loi sur le divorce la disposition relative au secret des significations par acte d'huissier (art. 252), p. 537.

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Demande que ce projet de loi soit discuté sans plus de retard, p. 558. — Discussion générale. Commence par féliciter le nouveau ministre des colonies et par constater que la loi en discussion est le couronnement de l'œuvre d'unification législative, entreprise par le parlement, entre la colonie et la métropole, puis pose deux questions au ministre : 1° au sujet du renvoi éventuel des causes venues devant la cour de cassation à un tribunal métropolitain; 2° sur le point de savoir quelles seront, dans l'avenir, les juridictions compétentes, en ce qui concerne l'ancienne compétence spéciale du conseil supérieur, p. 595, 596.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale. Parle du mauvais état des chemins vicinaux et des ravages causés dans certaines provinces, notamment dans le Luxembourg, par les sangliers, p. 582.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Discours, p. 600.

Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à l'ajournement du Sénat jusqu'à convocation ultérieure, p. 802.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Commence par rendre hommage à l'effort fait par l'administration des chemins de fer, mais demande que l'on ne supprime pas à la légère certains trains et certains points d'arrêt, puis traite la question des tarifs téléphoniques, p. 823 à 825. — Observations, p. 827, 841, 842, 846, 849, 850, 853, 856.

Interpellation de M. le marquis Imperiali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone, p. 827.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Discours, p. 969, 970, 975.

Interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts relative aux bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922, p. 969, 970.

Projet de loi autorisant la société nationale des chemins de fer vicinaux à concéder certaines exploitations de transport automobiles sur routes. Propose de ne procéder qu'à une seule discussion générale sur ce projet de loi, ainsi que sur le projet relatif aux services publics et réguliers d'autobus, p. 1018. — Discussion générale du projet de loi relatif aux transports automobiles sur routes. Observations, p. 1022. — Discussion des articles de ce projet de loi. Art. 1er, p. 1033.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893 relative aux services publics et réguliers de transport en commun par terre, adopté sous le titre de : Projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus. Discussion des articles. Art. 2. Propose un amendement, p. 1019. — Art. 3. Demande qu'il soit apporté au troisième alinéa de cet article la même modification qu'à l'article 2, p. 1019. — Discussion, p. 1020. — Art. 5 et 6. Fait la même observation de terminologie qu'aux articles 2 et 3, p. 1020.

Speyer (*suite*)

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.
Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1083, 1084.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1112, 1113, 1145, 1146.
Projet de loi assurant l'admission ou la réintégration des Belges mobilisés et des anciens combattants dans les fonctions et emplois publics. Discussion de l'article unique : art. 13. Pose, à l'occasion de cet article, des questions au ministre, relativement à l'article 3, p. 1158. — Fait encore diverses observations, p. 1158, 1159.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Fait remarquer que c'est par erreur qu'il n'a pas été signalé comme présent à la séance de la commission spéciale, séance au cours de laquelle le rapport de M. le baron de Mévius sur le budget extraordinaire a été adopté, p. 1168. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 1168, 1169.
Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1216, 1218, 1220, 1221, 1223, 1225. — Discours, p. 1226 à 1228. — Observations, p. 1240, 1242, 1245, 1249, 1252, 1257 à 1259.
Proposition de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence faite par M. Deswarte, p. 1217. — M. Deswarte ayant déclaré être d'accord avec M. Masson, m. j., qui insiste lui-même pour l'urgence, annonce que, dans ces conditions, il n'insiste pas sur son opposition, p. 1217.
Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du code de procédure pénale militaire. Motion d'ordre de M. Calonne qui demande que l'examen de ce projet soit ajourné et à ce qu'il soit renvoyé à la commission spéciale chargée de l'examiner. Observations, p. 1240, 1241.
Projet de loi approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urandi. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1386.
Projet de loi approuvant le traité conclu avec les Etats-Unis d'Amérique concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urandi. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1386.
Projet de loi domaniale. Discussion générale, p. 1388.
Interpellation de MM. Cuyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1480.

Spillemaeckers, sén. d'Anvers.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Rappelle l'état lamentable dans lequel se trouve le pont de Wachem, p. 680-681.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur les mauvaises communications entre Anvers et le littoral, p. 851.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1428.

Struye, sén. prov. de la Flandre occidentale.

Doc. — Projet de loi relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges, pendant la guerre. Rapport, n° 142.
Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1924. Rapport, n° 154.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 210.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Parle de la reconstruction de l'école de bienfaisance de l'Etat, à Ypres, et de la question des cours et des tribunaux des dommages de guerre, p. 479, 480. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 494.

Struye (*suite*)

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle notamment des intérêts des arrondissements de la West-Flandre dévastée par la guerre, p. 661. — Observations, p. 691.
Projet de loi relatif au règlement des frais d'internement des militaires belges en Hollande, pendant la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 766.
Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Traite de l'examen des plans des établissements de bienfaisance, p. 770-771.
Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1924. Dépose le rapport sur ce budget, p. 815.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Discours. Parle notamment de certains travaux à exécuter dans son arrondissement, p. 815. — Observations, p. 841.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Signale certaines questions intéressant son arrondissement et appuie les développements de l'interpellation de M. Allewaert, p. 1141. — Observations, p. 1148.
Interpellation de M. Allewaert au sujet des nombreux accidents provoqués par les matières explosives qui gisent dans la région du front. Appuie les développements de cette interpellation, p. 1141, 1142.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle notamment de la question de la remise en état du canal d'Ypres à l'Yser, p. 1166. — Observations, p. 1170.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Discours, p. 1290.

Subsides distribués par la Société nationale des habitations à bon marché. — Contrôle de ces subsides. — V. Interpellations au nom de M. Asou.

Succession (Droits de). — V. Finances : Impôts. Droits d'enregistrement et régime successoral des petits héritages.

Sucres (Question des). — V. la rubrique : Politique du gouvernement : Discussion de la déclaration gouvernementale après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis : Fait personnel de M. Beauduin au sujet de l'incident qui s'est produit la veille à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin (page 681 des *Annales* de la Chambre), qui a comparé les fabricants de sucre à une bande de voleurs, p. 600 à 603. — Fait personnel de M. Mousty, afin de produire devant le Sénat la justification des coopératives socialistes, p. 664 à 669. — Motion d'ordre de M. Beauduin, qui répond à M. Mousty, p. 720 à 724. — Voyez pour le surplus les rubriques : 1° Politique de gouvernement : Déclaration du gouvernement après la reconstitution du nouveau cabinet Theunis : Discussion de cette déclaration. — 2° La rubrique : Interpellations : au nom de M. Beauduin. — 3° La rubrique : Motions d'ordre : au nom de M. Beauduin.

Suppression de servitudes militaires autour de certaines positions fortifiées. — V. Armées : Positions fortifiées d'Anvers, de Liége et de Namur.

T

Tarifs de pésge des tramways. — V. Tramways.

Tarif consulaire. — V. Affaires étrangères : Corps diplomatique.

Tarif des douanes. — V. Finances : Douanes.

Taux de la compétence et du ressort des juridictions. — V. 1° Code de procédure civile : Compétence. — 2° Organisation judiciaire : Ressort des juridictions.

Taxes. — V. Finances : Impôts.

Téléphones.

ABONNEMENTS. — *Modification de régime.* — V. Interpellations au nom de M. le marquis Imperiali.

Témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre de 14-18. — V. Guerre : Combattants.

Temps scolaire (Durée du). — V. Enseignement primaire : Nombre des journées scolaires.

Territoire du Ruanda-Urundi (Mandat de la Belgique sur le). — V. Congo : Ruana-Urundi.

Theunis, premier ministre, ministre des finances.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale, p. 119, 123, 124. — Répond aux divers orateurs, p. 127 à 130. — Discussion des articles. Art. 2, 132. — Art. 5. Discussion, p. 135, 136. — Rappelle qu'il s'était rallié à l'amendement de M. Serruys, en le modifiant, mais n'insiste pas sur cet amendement, si le droit qu'il consacre, au profit du trésor, est reconnu, p. 136. — Art. 7. Combat l'amendement de M. François, p. 136 à 138. — Art. 8. Observations, p. 138. — Art. 10. Observations, p. 139. — Art. 11, § 3 nouveau, proposé par amendement par le gouvernement. Observations, p. 142. — Art. 12, p. 142, 143. — Art. 17. Se rallie à l'amendement de la commission tendant à la suppression de cet article, p. 145. — Art. 17*bis* proposé par amendement par M. François. Fait diverses observations et déclare qu'il examinera la question, p. 146, 147. — Art. 20. Déclare se rallier aux amendements de M. le baron de Mévius, rap., et Du Bost, p. 148. — Art. 21. Déclare être d'accord avec M. du Four au sujet d'un amendement présenté par celui-ci, mais propose une autre formule pour cet amendement, p. 149. — M. le président ayant proposé de procéder au second vote après les vacances de Noël, déclare être d'accord et fait à cette occasion toutes ses réserves au sujet de certains amendements qui ont été adoptés en première lecture, p. 150. — Au moment du vote en seconde lecture, M. le baron de Mévius, rapporteur, ayant estimé qu'il y avait lieu de renvoyer à l'examen de la commission des amendements qui viennent d'être présentés par le gouvernement, déclare admettre ce renvoi, mais exprime le regret que cette procédure n'ait pas été suivie pour des amendements ayant été présentés par MM. Volckaert, le baron de Moffarts et consorts, amendements qui ont été votés en première lecture et dont le texte est inapplicable, p. 177. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 203, 204. — Art. 11. M. François ayant fait remarquer qu'un amendement adopté en première lecture n'a pas été reproduit dans le texte soumis au second vote, déclare être d'accord avec M. François, une erreur purement matérielle ayant été cause que l'amendement n'a pas été reproduit, p. 205. — Art. 12. Discussion, p. 207, 208. — Art. 17. M. le président ayant fait remarquer que cet article a été supprimé au premier vote, déclare être d'accord sur la suppression et fait remarquer que les modifications que cette suppression entraîne, p. 208. — Art. 20. Propose une modification de classement des dispositions de cet article, p. 209. — Art. 25. Rappelle qu'il y a lieu de changer les numéros des articles cités, afin de les mettre en concordance avec le numérotage, p. 209.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1924. Discussion générale. A l'occasion d'une observation de M. Delannoy, rap., déclare que la question de l'amélioration du sort des pensionnés de l'État sera examinée avec la plus grande attention, p. 152.

Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale. Répond quelques mots aux observations de M. François concernant la politique financière du gouvernement, p. 153, 154. — Observations en réponse à M. Beauduin qui proteste contre l'époque à laquelle ce budget est discuté, p. 155.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167.

Motion d'ordre de M. Deswarte qui annonce une interpellation au sujet de la spéculation frauduleuse sur le change et proteste contre le retard apporté par M. le premier ministre, ministre des finances, à répondre à une question qu'il lui a posée à ce sujet. Observations, p. 201, 202. — Discussion de l'interpellation de M. Deswarte, p. 233, 235, 236. — Répond à l'interpellation, p. 238 à 243. — Observations, p. 243, 245. — A la suite du rejet, par la Chambre des représentants, du projet de loi relatif à la convention franco-belge, projet au sujet duquel le gouvernement avait posé la question de confiance, déclare que le gouvernement se retire pour présenter sa démission au Roi, p. 554.

Theunis (*suite*)

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours, p. 604. — Confirme l'interprétation donnée au projet de loi par M. Pussemier, rapporteur du projet à la Chambre, p. 605.

Change : A la suite d'une motion d'ordre de M. Deswarte, qui attire l'attention du Sénat sur l'opportunité de la publication du rapport de la commission des changes, suggère que ce rapport, avec ses annexes, soit joint au rapport sur le budget des finances, p. 641.

Comptabilité des dépenses engagées. Rapport de la commission des finances sur diverses délibérations du conseil des ministres. Discussion, p. 717, 718.

Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921. Discussion générale, p. 719.

Débat financier : Motion d'ordre de M. Lekeu qui déclare être d'accord au sujet de l'intersersion de la discussion de certains budgets et qui exprime le vœu que le débat qui va s'ouvrir sur le budget des finances soit abrégé autant que possible, un débat plus ample étant reporté au prochain budget des finances. Fait diverses observations et déclare être d'accord avec M. Lekeu, p. 742.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 743. — Remercie le Sénat de la courtoisie qu'il lui a témoignée en différent le débat financier, puis répond aux observations présentées, p. 751 à 756.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Observations, p. 792, 795. — Discours, p. 795 à 797.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts, au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 906 à 912, 941. — Donne, en réponse au discours de M. François, un aperçu de l'histoire financière de la Belgique, après la guerre, p. 949 à 961. — Répond aux observations qui ont été présentées, p. 972 à 979. — Observations, p. 980 à 985. — Répond encore à des observations présentées par MM. François et Lekeu, p. 985, 986.

Interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet de la dépêche ministérielle fixant les bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, pour l'année 1922, p. 969.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1111.

Thiébaut, sén. de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'art. 4, n° 110.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 401.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 709, 710. — Discussion des articles. Art. 1er. Présente des observations d'ordre général, p. 732, 733.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 889.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices de guerre des cultivateurs. Discussion générale. Observations, p. 979.

Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. Discussion générale, p. 1076-1077. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1092.

Timbre (Code du). — V. Finances : Impôts : Droits de timbre.

Titulaires de pension (Indemnités de vie chère aux). — V. Pensions : Indemnité de vie chère.

t'Kint de Roodenbeke (comte), sénateur de Gand-Eeckoo, président

Ann. — Elu président du Sénat, p. 2.

Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 3.

du Sénat.

V. la rubrique : Président du Sénat.

Trafic des monnaies métalliques. — V. Finances : Monnaies.

Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Traitements des magistrats. — V. Interpellations, au nom de M. Van Fleteren.

Traitements des commissaires de police. — V. Communes : Personnel.

Tramways.

TARIFS.

Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 217.

Ann. — L'urgence ayant été déclarée pour ce projet de loi, qui proroge les délais accordés jusqu'au 30 juin courant, M. le baron de Moffarts prie le Sénat de l'autoriser à faire un rapport verbal, et fait ce rapport, p. 1079.
L'article unique est adopté sans observation, p. 1082.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 30, p. 1082. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Transcription (Droits de). — V. Finances : Impôts : Droits d'enregistrement et de transcription.

Transfert, à Tournai, des restes de soldats français. — V. Guerre : Combattants.

Transit. — V. Finances : Douanes : Marchandises et valeurs.

Transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires. — V. Procédure civile : Convention anglo-belge.

Transports par automobiles. — V. 1° Chemins de fer vicinaux. — 2° Voies et communications.

Travail maritime. — V. Affaires étrangères : Marine.

Travail parlementaire (Commission du). — V. Chambres législatives-Sénat.

Travaux publics.

EXPLOITATIONS RESSORTISSANT AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS. — *Autonomie de ces exploitations.* — Voir Finances : Budgets : Budget des voies et moyens pour 1924.

Tremblement de terre au Japon. — V. Affaires étrangères : Japon.

Tribunaux. — V. Organisation judiciaire.

Tschoffen, nommé ministre de l'industrie et du travail le 11 mars 1924.

Ann. — Interpellation de M. Rongy sur l'arrêté royal paru au *Moniteur* du 23 février et relatif au fonctionnement des caisses de chômage involontaire. M. Rongy ayant déclaré que, à la suite d'un entretien qu'il avait eu avec M. le ministre de l'industrie et du travail, il estimait devoir ajourner indéfiniment son interpellation, fait observer qu'il n'a pris aucun engagement précis en ce qui concerne la revision des règlements visés par M. Rongy, et prie M. Rongy de remettre à plus tard sa décision concernant l'opportunité du maintien éventuel de son interpellation, p. 608.
Projet de loi complément et modifiant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 623, 624. — Disc. p. 625 à 628. — Observations, p. 632, 633. — Disc. p. 637 à 639. —

Tschoffen (*suite*)

A l'occasion d'une déclaration de M. Rutten concernant : 1° Les accidents du travail et les enquêtes faites à ce sujet; 2° L'accusation formulée par l'extrême gauche, qui affirme que la droite place son intérêt de parti au dessus de l'intérêt de l'ouvrier; fait acter que, s'il venait à sa connaissance qu'un ingénieur du corps des mines chargés d'une enquête n'entende qu'une des parties intéressées, cet ingénieur ne resterait pas une minute de plus à son poste, p. 647. — Discussion des articles. Art. 1er. Observation, p. 648. — Art. 9. Observations, p. 651. — Art. 12. Répond à une question de M. Lombard au sujet des mandats prorogés et du renouvellement de ces mandats, p. 652. — Art. 13. Discussion, p. 653, 654.
Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour 1924. Discussion générale. Donne quelques explications au au Sénat sur la question des entrepôts frigorifères, p. 657, 658.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 695, 697, 700, 710, 711. — Discours, p. 712 à 714, 716. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 733. — Art. 2. Discussion, p. 737, 738.
Interpellation de M. Beauduin relative à la question des sucres, notamment sur le point de savoir quelles sont les intentions du gouvernement au sujet du régime à appliquer aux sucres pour la prochaine campagne. M. Beauduin ayant demandé ce que son interpellation soit fixée au surlendemain, jeudi, déclare être prêt, en ce qui le concerne, à attendre l'interpellation de M. Beauduin, mais déclare que, les fonctionnaires es trois départements intéressés devant se réunir à la fin de semaine, il serait désirable d'ajourner quelque peu cette discussion, p. 704.
Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, p. 716. — Discussion générale. Discours, p. 729.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 875, 876, 884. — Répond aux observations qui ont été présentées, p. 888 à 891. — Répond aux dernières observations présentées, p. 921-922. — Fait encore diverses observations, p. 926, 927. — Discussion des articles. Art. 78. Exprime le regret de devoir prier le Sénat de ne pas suivre M. Volckaert dans son initiative, p. 934, 935. — Art. 85. Rappelle qu'il a expliqué, au cours de la discussion générale, les motifs pour lesquels le gouvernement se voyait, à regret, dans l'obligation de repousser l'amendement de MM. Lombard, Mousty et cons., p. 935. — Art. 100 et 101. Observations, p. 937. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem ayant demandé, par motion d'ordre, que dans le cas où il existerait un reliquat au budget de 1922, en faveur des services médico-pharmaceutique des mutualités, que l'on fasse profiter les mutualités primaires de ce reliquat, fait remarquer que la demande de M. le chevalier de Ghellinck engage un principe de droit public et que l'exécution de sa demande enfreindrait le principe de l'annalité de l'impôt et de l'annalité du crédit, mais s'engage à examiner cette demande avec le désir de donner satisfaction au chevalier de Ghellinck, p. 940.
Interpellation de M. Damas sur les dégats causés aux biens comme aux personnes par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, appartenant à la Société de la Vieille-Montagne, à Hollogne-aux-Pierres. Répond à l'interpellation, p. 880, 881.
Projet de loi relatif à la spéculation illicite en matière de denrées, marchandises, papiers et effets publics. Discussion générale. Discours, p. 1078- 1079. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1083, 1084.

U

Union économique belgo-luxembourgeoise (Traité entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Autriche et entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Canada). — V. affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Canada.

Universités de l'Etat. — V. Enseignement supérieur.

Urundi. — V. Congo : Ruanda-Urundi.

Usine Valentin Cocq. — V. Hygiène et santé : Emanations nuisibles.

Utilité publique (Expropriation pour cause d'). — V. Code civil : Expropriation.

V

Vacances du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Vacances dans les écoles primaires (Dates des). — V. Enseignement primaire : Durée du temps scolaire et date des vacances.

Valeurs (importation, exportation et transit). — V. Finances : Douanes : marchandises et valeurs.

Validité des actes de l'état-civil. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Van Belle, sénateur de Liége.

Ann. — Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 100.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Observations au sujet de l'ouverture de la discussion générale, p. 109.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 317.
Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 626, 629.
Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (services des travaux publics.) Discussion générale. Discours. Fait remarquer que le rapport sur le budget des travaux publics n'a pas été soumis à la commission, p. 671, 672.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : attire notamment l'attention du Sénat sur la question de l'endiguement de la Meuse, p. 1190 à 1192.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi modifiant la loi sur loyers. Discussion générale, p. 1306. — Discussion des articles. Art. 1er : *IIbis.* — Discussion, p. 1318. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Van Cauwenbergh, élu par le Sénat.

Ann. — Annonce de son décès, p. 3, 4.

Vande Moortele, sénateur de Louvain.

Doc. — Projet de loi prolongeant certains délais d'imposition et retardant la clôture de l'exercice 1922. — Rapport, n° 38.

Ann. — Projet de loi prolongeant certains délais d'imposition et retardant la clôture de l'exercice 1922. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 113.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Van den Bossche, sén. de Roulers-Thielt.

Ann. — Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Vanderick, sénateur de Charleroi-Thuin.

Ann. — Interpellation de MM. Fraiture et cons. sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 455.
Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines.

Vanderick (*suite*)

Discussion générale. Discours, p. 641 à 645. — Observations au sujet de la déclaration faite par M. Rutten relativement : 1° aux accidents de travail et aux enquêtes faites à cette occasion; 2° à l'intérêt de parti que la droite mettrait au-dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 648.
Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 709, 711.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Vande Voorde, sén. de Courtrai et Ypres.

Ann. — Annonce de son décès, p. 315.

Van de Vyvere, ministre des affaires économiques.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1054. — Répond aux observations présentées, p. 1062 à 1065. — Discussion des articles du budget des dépenses recouvrables. Art. 78. Répond à une question de M. E. Nolf relative à l'inspection du remploi, p. 1070, 1071.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Discours, p. 1284, 1285. — Observations, p. 1291. — Discours, p. 1242.

Van Fleteren, sén. de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 21. Observations, p. 62. — Art. 35. Discussion, p. 85, 86, 96. — Vote en seconde lecture. Observations au sujet du dépôt tardif d'amendements qui viennent d'être présentés par le gouvernement, ainsi qu'au sujet de leur importance éventuelle, p. 176.
Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Observations au sujet de la fixation de la discussion de ce projet, p. 109. — Discussion générale, p. 116, 128, 129. — Discussion des articles. Art. 17*bis* nouveau proposé par amendement par M. François. Observations, p. 146. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Discussion, p. 207.
Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 185.
Motion d'ordre de M. Deswarte, qui annonce une interpellation relative à la supéculation frauduleuse sur le change. Observations, p. 202. — Discussion de l'interpellation, p. 239 à 244.
Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 212, 216, 220, 221, 223, 226, 230, 260, 273 à 276, 278.
Proposition de loi modifiant le code de procédure pénale militaire. Observations au sujet du renvoi de cette proposition à une commission extra-parlementaire, p. 247.
Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Observations, p. 267, 269.
Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 287, 296, 300, 301, 308, 312, 322, 346, 350, 351, 356, 358, 360.
Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle de la réforme des traitements des magistrats et de la réorganisation du travail judiciaire, p. 377, 379. — Observations, p. 391, 425, 429, 432 à 434, 437, 470 à 472. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 489, 493. — Art. 11, p. 510.
Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fourniture à l'ennemi. Observations, p. 386.
Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 399 à 402, 404, 406, 410, 411, 415, 417, 418, 441, 443. — Demande la parole pour un fait personnel, p. 443. — Fait personnel au sujet d'une expression qu'il a employée à l'égard de M. Masson, m. i., p. 444. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 446, 448 à 450, 455, 456, 458, 460, 461.
Interpelle M. le ministre de la justice au sujet de la situation

Van Fleteren (*suite*)

des magistrats. Par motion d'ordre annonce cette interpellation et déclare qu'il s'est mis d'accord avec M. Masson, m. j., pour fixer cette discussion au mardi suivant; prie en conséquence M. le président de porter cet objet à l'ordre du jour du mardi, immédiatement après la discussion du budget de la justice, p. 481. — Déclare être d'accord avec M. Masson, m. j., qui fait remarquer que cette interpellation devra être de très courte durée, p. 481. — Développe son interpellation qu'il déclare faire en style télégraphique, ainsi qu'il s'y est engagé, rappele qu'au cours de la discussion du budget de la justice tous les orateurs ont insisté sur l'urgence de la réforme des traitements des magistrats, prie, dans ces conditions, le Sénat, de confirmer le vœu exprimé par la commission de la justice, vœu qu'il a libellé dans un ordre du jour dont il donne lecture, p. 500. — Observations à l'occasion d'une remarque de M. Liebaert, qui oppose l'ordre du jour pur et simple à celui qu'il a déposé, p. 501. — Déclare qu'il demandera l'appel nominal sur son ordre du jour dont le vote est fixé au lendemain, p. 501. — Après la lecture de son ordre du jour par M. le président, demande la parole, p. 511. — Proteste contre la priorité qui serait donnée à l'ordre du jour de M. Liebaert, p. 511. — Prie M. Liebaert de préciser la portée qu'il donne à l'ordre du jour pur et simple, p. 511. — Observations, p. 512.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 507, 515, 516, 517. — Demande que l'on procède au vote sur une motion d'ajournement-qui a été présentée, p. 523. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 523. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Vauthier, p. 529. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Deswarte, au sujet d'un incident soulevé par M. le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 533. — Reprise de l'ensemble de la discussion générale, p. 538, 543, 544.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet du renvoi de ce projet de loi, p. 532.

Politique du gouvernement. Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute Assemblée, p. 600, 602, 603. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Mousty, au sujet du même incident, p. 666, 668. — Demande s'il n'y a personne pour défendre M. Beauduin, p. 669. — Fait encore des observations, p. 669. — Observations au sujet d'un incident entre M. le baron de Moffarts et M. Lekeu, p. 669. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Beauduin qui répond aux attaques dirigées contre lui par M. Mousty, au sujet de la question des sucres, p. 721 à 724.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 610, 628, 629, 633, 636, 647. — Observations à l'occasion d'une déclaration de M. Rutten relative : 1° aux accidents du travail et aux enquêtes faites à cette occasion; 2° à l'affirmation émise par l'extrême gauche suivant laquelle la droite mettrait l'intérêt du parti au-dessus de l'intérêt de l'ouvrier, p. 647. — Discussion des articles. Art. 13, p. 653, 654.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B. (services des travaux publics). Discussion générale. Observations, p. 675 à 677, 690 à 692.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 712.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 744, 752, 755.

1er mai : M. Lekeu ayant proposé, par motion d'ordre, que le Sénat ne siège pas ce jour là' fait, en son nom et au nom de M. Lafontaine, et afin de prouver que la proposition de M. Lekeu ne tendait nullement à retarder les travaux du Sénat, la proposition de siéger le vendredi 2 mai, p. 768. — Insiste sur sa proposition, p. 768.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Observations, p. 796, 797.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Observations à l'occasion d'un discours de M. Martens, qui motive son vote, p. 800.

Interpellation de M. Damas sur les dégâts causés par les émanations de l'usine Valentin-Cocq, à Hollogne-aux-Pierres, p. 882, 883.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 884 à 887, 915. — Discussion des articles. Art. 78. Observations, p. 933 à 935. — Art. 100 et 101. — Observations, p. 939.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 945, 946, 949, 960, 961, 970 à 972, 978.

Règlement du Sénat : Modification. Discussion des articles. Art. 4. p. 1003, 1004. — Observations à l'occasion d'une demande de M. J. Nolf qui, ayant été retenu en commission, demande que l'article 56, déjà voté, soit remis en discussion, p. 1017.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur route. Discussion générale, p. 1022.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026, 1027.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale, p. 1059.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale. Observations, p. 1087, 1099, 1114 à 1116, 1125, 1129, 1136 à 1138, 1146, 1149.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1177, 1179, 1184, 1185, 1187.

Budget du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1237, 1238.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1276, 1277.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1299 à 1301, 1305 à 1308. — Discussion des articles. Art. 1er : I*bis* et I*ter* proposés par amendement par le gouvernement. Discussion, p. 1312. — Observation au sujet de la discussion, p. 1314. — II*bis*, p. 1316 à 1320. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Dupret, p. 1321. — Reprise de l'examen du II*bis*. Observations, p. 1322. — Observations au sujet de la procédure qui va être suivie pour le vote, p. 1322. — Amendement de M. Du Bois. Observations, p. 1325. —II *ter* proposé par la commission, p. 1326. — IV*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1333, 1334. — Vote en seconde lecture : n° III. Discussion, p. 1413. — Observations pendant les discours des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1423. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423. — M. le président l'ayant prié de retirer le mot « voleurs » qu'il a prononcé à l'adresse des sénateurs qui votaient le projet, commence par maintenir les paroles qu'il a prononcées, puis finit par retirer purement et simplement ses paroles, p. 1424.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendement à l'article 8, n° 30. — Amendement à l'article 10, n° 30.

Budget des finances pour 1924. Rapport, n° 89.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 2, p. 43. — Art. 14. Observations, p. 55. — Art. 35. Discussion, p. 105, 106.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Proteste contre l'ouverture imprévue de la discussion générale, p. 109. — Discussion générale. Termine son discours en priant le Sénat de voter les amendements qu'il propose en faveur de la famille et surtout de la famille nombreuse, p. 113 à 117. — Observations, p. 130. — Discussion des articles. Art. 2, p. 131, 132. — Art. 8. — Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté est devenu sans objet, en présence de la disposition qui a été votée à l'article 2, p. 138. — Art. 10. Déclare que son sous-amendement disparaît, ayant été repris par le gouvernement, p. 139. — Art. 12. Observations, p. 142. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 203.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 179, 180, 185.

Van Overbergh (*suite*)

Budget des affaires étrangères pour 1924. — Discussion générale. Observations, p. 221. — Se joint à M. Eylenbosch et à M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem pour réclamer la prompte signature du traité de travail franco-belge, p. 225, 226. — Observations, p. 228, 250, 257, 258, 261, 273, 274, 278.

Interpellation de M. Deswarte au sujet de la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 237-238, 242.

Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché et sur le contrôle à exercer dans la distribution des subsides, p. 272.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 287, 288, 296, 311, 319 à 321, 326, 338, 347, 356, 359, 360.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 380, 471. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 491.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 412, 456-457.

Budget des finances pour 1924. Dépose le rapport sur ce Budget, p. 479. — Discussion générale. Discours. Fait remarquer les événements nouveaux qui doivent renforcer la confiance des Belges dans leurs ressources et dans leur crédit, puis fait diverses suggestions, notamment celle de rendre obligatoire le carnet de chèques postaux, p. 743 à 745. — Observations, p. 755.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations, p. 507, 514, 515, 517, 527, 538.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale, p. 577, 585. — Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale. Observations, p. 663, 675, 678, 680, 690.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu, la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur », visant un membre de la Haute asssemblée, p. 601.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 704, 709, 714.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Discussion générale. Observations, p. 727.

Premier mai. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Lekeu tendant à ce que le Sénat ne siège pas ce jour-là, p. 749.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle de la réforme du service de statistique, p. 773.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements aux téléphones. Discussion générale. Observations, p. 846, 850, 851

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 875, 884, 885, 918, 919. — Discussion des articles. Art. 78, p. 934.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts, au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs en 1922. Discussion générale. Observations, p. 906, 944, 951 à 953, 959, 960.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.

Proposition de loi sur l'assistance maternelle. Discussion sur la prise en considération. Déclare ne pas s'opposer à la prise en considération, mais fait remarquer que la Chambre a commencé l'examen d'un projet similaire, dû à l'initiative de M. Debruyne, et prie le bureau du Sénat de s'entendre avec le bureau de la Chambre, afin d'éviter qu'il y ait double emploi, p. 1032.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale, p. 1063.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale, p. 1144.

Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1184, 1185, 1195.

Budget du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1218.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er : II*bis* proposé par la commission. Discussion, p. 1317. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote, p. 1322. — Observations au moment où les sénateurs motivent leur vote, p. 1423.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse du prix du pain, p. 1380.

Van Roosbroeck, sénateur de Malines et Turnhout. Secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Amendements aux articles 2, 4, 6, 16, 17, 21, 22, 25, 30 et 40, n° 7. — Amendement à l'article 35, n° 18.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendement à l'article 4, n° 129. — Amendements aux articles 5, 6, 7, 8, 10, 19, 22, 25, 28, 31, 34, 43, 45, 53, 58, 61, 62, 65, 82; 88; 98; 99; 102, 116, 117 et 125, n° 129.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale. M. Magnette ayant demandé le renvoi à la commission d'un amendement qu'il présente, demande, à l'occasion d'amendements qu'il a déposé avec M. Ronvaux, s'il entre dans les intentions de M. Magnette de proposer le renvoi à la commission de tous les amendements présentés, p. 16. — Observations, p. 20. — Propose, au nom de MM. Magnette, Remouchamps, Digneffe et d'autres collègues de la commission, la remise de la discussion, afin de donner à la commission le temps d'examiner sérieusement les nouveaux amendements présentés, p. 24. — Discussion des articles. Art. 2, p. 42 à 44. — Art. 4. Discussion, p. 49. — Déclare que l'amendement qu'il avait présenté avec M. Ronvaux est retiré, p. 49, 50. — Art. 16, p. 57. — Art. 17. Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté avec M. Ronvaux est retiré, p. 60. — Art. 21. Discussion, p. 62, 63. — Art. 30. Défend un amendement qu'il a présenté tendant à l'institution d'une commission d'appel, p. 68. — Art. 35. Discussion, p. 74,85. — Art. 40. Observations, p. 81. — En présence des déclarations de M. Moyersoen, m. i. t., déclare, d'accord avec M. Ronvaux, retirer l'amendement qu'ils avaient présenté, p. 81. — Observations au sujet du dépôt tardif d'amendements qui viennent d'être présentés par le gouvernement ainsi qu'au sujet de l'importance éventuelle de ces amendements, p. 176. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Observations, p. 194. — Art. 14. Discussion, p. 195. — Art. 21. Présente à nouveau un amendement qu'il avait présenté en première lecture, avec M. Ronvaux, et qui avait été rejeté, p. 197, 198.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale, p. 228, 250 à 252. — Répond à certains discours qui ont été prononcés et dans lesquels on a traité les socialistes de « germanophiles », p. 272 à 276.

Interpellation de M. Deswarte relative à la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 246.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 308.

Interpellation de MM. Fraiture, Renier et Guyaux sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 405, 459.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Demande que l'on vote immédiatement sur la proposition d'ajournement, p. 522. — Reprise de la discussion sur l'ensemble du projet de loi, p. 543.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 629, 637. — Discussion des articles. Art. 13, p. 653, 654.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours, p. 695 à 698, 708 à 710. — Observations, p. 710 à 715. — Discussion des articles. Art. 1er. Défend son amendement, p. 732, 733. — Observations, p. 733. — Art. 2. Propose un amendement, p. 735. — Observations, p. 736 à 738. — Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il vient de présenter, p. 739. — Propose, étant donné le grand nombre d'amendements présentés, de renvoyer le projet et les amendements à la commission, qui présenterait, après les vacances, un projet mieux préparé, p. 740.

Disparition du député italien Matteotti. Observations à l'occasion d'une motion de M. Lafontaine qui propose au Sénat d'adresser à la Chambre italienne l'expression de sa sympathie, p. 1025, 1026.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Par motion d'ordre demande, le rapport sur ce projet allant être

Van Roosbroeck (*suite*)

déposé, qu'il lui soit accordé un tour de faveur, p. 1086. — Le rapport étant déposé, renouvelle, par motion d'ordre, sa demande d'urgence, p. 1126.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1147. — Discours. Pose une question au sujet des obligations des patrons au moment du retour de leurs employés, après leur licenciement, p. 1147.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Van Vlaenderen, sénateur élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle (co-sign.). Annexe au n° 173.

Ann. — Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Incident concernant la question des sucres et les coopératives socialistes. Fait personnel de M. Mousty à ce sujet. Observations, p. 668.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Vauthier, sénateur élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi modifiant le Code de procédure pénale militaire (co-sign.). Annexe au n° 41.

Budget de la justice pour 1924. — Rapport, n° 44.

Projet de loi portant revision du Titre IV, du Livre 1er du Code civil relatif à l'absence. Rapport, n° 106.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 3 et 43 (co-sign.), n° 129.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Rapport, n° 158.

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété. Rapport, n° 188.

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919, relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre. Rapport, n° 235.

Projet de loi prorogeant et modifiant la loi sur les loyers du 20 février 1923. Rapport, n° 246.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion des articles. Art. 14. Observations, p. 56. — Art. 21. S'abstient au vote sur un amendement de M. Van Roosbroeck, p. 73.

Budget de la justice pour 1924. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 144. — Discussion générale. Discours. Traite la question des traitements de la magistrature et demande que les travaux de la commission, chargée d'étudier cette question, soit activée, p. 472, 474.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement, p. 521. — Fait encore des observations au sujet de la proposition d'ajournement, p. 521, 522. — Fait personnel au sujet de parole prononcées par M. Braun qui lui a reproché de s'être placé sur le terrain politique, p. 529. — Discussion des articles. Art. 2, § 3. Déclare, en son nom personnel, se rallier à l'amendement de MM. Braun et consort, p. 548. — Art. 3bis. Combat cet amendement, p. 549. — Art. 8. Discussion, p. 551. — Déclare accepter le texte de la commission et y propose une modification de forme, p. 551. — Art. 1er*bis* proposé par M. Deswarte et transformé par lui en article final. Combat cette disposition, p. 554.

Projet de loi portant revision du titre IV du Livre Ier du Code civil relatif à l'absence. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 608. — Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, p. 712. — Discussion générale. Expose au Sénat les raisons qui militent en faveur du renvoi de ce projet à la commission de la justice, aux fins d'examiner les amendements qui ont été présentés, p. 724 à 726.

Projet de loi relatif à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 832. — Discussion générale, p. 1035. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1036. — Art. 4. Observations, p. 1037. — Art. 8. Rappelle que la commission propose la suppression de cet article, p. 1038. — Art. 9. Fait diverses observations et déclare accepter l'amendement de M. Ligy, p. 1038.

Projet de loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1017. — Discussion générale, p. 1042.

Vauthier (*suite*)

Projet de loi complétant la loi du 11 octobre 1919, relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1170. — Discussion générale, p. 1208 à 1211.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, le 24 juillet 1924. — Discussion générale. M. Deswarte, ayant proposé de supprimer la discussion générale, déclare renoncer, en présence du désir exprimé par M. Deswarte, à développer les idées exprimées dans son rapport, p. 1299. — Estime de son devoir, en présence des nombreux amendements dont il croit que le Sénat va être saisi, de mettre l'assemblée en présence de ce qu'il qualifie « les réalités parlementaires », considérant qu'il serait impossible de faire admettre ces amendements d'initiative parlementaire, par la Chambre des représentants, p. 1308, 1309. — Discussion des articles. Art. 1er : n° 1bis et 1er, proposés par amendement par le gouvernement. Se rallie aux amendements du gouvernement et motive son adhésion, puis fait diverses observations, p. 1309, 1312. — N° II*bis*. Observations. Appuie, en son nom personnel, un amendement de M. Moyersoen, p. 1322. — § 2*bis*, proposé par amendement par M. Deswarte. Admet cet amendement, p. 1323. — Amendement proposé par M. Lekeu, relativement à la commune de Koekelberg. Observations, p. 1323, 1324. — II*ter* des amendements de la commission : Amendement de M. Huisman-Van den Nest au § 1er. Combat cet amendement, p. 1324. — Amendement de M. Dubois, relatif aux débits de boissons. Combat cet amendement, p. 1325. — II*ter* proposé par la commission. Observations, p. 1325, 1326. — Amendement de M. Liebaert au II*ter* proposé par la commission, p. 1327 à 1329. — Observations, p. 1329. — N° IV. Observations, p. 1330. — § IV*bis* proposé par amendement par M. Deswarte. Estime que le Sénat peut se rallier à cet amendement, p. 1332. — N° IVbis proposé par la commission (augmentation de 150 p. c.). Discussion, p. 1333. — Amendement proposé par M. Lebon pour le cas où la majoration de 150 p. c. serait adoptée, p. 1335. — N° VI. Discussion, p. 1336. — Déclare accepter un sous-amendement présenté par M. Du Bost à l'amendement proposé par M. Deswarte, p. 1337. — Vote en seconde lecture. Art. 1er : n° 111. Discussion, p. 1412, 1413. — Se rallie au texte nouveau proposé pour cette disposition par M. Huisman-Van den Nest, texte qu'il estime devoir avoir exactement la même portée que celui adopté en première lecture, p. 1420.

Verbrugge, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — Proposition de loi en vue de l'assurance maternelle (co-sign.). Annexe au n° 178.

Ann. — Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle notamment des différents entre les mutualités et les médecins et de la lutte contre la tuberculose, p. 914 à 916. — Observations, p. 921.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Vercruysse, élu par le Sénat en remplacement de M. Van Cauwenbergh, décédé.

Ann. — Rapport sur son élection, p. 1. — Prête serment, p. 1.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali, au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Parle du projet d'électrification des lignes vicinales entourant Courtrai, p. 836.

Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Discours : Parle en faveur des Belges établis en France, p. 1061, 1062.

Vérification de pouvoirs. — V. Lois électorales.

Vermeylen, sén. élu par le Séant.

Ann. — Annonce de sa démission par suite de sa nomination de professeur à l'université de Gand, p. 555.

Vermeylen (*suite*)

Vérification de ses pouvoirs, à la suite de la démission qu'il avait présentée, ayant été nommé professeur à l'université de Gand, ayant été réélu sénateur coopté, p. 608. — Prête serment, p. 612.
Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.
Budgets du Congo : Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1242.

Vice-président du Sénat. — V. Chambres législatives. Sénat : Bureau définitif.

Vie chère (Indemnité aux titulaire de pensions). — V. Pensions : Indemnité de vie chère.

Vieillesse et décès prématuré (Assurance en vue de la). — V. Assurances sociales : a) Ouvriers mineurs; b) Vieillesse et décès prématuré.

Wain XIII (vicomte), sén. de Mons et Soignies.

Doc. — Proposition de loi relative à l'exhumation et au transfert sous un monument à ériger à Tournai, au boulevard du Hainaut, des restes de cinquante-trois soldats français, tombés au Champ d'honneur, le 24 août 1914, pour la défense de la ville de Tournai (co-sign.). Annexe au n° 210.

Ann. — Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Motive son vote, p. 200. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.
Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet Theunis. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de cette déclaration, incident soulevé par M. Hubin qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute assemblée, p. 602.
Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 755, 756.
Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Parle notamment des œuvres de l'enfance et de la situation des communes, p. 774. — Observations au sujet du discours prononcé par M. Martens pour motiver son vote, p. 800.
Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Parle du barème des traitements et du nouveau tarif téléphonique, p. 829.
Disparition du député italien Matteotti. S'abstient au vote sur une motion de M. Lafontaine à ce sujet, p. 1027.
Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des incidents causés par les explosifs délaissés dans la région du front. Discussion générale. Parle notamment des papiers à délivrer aux administrations communales par les autorités militaires et de la question de l'aviation, p. 1118.
Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. Discussion des articles. Art. 11. Observations, p. 1384.

Vinck, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

Doc. — Rapport de la questure, au nom du bureau, sur la dotation sénatoriale pour 1924. Dépose ce rapport, n° 219.
Demande de grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement. Rapports, n° 248.
Demandes de grande naturalisation. Rapports, n° 251.
Demande de naturalisation ordinaire. Rapport, n° 254.

Ann. — Formation du bureau définitif. M. le comte de Broqueville ayant proposé de ne procéder qu'à un vote unique pour la nomination des trois vice-présidents du Sénat, pose une question à M. le président au sujet de la procédure à suivre pour ce vote, p. 2.
Elu questeur du Sénat, p. 2.
Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne la ville de Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Discussion, p. 270 à 272.
Premier mai. Appuie une proposition de M. Lekeu, tendant à ce que le Sénat ne siège pas ce jour-là, p. 749, 750.
Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Déclare qu'il remet au budget extraordinaire les observations qu'il comptait présenter sur la question des habitations ouvrières, p. 891.

Vinck (*suite*)

Budget de la dette publique pour 1922 et interpellations de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs, en 1922. Discussion générale. Observations, p. 906.
Disparition du député italien Matteoti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.
Budget extraordinaire pour 1924. Discussion générale. Discours : Traité la question des habitations à bon marché, p. 1172 à 1180. — Reprend son discours, p. 1182 à 1187. — Observations, p. 1187 à 1189.
Budget du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéresssant le Congo. Discours, p. 1230 à 1232.
Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.
Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale. Observations, p. 1309. — Discussion des articles. Art. 1er : IIbis et IIter proposés par le gouvernement. Commence par protester au nom de son groupe, contre le dépôt, par le gouvernement, d'amendements qui n'ont pas été soumis à la commission, puis fait diverses observations, p. 1309 à 1312. — IIbis. Discussion, p. 1318. — N° IIter des amendements de la commission : Observation au sujet d'un amendement de M. Huisman-Van den Nest, p. 1325. — Amendement présenté par M. Liebaert au IIter de la commission. Observations, p. 1327, 1328. — N° IV. Discussion, p. 1329, 1330. — N° IV. Discussion, p. 1337. — Vote en seconde lecture. Art. 1er : N° III. Discussion, p. 1412, 1413. — Demande, par motion d'ordre, que l'on suspende l'examen de ce projet de loi, afin de permettre à quelques sénateurs de se réunir, pour examiner l'esprit et la lettre de l'importante question soulevée par M. Huisman-Van den Nest, au sujet de cette disposition, p. 1413. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Voies et communications.

AUTOBUS.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 14 juillet 1893, relative aux services publics et réguliers de transports en commun par terre. Adopté sous le titre de « *Projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus.* »

Doc. — Exposé des motifs, n° 8. — Projet de loi : Annexe au n° 8.
Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 126. — Amendements présentés par la commission, n° 122.
Rapport complémentaire fait par M. le baron de Moffarts, n° 157. — Texte du projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus, n° 157.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Ruzette, m. a. t. p., p. 23 (21 novembre 1923). — Le projet est renvoyé aux commission de l'agriculture et des travaux publics, p. 23.
Dépôt du rapport par M. le baron de Moffarts, p. 731 (10 avril 1924). — M. le baron de Moffarts fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et demande qu'il soit discuté après les vacances de Pâques, p. 731. — Le Sénat étant unanime, M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 731.
Motion d'ordre de M. de Kerchove d'Ousselghem, qui prie le Sénat d'ajourner l'examen de ce projet de loi et demande, la commission de l'agriculture ayant reçu des renseignements qui sont de nature à modifier les conclusions du rapport, que ce projet soit renvoyé à la commission qui ferait rapport complémentaire, p. 778. — La demande de M. de Kerchove d'Ousselghem est unanimement admise, p. 778.
Dépôt du rapport complémentaire par M. le baron de Moffarts, p. 828 (22 mai 1924). — M. le baron de Moffarts demande que ce projet soit examiné le plus tôt possible et M. le président propose de fixer cet objet immédiatement après les budgets, p. 828. — Adhésion du Sénat.
Une demande faite par motion d'ordre, par M. Fraiture tendant à donner la priorité au projet autorisant la Société des chemins de fer vicinaux à concéder des exploitations de transports automobile sur routes n'est pas admise et une proposition de M. Speyer tendant à ne procéder qu'à une seule discussion générale sur les deux projets est également écartée, p. 1017, 1018.
Avant d'ouvrir la discussion générale, M. le président fait observer que le Sénat se trouve en présence de deux projets : 1° le texte du gouvernement; 2° le texte nouveau proposé par la commmission, d'accord avec M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics. M. le président déclare que la commission propose de prendre le nouveau texte pour base de la discussion, texte qui a pour titre : « Projet de loi sur les services publics et réguliers d'autobus. » — Le Sénat admet unanimement le nouveau titre et prend le texte nouveau comme base de la discussion, p. 1018.

Voies et communications : AUTOBUS. *Services publics et réguliers d'autobus (suite)*

Discussion des articles.

Art. 1er. Adopté sans observations, p. 1018.

Art. 2. M. Speyer propose un amendement, M. le baron Ruzette, m. a. t. p., admet cet amendement, et l'article 2, ainsi amendé est adopté, p. 1018, 1019.

Art. 3. M. Speyer demande qu'il soit apporté au troisième alinéa de cet article la même modification qu'à l'article 2, et M. Ruzette, m. a. t. p., déclare être d'accord avec M. Speyer, p. 1019. — Discussion. MM. Fraiture, le baron Ruzette, m. a. t. p., Neujean, m. c. f. m. p. t., le baron de Moffarts, Speyer, Feron, p. 1019, 1020. — L'article 3 est adopté avec l'amendement de M. Speyer, p. 1020.

Art. 4. Adopté sans observations, p. 1020.

Art. 5 et 6. Adopté avec le même amendement indiqué par M. Speyer et admis par le ministre, p. 1020, 1021.

Art. 7. Observations de MM. Feron et Neujean, m. c. f. m. p. t., p. 1021. — L'article 7 est adopté, p. 1021.

Art. 8 à 13. Adoptés sans observations, p. 1021.

Art. 14. Est entendu : M. Fraiture qui fait des observations d'intérêt général, quant à la question de savoir comment sera assurée la permanence des services, p. 1021-1022. — Observations de M. Liebaert et le baron Ruzette, m. a. t. p. (qui répond à M. Fraiture), p. 1021, 1022. — L'article 14 est adopté, p. 1022.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1022.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 1040 (24 juillet 1924). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

CHEMINS DE FER ET CHEMINS DE FER VICINAUX. — V. la rubrique spéciale.

TRAMWAYS. — V. la rubrique spéciale.

TRANSPORTS AUTOMOBILES SUR ROUTES. (*Exploitation par les chemins de fer vicinaux*). — V. Chemins de fer vicinaux.

Volckaert, sénateur de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Amendements aux articles 2 et 10, n° 31.

Proposition de loi ayant pour but : 1° de rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les conseils provinciaux, et 2° de fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisi par le Sénat (co-sign.). Annexe au n° 128.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la Société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de services de transports automobiles sur routes. Amendements (co-sign.), n° 136.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Amendement à l'article 78 du tableau, n° 175.

Ann. — Fait rapport sur l'élection de M. Deploige, élu par le conseil provincial du Limbourg, en remplacement de M. Keesen, décédé, p. 1.

Annonce du décès de MM. les sénateurs Keesen, Van Cauwenbergh et Moyart. Prononce un discours à cette occasion, p. 5-6.

Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion en vue de la constitution de leurs bureaux, p. 6.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie. Discussion générale, p. 15. — Discussion des articles. Art. 2, p. 43, 44. — Art. 21. Discussion, p. 62. — Art. 35. Discussion, p. 89. — Observations au sujet du dépôt tardif d'amendements qui viennent d'être présentés par le gouvernement, ainsi que de leur importance éventuelle, p. 176, 177. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 200.

Projet de loi réorganisant les monts de piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Discussion générale, p. 28. — Discussion des articles. Art. 4, p. 39.

Conseil colonial : Renouvellement d'un mandat. Demande, au nom du groupe socialiste, qu'à l'avenir l'assemblée soit avertie en temps utile, afin de pouvoir examiner si le délégué du Sénat a rempli convenablement sa mission, p. 72. — Discussion, p. 73.

Interpellation de M. le baron de Mévius au sujet de la gare et du passage à niveau de Gembloux, p. 103.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Observations, p. 116, 117. —

Volckaert (*suite*)

Discours. Proteste notamment contre les impôts de consommation, p. 124. — Observations, p. 128 à 130. — Discussion des articles. Art. 2, p. 131, 132. — Demande l'appel nominal sur un amendement (alinéa additionnel) qu'il a présenté, p. 133. — Art. 11, p. 141. — Art. 17*bis* proposé par amendement par M. François, p. 146. — Art. 21, p. 149. — Au moment du vote en seconde lecture. M. Theunis ayant fait des observations au sujet d'un amendement qu'il avait présenté en première lecture, amendement qui a été adopté et dont M. Theunis, p. m., m. f., déclare le texte inapplicable, admet l'imperfection du texte de cet amendement, mais se félicite du résultat obtenu pour les familles nombreuses, p. 177. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 203. — Art. 12. Discussion, p. 207.

Budget des voies et moyens pour 1924. Discussion générale, p. 154.

Projet de loi apportant des modifications à l'article 239 du Code électoral. Observations au sujet du moment où ce projet sera discuté, p. 161. — Discussion générale, p. 162. — Observations au sujet d'une demande de M. Ryckmans tendant à prendre la parole au moment du vote, p. 171.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Discussion générale, p. 167, 168.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale, p. 179 à 182, 185. — Discussion des articles. Art. II : Art. 58, p. 188.

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 221 à 223. — Pose une question au ministre au sujet des stocks qui ont été saisis dans la Ruhr, p. 226-227. — Observations, p. 228 à 230, 252, 255 à 258, 274.

Interpellation de M. Deswarte au sujet de la spéculation frauduleuse sur le change. Discussion, p. 233, 234, 242.

Interpellation de M. Asou au sujet des habitations à bon marché, notamment en ce qui concerne la ville de Tournai, ainsi qu'au sujet de la répartition des subsides. Discussion, p. 266 à 270.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 292, 293, 305, 306, 308, 311, 322, 324, 326, 343, 355, 358, 360.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale, p. 380. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 489, 493.

Motion d'ordre au sujet de l'incident de récusation qui vient de se produire au cours de la procédure de poursuites contre un grand industriel, pour fournitures à l'ennemi, et de la prescription qu'il craint de voir acquise, p. 385. — Observations, p. 386.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion. Observations, p. 507, 514 à 516. — Observations au sujet de la procédure à suivre sur une proposition d'ajournement, p. 521. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Vauthier, p. 529. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 537, 543, à 545.

Interpellation de M. Van Fleteren au sujet de la situation des magistrats. Discussion au sujet du vote sur les ordres du jour en présence. Déclare prendre acte des paroles de M. Liebaert, p. 512.

Démission du cabinet Theunis. Observations au moment de l'entrée des ministres dans la salle du Sénat, p. 554.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 573. — Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale. Observations, p. 684, 690.

Politique du gouvernement. Déclaration de M. Masson, m. j., au moment de la reconstitution du nouveau cabinet Theunis. Discussion, p. 600. — Fait des observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Beauduin, concernant l'incident qui a eu lieu, la veille, à la Chambre, au cours de la discussion de la déclaration gouvernementale, incident soulevé par M. Hubin, qui a employé le mot « voleur » visant un membre de la Haute assemblée, p. 601. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Beauduin, concernant l'incident qui a surgi entre ce dernier et M. Mousty, relativement à la question des sucres, p. 721, 722.

Revision du règlement du Sénat. Articles 40, 42 et 56. — Se rallie à la proposition de M. Ligy tendant à ajourner la discussion des propositions de revision jusqu'au jour où le Sénat sera saisi de l'ensemble des prpositions de la commission spéciale instituée pour examiner cette question, p. 606. — Discussion des articles. Art. 59. Observations, p. 1009. — Observations à l'occasion d'une demande de M. le marquis Impériali tendant à savoir à quel moment le

Volckaert (*suite*)

nouveau règlement sera mis en vigueur, p. 1011. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. J. Nolf, qui, ayant été retenu en commission, demande que l'on remette en discussion l'article 56, déjà voté, p. 1017.

Projet de loi complétant et modifiant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion générale. Observations, p. 611, 612, 629. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 635. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 642. — Discussiond es articles. Art. 13, p. 653.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie du Congo belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie des chemins de fer du Katanga. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence faite par M. Carton, m. c., p. 635.

Budget du ravitaillement pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 658.

Comptabilité des dépenses engagées. Rapport de la commission des finances sur diverses délibérations du conseil des ministres. Discussion, p. 718.

Projet de loi réglementant la vente au détail des denteiles. Discussion générale. Observations, p. 728.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion des articles. Art. 2, p. 736, 737.

Budget des finances pour 1924. Discussion générale, p. 744, 752 à 754, 756.

1er mai. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Lekeu tendant à ce que le Sénat ne siège pas ce jour-là, p. 750.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale. Observations, p. 792. — Discours, p. 795. — Observations, p. 796, 797.

Fixation de l'ordre du jour. Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à l'ajournement du Sénat jusqu'à la convocation ultérieure, p. 802.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur le nouveau régime des abonnements au téléphone, p. 826.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Impériali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 826. — Attire notamment l'attention sur la nécessité de l'entretien des gares, au point de vue de la propreté, et la distribution de billets à l'avance, p. 834, 835. — Observations, p. 836, 844, 849, 851.

Budget de l'industrie et du travail pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 883 à 888. — Discussion des articles. Art. 78. Défend l'amendement qu'il présente, p. 933, 934.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 941, 942, 945, 946, 950, 952, 960, 961.

Disparition du député Matteoti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1025, 1026.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder à la société nationale des chemins de fer vicinaux la concession de certaines exploitations de service de transport automobile sur routes. Discussion générale, p. 1028, 1029.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget de la défense nationale pour 1924 et interpellation de M. Allewaert au sujet des accidents causés par les explosifs dans la région du front. Discussion générale, p. 1087, 1125.

Budget extraordinaire pour l'exercice 1924. Discussion générale. Observations, p. 1189.

Budgets du Congo. M. le président ayant annoncé que la commission des travaux parlementaires propose de réunir en une seule discussion générale tous les projets relatifs aux budgets du Congo et aux crédits supplémentaires à ces budgets, estime qu'il devrait être entendu que cette procédure sera suivie à titre exceptionnel les budgets étant, à l'avenir, discutés séparément et seuls les crédits supplémentaires étant, éventuellement, réunis, p. 1215. — Discussion générale des différentes questions intéressant le Congo. Observations, p. 1219, 1220, 1223. — Discours, p. 1236 à 1240.

Catastrophe maritime au large d'Ostende. Motion d'ordre de M. Rutten à cette occasion, p. 1235.

Projet de loi relatif à la durée du temps scolaire dans les écoles primaires. Observations à l'occasion d'une motion d'ajournement faite par M. Ryckmans, p. 1277.

Vérification des pouvoirs de M. Henricot, élu sénateur provincial du Brabant, en remplacement de M. Berger, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 1289, 1290.

Volckaert (*suite*)

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux de vie. Discussion générale. Observations, p. 1291. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Observations à l'occasion d'une proposition de M. Deswarte, tendant à supprimer la discussion générale, p. 1299. — Discussion générale, p. 1305 à 1308. — Discussion des articles. Art. 1er et Ibis et Ier proposés par amendement par le gouvernement. Discussion, p. 1310, 1311. — Observations au sujet de la suite de la discussion de ce projet de loi, p. 1314. — IIbis proposé par la commission. Observations, p. 1317, 1318, 1320. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. Dupret relativement à une interruption qu'il a faite la veille, p. 1321. — Reprise de la discussion de l'article 1er. Amendement de M. Du Bois, p. 1325. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1330. — N° IVbis proposé par la commission, Discussion, p. 1334. — Après le vote par assis et levé sur un amendement de M. Lebon, estime que l'épreuve est douteuse, p. 1336. — Observations pendant les discours des sénateurs qui motivent leur vote, p. 1421, 1423. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423. — Observations à l'occasion d'un rappel à l'ordre infligé à M. Van Fleteren qui a qualifié de « voleurs », les sénateurs qui votaient le projet de loi, p. 1424.

Interpellation de MM. Guyaux et Van Roosbroeck au sujet de la hausse inquiétante du prix du pain. Appuie une motion de M. Guyaux tendant à obtenir l'urgence pour cette interpellation, p. 1299. — Discussion, p. 1381, 1382.

Projets de loi conférant la naturalisation. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'inscrire à l'ordre du jour du lendemain le vote sur ces projets de loi, qui viennent d'être transmis par la Chambre, p. 1315.

Projet de loi ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépense extraordinaire du Congo belge pour 1923. Discussion générale. Pose une question au ministre relativement au relèvement des traitements du petit personnel de la colonie, p. 1408.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Projet de loi domaniale. Discussion générale. Proteste contre le nombre de projets de loi importants que le Sénat est appelé à discuter en fin de session, p. 1387. — Observations, p. 1388, 1389. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

W

Westende. — V. Communes : Annexion de territoires : Nieuport.

Weyler, sén. provincial d'Anvers.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale, p. 342.

Interpellation de MM. Fraiture et consorts sur la désorganisation générale des chemins de fer, p. 447.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur l'amendement du gouvernement, p. 649. — Art. 13. S'abstient au vote sur le texte proposé par le gouvernement, p. 654. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 656.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Observations, p. 1225. — Discours, p. 1249, 1250.

Wilson (Décès de l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique). — V. Affaires étrangères : Amérique.

Wittemans, sén. d'Anvers.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1924. Amendement à l'art. 62 (co-sign.), n° 76.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Amendements aux articles 2, 3, 4, 6, 13, 19, 22, 43, 44, 45, 46, 47, 51, 52, 80, 116, 122 et 123, n° 122.

Demandes de naturalisation ordinaire. Rapports, n° 253.

Ann. — Commissions permanentes. Discussion au sujet de la date de leur réunion, en vue de la constitution de leurs bureaux, p. 6.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de caisse publique de prêts. Discussion des articles. Art. 4. Discussion, p. 40.

Wittemans *(suite)*

Budget des affaires étrangères pour 1924. Discussion générale. Parle notamment de la question des passeports, p. 211 à 213. — Observations, p. 227 à 229, 253, 254 277.

Par motion d'ordre annonce que M. Van Berckelaer, retenu éloigné du Sénat depuis de longs mois, espère reprendre sa place dans l'assemblée à bref délai et rend à cet occasion hommage à M. Van Berckelaer, p. 289.

Budget des sciences et des arts pour 1924. Discussion générale. Expose au Sénat certaines idées nouvelles relativement aux divers degrés de l'enseignement, p. 297, 300. — Observations, p. 349.

Budget de la justice pour 1924. Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur les loteries installées sur les champs de foire, puis proteste contre le renvoi au comité de législation de sa proposition de loi sur l'épargne des femmes mariées, p. 425 à 427. — Observations, p. 475.

Interpellation de MM. Fraiture et cons. sur la désorganisation générale des chemins de fer. Incident entre M. Neujean, ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, et M. Van Fleteren, p. 444.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Discussion générale, p. 542.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1924. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Observations, p. 579.

Projet de loi revisant la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes. Discussion générale. Observations, p. 696. — Discours, p. 698 à 700. — Observations, p. 716. — Discussion des articles. Art. 2, p. 735 à 737, 739. — L'amendement qu'il avait présenté ayant été rejeté, souligne, par motion d'ordre, l'importance du vote qui vient d'être émis : rejet de l'amendement visant les employés des remorqueurs, alors que la loi est applicable à la batellerie, p. 739.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1924. Discussion générale. Discours. Traite notamment la question de la prostitution, p. 761 à 767.

Projet de loi revisant le tarif des douanes. Discussion générale, p. 797.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1924 et interpellation de M. le marquis Imperiali au sujet du nouveau régime des abonnements au téléphone. Discussion générale. Observations, p. 843.

Budget de la dette publique pour 1924 et interpellation de MM. Braffort, et le baron de Moffarts au sujet des bases de calcul des bénéfices des cultivateurs pour 1922. Discussion générale. Observations, p. 855, 970.

Disparition du député italien Matteotti. Motion d'ordre de M. Lafontaine à cette occasion. Observations, p. 1026.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1040.

Budget des dépenses recouvrables pour 1924 et budget des affaires économiques pour 1924. Discussion générale. Parle en faveur des déportés, p. 1058, 1059.

Budget de la défense nationale pour 1924. Discussion générale. Observations, p. 1130, 1133, 1134.

Budgets du Congo. Discussion générale d'ensemble des questions intéressant le Congo. Discours, p. 1243. — Observations, p. 1254, 1255.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie. Discussion générale. Discours, p. 1283, 1284, — Observations, p. 1285, 1286. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1295.

Projet de loi modifiant la loi sur les loyers. Discussion générale, p. 1307. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1423.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1414.

Wulpen. — V. Communes : Annexion de territoire : Nieuport.

ERRATA : Au nom de Mgr Deploige (page 30 de la table), il faut lire : *Deploige, sénateur élu par le conseil provincial du Limbourg*, au lieu de : *élu par le conseil provincial du Hainaut.*

FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE DES ANNALES PARLEMENTAIRES DU SENAT.